Chambre des Députés

LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°12
SESSION ORDINAIRE 2006-2007

31e	séance, mercredi	9 mai 2007
32e	séance, jeudi	10 mai 2007
33e	séance, jeudi	10 mai 2007

Visite du Président russe

Dans le cadre de la récente visite de M. Vladimir Poutine au Grand-Duché de Luxembourg, M. Lucien Weiler, Président de la Chambre des Députés, a pu s'entretenir avec le Président de la Fédération de Russie. La Chambre des Députés entretient des relations de longue date à la fois avec la Douma et le Conseil de la Fédération. (Photo - © SIP)

«Trouvez une issue!»

Les organisations patronales européennes souhaitent que les responsables politiques cherchent et trouvent rapidement une issue de la crise qui bloque l'Union européenne depuis deux ans. «Une Europe affaiblie ne profite guère aux entreprises» a souligné M. Ernest-Antoine Seillère, le Président de BusinessEurope au cours d'une entrevue le 3 mai 2007 à la Chambre des Députés.

BusinessEurope est une fédération regroupant 39 organisations patronales de 33 pays européens. Le Luxembourg y est représenté par la Fédération des Industriels FEDIL.

L'échange de vues avec une délégation de la Commission des Affaires étrangères et européennes de la Chambre a porté par ailleurs sur le modèle social européen - «qu'il faut maintenir et protéger en évitant de le pousser trop loin» - et la force de l'euro par rapport au dollar.

www.businesseurope.eu

M. Ernest-Antoine Seillère, Président de BusinessEurope (à l'avant-plan) et M. Robert Dennewald, Président de la FEDIL.

L'Albanie en route vers l'OTAN et l'Union européenne

Mme Jozefina Topalli, Présidente du Parlement albanais, entourée d'une délégation du Parlement albanais, des membres du Bureau et de la Commission des Affaires européennes et étrangères de la Chambre des Députés.

Le rapprochement de l'Albanie avec l'Union européenne passe par de nombreux contacts bilatéraux et multilatéraux.

Un exemple en est la visite officielle de la Présidente du Parlement albanais, Jozefina Topalli, accompagnée d'une délégation parlementaire, à Luxembourg.

«L'Albanie est un pays européen»: ceci a été un message central des parlementaires albanais lors d'une réunion avec les membres du Bureau et ceux de la Commission des Affaires européennes et étrangères de la Chambre des Députés. Madame Topalli a également eu un entretien avec le Président de la Chambre des Députés, M. Lucien Weiler.

Un accord de stabilisation et d'association entre l'Union européenne et l'Albanie a été signé l'année passée à Luxembourg. Il pourra très prochainement être ratifié par la Chambre des Députés.

L'Albanie s'est entre autres engagée à poursuivre une voie démocratique et à combattre la corruption qui a sévi pendant de longues années dans le pays.

L'Albanie espère rejoindre très prochainement l'Alliance atlantique.

Madame Topalli a souligné qu'en ce qui concerne le Kosovo, elle est en faveur de l'indépendance selon les conditions énoncées par Monsieur Martti Ahtisaari.

DANS CE NUMÉRO

Déclaration de politique générale sur l'état de la nation p. 360

5726 - Débat sur l'état de la nation p. 365

«L'égalité des chances et le rôle des médias»

Quelques jeunes participant à cette journée de travail consacrée à la Convention des Jeunes.

Tel était le thème de la Convention des Jeunes qui s'était réunie le 18 mai à la Chambre des Députés. Une cinquantaine de jeunes des différentes branches de l'enseignement secondaire ainsi que de l'Université du Luxembourg ont débattu dans cinq ateliers différents. Un atelier a parlé des possibilités d'analyser et de manier les médias, un autre s'est entretenu sur le rôle de la musique dans la promotion de la diversité, un groupe a parlé du rôle des médias dans l'intégration. Deux autres sujets ont été la représentation de l'homme et de la femme dans les médias ainsi que l'analyse des stéréotypes propagés par le film.

Après une journée de travail en groupe, les conclusions des divers ateliers ont été présentées en séance plénière.

Chamber TV

an der Stad: *um Kanal S 29 (Coditel) oder um Kanal S 40 (Eltrona/Siemens)* **zu Esch:** *um Kanal S40 (455.25 MHz)*
zu Déifferdeng: *um Kanal S 29* **zu Diddeleng:** *um Kanal S 32* **an der Gemeng Nidderaanven:** *um Kanal S 29*

Le Président à l'écoute…

…de M. André Peffer, Directeur de l'Administration du Cadastre. Lors de cette rencontre ont été abordé les répercussions de la réforme de l'Administration du Cadastre du 25 juillet 2002. Le Président s'est dit impressionné par le volume et la qualité du travail fourni par l'Administration.

…et de M. Marc Gengler, Président de la Cour des Comptes. Le Président Gengler a expliqué les méthodes actuelles de travail de la Cour et les défis auxquels elle se trouve confrontée. Monsieur Weiler a réitéré au Président Gengler les sentiments de grand respect que la Chambre témoigne à l'activité de la Cour des Comptes.

Chamber TV

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

um Réseau vun der Eltrona / Siemens (imagin)

um Kanal S40 / 455.25 Mhz

um Réseau vun der Coditel

um Kanal S 29

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

Litiges transfrontaliers

5411 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat, et transposant certaines dispositions de la Directive 2003/8/CE du Conseil du 27 janvier 2003 visant à améliorer l'accès à la justice dans les affaires transfrontalières par l'établissement de règles minimales communes relatives à l'aide judiciaire accordée dans le cadre de telles affaires

Le projet de loi 5411 entend modifier certaines dispositions de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat, et plus particulièrement celles relatives à l'assistance judiciaire, afin de mettre notre législation en conformité avec la directive 2003/8/CE du Conseil du 27 janvier 2003 visant à améliorer l'accès à la justice dans les affaires transfrontalières par l'établissement de règles minimales communes relatives à l'aide judiciaire accordée dans le cadre de telles affaires (ci-après la «Directive»).

Dans la mesure où notre législation en matière d'assistance judiciaire est, dans une large mesure, déjà conforme aux exigences de la Directive, la transposition de celle-ci ne nécessite pas de refonte complète des dispositions relatives à l'assistance judiciaire, une simple adaptation étant suffisante.

Avec la signature du Traité d'Amsterdam, l'Union européenne s'est donné pour objectif de maintenir et de développer un espace de Liberté, de Sécurité et de Justice. Or, la mise en place d'un tel espace, et plus particulièrement d'un espace de Justice, suppose que tout citoyen européen puisse accéder à la Justice dans l'ensemble de l'Union européenne.

La Directive, dont le projet de loi sous examen entend parfaire la transposition, a pour objectif principal de garantir un niveau approprié d'aide judiciaire dans les litiges transfrontaliers par l'établissement de certaines normes minimales communes relatif à l'aide judiciaire. Le manque de ressources d'une personne partie à un litige transfrontalier ne doit pas l'empêcher de faire valoir ses droits en Justice.

Le champ d'application de la Directive est limité aux litiges transfrontaliers et vise toutes les procédures en matière civile et commerciale, à l'exclusion des matières fiscales, douanières et administratives. Par «litige transfrontalier», il faut entendre, d'après la Directive, tout litige dans lequel la partie qui présente une demande d'aide judiciaire a son domicile ou sa résidence habituelle dans un État membre autre que l'État du for ou que l'État dans lequel la décision doit être exécutée.

Aux termes de la Directive, a droit à une aide judiciaire toute personne physique qui est dans l'incapacité totale ou partielle de faire face aux frais de justice en raison de sa situation économique.

La Directive définit également les prestations pour lesquelles l'aide judiciaire est considérée comme appropriée, à savoir l'accès à un conseil précontentieux, l'assistance d'un avocat pour assurer conseil et représentation en justice, ainsi que l'exonération ou la prise en charge des frais de justice du bénéficiaire voire des frais liés au caractère transfrontalier de l'affaire.

La Directive détermine également les conditions liées aux ressources financières du demandeur ou au bien-fondé de l'affaire, qui peuvent être exigées par les États membres pour accorder l'aide judiciaire.

Les modifications proposées par le projet de loi 5411

Les modifications apportées par le projet de loi sous rubrique concernent avant tout l'article 37-1 de la loi du 10 août 1991 sur la profession d'avocat.

Le paragraphe (1) dudit article 37-1 qui énumère les personnes pouvant bénéficier de l'assistance judiciaire au Luxembourg est complété, afin de tenir compte du principe de non-discrimination établi à l'article 4 de la Directive en vertu duquel «*les États membres accordent le bénéfice de l'aide judiciaire, sans discrimination, aux citoyens de l'Union et aux ressortissants de pays tiers en situation régulière de séjour dans l'un des États membres.*». Sont ainsi inclus dans la liste des bénéficiaires de l'assistance judiciaire, les ressortissants étrangers qui ont leur domicile ou leur résidence dans un autre État membre de l'Union européenne, à l'exception du Danemark, dès lors que l'assistance judiciaire est demandée pour une procédure civile ou commerciale visée par la Directive.

À noter que l'exclusion des ressortissants non communautaires danois s'explique par le fait que le Danemark n'a pas adopté la Directive et partant n'est ni lié par elle ni soumis à son application.

L'assistance judiciaire peut également être accordée, en matière civile ou commerciale, aux fins d'obtenir des conseils juridiques d'un avocat au Luxembourg y compris la préparation du dossier d'une demande d'aide judiciaire destinée à être présentée dans un autre État membre de l'Union européenne, jusqu'à ce que la demande d'aide judiciaire y ait été reçue.

Le projet de loi sous rubrique tient également compte du fait que la Directive vise, de manière générale, tout litige transfrontalier impliquant une procédure en matière civile et commerciale, sans distinction quant à l'objet du litige et la qualité professionnelle du bénéficiaire potentiel de l'aide judiciaire. Le texte actuellement en vigueur exclut du bénéfice de l'assistance judiciaire les propriétaires, détenteurs ou conducteurs de véhicules automoteurs pour les litiges résultant de l'usage de ceux-ci. Il exclut également les commerçants, les industriels, les artisans ou les membres d'une profession libérale pour un litige ayant trait à leur activité commerciale ou professionnelle, sauf cas de rigueur dûment justifiés, ainsi que, de manière générale, les personnes qui se sont adonnées à des activités à caractère spéculatif ayant donné lieu à litige.

Le projet de loi 5411 maintient ces dispositions, mais prévoit au niveau du paragraphe (2) de l'article 37-1 de la loi modifiée de 1991 une dérogation dans le cadre de litiges transfrontaliers couverts par la Directive, et ce conformément à l'article 6 de la Directive qui autorise les États membres à tenir compte de la nature de l'affaire, dans l'hypothèse où il s'agit d'une revendication découlant directement des activités commerciales du candidat à l'aide judiciaire ou de ses activités en tant que travailleur indépendant.

Une autre modification prévue au niveau du paragraphe (2) de l'article 37-1 consiste à permettre au Bâtonnier de déroger au principe de la rétroactivité de l'assistance judiciaire au jour de l'introduction de l'instance et de fixer l'effet à une autre date. Cette modification est censée inciter les personnes qui sont dans une situation matérielle difficile à introduire leur demande d'admission à l'assistance judiciaire en début de procédure plutôt qu'à la fin.

Le projet de loi sous examen entend également compléter le texte de l'article 37-1 de la loi modifiée de 1991 afin de tenir compte de l'une des recommandations que le Comité européen pour la prévention de la torture et des peines et traitements inhumains ou dégradants (le «CPT») a formulées à l'encontre du Luxembourg. En effet le CPT a proposé de revoir le système d'aide juridique pour les détenus, afin d'assurer son efficacité pendant la procédure, y compris lorsque la personne concernée est retenue par la police. Le paragraphe (5) de l'article 37-1 prévoit ainsi que toute personne retenue par la police est en droit de bénéficier de l'assistance judiciaire.

Finalement, le projet de loi aménage un recours à l'encontre des décisions du Conseil disciplinaire et administratif qui est l'organe qui statue d'ores et déjà sur les décisions de refus ou d'octroi de l'assistance judiciaire par le Bâtonnier. Jusqu'à présent, les décisions du Conseil disciplinaire et administratif n'étaient susceptibles d'aucun recours. Le projet de loi sous rubrique prévoit qu'un recours est désormais ouvert devant le Conseil disciplinaire et administratif d'appel.

L'article 28, paragraphe (2) de la loi de 1991 sur la profession d'avocat se trouve également modifié afin de tenir compte de la mise en demeure de la Commission européenne du 19 octobre 2005 pour non-communication des mesures de transposition de la directive 98/5/CE du Conseil du 16 février 1998 relative à l'exercice de la profession d'avocat. La Commission européenne avait mis en cause l'indépendance et l'impartialité des membres, tant du Conseil disciplinaire et administratif que du Conseil disciplinaire et administratif d'appel.

Le projet de loi sous examen rétablit les alinéas (1) et (3) de l'article 28, paragraphe (2) dans leur teneur d'avant la loi du 13 novembre 2002. En effet, dans sa version originale, la loi de 1991 prévoyait que le Conseil disciplinaire et administratif, ainsi que le Conseil disciplinaire et administratif d'appel étaient composés de deux magistrats et d'un assesseur-avocat. En modifiant la composition de ces deux organes, la loi du 13 novembre 2002 avait donné une prépondérance aux avocats dans la prise de décision. Le projet de loi sous rubrique réintroduit la composition telle qu'initialement prévue dans la loi de 1991. Le texte sous rubrique satisfait ainsi à l'exigence du recours juridictionnel prévu tant par la Directive que la directive 98/5/CE précitée.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 02.12.2004
Rapporteur: M. Patrick Santer

Travaux de la Commission juridique
(Président: M. Patrick Santer):

09.11.2005	Désignation d'un rapporteur
	Examen du texte du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
17.05.2006	Continuation
21.06.2006	Examen de l'avis de l'Ordre des Avocats du Barreau de Luxembourg
07.03.2007	Continuation de l'examen du projet de loi
02.05.2007	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
16.05.2007	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 22.05.2007

Minett-Kompost

5630 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux en relation avec la construction des nouvelles infrastructures de traitement des déchets organiques du syndicat intercommunal «Minett-Kompost»

À la suite de l'adoption de la loi du 17 juin 1994 relative à la prévention et la gestion des déchets dans l'intérêt d'une valorisation sélective des déchets ménagers par les communes, plusieurs installations de compostage communales ont été mises en place ayant comme résultat une baisse sensible du volume des déchets organiques qui sont éliminés avec les déchets ménagers.

Une des premières installations de compostage qui a vu le jour à l'époque fut le projet-pilote mis en place par le syndicat intercommunal «Minett-Kompost», créé au début des années 90 et qui regroupe depuis 22 communes, majoritairement situées dans le sud du pays.

À l'époque, les communes de Bascharage, Bettembourg, Clemency, Differdange, Dippach, Dudelange, Esch-sur-Alzette, Frisange, Kayl, Leudelange, Mondercange, Reckange-sur-Mess, Roeser, Rumelange, Sanem et Schifflange avaient pris l'initiative de créer un centre de compostage commun à Mondercange et elles avaient à ces fins constitué sous la dénomination «Minett-Kompost» un syndicat intercommunal avec pour objet la construction, la gestion, l'exploitation et l'entretien de ce centre de compostage, l'organisation de la collecte et du transport des déchets ainsi que la mise en vente du compost produit par le centre. Au cours des années furent mises en place d'abord l'installation de compostage proprement dite à Mondercange, puis la collecte des déchets organiques par le biais des poubelles vertes organisée par les communes.

Depuis quelques années, le syndicat «Minett-Kompost» a un succès tel qu'il doit refuser des quantités importantes qui sont prises en charge par d'autres installations du pays, voire qui sont exportées. L'agrandissement des structures s'est donc rapidement imposé.

Ainsi, le comité du syndicat intercommunal a décidé de procéder à un tel agrandissement en y ajoutant des éléments d'optimisation

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber online op
www.chd.lu

énergétiques des installations. Cette approche fut confortée en avril 2006 par le premier plan d'action du Gouvernement en vue de la réduction des émissions de CO_2 qui a conféré le statut de projet-pilote aux nouveaux projets du syndicat «Minett-Kompost».

Le projet d'agrandissement et de modernisation des installations fut adopté par le syndicat pour une enveloppe financière de près de 20,86 millions d'euros pour l'installation de fermentation plus environ 2,55 millions d'euros pour l'infrastructure nécessaire en vue de l'injection de biogaz dans le réseau de gaz naturel, préalablement traité dans le réseau de gaz naturel. L'enveloppe globale de 23.404.673 euros a été adoptée, à condition que l'État prenne à charge les deux tiers, conformément aux dispositions de l'article 4 de la loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement. La dépense afférente pour le budget de l'État s'élèvera à 15.820.800 euros, à l'indice 633,42 des prix de la construction au 1er octobre 2006.

En vertu de l'article 80, paragraphe 1er de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État, portant exécution de l'article 99 de la Constitution, une loi spéciale doit autoriser une dépense supérieure à 7.500.000 euros.

Dépôt par M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, le 08.11.2006
Rapporteur: M. Roger Negri

Travaux de la Commission de l'Environnement
(Président: M. Roger Negri):

02.05.2007	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
14.05.2007	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 23.05.2007

R.C. Autos

5653 - Projet de loi portant transposition de la directive 2005/14/CE sur l'assurance de la responsabilité civile résultant de la circulation des véhicules automoteurs et modifiant

- la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances;

- la loi du 16 avril 2003 relative à l'assurance obligatoire de responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs

L'objet principal du projet de loi sous rubrique consiste à transposer en droit luxembourgeois la directive 2005/14/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 mai 2005 modifiant les directives 72/166/CEE, 84/5/CEE, 88/357/CEE et 90/232/CEE du Conseil et la directive 2000/26/CE du Parlement européen et du Conseil sur l'assurance de la responsabilité civile résultant de la circulation des véhicules automoteurs. Les négociations de cette directive, communément appelée 5e directive R.C. Autos, ont été finalisées par les responsables de notre Commissariat aux Assurances avec les membres du Parlement européen et la directive a été adoptée par le Conseil européen et le Parlement sous présidence luxembourgeoise.

C'est pour la cinquième fois que l'Union européenne s'est attelée à l'actualisation et l'amélioration des règles régissant l'assurance automobile. Ce rapprochement des législations des États membres dans le domaine en question doit par ailleurs contribuer à concrétiser la libre circulation des personnes et des véhicules dans l'Union européenne et à réaliser le marché commun.

La loi du 16 avril 2003 avait transposé en droit luxembourgeois la 4e directive R.C. Autos (2000/26/CE) qui avait pour objectif principal l'accélération et la simplification du règlement des sinistres dans le domaine de la responsabilité automobile dont sont victimes des personnes qui ne résident pas dans l'État dans lequel s'est produit l'accident. À cet effet la directive imposait aux compagnies d'assurance

- de désigner dans chaque État membre un représentant chargé du règlement du sinistre causé par un de leurs clients à une personne résidant dans cet État membre du fait d'un accident survenu dans un autre État membre;

- de prendre position sur les revendications de la victime dans un délai de trois mois de la date de la présentation de la demande de revendication.

Par ailleurs elle exigeait des États membres de créer un organisme d'indemnisation suppléant à l'absence de représentants des compagnies d'assurance, ainsi qu'un organisme d'information à disposition des victimes d'accidents, et de prévoir des sanctions à l'égard des entreprises d'assurance qui ne se sont pas conformées aux dispositions de la directive.

Le Grand-Duché a été un des premiers pays à rendre obligatoire l'assurance responsabilité civile de conducteurs de véhicules automoteurs et dispose dès lors depuis bien longtemps d'une législation bien équilibrée dans ce domaine, contenant déjà bon nombre des dispositions des directives successives qui n'avaient donc plus besoin d'être transposées en droit national.

La 5e directive, quant à elle, entend faciliter l'accès des conducteurs à l'assurance R.C. et renforcer la protection offerte aux victimes. À cet effet, elle propose des mesures à prendre par les États membres notamment dans huit domaines différents:

1. Actualiser les montants minima de couverture des sinistres résultant de la circulation des véhicules automoteurs

2. Extension de la procédure de règlement rapide des sinistres également aux accidents qui surviennent dans l'État de résidence de la victime

3. Obligation d'indemnisation des dommages matériels en cas d'accident causé par un véhicule non identifié

4. Facilité pour l'obtention d'une assurance couvrant les risques d'un véhicule importé

5. Obligation pour les États membres de faire indemniser par un Fonds de Garantie les victimes des sinistres occasionnés sur son territoire par un véhicule bénéficiant d'une dérogation à l'obligation d'assurance

6. Obligation pour le Fonds de Garantie de fournir les informations spécifiées non seulement aux victimes d'un accident mais à toute personne y impliquée

7. Obligation pour les compagnies d'assurance à délivrer à leurs clients une attestation de sinistralité également en cours de contrat

8. Permettre aux succursales situées à l'étranger des compagnies d'assurance de devenir représentants de leur entreprise dans les autres États membres dans la branche R.C. Autos.

Au-delà des dispositions concernant la transposition de la 5e directive, le projet de loi procède encore à des modifications mineures de notre législation qui ont pour but de faire correspondre les textes de la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances et de la loi du 16 avril 2003 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile de véhicules automoteurs.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 18.12.2006
Rapporteur: M. Norbert Haupert

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président: M. Laurent Mosar):

20.04.2007	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
03.05.2007	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 08.05.2007

Avocat européen

5660A - Projet de loi portant modification

1. de la loi du 13 novembre 2002 portant transposition en droit luxembourgeois de la Directive 98/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 1998 visant à faciliter l'exercice permanent de la profession d'avocat dans un État membre autre que celui où la qualification a été acquise et portant: 1. modification de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat; 2. modification de la loi du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés;

2. de la loi modifiée du 29 avril 1980 réglant l'activité en prestations de service au Grand-Duché de Luxembourg, des avocats habilités à exercer leurs activités dans un autre État membre des Communautés européennes;

3. de la loi modifiée 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés

Le projet de loi sous rubrique résulte de la scission en deux projets de loi distincts du projet de loi 5660 déposé à la Chambre des Députés le 21 décembre 2006 par M. le Ministre de la Justice.

Par une dépêche du 10 avril 2007 de la Secrétaire d'État aux relations avec le Parlement, le Ministre de la Justice a proposé de scinder le projet de loi 5660 en deux, afin que le volet visant à mettre la législation luxembourgeoise en conformité avec le droit communautaire, au vu de la mise en demeure, avec possibilité de demande de sanctions, adressée par la Commission européenne le 21 mars 2007 au Luxembourg, soit traité prioritairement. Cette mise en demeure fait suite à l'arrêt prononcé par la Cour de Justice des Communautés européennes en date du 19 septembre dans l'affaire C-193/05.

Le présent projet de loi 5660A entend assurer la conformité du droit luxembourgeois avec les exigences de la directive 98/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 1998 visant à faciliter l'exercice permanent de la profession d'avocat dans un État membre autre que celui où la qualification a été acquise, transposée par une loi du 13 novembre 2002, ainsi que cette directive a été interprétée par la Cour de Justice des Communautés européennes dans son arrêt du 19 septembre 2006 (affaire C-193/05).

Dépôt du projet de loi 5660 par M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 21.12.2006
Rapporteur: M. Patrick Santer

Travaux de la Commission juridique
(Président: M. Patrick Santer):

07.03.2007	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
03.05.2007	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
16.05.2007	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 22.05.2007

Chamber TV

an der Stad
um Kanal S 29 (Coditel) oder um Kanal S 40 (Eltrona/Siemens)

zu Esch
um Kanal S40 (455.25 MHz)

zu Déifferdeng
um Kanal S 29

zu Diddeleng
um Kanal S 32

an der Gemeng Nidderaanwen
um Kanal S 29

Ordre du jour

Déclaration de politique générale sur l'état de la nation

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; M. Fernand Boden, Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Jeannot Krecké, Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler et Jean-Louis Schiltz, Ministres; M. Nicolas Schmit, Ministre délégué; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Här President, ech gesinn lech zwar net, mä mir hunn lech näischt ze soen.

(Hilarité)

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, mir héieren haut de Mëtteg d'Deklaratioun vum Premierminister Jean-Claude Juncker zur Lag vun der Natioun. Här Premierminister, Dir hutt d'Wuert.

Déclaration de politique générale sur l'état de la nation

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, iwwert d'Lag vum Land gëtt et esou vill Meenunge wéi et Leit am Land gëtt. Jiddferee vun eis werft op d'Land säin eegene Bléck, projezéiert seng eege Gefiller op et. Jiddferee vun eis bliedert am méi oder manner déck gefëllte Buch vu sengen eegenen Erfahrunge mat Land a mat Leit a kënnt dann zu senger ureegener Meenung. Kee kuckt mat objektiven Aen. Kee gesäit alles. An trotzdeem schwätze mer alleguer esou, wéi wa mer alles géife gesinn.

Ech wollt haut nëmmen iwwert dat schwätzen, wat an d'Ae stécht, iwwert dat, wat an all A stécht an dofir och eigentlech misst vu jiddferengem gesi ginn. Dat, wat just am méi schmuele Bléckwénkel läit, dat loossen ech op der Säit. Ech loossen et op der Säit, net well et net wichteg wier, mä well ech fäerten, dass ee vum ville Stuerken op den Detail dat Ganzt net méi géif gesinn. Fir dat Ganzt ze gesinn, geet et heiansdo duer ee séiere Bléck ze werfen. Heiansdo muss een awer och e puermol kucken, fir dat, wat ee gesäit, am grousse Ganzen ze gesinn.

Zum grousse Ganze gehéieren net nëmmen d'Ëmstänn an d'Zoustänn am eegene Land. Och dat, wat ronderëm eis läit, dat betrëfft eis. Mir bestëmmen eis net eleng. Sou munches hei zu Lëtzebuerg, wéi an allen anere Länner och, ënnerläit dem Afloss vun dobaussen.

Deen eenzegen Afloss, dee mer op den Afloss vun dobausse kënnen huelen, deen übe mer iwwert d'Europäesch Unioun aus. Wa mer nëmmen an eise Bannegewässer géife schwammen, da géife mer zwar wäit, mä net wäit genuch kommen. Well eisen natierleche Baseng awer dee vun Europa ass, kënne mer méi wäit kommen. Duerch Europa kënne mer all Ufer vun der Welt erreechen, si mer méi ee grousst a méi ee wichtegt Stéck Welt, wéi wa mer eis mat eiser eegener Geografie - an déi ass schéin - a mat eiser Demografie, eiser eegener - an déi ass kleng -, misste begnügen. An dofir kann et eis net egal sinn, wéi et an Europa a wéi et mat Europa virugeet.

Haut ass - den Zoufall wëllt dat esou - den 9. Mee, den Europa-Dag. Deen dréit dëst Joer eng besonnesch Faarf, well mer viru genau 50 Joer déi Réimesch Grënnungsverträg ënnerschriwwen hunn. Am 50. Joer vun der Europäescher Unioun besichen Europa an d'Europäer eist Land iwwert de Wee vum Kulturjoer. Mir organiséieren et heiheem an an der Groussregioun: Méi europäesch geet et net! De Succès ass deem Kulturjoer gewëss, wéi esou vill international Stëmmen, och Pressestëmmen - an dat ass net all Dag esou -, et beweisen.

Ech wollt dofir virun allem dem Octavie Modert, mä och dem Coordinateur Robert Garcia an hirer Equipe meng onageschränkten Unerkennung soen. Si sinn amgaang Grousses ze leeschten. Hinnen an eis wollt ech soen, dass mer d'Kultur no dësem Joer op Orbit wëlle behalen. Eise Kulturbudget, deen hëlt zënter dem Joer 2000 iwwer 1% vun eisem Budget an. Een Niveau, dee soss bal keen anert europäescht Land erreecht. Mir wäerten och an Zukunft Kulturleader bleiwen. Dat entsprécht eisem Selbstverständnis, an dat mécht de Bléck vu baussen op Lëtzebuerg méi komplett. D'Kulturjoer huet iwwerall an Europa Klischeeën iwwer Lëtzebuerg un d'Wackele bruecht. An dat ass gutt esou.

Wann alles an Europa géif esou gutt klappen, wéi d'Kulturjoer hei zu Lëtzebuerg, da wiere mer op der gewonnener Säit. Mä mir sinn awer nach net op der gewonnener Säit, well d'Europäesch Unioun nach ëmmer net mat sech selwer eens gëtt.

Den 21. an 22. Juni kommen déi europäesch Stats- a Regierungschefen zu Bréissel zesummen, fir e Fahrplan a Saachen EU-Verfassung auszeschaffen. Et geet drëm, Europa aus deem Immobilismus erauszeféieren, an deem et no dem Ratifizéierungsstopp vun der Verfassung versackt ass.

D'Lëtzebuerger hunn den 10. Juli vum Joer 2005 „Jo" zum EU-Verfassungsvertrag gesot. Si hunn dat mat iwwer 56% gemaach; een däitleche Jo, wéi d'auslännesch Press schreift; ee klenge Jo, wéi d'Lëtzebuerger Press heiansdo seet, déi gelungenerweis awer an deene 54% franséischen Nee-Stëmmen ee massiven Nee gesäit. 56 schéngt méi kleng wéi 54 ze sinn. Dat kann nëmmen dee verstoen, deen och dat versteet, wat net ze verstoen ass.

De Lëtzebuerger Jo, dee verflicht d'Lëtzebuerger Regierung. Eist Verhandlungsmandat fir déi Gespréicher, déi kommen, ass kloer: Déi inhaltlech Substanz vum Verfassungsvertrag muss sech an engem, wéi ëmmer och gearteten, neien EU-Vertrag erëmfannen. Dee Vertrag wäert net méi Verfassungsvertrag heeschen, an dofir wahrscheinlech och op eng Rei vu verfassungsnoe Symboler verzichte mussen, wéi den europäesche Fändel zum Beispill.

Déi eng wäerte fir de Fändel kämpfen, déi aner wäerte géint de Fändel sinn. Eng Debatt iwwert de Fändel wäert et jiddefalls ginn. Sträit ëm de Fändel hoffentlech net. Fändelsdebatte sinn iwwerall gutt; Fändelssträit ass néierens gutt. Mä méi wichteg wéi den europäesche Fändel selwer ass dat, firwat e steet. Fir dass en duerch déi Zäit kënnt, déi kënnt an déi virun eis läit - eng Zäit vun héijer internationaler Komplexitéit, an dofir och eng Zäit vun héijer europäescher Responsabilitéit.

An där Zäit a fir déi Zäit, a fir déi Zäit virzebereeden, brauche mer een Europa, dat funktionéiert, an een Europa, dat décidéiert. En Europa, dat seng Kompetenzen do ausbaut, wou et der net genuch huet, an een Europa awer och, wat d'Fangere vun deene Saachen ewechléisst, déi besser bei de Memberstaten an hire Parlamenter opgehuewe sinn.

Am Kloertext: D'Integratiounsfortschrëtter, zu deenen d'Lëtzebuerger „Jo" gesot hunn, virun allem an de Beräicher Energiepolitik, Kriminalitéitsbekämpfung, Aussen- a Sécherheetspolitik, Sozialpolitik, awer och déi reng institutionell Effizienzsteierungsmechanismen, besonnesch d'Auswäitung vun deene Beräicher, wou mat Majoritéit kann ofgestëmmt ginn, si fir d'Lëtzebuerger Regierung Grondelementer vun engem méiglechen Accord.

Doriwwer eraus komme mer op Punkten zréck, bei deene mer an de Verhandlungen zum Verfassungsvertrag net vun der Plaz komm sinn. Mir brauchen Europa, a mir brauche virun allem een Europa - fir dee wichtegste Punkt erauszegräifen -, dat méi sozialpolitesche Schlëff huet. Dofir si mer fir een ambitiöse Sozialprotokoll. Mir wëllen, dass déi Verhandlungen, déi elo geschwënn ufänken - nom Juni wahrscheinlech -, virum Enn vum Joer 2007 ofgeschloss ginn, fir dass deen neie Vertrag kann a Kraaft trieden ier mer dat nächst Europäescht Parlament am Juni 2009 wiele ginn.

Ouni neie Vertrag géif Europa ee schwéiere Wee goen. Mat engem neie Vertrag gëtt et an Europa net méi einfach, mä et gëtt awer villes méi liicht. Deen neien EU-Vertrag wäert keng supplémentaire national Souveränitéitsrechter op Europa iwwerdroen. Ech fäerten éischter de Géigendeel kéint de Fall sinn. An dofir ass aus der Siicht vun haut och kee Grond ze erkennen, fir deen neien EU-Vertrag hei zu Lëtzebuerg per Referendum unzehuelen. D'Lëtzebuerger hunn den 10. Juli 2005 Jo gesot. Et gëtt keng Ursaach op dee Jo zréckzekommen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et kann eis net egal sinn, wéi d'Politik an Europa dréint a kéiert. Mä och déi wirtschaftlech Entwécklung an Europa, méi prezis déi am Euro-Raum, déi dierf eis net kalloossen. Den Euro, dat ass déi national Währung vu Lëtzebuerg. Mir deele se mat zwielef aneren europäesche Staten, vum nächsten 1. Januar u mat 14, well Malta an Zypern dem Euro bäitrieden. Mat hinnen zesumme bilde mer eng Wirtschaftszon, déi fir jiddfereen zu deeneselwechte monetäre Bedingunge funktionéiert.

D'Weltwirtschaft hirersäits huet am Joer 2006 en Totalwuesstum vu 5,2% verzeechent, no 4,8% am Joer virdrun. 4,8%: Dat schéngt och de Maximum ze sinn, deen 2007 kann erreecht ginn, well déi amerikanesch Wirtschaft dréint dëst Joer an d'nächst Joer däitlech méi lues. Si leeft och manner gutt wéi d'Euro-Ekonomie.

D'Eurolänner hunn et am Joer 2006 op ee Wuesstumsplus vun 2,7% bruecht, zweemol méi wéi 2005 an zolidd méi wéi an alle Prognose virausgesot. D'Eurozon hat am Joer 2006 dat héchste Wuesstum zanter sechs Joer. Fir 2007 - fir dëst Joer also - rechent d'Europäesch Kommissioun mat engem Plus vun 2,6%. D'Inflatioun gesäit se bei ënner 2%. D'Aarbechtslosegkeet soll weider zréckgoen. Nach ni sinn et an der Eurozon an deene leschte 15 Joer esou wéineg Aarbechtsloser ginn, wéi dëst Joer. Mä et sinn der selbstverständlech ëmmer nach ze vill.

Entgéint deem, wat behaapt gëtt, zerstéiert den Euro och keng Aarbechtsplazen, well eleng an deene leschte fënnef Joer - zanter der „richteger" Euro-Aféierung den 1. Januar 2002 - sinn aacht Milliounen nei Aarbechtsplazen an der Eurozon entstan. An aacht Joer zënter der „eigentlecher" Euro-Aféierung den 1. Januar 1999 si siwemol méi nei Aarbechtsplazen an der Eurozon entstan, wéi an deenen aacht Joer virun der eigentlecher Euro-Aféierung. Déi also, déi am Euro d'Symbol wéi och d'Instrument vum soziale Réckgang gesinn, déi sollte sech déi Zuele vläicht emol eng Kéier opschreiwen.

Well d'Wirtschaft am Euroraum am Joer 2006 op onerwaart héich Toure komm ass, ass et och net aus der Mooss verwonnerlech, dass den Ausseweärt vum Euro sech considérabel verstäerkt huet. De Wiesselkurs vun enger Währung reflektéiert d'Kraaft vun de wirtschaftleche Fundamentaldaten, oder - besser gesot - e soll se reflektéieren.

Den Euro mécht dat; de Yen zum Beispill mécht dat net. Wéi den Euro viru Jore par rapport zum Dollar an d'Gette gaang ass, du hu vill Leit - iwwregens och heibannen - sech iwwert déi schwaach europäesch Währung lëschteg gemaach. Elo, wou en opgewäert huet - en hat de leschte 24. Abrëll mat engem Kurs vun 1,3649 säi bislang héchste Stand par rapport zum Dollar ze verzeechnen -, gëtt sech Suergen - ech hoffen net heibannen - iwwer en Euro gemaach, deen ze vill staark wier.

Sécher, e staarken Euro ka sech - géif e weider klammen - exportofschwächend auswierken, mä d'Exporter an hire Volume sinn net ausschlaggebend fir d'Croissance. D'Exporter vun den Eurolänner an d'Net-Eurolänner nämlech maachen nëmmen 18% vum Bruttosozialprodukt vun der Eurozon aus. 82% vun deemselwechten entstinn duerch den „Aussenhandel" - wann een et esou ka soen - an a mat der Eurozon selwer. An an där gëtt et de Phenomeen vun de Währungsschwankunge Gott sei Dank net méi esou wéi fréier. Währungsschwankungen, ënnert deene mer fréier - a mir als exportorientéiert Natioun méi wéi iergendeen aneren - dacks esou staark gelidden hunn.

Dee staarken Euro fiedert och den Impakt vun de staark ugewuessenen Uelechpräisser op d'Präisser vu Bensin a vun Diesel of. Ouni den Euro an ouni dem Euro seng Stabilitéit, ouni den héijen Ausseekurs vum Euro wiere Bensin, wieren Diesel an Heizungsmazout e gutt Stéck méi deier wéi haut.

Derbäi kënnt - obschonn d'Europäesch Zentralbank tëschent Dezember 2005 an haut d'Zënse vun 2 op 3,75% ugehuewen huet -, dass mer ouni Euro zu Lëtzebuerg ouni all Zweifel méi héich Zënsen hätten, wéi mat him. D'Tatsaach ass nämlech, dass mer zu Lëtzebuerg ee vun den héchsten Inflatiounstauxen an der Eurozon hunn: 2,7% am Joer 2006. Well awer d'Europäesch Zentralbank d'Zënse fir de ganzen Euroraum fixéiert, an net fir all Land speziell, a well opgrond vun där méi niddreger Inflatioun an deenen anere Länner den duerchschnëttlechen Inflatiounsniveau an der Eurozon méi niddreg ass wéi deen, dee mir hei zu Lëtzebuerg hunn, gi mer fir eist Inflatiouns-Feelverhalen zënspolitesch net méi bestrooft. Mir si wäit ewech vun deene 7, 8, 9 an 10% Zënsen, déi mer an der gudder aler belscher Zäit haten.

Bref: Den Euro beweist, dass en eng stabil Währung ass. Esou war et geplangt, esou war et versprach, esou ass et gemaach ginn, esou muss et och bleiwen. Den Euro ass fir eist klengt Land ee grousse Blitzableiter.

Och de Stabilitéitspakt, dee mer als lëtzebuergesch EU-Presidentschaft am Mäerz 2005 reforméiert hunn, deen huet seng Prouf bestan. Déi 13 Eurolänner hu mat engem Gesamtstatsdefizit vun duerchschnëttlech 1,6% am Joer 2006 hir Negativrekorder vun deene véier Joer vu virdru gebremst kritt. 2005 louch de Gesamtdefizit nach 0,9% méi héich. D'Europäesch Kommissioun geet elo dovun aus, dass e sech dëst Joer op 1% zréckbilt, an dass en am nächste Joer - am Joer 2008 - op 0,8% fält. Déi, déi um Euro an um reforméierte Stabilitéitspakt kee gutt Hoer geloos hunn, déi sinn net op hir Käschte komm.

Här President, iwwert den Euro schwätzen ech net méi laang wéi soss iwwert de belsche Frang. Den Euro ass jo, wéi gesot, eisen neie Frang, an domat ee fundamentaalt Element vun eiser nationaler Wirtschaftsuerdnung.

Wéi gesäit déi dann elo aus, déi national Wirtschaft? Ass se an Uerdnung? Ass se staark? Wou leien hir Chancen? Wou lauere Risiken op se? Wéi geet et weider mat der Inflatioun? Ech muss dës Froen an dëser Erklärung net verdéiwen, well de Wirtschaftsminister dat de leschte Samschdeg a senger Foire-Ried, vum ganze Land bewonnert, jo scho gemaach huet.

Ech wëll just, Här President, e puer Bemierkungen zur wirtschaftlecher Entwécklung noschéissen.

- Eis Wirtschaft ass 2006 ëm 6,2% gewuess - eis lëtzebuergesch Wirtschaft -, 2,2% méi wéi nach 2005; een aussergewéinlech gutt Resultat. Dat war esou vu kengem virausgesinn a vu kengem virausgesot ginn. Keen, net den Internationale Währungsfong, net d'Europäesch Kommissioun an och net de Statec, huet mat méi wéi 4% Wuesstum zu Lëtzebuerg gerechent gehat. Dat, wat mer hei zu Lëtzebuerg feststellen, dat ass iwwerall an der Eurozon ze observéiere gewiescht. An der Eurozon war fir 2006 ee Wuesstum vun 1,2% virausgesot ginn. Den tatsächleche Wuesstum 2006 an der Eurozon war awer 2,7%; méi wéi dat Duebelt. D'Euro-Ekonomie insgesamt an all eenzel Deelekonomie vum Euroland - dorënner och

mir - si méi séier gewuess wéi et am Ufank vum Joer 2006 virauszegesi war.

Während sech am Ausland iwwer Wirtschaftszuelen, déi besser wéi erwaart ausfalen, gefreet gëtt, gëtt sech an dësem Land gelungenerweis a munche Kreesser driwwer mokéiert, d'Regierung hätt d'Croissance net richteg ageschat, hätt vu Kris geschwat, bref, géif hiert Handwierk net verstoen. Et gëtt gemaach wéi wann d'Regierung mat diabolescher Perfidie dem Land déi wirtschaftlech Wourecht virenthal hätt.

Wéi konnt et eigentlech passéieren, dass esou een dichtege Mann wéi de Minister vun der Ekonomie, den Här Jeannot Krecké, fir mat dem „Tageblatt"-Editorialist vum leschte Samschdeg ze schwätzen, de Wirtschaftswuesstum zu Lëtzebuerg esou „unglaublich krass unterschätzen" konnt, wéi en dat gemaach huet? Dat konnt passéieren, well mer bei der Festleeung vun der Lëtzebuerger Wirtschaftsexpansioun hu missen op d'Wuesstumsprognosen, déi d'Nopeschlänner fir sech selwer opgestallt haten, zréckgräifen. Mir wësse jo net besser wéi déi Däitsch, wéi Däitschland funktionéiert.

Ausserdeem konnt een net ignoréieren, dass d'Europäesch Zentralbank an d'Europäesch Kommissioun den Eurowuesstum op 1,2% fir 2006 ugesat haten. Den Här Krecké huet also seng Prognos-Aarbecht, déi en dem Finanzminister am Hierscht 2005 fir d'Joer 2006 zougestallt huet, opgrond vun deenen zur Verfügung stehenden Date virgeholl, an en huet déi Aarbecht domat richteg gemaach. De Wirtschaftsministere vun den aneren europäesche Länner ass datselwecht geschitt. Si hu sech genausou positiv getäuscht wéi eisen.

Engem anere genausou dichtege Mann war et an de Joren 2001, 2002 an 2003 ähnlech, mä anescht, nämlech ëmgedréit gaang: dem fréiere Minister vun der Ekonomie, mengem Frënd Henri Grethen.

Une voix.- Très bien!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Hat den Här Krecké d'Wirtschaftswuesstum ze niddreg ugesat, esou hat hien, den Henri Grethen, et ze héich ugesat. Du sinn der Finanzplaz eng Rei Geschäftsfelder ewechgebrach. Aus die Maus! Très bien!

(Hilarité)

Wat léiert een aus den Häre Grethen a Krecké hiren „krasse Feelaschätzungen"? Et léiert een doraus, dass d'Wirtschaftswuesstum zu Lëtzebuerg an engem onwahrscheinleche Mooss vun de Wirtschaftsperformancë vum Ausland, a besonnesch vum direkten Ausland ofhänkt, an awer och vun den Aktivitéiten op eiser Finanzplaz. Si ass - d'Finanzplaz - de Motor vun eiser Wirtschaft. Wann dee Motor brummt, da klëmmt d'Wirtschaftsleeschtung; wann dee Motor tuddelt, da fält se. Mir si gutt beroden, wa mer ëmmer am Kapp hunn, dass d'Finanzplaz géint ee Formverloscht net gefeit ass.

Am Ufank vun dësem Jorzéngt schénge mer dat alleguer besser am Kapp gehat ze hunn, wéi elo. Wéi op der Finanzplaz an de Joren 2001, 2002 an 2003 méi lues getréppelt ginn ass, dunn huet jiddfereen heibannen - a bei Wäitem net nëmmen heibannen - haart gesot, mir dierften eis strukturell, dat heescht eis bleiwend Ausgabeprogrammer net no de konjunkturelle Spëtzeleeschtunge vum Finanzsecteur ausriichten. Dat, wat deemools richteg war, dat ass haut net falsch.

- Eng zweet Remarque zur Wirtschaft: Wann eng Ekonomie esou wiisst wéi eis, da kann een net soen, si géif an der Kris stiechen. Och wa se, wéi mer dat d'lescht Joer ëm dës Zäit ugeholl hunn, „nëmmen" 4% méi staark am Joer 2006 gi wier, dann hätte mer net kënne vu Kris schwätzen. Ech hat dofir och am Mee 2006 meng Ried heibanne mam Saz ugefaang - Zitat -: „Eis Wirtschaft ass net an der Kris."

Trotzdeem gëtt all Woch x-mol behaapt, d'Regierung géif dat Wuert „Kris" andauernd am Mond féieren, a si géif domat, well se dat mécht, de Leit d'Flemm andreiwen. Kee Virworf ass méi falsch wéi deen! Mir si frou iwwer eis kollektiv Wirtschaftsleeschtung, mä mir notze se net zu interesséierte Propagandazwecker. Mir kucken dem Wirtschaftswuesstum ënnert de Läpp, duerchliichten et a probéieren a seng eenzel Kompartimenter eranzegesinn. An da gesi mer une fois de plus, dass virun allem de Finanzsecteur, deen een Drëttel vun eiser Wirtschaftsleeschtung ausmécht, eis Wirtschaft direkt an indirekt no uewen zitt.

D'Industrie, ouni d'Sidérurgie, wiisst däitlech manner lues wéi de Volume vun de Finanzaktivitéiten. Eenzel Industriebranchen hu sech zwar staark verbessert, anerer awer tendéiere ferm no ënnen.

Fazit Nummer eent: Eis Wirtschaft wiisst net gläichméisseg, d'intersektoriell Wuesstumsdifferenzialer si grouss.

Fazit Nummer zwee: D'Politik muss der Variétéit vun der Industrielandschaft - an datselwecht ass wouer fir den Handel a fir d'Handwierk - Rechnung droen, wa se allgemeng Regele wëllt erloossen, déi ënnerschiddlech gutt gestallte Secteuren a Betriber gläichméisseg treffen.

- Drëtt Remarque, Här President, zur lëtzebuergescher Wirtschaft: Sektoriell ajustéiert Wirtschaftsinitiative ginn ëmmer méi wichteg. Dofir gëtt een neie Mëttelstandsprogramm opgeluecht. Dofir kënnt een neien - deen aachten un der Zuel - Fënnefjoresplang fir den Tourismus, dee vun 2008 bis 2012 wäert lafen. Dofir kënnt een neit Agrargesetz mat enger Lafdauer vu siwe Joer. Dofir dauert et vun 2008 un nach just eng Woch, fir vum Mëttelstandsminister eng Betribsgenehmegung ze kréien. Dofir fuere mer viru mam Ofbau vun der administrativer Belaaschtung vun de Betriber. Dofir bleift d'SNCI op mëttelstandsfrëndlechem Kurs: Si huet am Joer 2006 dem Handwierk, dem Handel, der Hôtellerie an der Restauratioun deen héchsten Equipementskreditniveau zanter hirer Grënnung viru genau 30 Joer accordéiert; 50% méi wéi nach 2005.

- Véiert Remarque: Et wier net richteg iwwert d'Wirtschaft a virun allem iwwert de Mëttelstand ze schwätzen, ouni e puer Remarquen zum Thema Eenheetsstatut ze maachen. Virun engem Joer nach hunn ech hei op der Tribün gesot, nodeem ech de prinzipiellen Accord vun alle Sozialpartner zum Eenheetsstatut begréisst hat, et géifen - Zitat - „keng einfach Weeër" zu him ginn. Ech louch selte mat enger Prognos esou richteg, well mir sinn nach ëmmer net do, wou mer emol eng Kéier zesummen hi wollten.

De Wëlle vun der Regierung, fir um Ufank vum 21. Jorhonnert zwee Statuten zesummenzeféieren, déi zesummegehéieren, dee Wëllen, deen ass ongebrach. Ech hu bis haut nach vu kengem ee prinzipiellt Argument géint den Eenheetsstatut héieren. Keen ass opgestan an huet gesot, et wier richteg, dass d'Aarbechter fir eng Iwwerstonn méi e klengen Opschlag géife kréien, wéi Privatbeamten. Keen! Ergo musse mer eng Léisung sichen, déi sécherstellt, dass a puncto Iwwerstonnen d'Diskriminéierungen ophalen.

Ech hunn dem Patronat a senge verschiddenste Formatiounen a menger Qualitéit als Finanzminister Propositioune gemaach, wéi een iwwert de Wee vu Cotisatiounsbefreiunge vun der Majoratioun fir Iwwerstonnen an iwwert de Wee vu steierlechen Ofsenkungen um integralen Iwwerstonnesegment zu enger Léisung kéint kommen, déi d'Gläichheet vun den Aarbechter an de Beamte garantéiert, an déi d'Betriber net méi belaascht. Wat d'Lohnfortzahlung fir d'Aarbechter ugeet, hunn d'Ministeren Di Bartolomeo a Biltgen, deenen ech hei eng propper Aarbecht attestéiere wëll, Virschléi gemaach, déi den abusiven Absentéismus, dee besonnesch déi kleng Betriber fäerten, staark ofbremse géif, a si hunn och Virschléi gemaach, déi e finanziellt Garantienetz fir déi Betriber géife spanen.

Et bleift beim Versprieche vun der Regierung - gemeinsam mat de Sozialpartner an der Tripartite formuléiert -, dass d'Aféiere vum Eenheetsstatut keng supplementar finanziell Chargë fir d'Ekonomie als Ganzt däerf mat sech bréngen. A gradesou bleift et beim Verspriechen, dass sektoriell Schwieregkeeten, déi entstoe kënnen, aus dem Wee musse geraumt ginn.

Déi Äntwerte fënnt een net wann een dauernd am Krees dréit. Déi, déi verhandelen, däerfe sech selwer net dronke maachen, soss fanne se de richtege Wee ni. Et däerf een och déi net dronke maachen, déi bei de Verhandlunge selwer net direkt derbäi sinn, an déi dofir dacks net wëssen, wou de Ball genau drun ass. Eenzel Patronatsfonctionnairë sinn amgaang sech selwer ze ëmdribbelen. Esou schéisst ee kee Gol. A wann ee fir eng Federatioun stiermt, da soll ee Goler schéissen, statt déi eng Equipe géint déi aner opzestëppelen. Et huet och nëmmen e limitéierte Wäert, dem Arbiter oder deem, deen een dofir hält, dauernd Bréiwer ze schreiwen, deenen hiren Inhalt dem eigentleche Spillverlaf scho längst net méi entsprécht. Deem Arbiter oder deem, deen een dofir hält, deem fält d'Päif souwisou net esou séier aus dem Mond.

(Hilarité)

D'Regierung wëllt déi zwou Säiten - Gewerkschaften a Patronen - vun hiren Argumenter a Propositiounen iwwerzeegen. Si huet vill nogelauschtert an och vill nogeduecht. Si huet hir Positiounen e puermol de Vuë vun de Sozialpartner ugepasst. Mir mussen elo zum Ofschloss kommen, a mir kommen och elo zum Ofschloss. A mir mussen zesumme beweisen, dass mer et zu Lëtzebuerg kollektiv fäerdeg bréngen, wichteg Strukturreformen duerchzeféieren, zum Gudde vum Land an zum Avantage vu jiddferengem.

- Fënneft Remarque zur Wirtschaft hei am Land: D'Aféiere vum Eenheetsstatut geschitt net op Käschte vun der Kompetitivitéit vun eise Betriber. Déi hu mer duerch Gesetzer an duerch Tripartite-Beschlëss d'lescht Joer gefestegt. Ech leeë Wäert drop, dass d'Accorden tëscht de Sozialpartner an der Regierung am richtege Geescht exekutéiert ginn. Dat zielt och a grad fir d'Indexéierung vun de Léin a Gehälter.

Zu där Fro hat ech a menger Ried vum leschte Joer eng kristallkloer Ausso gemaach: „An de Joren 2006, 2008 an 2009", esou hunn ech deemools gesot, „erfält nëmmen eng Indextranche. Am Joer 2007 erfält keng eng." Domat, mat deem, wat ech d'lescht Joer heibanne gesot hunn, ass de Geescht vum Tripartite-Accord an d'Intentioun vun der Regierung eendäiteg beschriwwen: Wann et am Joer 2007 entgéint den ursprünglechen Erwaardungen zu kenger Indextranche kënnt, da gëtt déi, déi am Joer 2008 erfält, net annulléiert, da gëtt déi, déi am Joer 2008 erfält, ausbezuelt.

- Meng sechsten a leschten Umierkung betrëfft déi vun der EU-Kommissioun proposéiert integral Liberaliséierung vun de Postservicer. De Postmonopol, dee mer fréier haten, dee besteet haut nach just fir de Courrier ënner 50 Gramm. Dëse Monopol soll auslafen. D'Lëtzebuerger Regierung wäert géint déi Direktiv stëmmen, well mer gären hätten, dass d'Post dee Monopol behält, an dass déi privat Anbieter vu Postservicer der Post hir Käschte via Bedeelegung un engem Kompensatiounsfong decken. De Wirtschaftsminister ass iwwert déi Fro a Kontakt mam zoustännegen EU-Kommissär a mat de Regierunge vun anere Memberstaten, déi déi Fro esou gesi wéi mir. Mir hunn och Kontakt opgeholl mam Rapporteur vum Europaparlament, well d'Europaparlament kann an dëser Matière colégiféréieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn eis eens driwwer, dass Lëtzebuerg Gefor gelaf ass, am Joer 2003 an d'Kris ofzerëtschen, esou wéi dat méi wéi engem vun eisen Nopere geschitt ass. Eis Ekonomie awer huet resistéiert, huet sech erkrabbelt, a steet haut erëm méi fest do. Kee soll de Mérite dofir fir sech eleng reklaméieren. Wéi ëmmer, wann et gutt geet, ware mer et alleguer.

D'Fro ass, ob et de Statsfinanzen och gutt geet. An d'Äntwert, déi läit op der Hand: Et geet hinne besser wéi nach virun zwee Joer, mä et geet hinnen net esou gutt wéi et der Ekonomie geet. An esou wéi een d'Ekonomie an all hire Quartieré muss besichen, fir se besser ze begräifen, esou muss een och d'Statsfinanze compartimentéieren a sezéieren, fir ze gesinn, wou mer hierkommen a wou mer stinn.

D'Statsfinanze muss een op laang Siicht kucken. Et muss een am Kontebuch zréckbliederen, fir sech déi Säiten, déi ereescht geschriwwe ginn, besser kënne virzestellen. Mir mussen dobäi eis öffentlech Finanzen an hirer ganzer Breet gesinn. Si setze sech aus dräi verschiddenen Deeler zesummen: aus dem Budget vum Zentralstat, dat heescht dem Budget, deen Dir heibanne stëmmt, plus d'Ausgabe vun den Investitiounsfongen an den öffentleche Etablissementer. D'öffentlech Finanze beinhalten ausserdeem d'Budgete vun de Gemengen an zu gudder Lescht d'Ausgaben an d'Einnahme vun der Sécurité sociale.

Loosse mer emol am Zuelebuch vun de leschten zéng Joer bliederen. Loosse mer emol fir d'éischt den Op an Erof vun eisen öffentleche Finanzen tëscht de Jore '96 an 2006 Revue passéiere loossen, also sämtlech Einnahmen an Ausgaben, sämtlech Zuelen a Finanzfakten, déi relevant sinn, eis ukucken.

Wat gesi mer do? Mir gesi villes, wat mer vergiess hunn. Vun 1996 bis 2003 hunn eis öffentlech Gesamtfinanzen - dat heescht also Stat, Gemengen a Sécurité sociale - mat engem Iwwerschoss ofgeschloss: 1996 mat 1%; 1997 mat 3,5%; 1998 mat 3,2%; 1999 mat 3,3%; am Joer 2000 mat 5,9%; am Joer 2001 mat 6%; am Joer 2002 mat 2,1%, an am Joer 2003 mat 0,4%.

2004 ass aus deem Iwwerschoss een Negativsaldo vu minus 1,2% ginn, deen am Joer 2005 op ee Minus vun 0,3% zréckgefall ass, fir am Joer 2006 erëm liicht positiv ze ginn: plus 0,1%, oder vläicht e bësse méi, wann déi lescht Iwwerpréiwunge vun den Zuele gemaach sinn.

Mir mussen also feststellen: Vun 2000 bis 2004, also an nëmme fënnef Joer, huet sech eis Gesamtbilanz ëm 7,1% par rapport um Bruttoinlandsprodukt verschlechtert; ëm ronn 1 Milliard 620 Milliounen Euro. Esou séier kann dat goen. An esou séier vergësst een dat och erëm.

Gradesou instruktiv wéi d'Entwécklung vun allen öffentleche Finanzen ass d'Entwécklung vum eigentleche Statsbudget, dat heescht deem Budget vum sougenannten Zentralstat, vun deem Budget also, fir deen eleng Chamber a Regierung zoustänneg sinn.

De Budget vum Zentralstat war - tiens - 1996 mat minus 0,4% am Defizit; am Joer '97 - ee Joer duerno - mat 2,1% am Boni, gradewéi an de Joren '98 an '99 mat 1,4 respektiv 1,5%. An de Joren 2000 an 2001 huet den Iwwerschoss vum Zentralbudget all Kéier 2,8% ausgemaach, fir sech dann am Joer 2002 brutal an en Defizit vu minus 0,5% ze verwandelen, Tendenz steigend, well en ass am Joer 2003 op e Minus vun 1,3% ugewuess, fir am Joer 2004 säi bisheregen Héchststand mat engem Minus vun 2,7% ze erreechen. Am Joer 2005 huet e sech op minus 1,5% ofgesenkt, a mat engem Minus vun 1,6% graff ass en 2006 grosso modo deeselwechte bliwwen.

Wat gesi mer? Mir gesinn: Aus engem Plus vun 2,8% am Joer 2001 ass ee Minus vun 2,7% am Joer 2004 ginn - Differenz: 5,5% -, an ee Minus vun 1,6% am Joer 2006 - Differenz ëmmer nach 4,4%. Et hunn, fir et an Zuelen ze soen, dem Zentralbudget am Joer 2006 500 Milliounen Euro - 20 Milliarden al Lëtzebuerger Frang - gefeelt, fir säi Finanzlach zouzekréien. An dat trotz 6,2% Wirtschaftswuesstum! An dem Joer 2006, an deem d'Wirtschaft ëm 6,2% gewuess ass, hu mer méi Suen ausginn, wéi mer Suen erakritt hunn.

Fir dee Feelbetrag vun 1,6% ze decken - dee kann nach liicht Variatiounen op déi gutt Säit no endgülteger Iwwerpréiwung vun den Zuelen erliewen -, hu mer missen an d'Reservekëscht vun de Statsfinanze gräifen an hu mer misse Sue léine goen.

Et féiert also kee Wee laanscht d'Noutwendegkeet, déi budgetär Konsolidéierungsefforten, dat heescht d'Politik vum Defizitofbau, virunzeféieren. Dës Konsolidéierungsefforte musse struktureller Natur sinn, dat heescht hir Effetë mussen ee mëttelfristeg bleiwende Charakter hunn. A si mussen op der Ausgabesäit vum Zentralbudget stattfannen. Den Zentralbudget, deen däerf sech net iwwer konjunkturell bedéngte steierlech Mehreinnahme finanzéieren. Dës Mehreinnahme sinn am Joer 2006 souwisou net duergaang, fir säin Defizit auszegläichen. An déi Mehreinnahmen, déi mer kritt hunn, haten zudeem ee volatilen, ee fragilen oder awer een eemolege Charakter.

Absolut eemoleg sinn déi Mehreinnahmen, déi mer am Zesummenhang mat der Arcelor-Mittal-Fusioun realiséiert hunn: iwwer 600 Milliounen Euro, vun deene ronn 400 Milliounen emol net, no de Maastricht-Regelen, als Budgetsrecette kënne gebucht ginn, well een de Verkaf vu staatleche Partizipatiounen net an d'Recettëkolonn vum Zentralbudget opféieren däerf. Wéi och ëmmer, ouni déi 600 Milliounе vun der Arcelor-Mittal-Operatioun wier den Defizit vum Zentralstat méi grouss wéi e war, a wier aus deem liichten Iwwerschoss vun den öffentleche Gesamtfinanzen een Defizit ginn, trotz deenen anere Konjunktureinnahmen, déi an d'Statskeess gespullt gi sinn.

Zu dësen anere supplémentairë Konjunkturrecetten, zu deene wier villes ze soen. Ech wollt haut just dat heite soen: Déi supplémentaire Konjunkturrecetten, déi fléissen dem Zentralbudget an deenen nächste Joren net automatesch zou. Si sinn nach ni automatesch komm.

Ech ginn lech als Beispill gären dat vun der Taxe d'abonnement. Mir hunn 2006 617 Milliounen Taxe d'abonnement kasséiert; 157 Milliounen Euro méi wéi erwaart an 124 Milliounen Euro méi wéi am Joer 2005. Dat ass eng typesch Recette - déi vun der Taxe d'abonnement -, op déi ee sech net verloossen däerf. Wann et der Finanzplaz an

de Bourssë gutt geet, da kritt ee vill Taxe d'abonnement. Wann et hinne schlecht geet, da kritt een der manner; vill manner. Déi rezent Experienz weist dat. Am Joer 2003 - Finanzplaz a Bourssen hu floréiert - krute mer nämlech nëmmen 357 Millionen Euro Taxe d'abonnement; 260 Millioune manner wéi am Joer 2006. Dat war eréischt virun dräi Joer.

D'Taxe d'abonnement, déi ass schonn dacks zréckgaang. Huele mer emol eng Sekonn un, si wier am Joer 2006 op den Niveau vum Joer 2003 ofgesackt: D'Lach am Zentralbudget géif net 505 Millioune bedroen, mä 765 Millionen.

Mir hu selwer - dat musse mer wëssen! - keen Afloss op déi Recette. Déi ass reng konjunkturbedéngt. Also däerf een déi 157 Millionen Euro, déi ee méi erakritt huet wéi erwaart, net huelen, fir dauerhaft strukturell Ausgabe mat hinnen ze finanzéieren.

Wann d'Finanzkonjunktur sech negativ entwéckelt, da bleiwen d'Ausgaben, déi strukturell sinn, bestoen, an d'Einnahmen, déi konjunkturell sinn, déi bleiwen aus. An dann hu mer iwwer Nuecht een neit Finanzéierungslach, dat een nëmme mat där allergréisste Méi gestoppt kritt. Nämlech via Aspuerung op anere Plazen. A fir déi Aspuerung huet da kee Mënsch Versteesdemech, weder an der Chamber nach am Land, well jo bis dohi vergiess ginn ass, mat wat fir konjunkturbedéngten Einnahme mer strukturell ugeluechten Ausgabeprogramme finanzéiert hunn.

An dat, wat ech iwwert d'Taxe d'abonnement soen, dat kann ech och iwwert d'Kapitalsteier soen, wou mer am Joer 2006 208 Millioune méi erakritt hu wéi geduecht. Och si, d'Kapitalsteier, ass largement konjunkturbedéngt.

Wann ech déi zwee Beispiller zesummeleeën - d'Taxe d'abonnement an d'Kapitalsteier -, da gesi mer, dass mer am Joer 2006 eng reng konjunkturell bedéngte supplementar Recette vun 157 plus 208 ass 365 Millionen Euro haten. Wier se ausbliwwen, a muer, net onbedéngt 2007, mä muer ka se ausbleiwen, da wier den Defizit vum Zentralbudget net 500 Millionen, mä 865 Millionen, net 1,6%, mä 2,6% gewiescht. An da wier aus deem öffentleche Gesamtboni vun 31 Millionen een Defizit vun 334 Millionen Euro ginn.

Wat ech mat deenen Zuelen a Beispiller wëll soen, ass dat hei: Loosse mer net opgrond vun de gudde Wirtschaftsdate vun elo a finanziell Euphorie fir d'Zukunft verfalen! Loosse mer seriö bleiwen! Dat ass besser fir eis; et ass och besser fir déi, déi no eis kommen.

An nach eng Kéier: Et ass eis finanziell méi séier besser gaange wéi geduecht. Et ass den öffentleche Finanzen am Joer 2006 méi séier besser gaangen, well d'Konjunkturentwécklung an der Eurozon onerwaart staark war a well mer bei der Exekutioun vum Budget op munch Dépensen, notamment op 153 Millionen Euro Investissementsdépensen, verzicht hunn.

Mä et geet eis awer nach net gutt, a wa mer net seriö bleiwen, da kann et eis erëm ganz séier méi schlecht goen.

All déi Erklärungen, all déi Warnungen, à condition dass mer se net ignoréieren, just well se eis de Moment genéieren, kënne mech net dovun ofhalen, d'Joer 2007 positiv ze gesinn. Déi gesond Konjunkturentwécklung geet weider, och wa se vläicht e bësse sech ofschwächt.

De Statec seet eng Croissance fir d'Joer 2007 vu 4,5% viraus. Eng Schätzung, déi mer wierklech ze konservativ schéngt. Ech fir main Deel mengen, d'Wirtschaft géif méi wéi 5% dëst Joer wuessen.

Ech mengen och, dass den Iwwerschoss vun allen öffentleche Finanze méi héich um Enn vun dësem Joer a vum nächste Joer wäert sinn, wéi um Enn vum leschte Joer 2006. Dat weisen d'Steierrecetten, déi mer an deenen éischte véier Méint vun dësem Joer erakritt hunn. Et komme méi Lounsteier, méi Taxe d'abonnement a méi TVA era wéi geplangt. D'Recettë bleiwen dynamesch.

Dës konjunkturell Dynamik wäert sech awer nëmmen da positiv op d'Endzuele vun de Budgeten 2008 an 2009 auswierken, wann déi am Parlament votéiert an an der Tripartite proposéiert provisoresch strukturell Moossnamen ouni Changementer applizéiert ginn.

Bref, d'Politik muss bleiwen, wéi se ass. Si muss esou bleiwen, wéi se ass, nämlech seriö a responsabel, well mer ganz genau wëssen, wat fir finanziell Belaaschtungen an deenen nächste Joren op eis Finanzen zoukommen.

Ech wëllt hei nëmmen e puer Ausgabebléck kuerz an Erënnerung ruffen:

Déi staatlech Bedeelegung un de Kannergeld-, Pensiouns- a Krankekeese wäert am Joer 2009 2,9 bis 3 Milliarden Euro kaschten. Zweemol méi wéi am Joer 2000.

Fir d'Schoul musse mer, a fir d'Schoul wëlle mer an den nächste Joren am Schnëtt tëscht 1.100 an 1.200 Millionen Euro zur Verfügung stellen. Och zweemol méi wéi am Joer 2000.

An de Spideeler - an den nächste Méint kënnt iwwregens een neie Spidolsplang - mussen iwwer 500 Millionen investéiert ginn, an d'Altersheimer 150 Millionen - zesumme 650 Millionen Euro.

Fir de Klimaschutz brauche mer kleng a konservativ berechent mindestens 500 Millionen Euro.

D'Wunnengsbaupolitik huet ee Besoin vun 300 Millionen Euro.

De Fonds du rail brauch an de kommende Joren iwwer 200 Millionen. An den öffentlechen Transport 250 Millionen Euro. Iwwer 10 Milliarde Frang vun 2008 un.

Dat neit Agrargesetz wäert 367 Millionen Euro kaschten.

De Beschäftegungsfong kënnt bis 2009 op ee Finanzbesoin vun 1,9 Milliarden Euro.

D'Uni Lëtzebuerg kritt bis 2009 200 Millionen Euro. An d'Cité des Sciences op Belval musse ronn 560 Millionen Euro investéiert ginn. De Gesamtinvestitiounsbudget vum Stat wäert bis 2009 iwwer 3 Milliarden Euro an Usproch huelen.

Fuerschung an Innovatioun musse mat 500 Millioune méi bedéngt ginn.

An d'Kannerbetreiung, en anert wichtegt Stéck vun eiser Politik, sinn am Joer 2005 84 Millionen Euro gefloss. 2006 106 Millionen Euro. Ee Plus vun 22 Millionen Euro. An de Joren 2007, 2008 an 2009 - mir brauche schliesslech 10.000 Betreiungsplaze méi bis 2009 - musse mer 390 Millionen Euro virgesinn.

Dozou eng Remarque, eng kuerz. Et héiert een, et liest een, d'Regierung géif via Desindexéierung vum Kannergeld a vun anere Familljenzoulagen aktiv zolitte Sozialofbau bedreiwen. Déi Remarque ass falsch. D'Desindexéierung ass am Kontext vun der Strukturopréschtung fir d'Familljen ze gesinn. Am Joer 2009 kascht d'Kannerbetreiung 144,5 Millionen Euro. Duerch d'Desindexéierung spuere mer, wann een esou soe kann, am selwechte Joer awer nëmme 67 Millionen Euro.

Duerch déi Politik, déi op Sachleeschtung setzt, op ee bessert Matenee vu Beruff a Famill, an net exklusiv op d'Geldleeschtung, vun där mer och nach e groussen Deel mussen exportéieren, entsteet de Familljen ënnert dem Stréch een Nettoplusbetrag vu 77,5 Millionen Euro eleng am Joer 2009. Dat ass kee Sozialofbau. Am Géigendeel. Dat ass d'Finanzéierung vum soziale Fortschrëtt fir d'Familljen.

Här President, dat waren d'éinescht an och elo e ganze Koup Zuelen. Et muss ee se kennen, fir ze verstoen, wou mer stinn a wouhinner mer ginn. Wann ee se kennt an och zur Kenntnis hëlt, da weess een, wéi falsch dass déi leien, déi eis arieden, et misst Schluss si mat der sougenannter Spuerpolitik. Da weess een, dass et net richteg ass, fir ze behaapten, mir géifen am Geld schwammen. Da weess een, dass et falsch ass, fir ze behaapten, et géif net um Geld feelen. Da weess een, dass mer Geld, vill Geld brauchen. Da weess een, dass d'Ausgabe méi sécher si wéi d'Einnahmen. Da weess een, firwat dass d'Tripartite-Moossname musse bäibehale ginn. Da weess een, dass de Virworf vum Sozialofbau net stëmmt. Da weess een, dass de Sozialbudget staark klëmmt. Da weess een, wann ee bereet ass, déi Zuelen iwwerhaapt zur Kenntnis ze huelen, firwat dass d'Regierung d'Spendéierboxen net kann undinn.

Regéieren heescht net lamentéieren, well dofir gëtt et zu Lëtzebuerg wierklech keng Ursaach. Regéieren heescht net spendéieren, well mir schwammen net am Geld. Regéieren heescht géréieren an imaginéieren, fir dass mer muer an iwwermuer net ruinéieren.

Anescht gesot, wann d'Konjunktur jauft an d'öffentlech Finanzen erëm a Form kommen, da soll ee spueren a Suen op d'Säit leeën, fir se dann ze hunn, wann d'Konjunktur nees méi lues treppelt an d'öffentlech Finanzen ausser Otem kommen. Genau dat hu mer décidéiert, genau dat wäerte mer och maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, aus all deem, wat ech lech bis elo virgedroen hunn, ergëtt sech fir d'Budgete vun de Joren 2008 an 2009 eng zwéngend Konklusioun: Si musse méi lues klamme wéi Wirtschaftswuesstum an Inflatioun zesummegeholl.

Mä wat fir Konsequenzen ergi sech aus all deem, wat ech gesot hunn, eigentlech fir d'Steierpolitik? Wann et ëm d'Steiere geet, dat wësse mer, dann hält de Spaass op. D'Steierzueler hunn ëmmer d'Gefill, si géifen ze vill Steiere bezuelen. A wa se eng Zäit laang dat Gefill net hunn, da kréie se vun interesséierter Säit pausenlos suggéréiert, et wier héich Zäit, d'Steieren erofzesetzen.

Da gëtt vergiess, dass mer am Zentralstat een Defizit hunn. An dass mer es nach méi hätten, wa mer net op considérabel supplementar Konjunkturrecetten an op exzeptionell Steiervolumen, déi sech eben net automatesch reproduzéieren, hätte kënnen zréckgräifen. D'Aufgab vum Finanzminister, a fortiori wann deen och nach Statsminister ass, besteet doranner, an der Steierpolitik den Ënnerscheed tëscht deem ze maachen, wat méiglech ass, an deem, wat néideg ass.

E mécht sech domat net beléift, mä well ech mech a Saache Steiere schonn e puermol kräfteg onbeléift gemaach hunn, kënnt et op eng Kéier méi net un.

Wat ass néideg an der Steierpolitik? Wat ass eigentlech néideg a puncto Besteierung vun de Privatpersounen?

Mir hunn an eisem Steiertarif eppes, wou d'Belsch, d'Fransousen an déi Däitsch sech d'Fanger lecke géifen, nämlech eng ganz breet steierfräi Akommeszon. A Frankräich bezilt eng Koppel vun engem besteierbare Joresakommes vu 4.412 Euro u Steieren, an der Belsch vu 5.940 Euro un, an an Däitschland vu 15.329 Euro un. Zu Lëtzebuerg hu mer e Grondfräibetrag vun 19.500 Euro. Eréischt wann eng Koppel e besteierbaart Akommes vu méi wéi 19.500 Euro verdéngt, fänkt de Stat un, matzeverdéngen.

Dëse Grondfräibetrag ass zënter 1990 - deemools louch en op 340.800 Frang oder op 8.448 Euro - véiermol ugehuewe ginn: 1991, 1998, 2001 an 2002. Zanter 1990 mécht den Accroissement vum Agangsseuil vum Steiertarif 131% aus, véiermol méi wéi den Accroissement vun der Inflatioun an därselwechter Period. Véiermol méi!

Déi Belsch an déi Däitsch wären och begeeschtert, wa bei hinnen deen Agangssteiersaz esou niddreg wär - deen, dee si hunn - wéi deen, dee mir hunn. Esou läit an der Belsch bei engem Akommes vu 5.940 Euro den Agangssteiersaz bei 25%, an Däitschland bei engem Akommes vu 15.329 Euro bei 15%. Zu Lëtzebuerg awer läit e bei 8% vun engem Akommes vun 19.500 Euro un.

Mir hunn also den héchste Grondfräibetrag an deen niddregsten Agangssteiersaz. Déi hu mer, well mer déi kleng Revenuë schounen an déi sougenannten onqualifizéiert Aarbecht net ze vill besteiere wëllen.

Derbäi kënnt, dass mer - ech soen dat just en passant - hei zu Lëtzebuerg mat 15% deen niddregsten TVA-Saz hunn - wäit a breet! An Däitschland läit en, wéi mer wëssen, vum 1. Januar 2007 un op 19%; a Frankräich op 19,6% an an der Belsch op 21%. Ee méi héicht Kannergeld a méi niddreg Sozialaaschte rënnen dat soziaalt Bild vu Lëtzebuerg of.

Och déi, déi méi, vill a ganz vill méi verdéngen, déi gi léiwer zu Lëtzebuerg besteiert wéi am Ausland. Engem Spëtzesteiersaz vu 50% an der Belsch, 48% a Frankräich a 45% an Däitschland steet ee Spëtzesteiersaz vun 38% zu Lëtzebuerg géintiwwer. Dat ass manner wéi déi 59 an déi 56% op déi Dänemark a Schweden kommen.

Generell ass ze soen, dass duerch déi verschidden Tarifreformen an Inflatiounsupassunge vum Tarif vun 1990 bis haut d'Steieren insgesamt an deene 17 Joer 3,4-mol méi séier gefall sinn, wéi d'Inflatioun geklommen ass. Op laang Siicht zréckgekuckt hu mer also eng Upassungsavance op d'Inflatioun, an alles anescht wéi een Upassungsretard!

Ech wollt dat alles emol an Erënnerung ruffen, ier mer an de Steiergaart kraude ginn. Dat maachen d'Hobbygäertner am Fréijoer jo besonnesch gär.

(Hilarité)

Och wa mer eise Steiertarif esou ugepasst hunn, dass mer wäit iwwert d'Inflatiounsprogressiounszon eraus ugepasst hunn, da bleift awer eppes wouer: Wa mer d'Compteuren am Joer 2002 - d'Joer vun der leschter Tarifreform - op null setzen, a wa mer vergiessen, dass mer eng Avance op d'Inflatiounsupassung hunn, da misste mer eng Inflatiounsberengegung vum Tarif vun 12% virhuelen. Da géif - well 1% Tarifberengegung ronn 25 Millionen Euro kascht - fir d'Joer 2008 ee Steierausfall vu ronn 300 Millionen Euro ufalen.

300 Millionen Euro: Dat si vill Suen, vill Sue fir déi, déi se bezuele selbstverständlech, woubäi ee muss wëssen, dass an de Joren 2003, 2004, 2005 an 2006 iwwer 33.500 Aarbechtsplazen entstane sinn, esou dass et eng schonn dowéinst normal ass, dass den Ertrag vun der Lounsteier staark uklëmmt.

300 Millionen Euro, Dir Dammen an Dir Hären, dat sinn awer och vill Sue fir de Finanzminister, woubäi ee muss bedenken - hien an déi aner -, dass mer am Budget vill volatile Steierrecetten hunn: Déi honnerte Millionen Taxe d'abonnement, dovun hu mer geschwat, déi muer kënne fort sinn, an déi 220 Millionen TVA op dem elektroneschen Handel, déi muer och kënne fort sinn.

Wann eleng déi leschtgenannten Einnahmequelle verdréchne géifen, weess ech net, wéi mer a woumat mer Crèchen a Schoule bauen, déi mer dringend brauchen; wéi mer a woumat mer déi dräi Milliarden öffentlech Investitioune finanzéieren, déi mer musse virhuelen; weess ech net, wéi mer a woumat mer Recherche, Uni, Spideeler, Altersheimer an esou viru bezuele sollen.

Alles dat ass ze bedenken, wann iwwer Steiererliichterunge geschwat gëtt. Net nëmmen de Stats- a Finanzminister wann ech gelift huet dat ze bedenken, jiddfereen huet dat ze bedenken, grad wéi jiddereen och Folgendes bedenke soll: Mir hunn ofgemaach, e Steierkredit, e Crédit d'impôt, fir bestëmmten Akommeskategorien anzeféieren. Och dee kascht méi oder manner vill.

Ech wäert mat de Sozialpartner a besonnesch mat de Gewerkschaften am Juli mech zesummesetzen, fir doriwwer ze schwätzen an ze verhandelen. Dëse Kredit muss op där Zomm finanzéiert ginn, déi fir d'Inflatiounsupassung vum Tarif reservéiert gëtt, an déi Zomm, déi fir d'Upassung vum Tarif reservéiert gëtt, déi wäert keng 300 Millioune bedroe kënnen.

An anere Wierder: Et kënnt, vläicht op zwee Joer verdeelt, zu enger Upassung vum Tarif. Si wäert a si muss prozentual méi däitlech ausfale fir d'Kleng- an d'Mëttelverdénger wéi fir d'Spëtzeverdénger, déi méi Solidaritéitsreserven hu wéi anerer.

Steierreduktiounen, Steierkredit, budgetär Bedienung vun de politeschen Ausgabeprioritéite vum Stat an d'Berücksichtegung vun de mëttelfristege Risiken op der Säit vun de Finanzen - alles dat muss zesumme beduecht ginn. Fest steet awer elo schonn, dass den direkte Steierregime vun de Bestuetenen op d'Leit, déi am Partenariat zesummeliewen, ausgedehnt gëtt.

Bis haut sinn iwwregens 569 Partenariater deklaréiert ginn, dovun 120 tëscht Gläichgeschlechtlechen, 12 sinn der dénoncéiert ginn.

Ech hunn och, niewebäi bemierkt, d'Steierverwaltung gefrot, fir déi rezent Steierpropositioune vun der ADR eng Kéier duerchzerechnen, fir dass mer wëssen, wouriwwer dass mer schwätzen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och wat d'Betribsbesteierung ugeet, ass d'Fro, wat néideg ass, an ass d'Fro, wat méiglech ass. Ech hu gesot, fir d'Privatpersoune kënnen et keng massiv Steiererliichterunge ginn. Datselwecht ass wouer fir d'Betriber.

Wéi ech 1989 jonke Finanzminister war, dunn hat d'Besteierung vun de Betriber een Niveau vu 40,62% erreecht. Mir hunn entretemps d'Gewerbekapitalsteier ofgeschaaft géint vill Widderstänn - och heibannen, wéi ech deen Eenzege sinn, dee sech nach ze erënnere weess.

Mir hunn de Kierperschaftssteiersaz entretemps op 22% zréckgefouert. Resultat: Déi duerchschnëttlech Besteierung vun de Betribsgewënner ass vu 40,62% op 29,23% zréckgefall. D'Betriber behalen am Joer 2007 70,37% vun hirem Gewënn. 1989 konnte se just 59,38% behalen. D'Differenz: ee Plus vun 11 Prozentpunkten. Wéi vill nach?

D'Betriber bezuelen een nominale Kierperschaftssteiersaz vun 22%. Effektiv awer bezuele se no allen Deduktiounen an no allem Verrechens wesentlech manner. Dem gesamte Betribsbesteierungssaz vu ronn 30% - Kierperschaftssteier a Gewerbesteier zesummegeholl - entsprécht e Saz vun

38,7% an Däitschland, 34,9% a Frankräich, 34% bei eise belsche Noperen.

Mä déi dräi Länner, dat wësse mer, gi mat hire Sätz erof. Däitschland zum Beispill senkt am Kader vu senger Unternehmungssteuerreform de Kierperschaftssteiersaz op 19% of, ouni awer e Besteierungsniveau ze erreechen, deen ënner eisem géif leien.

Wat also ass a Saache Betribsbesteierung ze maachen? Eis Betribsbesteierung muss kompetitiv bleiwen. Dorunner ka jo keen Zweifel bestoen. Dat steet iwwregens och an der Regierungserklärung, mä do steet esou villes.

Bleift d'Betribsbesteierung dat am beschten doduerch, dass mer d'Kierperschaftssteier an de Kierperschaftssteiersaz reduzéieren oder bleift eis Betribsbesteierung am beschten doduerch kompetitiv, dass mer cibléiert fiskal Moossnamen hunn, déi zum Beispill d'Investissementer an de Rayonë Fuerschung an Entwécklung souwéi den Transfert vun der intellektueller Propriétéit ënnerstëtzen?

Doriwwer schwätze mer virum Summer mat de Patronatsorganisatiounen, esou dass mer fir de spéiden Hierscht der Chamber kënnen eis Virschléi ënnerbreeden. An deene Gespréicher do an op anere Plaze gëtt sech selbstverständlech och mat der Fro vum Droit d'apport a mat der Gesamtfiskalitéit vun der Société européenne beschäftegt.

Här President, Steierniveauë festleeën, dat ass eng Saach. Déi Steieren, déi geschëlt sinn, anzedreiwen, dat ass eng aner. Ech leeën dem Regierungsrot den nächste Freideg e Gesetzesprojet iwwer eng verstäerkten Zesummenaarbecht tëscht der Steierverwaltung an dem Enregistrement vir. D'Zil dovun ass et, artifiziell, vereelsten an iwwerflësseg Cloisonnementer tëscht deenen zwou Steierverwaltungen ofzeräissen. Cloisonnementer, déi näischt bréngen a just de Steieronéierlechen notzen. Steierhannerzéiung a Steierbedruch gehéiere bekämpft. Méi staark wéi bis elo. Am Intérêt vum Budget selbstverständlech, mä awer och am Intérêt vun der Konkurrenzgläichheet tëscht de Betriber.

Duerfir gëtt den Informatiounsaustausch tëscht de Verwaltunge fluid gemaach. D'Donnéeën iwwert d'Kierperschaftssteier, d'Akommessteier, d'TVA an d'Enregistrementsrechter ginn deenen zwou Verwaltungen zougänglech gemaach.

D'Douane, d'Gewerbeinspektioun, d'Inspektioun vun der Sécurité sociale, d'Kannergeldkeess an den Transportministère - do wou et noutwendeg ass, also bei den Autoen - schaffe méi enk mat de Steierverwaltungen zesumme wéi bis elo. D'Kontrolle gi verstäerkt. Hir Zuel hëlt zou. D'Strofen op Verstéiss géint d'TVA-Gesetzgebung gi méi héich gemaach.

Et gi Beamte vum Enregistrement a vun der direkter Steierverwaltung - si kréien d'Qualitéit vum Officier de police judiciaire - bei d'Police judiciaire détachéiert, fir dass d'Enquêtë méi séier ginn. Et besteet nämlech ganz dacks een enken Zesummenhang tëscht der Fraude fiscale, dem Wäisswäschen, dem Schmuggelen an der organiséierter Kriminalitéit.

D'Besteierungsprozedure fir d'Betriber gi geännert. Am Beräich vun den direkte Steiere gëtt de Prinzip vun der Besteierung op Deklaratioun agefouert. Dat heescht, d'Verwaltung akzeptéiert d'Steiererklärung esou, wéi se erakënnt. Si wäert awer nobesteieren, falls zousätzlech Iwwerpréiwunge weisen, dass nobesteiert muss ginn. Esou kommen d'Steiere méi séier eran. Esou hunn d'Beamte méi Zäit, fir déi néideg Kontrolle virzehuelen. D'Welt ännert sech zum Gudde vun de Betriber a vun de Leit, déi hir Steiere korrekt bezuelen. - Si ännert sech och fir déi aner.

(Hilarité)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et besteet keen Zweifel dorun, dass mer eis Wirtschaft mussen am kompetitive Spëtzepeloton vun der Europäescher Unioun halen. Mir maachen dat steierlech. Mir maachen dat och soss. Mä d'Ekonomie, déi ass kee Selbstzweck. Si huet de Mënschen ze déngen. Besonnesch deenen, déi keng Aarbecht hunn.

Mir schafe vill Aarbechtsplazen zu Lëtzebuerg, eleng an de Joren 2005 an 2006 iwwer 21.000. Mä net all Aarbechtsplaz ass eng nei Aarbechtsplaz. Wat ech domat wëll soen, ass dat heiten: Net all Aarbechtsplaz, déi mer als nei Aarbechtsplaz zu Lëtzebuerg deklaréieren, kann och hei zu Lëtzebuerg vun engem, dee keng Aarbecht huet, besat ginn.

Munch Aarbechtsplaz ass hei am Land deklaréiert, läit awer am Ausland. De Wirtschaftsminister huet eis e Samschdeg gesot, dat wieren der net vill. Ech behaapten, et sinn der méi, wéi hie mengt.

(Hilarité)

Wéi Kolleegen aus, mengen ech, dräi Regierungsperiode wëssen, sinn ech der Meenung, dass an der Sécurité sociale vill Aarbechtsplazen zu Lëtzebuerg deklaréiert sinn, wou deen, dee se besetzt, Lëtzebuerg nach ni vu banne gesinn huet a ganz oft net weess, wou Lëtzebuerg läit.

Also, déi Aarbechtsplazen, déi am Ausland leien an hei deklaréiert sinn, sinn no Nodeel vun der Tatsaach, dass mer niddreg Soziallaaschten hunn an de Reglement N°1408 vun der Europäescher Unioun, deen an de 50er Jore gebuer ginn ass, eis obligéiert, déi Leit an eis Sécurité sociale opzehuelen, déi an eiser Sécurité sociale froen, fir opgeholl ze ginn. Keng Aarbechtsplaz, déi esou geschafe gëtt, ka vun engem, deen zu Lëtzebuerg keng Aarbecht huet, besat ginn.

Ausserdeem wësse mer, dass mer zu Lëtzebuerg munch Aarbechtsplaz als nei Aarbechtsplaz deklaréieren, déi scho besat ass, wann de Betrib, deen op Lëtzebuerg délocaliséiert, mat senger Aarbechtsplaz a mat senge Leit op Lëtzebuerg kënnt. Eng Aarbechtsplaz, déi scho besat ass, déi kann een net nach eng Kéier besetzen.

Dat weist im Übrigen, dass mer a Saachen Délocaliséierung zu de Globaliséierungsgewënner an dem europäesche Wirtschaftsraum gehéieren, well et komme méi Betriber op Lëtzebuerg, déi no Lëtzebuerg délocaliséieren, wéi dass Betriber d'Land géife verloossen, fir an eng aner Géigend hin ze délocaliséieren.

Mir schafen also vill Aarbechtsplazen, trotz all deenen Nuancen, mä eise Chômage geet awer an d'Luucht. En ass am Mäerz zréckgaangen. E wäert och am Abrëll weider zréckgoen, wahrscheinlech ëm déi 4%. Mä dee Chômage ass ze héich. Mir däerfen eis mam aktuellen Niveau vum Chômage op kee Fall offannen. Fatalitéit ass ee Wuert, dat een net an de Mond däerf huelen, wann et ëm d'Bekämpfung vun der Aarbechtslosegkeet geet.

Laut Statec si 56% vun deenen nei geschafenen Aarbechtsplaze Bac+-Aarbechtsplazen. Iwwert d'Halschent awer vun deene Leit, déi um Arbeitsamt ageschriwwe sinn, hunn nëmmen eng Primärschoulausbildung, an déi, déi e bësse méi forméiert sinn, déi hunn am Regelfall keen Diplom. Iwwer 20%, all Fënneften also vun de Leit, déi um Arbeitsamt ageschriwwe sinn, sinn entweder handicapéiert oder si hunn eng Deelinvaliditéit. Eleng am Joer 2006 hu sech 434 Männer a Frae mat enger Deelinvaliditéit, Leit am sougenannten externe Reclassement, nei um Arbeitsamt ageschriwwen. Déi Leit si kierperlech ugeschloen. Si sinn zu 80% méi al wéi 40 Joer, hunn zu 60% just d'Primärschoul gemaach a ginn och zu 60% Laangzäitaarbechtsloser.

Dës Donnéeë weise fir de Rescht, dass d'Aarbechtslosegkeet zu Lëtzebuerg keng wirtschaftlech Ursaachen huet, mä dass se anerer huet.

Mir mussen duerfir, Här President, bei der Festleeung vun eisen Aarbechtsmaartinstrumenter där Tatsaach verstäerkt Rechnung droen. Déi Moossnamen, déi mer ergräifen, mussen individuell Zouschnëtter op de Profil vun eisen Aarbechtslose kréien.

Eent vun deenen individualiséierten Instrumenter, wat mer vum 1. Juli u fir déi Jonk asetzen, besteet an där sougenannter Aktivéierungskonventioun, déi alle Jonken innerhalb vun dräi Méint an allen Netjonken innerhalb vu sechs Méint muss ugebuede ginn. Iwwert dee Wee gëtt probéiert, Leit, déi keng Aarbecht hunn, méi fit fir den Aarbechtsmaart ze maachen.

D'Zuel vun de Stagen am Privatsecteur gëtt eropgesat. Esou sollen déi Leit, déi déi Stagë besetzen an déi keng praktesch Qualifizéierung aus hire Schouljore matbréngen, déi néideg Erfahrung kréien, fir um Aarbechtsmaart besser kënnen ze bestoen.

Iwwert de Wee vun engem Gesetzesprojet, deen d'Nummer 5144 dréit an deen d'Beschäftegungsinitiative betrëfft, kréien dës d'Méiglechkeet, déi Leit, déi opgrond vun hirer Biographie an hirem Liewenswee ganz wäit vum Aarbechtsmaart ewech sinn, méi laang an hire Strukturen opzehuelen an hinnen iwwert de Wee vun enger Aarbecht déi Dignitéit ze ginn, déi se brauchen, fir iwwert de Liewenswee ze kommen.

Mir wënschen eis, dass dat Gesetz iwwert de Maintien dans l'emploi un d'Lafe kënnt. Seng Philosophie besteet doranner, Aarbechtslosegkeet ze verhënneren a stattdessen am Sozialdialog Weeër fräizeleeën, wéi Leit, op déi soss näischt wäert wéi eng Entloossung, op eng nei Aarbechtsplaz kënne kommen, ier se entlooss ginn.

An à propos Sozialdialog: Mir sollten deen net liichtfankeg op d'Spill setzen. Hie brauch eng nei Beliewung zu Lëtzebuerg. D'Alternativ vum Sozialdialog, dat ass de Sozialkonflikt. A mir wëlle keng Konfliktgesellschaft. Mir géife gären eng dialogbereete Gesellschaft bleiwen.

Une voix.- Très bien.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Ech hunn lech d'éinescht gesot, Här President, wéi vill deelinvalid Arbeitnehmer mer am Reclassement externe hunn. E puer Joer nodeems d'Gesetz iwwert d'Deelinvaliditéit an den externe Reclassement a Kraaft getrueden ass, musse mer haut feststellen, dass dat Gesetz méi negativ wéi positiv Konsequenzen hat.

Et stellt sech eraus, dass dat Gesetz ze vill eng fein Affär fir munche Patron ginn ass. Et kascht de Patron näischt. E brauch weder ze kënnegen nach brauch en Ofgangsentschiedegungen ze bezuelen. An och déi Leit, déi an d'Deelinvaliditéit ginn, si selwer ze dacks ze séier zefridden. Si hunn hiert Recht op zwee Joer Aarbechtslosenentschiedegung a si kréien duerno eng Warte-Indemnitéit.

Mir mussen dat Gesetz reforméieren. Den externe Reclassement gëtt manner attraktiv am Verglach zum interne Reclassement am Betrib gemaach. De Reclassement interne gëtt de Prinzip; d'Ausmusterung, den externe Reclassement muss zur Ausnahm ginn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Mir hoffen, dass d'Gesetz iwwert d'Beruffsausbildung séier kënnt. Et ass eng gutt Reform.

Ee vun der Beruffswelt unerkannten Diplom ass ëmmer nach de sécherste Wee zu enger Aarbecht. D'Zil vun der Schoul muss et sinn, enger méiglechst grousser Zuel vu Schüler ee méiglechst héije Qualifikatiounsniveau ze ginn. Mir brauchen dofir eng regelrecht Qualifizéierungsoffensiv. Mir brauche se fir déi Jonk, déi ouni interessant Liewensperspektiv verluer sinn, a mir brauche se am Intérêt vun eiser Ekonomie, déi op gutt ausgebilte Leit muss kënnen zréckgräifen. Mir brauche se och, fir déi sozial Kohesioun am Land ze festegen, déi ëmmer méi zerbréckelt, well d'Zuel vun deenen, déi vum Aarbechtsmaart ausgespaart ginn, ëmmer méi grouss gëtt.

Duerfir musse mer d'Lëtzebuerger Schoul un d'Erfuerdernisser vun haut adaptéieren. Duerfir musse mer an der öffentlecher Schoul villfälteg Formatiounsoffere fir eng ëmmer méi heterogen Schoulbevëlkerung uleeën.

Loosse mer net vergiessen, dass 44% vun de Kanner am Préscolaire eng aner Mammesprooch hu wéi Lëtzebuergesch. Deem ass Rechnung ze droen. Den Handicap vun der Sprooch an aner Liewensongereimtheeten erklären, firwat dass mer zu Lëtzebuerg méi een héije Redoublementstaux an der Primärschoul hu wéi am Ausland. 20% vun de Schüler, déi aus der Primärschoul kommen, hunn op d'mannst ee Joer Retard op hir normal Schoulzäit.

Duerfir mussen de schouleschen Inhalt an déi schoulesch Strukture vum Préscolaire a vum primären Unterricht iwwerpréift ginn. Dës Iwwerpréiwung ass amgaangen.

All Kand muss bestëmmte Kompetenzsockelen op deene verschiddensten Etappe vum Préscolaire bis un d'Enn vum Primär erreechen. Déi Kompetenzsockele kënnen elo an d'Applikatiounsphas goen. An enger éischter Phas gi se vum Lehrpersonal, dat dat fräiwëlleg mécht, an de Klasse getest. Zesumme mat der Uni Lëtzebuerg gi se dann an enger Testphas genau gekuckt, a wa se validéiert sinn, déi Kompetenzsockelen, da gi se an alle Schoule vum Land agefouert.

De Gesetzesprojet iwwert d'Reform vum Schoulgesetz vun 1912 gëtt virun der Summervakanz hei an der Chamber deposéiert. Et huet laang Gespréicher mat alle Concernéierte gebraucht, fir en a Form ze kréien.

Dat neit Gesetz wäert Léierzyklen, déi méi Flexibilitéit erlaben, aféieren. Dës Léierzykle wäerten deenen enge Kanner et erméiglechen, méi séier virunzekommen; deenen aneren erlabe se, déi Fächer ze verdéiwen, an deene se Schwieregkeeten hunn. D'Partnerschaft tëschent den Elteren an der Schoul gëtt institutionaliséiert.

D'Iwwerpréiwung vun de Contenuë vum Enseignement, déi mécht och Fortschrëtter fir déi Schoulzäit, déi no der Primärschoul läit. D'Educatiounsministesch, d'Madame Delvaux, huet ee Sproochenaktiounsplang am Mäerz virgeleucht; si huet breet a vill consultéiert, a ville Schoulen an allen Deeler vum Land.

D'Dräisproochegkeet vun eiser Schoul gëtt bäibehal, well se muss bäibehale ginn. Si ass ee formidabelen Atout fir d'Leit hei am Land. Deen Atout, dee wëllt keen op d'Spill setzen, mä de Sproochenunterrecht muss esou aménagéiert ginn, dass en net zu engem Ausscheedungsinstrument gëtt. Keng Sprooch gëtt négligéiert, keng Sprooch gëtt iwwerprivilegéiert.

D'Tâche vun de Professeren, déi ass redefinéiert ginn. Vun der nächster Schoulrentrée un hale si eng Stonn Schoul méi. Déi nei Tâche gesäit och méi Disponibilitéitssurfacë fir Gespréicher a Kontakter mat de Schüler a mat den Eltere vir. Dat huet eng méi laang Presenz vun den Enseignanten an der Schoul zur Folleg.

Ech wëll hei ausdrécklech d'Educatiounsministesch an d'Enseignantsgewerkschaft fir d'Qualitéit vun deem Accord, dee se fonnt hunn, luewen.

Dee Merci gëllt besonnesch den Enseignanten. An engem Moment, wou d'Lycéeën all Joer méi Schüler ophuelen, an zu engem Zäitpunkt, wou mer ëmmer méi Schwieregkeeten hunn, fir genuch Professeren ze rekrutéieren, war hiren Accord zur Reform vun der Tâche eng wesentlech Viraussetzung, fir dass mer eis Schoule kënne besser organiséieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Schoul soll eise Jonken de Wee an d'Zukunft fräimaachen, mä e grousst Stéck vun hirer Zukunft läit an den Hänn vun deenen, déi haut liewen, déi haut plangen, déi haut regéieren. Mir hunn d'Wiel, hinnen eng Welt ze preparéieren, déi u sech selwer erstéckt, oder eng Welt, an där se fräi ootme kënnen.

D'Bekämpfung vum weltwäite Klimawandel, dat hunn ech d'lescht Joer gesot, wär déi zentral, ekonomesch, sozial an ekologesch Erausfuerderung vun eiser Zäit. Mir dierften eis, esou sot ech, net wéi intergenerationell Egoiste behuelen, deenen d'Welt vu muer egal wär.

De Klimawiessel ass eng Realitéit a kee contestéiert dat méi. Mir mussen der Zukunft haut dat erëmginn, wat mer hir gëschter geklaut hunn.

Une voix.- Très bien.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- D'Tatsaachen - d'Klimatatsaache schwätze fir sech. Déi weltwäit Temperature klammen. Si klammen an engem ëmmer méi séiere Rhythmus. De Planéit ass an deene leschten 100 Joer 0,74 Grad méi waarm ginn, mat verheerende Konsequenzen, wéi mer haut scho gesinn.

D'CO_2-Emissioune sinn zënter 1990 nach eng Kéier ëm 28% an d'Luucht gaangen. Ouni strikt Moossname klamme se bis un d'Enn vun dësem Jorhonnert nach eng Kéier ëm 60 bis 240%. D'Auer steet op fënnef vir zwielef. Wa mer se virulafe loosse bis fënnef op zwielef, da gëtt et der Welt ze waarm. Dann zitt ee laange Cortège vu Klimaflüchtlingen iwwer eenzel Kontinenter. Da geréit villes a Gefor: eis physikalesch, biologesch, sozial a sociétal Systemer, mä awer och de Fridden op der Welt.

Duerfir musse mer elo handelen. Virun allem d'Regierunge mussen handelen. Si hunn et an der Hand, d'Klimakatastroph ofzewenden duerch dat, wat se selwer maachen, an duerch dat, wat se de Leit hëllefen ze maachen.

Mir hunn am Abrëll vum leschte Joer hei am Land een nationalen Aktiounsplang fir d'Reduktioun vun CO_2-Emissiounen ugeholl. D'Moossnamen, déi dëse Plang fëllen, droen dozou bäi, eist Kyoto-Zil - dat heescht, d'Treibhausgasemissiounen ëm 28% bis 2012 par rapport zum Vergläichsjoer 1990 ze kierzen - ze erreechen.

Mir hunn de Kyoto-Cent um Bensin agefouert, a mir hunn d'Autossteier enger CO_2-Reform ënnerworf. Mir hunn nei Fördermoossname fir d'energetesch Sanéierung vun alen Haiser ergraff an d'Subsidë fir d'Solarthermie souwéi Niddregenergie- a Passivhaiser erhéicht. Mir hunn déi nei Wärmeschutzordnung op de Wee bruecht, an hoffe wierklech, dass se geschwë kann a Kraaft trieden.

Mir hunn eis den öffentlechen Transport an den Ausbau vun de Buslinnen eppes

kaschte gelooss. Zënter dem 29. Mee funktionéiert och - e schéine Projet - d'Zuchautobunn tëscht Lëtzebuerg a Perpignan: 1.300 km, 30.000 Camionë manner op der Strooss.

D'Lëtzebuerger Regierung ënnerstëtzt selbstverständlech, well mir hunn zu hirem Zustanekomme bäigedroen, d'Ëmweltziler vun der Europäescher Unioun. Bis an d'Joer 2020 mussen an Europa d'CO_2-Emissiounen ëm 20% erofgesat ginn. 20% vun eisem Energieverbrauch hei an Europa musse mat erneierbarer Energie bestridde ginn. D'Energieeffizienz muss sech ëm 20% verbesseren. An déi Kyoto-Logik, doriwwer si mer eis eens am europäesche Krees, muss wäit iwwert d'Joer 2012 eraus virugefouert ginn.

Mä op 20% erneierbar Energie komme mir Lëtzebuerger net aus eegener Ustrengung, souguer wa mer et mordicus wéilte maachen. Duerfir bedeelege mer eis - déi Verhandlunge sinn amgaangen - un de belschen an un den hollännesche Wandmilleparken am Mier. Déi Energie, déi, well mer do investéieren, esou méi produzéiert gëtt, déi kréie mer integral op eisen nationale Compteur verrechent.

D'Regierung presentéiert an den nächste Wochen nei Reglementer, fir de schounenden Ëmgang mat der Energie a fir d'Notzung vun erneierbarer Energie ze förderen. Dës Reglementer sollen den 1. Januar 2008 a Kraaft trieden. Ustrengungen, déi mer maachen, ginn op d'Förderung vun effizienter erneierbarer Wärmeproduktioun ausgeriicht. Et gëtt ee vereinfachten an ee verbesserte Sanéierungsförderprogramm fir al Haiser agefouert. Et kommen nei Aspeisepräisser fir d'Stroumproduktioun aus erneierbarer Energie a si ginn deene jeeweilegen Technologië besser ugepasst wéi haut.

Et gëtt eng festgeluechte Förderdauer bestëmmt, fir dass d'Investitiounssécherheet garantéiert ass. D'Privatleit gi finanziell ënnerstëtzt, wa si grénge Stroum kafen, mä et geet awer net duer, wa Stat a Gemengen de grénge Stroum förderen. De Stat selwer wëllt a senge Gebaier och grénge Stroum notzen. D'Energieberodung, dat läit op der Hand, muss ausgebaut ginn a gëtt och ausgebaut.

Mir fuere virun, d'Ëmklamme vum Privatauto op den öffentlechen Transport ze poussséieren. Mir maache munches dofir. Um Dossier Tram an um Dossier Gares périphériques gëtt mat Nodrock geschafft. Den 1. Juli ginn nei, méi familljefrëndlech Tarifer fir den öffentlechen Transport agefouert. D'Leit, déi Autoe mat niddregem CO_2-Ausstouss kafen, gi finanziell ënnerstëtzt, sief et iwwert den direkte Subventiounswee oder iwwert de steierleche Wee, dat gesi mer nach. Mä egal wéi: Déi ëmweltschounend Autoe gi méi bëlleg. D'Regierung stellt d'Flotte vun de Verwaltungs- a Regierungsautoen op méi CO_2-aarm Gefierer ëm. D'Reform vun der Autossteier gëtt doduerch ergänzt, dass mer d'Firmeween an hiren Uwendungsberäich eranzéien.

De Lëtzebuerger Finanzminister wäert am Krees vu sengen europäesche Kolleege fir reduzéiert TVA-Sätz op energiespuerende Produkter streiden. D'Regierung wäert och dofir plädéieren, eng Karbon-Tax op Importprodukter aus Länner anzeféieren, déi dem internationale Klimaschutz déi kal Schëller weisen.

Um sougenannten Tanktourismus, dat heescht um Verkaf vun Diesel a Bensin, virun allem op eisen Autobunnen, huet de Lëtzebuerger Stat am Joer 2006 1,1 Milliarden Euro verdéngt. Duerch deen enorm héijen Diesel- a Bensinsofgas, deen zu Lëtzebuerg realiséiert gëtt, klëmmt eis Kyoto-Rechnung a substanziellem Mooss.

Jiddfereen, dee sech mat där Fro beschäftegt, ass d'accord fir ze soen, dass mer op laang Siicht mat där emol bewosster, emol onbewosster Akzisepolitik mussen ophalen. Si war bewosst an deem Mooss wou mer ëmmer probéiert hunn, ënnert dem Niveau vun eisen Nopeschlänner ze leien, wann et ëm d'Akzise gaang ass. Si war onbewosst an deem Mooss wou d'Präisdifferenzialer zougeholl hunn, well eis Noperen hir Akzisenniveauë permanent an d'Luucht gesat hunn; net aus ëmweltschützeresche Grënn, mä aus reng budgetäre Grënn.

Mä mir kënnen a mir däerfe keng bewosste Präisdifferenzialpolitik mam Ausland méi bedreiwen. Fir d'Steiergebare vun den Nopeschlänner allerdéngs kënne mer eis net responsabel maache loossen.

An alle Fäll gëllt: Mir bedeelegen eis konstruktiv un der Debatt iwwert d'Erhéijung vun den 1992 harmoniséierten Akzisesätz, déi elo an Europa ufänkt. Mir verhandele konstruktiv. Mir maueren net. Mir hu keng prinzipiell Awänn. Mä mir hätte gären eng Léisung, déi deene Länner, déi méi ee wäite Wee musse goen, fir op déi nei Minimaen eropzekommen, Iwwergangszäiten araumt, déi hinnen et erlaben, déi ganz Streck ze goen, ouni ënnerwee vun haut op muer finanziell a budgetär virun onextricabel Schwieregkeete gestallt ze ginn.

Mä den Tanktourismus, dat musse mer wëssen, bréngt geschwë manner a mëttelfristeg ganz vill manner Steiereinnahmen, wéi dat nach haut de Fall ass. Denkt dodrun, wann Der Steierreduktiounen op anere Plaze frot. Et hänkt zesummen. A Saache Klimaschutz geet et nämlech net duer fir ze verlaangen an ze fuerderen, dass eppes muss geschéien. A Saache Klimaschutz ass et wéi iwwerall: Weises gëllt.

Iwwert dës an all aner Froen, déi mam Klimaschutz a mat dem Ofwende vun der Klimakatastroph zesummenhänken, wëllt d'Regierung - dat hu mer ugefrot - deemnächst hei an der Chamber, am Kader vun enger Consultatiounsdebatt, méi eingehend schwätzen. Et soll keng Debatt iwwer breet Prinzipië ginn. Do si mer eis eens. Mir wëllen d'Klimakatastroph net. Et gëtt eng Debatt iwwert d'Detailer. An do muss jiddfereen zu all Detail Faarf bekennen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et geet dëser Deeg jo vill Rieds vu Gesellschaftspolitik.

D'Gesellschaftspolitik ass ee breede Begrëff. An net jiddferee vun eis versteet dorënner datselwecht. D'Gesellschaft, déi mer haut hunn, dat ass eng aner wéi déi, déi mer gëschter haten. An déi, déi amgaang ass erunzewuessen, wäert anescht konfiguréiert sinn, wéi déi vun haut.

Et ass d'Aufgab vun der Politik, d'Bréck vun der Gesellschaft vun haut an d'Gesellschaft vu muer eran esou unzeleeën, dass d'Mënsche kënnen iwwert se goen. Op där Bréck däerf kee Barrikaden installéieren, déi se um Weidergoen hënneren. Iwwert déi Bréck musse mer alleguer zesummen a jiddfer Eenzelne vun eis eleng goen. Déi, déi déi Bréck vun haut op muer plangen, géife gutt drun dinn, wa se vun Ufank un hire Bau als ee Stéck Koarchitektur begräife géifen. Si géifen och gutt drun dinn, wa se ënnerschiddlecher Opfaassung iwwert de genaue Verlaf vun där Bréck sinn, hir Iddië sech openeen zoubewegen ze loossen.

Déi eng wiere gutt beroden domat opzehalen, deenen aneren ze ënnerstellen, si wëllten zréck an d'Steinzäit a si wëllten déi aner um Spronk an d'Modernitéit hënneren. An déi, déi sech schwéier di fir mat der Modernitéit vu muer unzefänken, géife gutt drun dinn, deenen, déi schonn ugefaang hunn, net ze ënnerstellen, si wëllten eng Welt ouni Regelen an eng Welt ouni Gewëssensnormen.

Iwwer Gesellschaftspolitik debattéiert een, wann et muss sinn, haart. Wann ee just iwwert se polemiséiert, da léisst een de Verdacht opkommen, et géif engem méi ëm d'Politik wéi ëm d'Gesellschaft goen.

Dat schéinste Stéck Gesellschaft, dat mer hunn, dat sinn eis Kanner. Hei am Land liewe 57.000 Kanner, déi manner wéi 9 Joer al sinn. 28.500 sinn tëschent 10 a 14 Joer al, 16.000 sinn an deem spannenden Alter tëschent 15 a 17 Joer.

(Interruption)

War déi net spannend bei Iech, Här Santer?

M. Patrick Santer *(CSV).*- Dach.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Mir hunn 101.000 Kanner a Jonker, 22% vun eiser Bevölkerung maache se aus.

Eng kleng Zuel vun hinne ka sech ganz gutt selwer hëllefen. Mä déi meescht vun hinne brauchen nach eis Hëllef an eis Suerg.

Et gëtt keng Gesellschaft a keng Gesellschaftspolitik, déi déi Kanner a Jonker kann ëmfueren, deenen et net gutt geet. An et geet Kanner hei am Land net gutt.

900 vun deem beschriwwenen Zukunftskrees, 0,86% also vun deenen 101.000, si Kanner, déi net bei hirem Papp, hirer Mamm oder hiren Eltere liewen. Si sinn - an dofir gebrauche mer e schrecklechen Ausdrock - „placéiert" ginn. Si sinn ausserhalb vun hirer Famill placéiert, bei enger Famill, an Heimer oder an aneren Institutiounen.

Si sinn dohinner vum Geriicht placéiert ginn. Si si fréi am Liewe mam drëtte Pouvoir konfrontéiert ginn; vill ze vill fréi. D'Jugendriichtere maachen eng delikat, eng schwiereg an eng gutt Aarbecht. Mä ëm déi Kanner, déi net an hirem natierleche Liewensmilieu kënne bleiwen, däerfe sech net nëmmen d'Geriichter bekëmmeren. Mir musse sozioedukativ Begleedungsariichtunge schafen, déi um preventive Plang Léisungen, an Zesummenaarbecht mat alle Betraffenen, kënne proposéieren; Léisungen, déi de Kanner de Wee iwwert d'Geriicht erspueren. De Gesetzesprojet iwwert d'Aide à l'enfance, deen d'Familljen- a Jugendministesch Marie-Josée Jacobs dem Regierungsrot d'lescht Woch virgeluecht huet, mécht dat an Zukunft méiglech.

Et gëtt iwwerhaapt relativ vill Kanner, déi nolens volens op eemol am Mëttelpunkt vun enger Geriichtsprozedur stinn oder awer staark vun engem Prozess betraff sinn. Hir Rechter musse gestäerkt ginn, well si hunn haut bal keng. Duerfir wëlle mer d'Regel aféieren, dass all Kand d'Recht op een Affekot kritt, wann ee Prozess usteet, deen et betrëfft. De Stat iwwerhëlt d'Affekotekäschten, ka se spéider awer bei den Elteren zréckfroen, wann déi materiell esou gestallt sinn, dass dat méiglech ass.

Jonker ënner 18 Joer - mir soen et ëmmer an alleguer ëmmer erëm - gehéieren net an de Prisong. Mä heiansdo geet et net anescht. Et gëtt Jonker, déi muss ee viru sech selwer a virun deenen anere schützen. Dofir sinn ech frou driwwer, dass endlech no jorelaangem Hin an Hier, no heiansdo skandalösem Hin an Hier een Accord fonnt ginn ass, fir eng zoue Struktur fir Jugendlecher zu Dräibur ze realiséieren. Mä mir wëssen: Mir bauen zu Lëtzebuerg lues. Ech sinn dergéint, dass während där Zäit, wou mer déi Struktur zu Dräibur nach net hunn, d'Kanner virun an de Prisong gefouert ginn.

Mir brauchen eng provisoresch Tëscheléisung, dringend. Wa mer net wëllen, dass Jonker an de Prisong kommen, a wa mer wëssen, dass déi geplangte Struktur zu Dräibur esou séier nach net fäerdeg ass, da musse mer eis zesummen iwwerleeën - dat geet jiddferee vun eis heibannen eppes un -, wéi mer déi Jonk kënnen an der Zwëschenzäit ënnerbréngen.

Ech bieden all Buergermeeschter an all Schäffen- a Gemengeréit, déi bereet wiere fir Jonker bei sech an der Gemeng an engem gesécherten Haus opzehuelen, sech bei der Familljeministesch ze melden. D'Regierung dréit all Käschten.

Well ech grad, Här President, bei der Justiz sinn, nach just dräi Sätz zu därselwechter.

D'Justiz ass een Deel vun der Gesellschaft. Si muss gutt funktionéieren, mä si muss sech besser explizéieren. Dofir riichte mer bei de Geriichter eng Pressestell an.

Fir dass d'Justiz ka gutt funktionéieren, muss se onofhängeg bleiwen. Wien den drëtte Pouvoir doduerch schwächt, dass en e méi ofhängeg mécht, dee schwächt d'ganz Gesellschaft. Jo, e schwächt d'Demokratie.

Mä et gëtt dacks iwwert d'Justiz geklot. Dofir probéiert de Justizminister, den Här Luc Frieden, am Gespréich mat alle Justizacteuren, fir d'Iddi vun engem Conseil supérieur de la Magistrature ze werben. Ee Conseil supérieur, dee sech mat de Kloen iwwert de Fonctionnement vun der Justiz a mat bestëmmte Froen am Zesummenhang mat der Nominatioun vun de Riichtere befaasse kann.

Zur Justiz, zur Strofjustiz am Besonnesche gehéiert de Prisong. Déi, déi am Prisong sëtzen, gehéieren och zu eiser Gesellschaft. Och wa se fir ee Moment vun hir getrennt sinn, esou ass d'Zil vum Strofvollzuch ëmmer, se erëm gesellschaftsfäeg ze maachen. Si kommen aus dem Prisong eraus a si kommen zréck an d'Gesellschaft.

D'Mënscherechter - well d'Mënscherechter gehéieren zu eiser Gesellschaftsuerdnung; keng Debatt iwwer Gesellschaftspolitik ouni eng Debatt iwwer Mënscherechter wann ech gelift! - mussen och am Prisong respektéiert ginn. D'Liewen am Prisong muss mënschewürdeg sinn. Soss kréie mer keng gesellschaftsfäeg Mënschen aus dem Prisong eraus. D'Regierung wëllt de Médiateur mat der externer Kontroll vum Respekt vun de Mënscherechter am Prisong beoptragen.

À propos Mënscherechter: Mir wëllen der Mënscherechtskommissioun, déi mer virun e puer Joer ageriicht hunn, ee legale Statut ginn.

Här President, zréck bei d'Kanner a bei déi Jonk. Vill Jonker, ëmmer méi Jonker liewen op der Strooss. D'Gesellschaft an d'Politik - d'Gesellschaftspolitik also - kënnen net esou maachen, wéi wann et se net géif ginn. Mir kënne se eng Zäit laang ignoréieren. Mä mir sinn dergéint, dass se viru sech hi vivotéieren. Mir brauche fir si eng Opfangstruktur, déi hinnen an dringende Fäll een Ënnerdaach ka bidden, a mir brauchen - d'Familljeministesch schafft dodrun - eng Strategie, fir se vun der Strooss zréck an d'Normalitéit ze féieren.

Zur Gesellschaft gehéieren och déi, déi aus der Friemd bei eis kommen. D'Zäit ass komm fir d'Betrieden an d'Verloosse vum Land an d'Liewen am Land besser ze regelen. Dofir bréngе mer een neit Zouwanderungsgesetz op den Instanzewee. Ee Gesetz, dat d'Integratioun promouvéiert, fir dass mer eis sozial Kohesioun behalen. Ee Gesetz, dat d'Integratioun op der Basis vun eise Verfassungswäerter pousséiert. Ee Gesetz, dat déi aktiv Partizipatioun um ekonomeschen, sozialen a kulturelle Liewe vum Land erméiglecht. Ee Gesetz, dat de Regroupement familial nei regelt.

Mir wëllen net manner Integratioun, mir wëllen net mordicus méi Integratioun, mä mir brauchen eng besser Integratioun. Si ass net esou réusséiert, wéi mer eis dat dacks selwer virmaachen. Den zoustännege Minister Nicolas Schmit wäert de Regierungsrot an deenen nächste Woche mat engem Gesetzesprojet iwwert d'Zouwanderung zu Lëtzebuerg befaassen.

Fir d'Integratioun iwwert den tëschemënschleche Wee méi einfach ze maachen, dat heescht fir en iwwert de Wee vun der Sprooch méi einfach ze maachen, wäert den Aarbechtsminister iwwert de Wee vun engem Gesetz ee Lëtzebuergesch-Congé aféieren, dee jiddferengem et erlabe soll, während 80 Stonne vun der Aarbecht fräigestallt ze ginn, fir Lëtzebuergesch ze léieren.

D'duebel Nationalitéit, ee Projet vun extremer gesellschaftspolitescher Wichtegkeet, wäert d'Integratioun méi komplett maachen. Si kënnt ouni genügend Lëtzebuergesch-Kenntnisser net aus.

Fir dass de Bierger sech an der Gesellschaft wuelspiert, fir dass e seng Citoyennetéit méi komplett an eisem demokratesche Raum kann erliewen, muss en informéiert - gutt informéiert! - sinn. Dofir leeën ech der Chamber an deenen nächste Méint ee Gesetzesprojet iwwert den Zougank vum Bierger zu den administrativen Dokumenter vir.

De Stat, d'Gemengen an d'öffentlech Etablissementer halen ze vill Informatiounen zréck, déi d'Leit direkt betreffen. Dat neit Gesetz wäert de Perimeter vun hirer Informatiounsflicht determinéieren. Et wäert d'Aarbechte vun de Journaliste wiesentlech erliichteren.

De Gesetzesprojet iwwert den allgemengen Zougank zur administrativer Informatioun ass praktesch fäerdeg. En inspiréiert sech un der aktueller Législatioun iwwert den Zougank vun der Öffentlechkeet zu Ëmweltinformatiounen - déi iwwregens och sollen applizéiert ginn! -; en inspiréiert sech un de Systemer, déi an den Nopeschlänner praktizéiert ginn, an en inspiréiert sech un der Gesetzespropositioun vum Kolleeg Alex Bodry vum Juni 2000 iwwert déiselwecht Matière.

Zu voller Citoyennetéit gehéiert och, dass d'Liewen an enger Gesellschaft ouni Diskriminéierung ka stattfannen. Mir sinn 2007 am europäesche Joer vun der Chancëgläichheet. Dofir huet d'Regierung d'Installatioun vun engem Gläichheetszentrum beschloss, un deen d'Leit sech kënnen adresséieren, wa se sech aus religiösen, ethneschen, sexisteschen oder anere Grënn diskriminéiert spieren. Dësen Zentrum - ech hoffen et! - funktionéiert geschwënn.

Och d'Steierpolitik muss probéieren op de gesellschaftleche Wandel ze reagéieren. Net Hals iwwer Kapp, mä iwwerluecht. D'Avantagë vun der Steierklass 2, ech hunn et gesot, vun deene bestuetene Leit ginn op déi Leit, déi am Partenariat liewen - hetero- an homosexuell Koppelen -, ausgedehnt. D'individual Besteierung, eng technesch héich kompliséiert Affär, bleift als Optioun um Dësch. D'Regierung wëllt hir Vuen dozou am spéiden Hierscht an Ärer Finanzkommissioun virleeën, fir dass kann driwwer diskutéiert ginn; eventuell, falls Der et wëllt, och hei am Plenum, ier mer definitiv Décisiounen huelen.

D'Gesellschaft an d'Politik mussen och déi Froe klären, déi sech an deem Raum stellen, wou Liewen an Doud sech begéinen. D'Regierung wier frou wann d'Gesetz iwwert d'Stierfbegleedung an dat iwwert de Begleedungsurlaub séier géif kommen. Bei der Regelung vun där Fro, déi eng Gewëssensfro ass, kann et an däerf et kee Fraktiounszwang ginn. Et ass evident, dass d'Proposition de loi Huss-Err, déi an deem Zesummenhang déposéiert ginn ass, parallell mam Gesetzesprojet vun der Regierung kann examinéiert ginn.

D'Fro vum Avortement ass eng, déi vill Mënschen, besonnesch awer vill Fraen ëmdreift. Mir maachen de Bilan vum aktuelle Gesetz a maache Propositiounen, wéi eventuell Karenze bei senger praktescher Applikatioun kënne besäitegt ginn. Och an dëser Fro, wéi an deenen aneren, gëllt et, deen néidege Respekt fir d'Positioun vun deem aneren ze hunn.

Zur Gesellschaftspolitik gehéiert och den Dialog tëschent der Fräiheet an der Sécherheet. D'Fräiheet ass deen eigentleche Propulsiounsmotor vun der Geschicht. D'Fräiheet vum Eenzelnen ze schützen ass eng Aufgab vum demokratesche Rechtsstat. Mä och d'Sécherheet ass ee Biergerrecht an och dat muss de Stat probéieren ze garantéieren. Ëmmer méi Kameraen hänken doruechter. An och de Stat huet der opgestallt a wëllt der nach opstellen; wéinst der Sécherheet vun eise Bierger. Mä privat an öffentlech Kamerae mussen d'Privatsphär vun de Leit respektéieren. Mir mussen déi sougenannte Kamera-Fro une fois pour toutes regelen. Strikt regelen, fir dass d'Privatsphär vun de Leit geschützt bleift. Soupel regelen, fir dass mer eise Sécherheetsaufgabe kënnen nokommen.

Är Chamber ass amgaang - méritoirement! - sech mat där Fro ze beschäftegen. Ech mengen déi zoustänneg Kommissioun wier um richtege Wee, fir Sécherheet a Fräiheet mateneen an Aklang ze bréngen. Net d'Politik, net ee Minister soll, wa mer dat Gesetz bis hunn, driwwer befanne kënnen, ob eng Kamera opgehaang gëtt oder net. Déi Décisioun soll vun där onofhängeger Datenschutzkommissioun geholl ginn.

Am Prinzip gëllt: D'Sécherheet vun de Leit geet vir! Am Zweifel gëllt: D'Fräiheet huet Virfahrt, well de Schutz vun der Privatsphär ass eng Statsaufgab. Mir wëlle kee Land, mir wëlle keng Stad, mir wëlle keng Stroossen, déi voller Kameraen hänken. Mir wëlle keen Iwwerwaachungsstat, deen an all Liewensverhältnisser an an all Bewegunge vum Alldag kann erakucken.

D'Privatliewe geet de Stat näischt un. Déi biergerlech Fräiheeten zu Lëtzebuerg geroden net a Gefor, net op dësem Punkt an net op aneren. Net op aneren, well kee soll et a Gefor bréngen. Net op dësem, well mir kréien eent vun deene restriktiivste Kameragesetzer, déi et an Europa gëtt.

Nun, Här President, weess ech, dass déi meescht Riedner, déi no mir kommen, ee gudden Deel vun hirer Riedezäit - duerfir géif ech et net maachen - domat verbréngen, fir alles dat opzeläschten, wat an dëser Ried och nach hätt missen ugesprach ginn. Ech wollt haut scho soen, da brauch ech dat muer net ze widderhuelen, dass se selbstverständlech Recht hunn. Well och vill Froen, déi ech net gesträift oder behandelt hunn, hunn hir Wichtegkeet.

Den IVL zum Beispill, mat deem sech déi zoustänneg Chamberskommissioun esou intensiv a leschter Zäit beschäftegt huet. Ech wëll just zu dësem Punkt umierken, dass et net gutt wier, wann et ëm den IVL ze vill roueg géif ginn. Seng Basisphilosophie bleift richteg, seng praktesch Ëmsetzung geschitt am Dialog mat alle Concernéierten. Dat sinn d'Gemengen, fir d'éischt, déi selbstverständlech net zwangsfusionéiert ginn. Dat sinn d'Leit, déi am Land wunnen, fir d'zweet; Leit déi awer, wa se iwwert d'Ausriichte vum IVL schwätzen, net däerfen d'Joer 2007 an d'Land, wéi et haut ass, kucken, mä déi hire Bléck mussen op d'Joer 2040 riichten a sech probéiere mussen d'Land virzestellen, wéi et da wäert sinn.

Déi véier haaptsektoriell Pläng, déi den Transport, déi grouss Landschaftszonen, de Wunnengsbau an déi wirtschaftlech Aktivitéitszone betreffen, wäerten am Laf vum Joer 2008 als Plang-Projet an d'Prozedur goen, fir dann esou séier wéi méiglech a Kraaft ze trieden.

De Landesplanungsminister wäert an den nächsten Deeg ee regionalen Tour duerch d'Land maachen, fir de Gemengeresponsabelen d'Aarbechten un de Pläng an d'Pläng selwer souwéi hir Abannung an d'Zilsetzunge vum IVL ze erklären.

Fir dass déi Pläng esou séier wéi méiglech no hirem Akraafttriede kënnen ëmgesat ginn, musse mer d'Gesetz vun 1999 iwwert d'Landesplanung an eenzelne Prozedure revidéieren.

Déi, déi d'Remarque maachen, et wier falsch gewiescht näischt iwwert d'Waassergesetz ze soen, déi hu selbstverständlech Recht. Mä mir kréien an den nächste Méint nach dacks doriwwer ze schwätzen. D'Explikatioun - dat muss een zouginn - vu senger Technik hätt mech am Kader vun dëser Ried einfach ze wäit gefouert.

Déi, déi mer wäerte soen, ech hätt näischt iwwert de Wunnengsbau gesot, deenen ass eppes Richteges opgefall. Ech hat d'lescht Joer ganz vill iwwert de Logement geschwat. De Plan-Logement ass vum Minister Fernand Boden déposéiert. Mir kréien en elo ze diskutéieren. Do wou e kann ausgebaut, do wou e muss geännert ginn, wäert dat am Gespréich tëschent Minister a Parlament geschéien.

Deenen, déi bemängelen, ech hätt et ënnerlooss iwwert d'öffentlech Funktioun ze schwätzen, wëll ech soen, dass d'Verhandlunge mat der CGFP iwwert d'Ausriichte vun der Lounpolitik lafen a geschwënn zum Ofschloss kommen. Wann nach een eng ganz gutt Iddi hätt: Et ass elo de Moment fir domat erauszerécken.

An esou kéint ech d'Lëscht vun deene Punkten, déi ech a menger Erklärung net ernimmt hunn, beliebeg laang viruféieren. Dat wëll ech mat Rücksicht op Äert Sëtzlieder net maachen. Ech kéint et och net mat där noutwendeger Grëndlechkeet maachen, muss ech éierlech soen, well mäi physeschen Zoustand vun deene leschten Deeg mech staark ageschränkt huet. Ech bieden dat ze verstoen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn d'Halschent vun der Legislaturperiod iwwerschratt. Heiansdo wann een d'Zeitung liest, wann een de Radio héiert, mengt een, muer wiere Wahlen. Mä muer sinn awer keng Wahlen. Dofir géif ech och ganz häerzlech drëm bieden, mat deene ville Meenungsëmfroen, mat deene mer a leschter Zäit regelrecht iwwerschwemmt ginn, ee souveränen Ëmgang ze fleegen. Als een, deen - bis elo jiddefalls; dat ka sech änneren - ëmmer un der Spëtzt - wéi nenne se dat? - vun der Politikerhitparad steet, soen ech lech: Loosst mer net op d'Meenungsëmfroe stuerken, mä op eis Aufgabe kucken. Mir hunn alleguer eng Aufgab ze erleedegen, eng grouss: eist Land a seng Leit virunzebréngen, fir d'Land, mat de Leit. D'Regierung stellt sech där Aufgab.

Merci fir Är Gedold, Här President.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech ginn dem Här Premierminister Akt vu senger Deklaratioun. Ech soen em Merci fir seng Ausféierungen. Ausféierungen, déi mer vu muer de Moien hallwer zéng un hei am Kader vun der Debatt iwwert d'Lag vun der Natioun debattéiere wäerten.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.13 heures)

SÉANCE 32

Jeudi, 10 mai 2007

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président - M. Laurent Mosar, Vice-Président

Ordre du jour

5726 - Débat sur l'état de la nation

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; M. Fernand Boden, Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Jeannot Krecké, Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler et Jean-Louis Schiltz, Ministres; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 9.30 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun un d'Chamber ze maachen?

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement*.- Neen, Här President.

M. le Président.- Wann dat net de Fall ass, da komme mer no der Deklaratioun, déi den Här Premierminister gëschter Mëtteg hei an der Chamber gemaach huet, zur Debatt iwwert dës Deklaratioun iwwert d'Lag vun der Natioun. D'Riedezäit ass nom Modell 4 festgeleecht. Et si bis elo ageschriwwen: déi Häre Wolter, Meisch, Fayot, Bausch, Mehlen a Jaerling, an dann nach den Här Goerens, d'Madame Brasseur, den Här Bettel, den Här Wagner an den Här Krieps.

D'Wuert huet elo deen éischten ageschriwwene Riedner, dat ass de Fraktiounschef vun der CSV, den honorabelen Här Michel Wolter. Här Wolter, Dir hutt d'Wuert.

5726 - Débat sur l'état de la nation

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Statsminister huet gëschter am Numm vun der Regierung d'Deklaratioun zur Lag vun der Natioun presentéiert.

Am Numm vun der CSV-Fraktioun wëll ech him ausdrécklech félicitéiere fir déi Aart a Weis, mat där en d'Situatioun vum Land beschriwwen, ëmschriwwen, d'Realitéiten an d'Méiglechkeeten opgezeechent an och an enger ganzer Rei vun Domäner Piste gewisen huet, op déi sech d'Aktioun vun der Regierung fir déi kommend zwee Joer wäert achséieren.

Och wa verschidde Leit elo wäerte soen, hien hätt net alles ugeschnidden, wat d'ailleurs an esou enger Ried net méiglech ass, an och wann en, well en eben esou ass wéi en ass a well e Politiker ass, net alles ausgedäitscht huet bis hannenhin, wou deen een oder anere sech vläicht nach eng Grimmelche méi erwaart hätt, mä hie sech awer net ëmmer an d'Kaarte kucke léisst an enger Rei vun delikate Verhandlungen, déi ze huele sinn, fannen ech, dass en op seng gewinnte brillant Aart a Weis et fäerdeg bruecht huet, eis dat Bild virzeleeën, wat d'Realitéit vun eisem Land ass, op déi mer eis politesch Aufgabe fir déi nächsten Zäit solle baséieren.

D'Grondlag vun der Politik, Dir Dammen an Dir Hären, sinn d'Finanze vum Stat. Et ass bekannt, dass een net vill Politik hikritt, wann d'Geld dofir feelt. Mir kommen aus enger Zäit, wou d'Geld méi spärlech an d'Keese vum Stat gefloss ass, wou mer Defiziter haten a wou huet misse gespuert a Geld geléint ginn.

Déi Zäit ass nach net eriwwer. Bei aller Freed an Zefriddenheet iwwert d'Verbesserung vun der Situatioun vun de Recettë si mer nach net duerch de Bësch. Dat wat d'Politik nach wëlles huet, kascht enorm Zommen - Zommen, iwwert déi mer net esou ouni Weideres verfügen.

Et gesäit esou aus, wéi wann 2006 e Joer vun der budgetärer Konsolidatioun gewiescht wär. Mir freeën eis doriwwer. Am Ufank vum aktuelle Jorzéngt waren eis Finanzen an eng aner Logik geroden, wou mer strukturell méi ausginn hunn, wéi mer erakruten. D'Schéier tëschent Einnahmen an Ausgaben ass ëmmer méi wäit ausenanergaangen, well d'Einnahme wuel nach geklomme sinn, awer net méi esou séier wéi d'Ausgaben, déi sech aus enger Rei vu politesche Choixen erginn hunn, déi vill mat deem Wuert Moderniséierung vum Land ze dinn hunn.

Déi Tendenz gouf gestoppt an dat war batter néideg. Mir hunn am Joer 2006 nees fir d'éischt zënter Jore spierbar méi Einnahme wéi erwaart. Dat bedeit, dass mer méi Recetten hu wéi erwaart, awer nach ëmmer e gutt Stéck manner wéi Ausgaben. De Budget ass net am Equiliber. Bis dohin ass et nach e wäite Wee, an duerfir soen ech bewosst: Den Trend vum totalen Ausenanerdrifte vu Recetten an Dépensen ass zwar gebrach, mä dat heescht net, dass schonn nees alles an der Rei wär.

De Budget 2006 hat méi wéi eng Milliard Defizit virgesinn - eng Milliard Euro wuelverstanen - bei engem Gesamtvolume vun zéng Milliarden. Den Zentralstat, also d'Verwaltung an de Statsapparat u sech, op déi de Budget sech applizéiert, huet elo nach ëmmer en Defizit vu ronn enger hallwer Milliard Euro. Déi ginn an der Maastricht-Rechnung, déi d'Gesamtphenomeen Stat berücksichtegt, nëmmen duerch een Excédent vun der sozialer Sécherheet ausgeglach, esou dass mer gesamtstaatlech am Equiliber sinn, am Budget awer net, an deen Zoustand muss nees erreecht ginn, wa mer d'Land wëlle fit fir d'Zukunft maachen.

Déi meescht zousätzlech Recettë kommen aus Steieren, déi ganz staark konjunkturofhängeg sinn. Et kann een net zukünfteg Politiken eleng op 150 Millioune méi Recetten aus der Taxe d'abonnement bauen - fir e Beispill ze nennen, wat 2006 akut ass. Gradesou wéineg wéi op engem Recettenniveau vun der Dividendesteier, deen opgrond vun der Arcelor-Mittal-Operatioun wuel eemoleg héich war. Dës Operatioun widderhëlt sech esou bal net. An ob d'Fongegeschäft, aus deem den allergréissten Deel vun der Taxe d'abonnement kënnt, ëmmer wäert Rekordjore verzeechnen, wéi dat d'lescht Joer de Fall war, däerf bezweifelt ginn.

Dass d'Zuele vun 2006 esou sinn, wéi se sinn, huet deemno vill mat exceptionnellen Elementer ze dinn, déi sech aus enger positiver internationaler Konjunktur erginn, plus dem Effort vun der Regierung, fir am interne Konsum ze spueren.

Déi méi strukturell Elementer, déi op eise Budget wierken, maache sech am Budget 2007 bemierkbar. Dat sinn déi Elementer, déi d'Regierung mat de Sozialpartner am Kader vun der Kompetitivitéitstripartite festgehalen huet an déi iwwer Gesetz am Joer 2006 a Kraaft gesat goufen.

Domat gëtt vun de Leit am Land - vun alle Leit am Land - eppes verlaangt. D'Indexmodulatioun an hirer gesamter Vielschichtegkeet huet en Impakt op all Mënsch zu Lëtzebuerg. Mir hu missen eppes vun de Leit verlaangen, fir dass d'Politik hinnen och an Zukunft nach kann eppes bidden, an zwar all déi Politiken, déi mer brauchen, fir och an Zukunft nach kënnen Aarbecht ze schafen an eis Gesellschaft no vir ze bréngen. Dat bedeit: Schoul, Héichschoul, Recherche, Betreiung, öffentlechen Transport, Betribsuesiedlung a Promotioun, Wunnengsbau.

Dat alles net ze maachen, géif de politesche Stëllstand bedeiten. Et wëllen ze maachen, bedeit, dass mer Fouss bei Mol mussen halen, fir et kënnen ze maachen.

Wann dann och an de Joren 2007, 2008 an 2009 ausseruerdentlech Elementer eis

iwwert déi strukturell Konsolidéierung vum Budget zousätzlech Recettë bréngen, da solle mer eis doriwwer freeën. D'CSV-Fraktioun ass sech mat der Regierung eens, dass esou Zousazgelder integral mussen an déi öffentlech Investitiounsfonge fléissen, déi ouni zousätzlech Speisung Enn 2008 riskéieren eidel ze sinn.

All Euro, dee méi erakënnt wéi erwaart, muss sech an de Fongen erëmfannen. Nëmmen esou kënne mer laangfristeg d'Capacitéite vun eisem Stat sécheren, fir a seng Zukunft ze investéieren.

D'CSV-Fraktioun ass frou, dass den Trend zu méi Defizit a Schold gebrach gouf, an dass d'Regierung d'Zil vun engem équilibréierte Budget an de Joren 2009 an 2010 mat Determinatioun verfollegt. Esou wéi et ausgesäit, ass dat Zil ze erreechen. Et ass eng Aufgab, en Optrag vu politescher Moral, fir der nächster Chamber an der nächster Regierung eng Finanzsituatioun ze hannerloossen, déi de politesche Spillraum intakt léisst.

Wa mer den Trend vun de vergaangene Joren net gebrach hätten - och duerch een zimlech historeschen Accord an der Tripartite -, da wär dëse Spillraum an e puer Joer net méi do. Duerfir ass et fir eis wesentlech, dass den Tripartitesaccord an all senge Bestanddeeler agehale gëtt. Et ass eng Fro vu prinzipieller Gerechtegkeet, där sozialer an där am prinzipielle Sënn vum Wuert, dass kee Secteur sech kann der Gesamtwierksamkeet vum Tripartitespak entzéien - net bis d'Zil vum budgetären Equiliber erreecht ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et stinn an deene kommende Joren Erausfuerderunge virun eis, déi vill Sue wäerte kaschten. D'Moderniséierung vun eisem Land op alle Pläng ass net zum Nulltarif ze kréien. Nei Schoulen a méi Wunnengen, eng aner Manéier fir sech ze transportéieren, Uni a Recherche, dat alles kascht, niewent der Weiderféierung vu Politiken, déi och kaschten an nach ëmmer méi wäerte kaschten.

Mir hu kaum Spillraum fir Extravaganzen. Duerfir muss ech och fannen, dass all déi, déi opgrond vu liicht verbesserte Budgetszuelen elo opfuerderen, all d'Spueren nees sinn ze loossen, einfach net verstinn, ëm wat dass et geet - oder, wat wesentlech méi schlëmm wär, et net wëlle verstoen.

D'Moderniséierung vum Land war eng vun deene grousse Achse vum Statsminister senger Regierungserklärung am Summer 2004. Elo, nodeem d'Halschent vun der Legislatur hannert eis ass, ass e gudde Moment, fir sech nees eng Kéier mat Moderniséierung ze befaassen, mat deem Erreechten, well et ass munches geschitt, a mat deem, wat nach ze erreechen ass, well de Prozess vun der Moderniséierung vun eisem Land net ofgeschloss ass.

Nëmmen e modernt Land ass kompetitiv a ka kompetitiv bleiwen. Lëtzebuerg huet eng oppe Wirtschaft, déi staark op Exporter ausgeriicht ass an déi auslännesch Direktinvestissementer heibanne brauch. Dat bedeit, dass mer eise Betriber mussen en attraktive Kader proposéieren, an deem se kënne schaffen.

Duerfir hu mer elo zum Beispill en Entfesselungsplang fir Betriber virleien, mat dosende Moossnamen, fir de Verwaltungsopwand, mat deem d'Entreprisen ze kämpfen hunn, ze reduzéieren. Duerfir loosse mer der SNCI, der nationaler Gesellschaft fir Investitiounskreditter, 200 Milliounen zousätzlecht Kapital aus de Revenuë vun der Stolfusioun zoukommen, mat deene Betriber kënnen zukunftsträchteg Investissementer realiséieren. An duerfir schafe mer eng Agence fir d'Promotioun vum Standuert Lëtzebuerg, fir all déi Efforten, déi verschidden Acteuren um Gebitt vun der Vermaartung vun eisem Land ënnerhuelen, ze bëndelen an ze koordinéieren. D'CSV-Fraktioun, Här President, ënnerstëtzt d'Regierung bei hire Beméiungen, eis Wirtschaft nach méi kompetitiv ze maachen.

Et ass virun allem de mëttelstännegen Deel vun der Wirtschaft, deen an impressionnantem Mooss investéiert, innovéiert an Aarbechtsplaze schaaft. Et ass och dëse Mëttelstand, fir deen der SNCI hir zousätzlech Mëttele sollen agesat ginn. Mir schwätzen hei vu quasi 15.000 Betriber mat 150.000 Mataarbechter. Esou ee Secteur, wann een esou ka soen, verdéngt der Politik hir ganz Opmierksamkeet an hir réckhaltlos Ënnerstëtzung, wann ee wëllt weider wuessen.

D'Entfesselung vun de Betriber, déi ech elo just ernimmt hunn, ass prioritär d'Entfesselung vum Mëttelstand mat all sengem Potenzial, senger Dynamik an och senger Innovatiounskraaft.

Een anere wichtege Facteur vun der Kompetitivitéit vun eise Betriber, deene mëttelstännegen an deenen aneren, sinn d'Energiepräisser. Si hunn en direkten Impakt op d'Produktiounskäschten, well se duerch de Produktiounsprozess un de Verbraucher weidergereecht ginn. Nëmme wann d'Energiepräisser attraktiv bleiwen, ass d'Kompetitivitéit vun den energieintensive Betriber geséchert.

Mir begréissen et besonnesch, dass an dësem Moment d'Chamber sech intensiv mat dësem Thema beschäftegt, mam Zil, eng Energieversuergung zu attraktive Präisser fir d'Zukunft ze definéieren. Ob dat klappt oder net, hänkt an entscheedendem Mooss dovun of, wéi gutt mer eis Versuergungsvernetzung mat eisen Nopeschlänner hikréien.

Dee Secteur, dee méi wéi all aneren och am Ausland als Zuchpäerd vun der Lëtzebuerger Ekonomie betruecht gëtt, de Finanzsecteur, ass een, dee sech enger gudder Gesondheet erfreet. Mä den Zoustand vun dësem Secteur ass keng Selbstverständlechkeet. E lieft net vum selwen. Och hie brauch d'Ënnerstëtzung, de wuelgemengten Encadrement duerch d'Politik. An dëser Hisiicht wëll ech ënnersträichen, dass grad de Finanzsecteur an deene leschte Méint nees nei Instrumenter zu Gonschte vu senger Konsolidéierung an Entwécklung kritt huet.

Mat de Gesetzer iwwert d'Fonds spécialisés an iwwert d'Société de patrimoine familial, dat en Deel vum alen Holdingsgesetz vun '29 ersetzt, ass d'Arsenal vun de Produkter vun eisem Finanzsecteur erweidert a verstäerkt ginn, en attendant dass och nach an deenen nächste Méint deen zweete Projet dat aalt Holdingsgesetz komplett ersetze wäert. Dat ass wichteg, well villes an eisem gesamtwirtschaftleche Panorama vun der dauerhaft gudder Situatioun vum Finanzsecteur ofhänkt. An de Luef aus dem Secteur an deene leschte Wochen a Méint fir d'Aarbecht vun der Regierung a vun der Chamber ass och net ausbliwwen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, all dëst geschitt, well mer Aarbechtsplaze brauchen: Aarbechtsplazen, déi Zukunft hunn an déi de Leit, déi se besetzen, kënne Sécherheet a Stabilitéit bidden. Dëst ass eng vun de grousse Erausfuerderungen, deenen d'Politik ze begéinen huet.

Et ass jo net esou, dass keng Aarbechtsplaze géife geschafe ginn. De Contraire ass wouer! Mä eng Aarbechtsplaz muss eppes Stabiles, eppes Dauerhaftes sinn, wa se hir sozial Funktioun voll ëmfänglech soll erfëllen. Si soll och méi sinn, wéi grad just Aarbechtsbeschafung.

Zur Kompetitivitéit vun eisem Land gehéiert och de Grad vu sozialer Ofsécherung an d'Dicht vu solidaresche Politiken, vun deenen d'Bierger profitéieren. Eenzelner héieren dat net esou gär, mä e Land mat sozialer Rou ass méi attraktiv fir Investissementer, wéi eent, wou vläicht eppes manner u Léin an u sozialer Sécherheet gebuede gëtt, mä wou am Géigenzuch d'Previsibilitéit vun de Produktiounsprozesser net assuréiert ass. Alles hält sech. Mir hunn zu Lëtzebuerg bewosst a viru laange Joren de Choix vun anstännege Léin, déif gräifender sozialer Ofsécherung a staatlecher Ënnerstëtzung fir déi Schwaach an eiser Gesellschaft geholl. Dëse Choix huet eis Wuelstand an dauerhafte soziale Fridde bruecht. Zu deem Choix steet d'CSV weiderhin ouni Virbehalter.

De Raiberkapitalismus ass keng Alternativ an e gëtt keng, och net an Zäite vu wirtschaftlecher Ëmgestaltung. Déi Politik, déi den Aarbechtsminister zu Gonschte vun éierbaren Aarbechtsverhältnisser an Aarbechtskonditioune mécht, gëtt vun eis genausou ënnerstëtzt, wéi déi sëlleche Leeschtungen, déi d'Ministesch fir Famill a Solidaritéit géréiert, fir dass Leit, déi emol gefall sinn an eleng net méi opkommen, sech nawell nees eng Kéier als Mënsche kënnen hiewen an an eiser Gesellschaft kënne matmaachen.

Wirtschaft, Transport, Bewegungen, alles dat huet een Impakt op d'Emissioune vun deene Schuedstoffer, déi am erhiefleche Mooss um Klimawandel matschëlleg sinn. Lëtzebuerg gehéiert zu deene Länner, déi sech besonnesch däitlech zu Reduktioune vun hiren Emissiounen engagéiert hunn. Mir sinn eis et schëlleg - eis an deene Generatiounen, déi no eis kommen -, dass mer näischt onversicht loossen, fir déi drohend Klimakatastroph ofzewenden.

Dat bedeit, dass mer eis musse kloer driwwer sinn, dass Ännerungen an eisem Energiekonsum, an eisen Transportgewunnechten, an eiser Bauweis noutwendeg an dréngend gi sinn. Deene musse mer eis stellen: net nëmme kuerzfristeg - well et souzesoe Moud ass -, mä laangfristeg.

Et wäert eppes kaschten. Dës Politik ass net zum Nulltarif ze kréien. Mä eng aktiv Politik fir de Klimaschutz gëtt op Dauer net méi deier, wéi wa Lëtzebuerg misst ënner Kyoto 1 an deemnächst ab 2012 ënner Kyoto 2 seng iwwerschësseg Emissiounen iwwer Protokoller bezuelen. Esou oder esou brauche mer honnerte vu Milliounen Euro. Déi si vill besser an eng dynamesch Klimaschutzpolitik investéiert, wéi an d'Bezuele vu Strofen, wa mer esou eng Politik net géife fäerdeg kréien.

Mir brauchen dofir, an do si mer eis mat villen eeneg, eng regelrecht national Strategie. D'Regierung huet een éischten Aktiounsplang ausgeschafft a presentéiert. D'CSV huet viru kuerzem gefuerdert, dass eng jährlech Klimaschutzdebatt am Parlament stattfanne soll, fir eis Strategie, eisen Aktiounsplang ze diskutéieren an e vläicht ëm dës oder déi Dimensioun ze erweideren. Dass dëse Virschlag unanime Zoustëmmung fonnt huet, begréisse mir. Déi Debatt wäert eng regelméisseg Geleeënheet ginn, fir eis Politik ze entwerfen, ze iwwerpréiwen an ze ajustéieren.

À propos iwwerpréiwen: Dat wäerte mer och privat an an der Wirtschaft musse mat eisem Ëmgang mat der Energie maachen. Energie spueren, se méi effizient notzen, dofir suergen, dass se net verbraucht gëtt, net méi op jidde Fall wéi wierklech néideg ass, dat alles geet, mä net jiddferee weess, wéi en et soll maachen.

Et ass also noutwendeg, zu enger méi konsequenter Energieberodung ze kommen, enger Berodung, déi jiddferengem opsteet, dee wëllt bauen, renovéieren, e Betrib opriichten oder e Produktiounsprozess schafen oder veränneren. Wa mer wëllen, dass e responsabelen a spuersamen Ëmgang mat Energie zur Regel an eiser Gesellschaft gëtt, da musse mer d'Gesellschaft ëmfaassend iwwer Méiglechkeeten a Perspektiven an där Saach informéieren.

An dësem Kontext wëll ech op d'Aussoe vum Statsminister verweisen, no deene Lëtzebuerg am Kontext vu lues a lues fällegen Harmoniséierung vun der Basisbesteierung vum Diesel a Bensin net méi wëllt maueren. Mir all wëssen, dass den Tanktourismus keng besonnesch moralesch héichwäerteg Aktivitéit ass, mä déi 1,1 Milliard Euro, déi all Joer aus dem Verkaf vu Bensin an Diesel an d'Statskeess fléissen, déi di gutt. Besonnesch an de Beräicher Sozial- a Familljepolitik erlabe se eis, eise Leit munches méi ze bidden, wéi dat an eisen Nopeschlänner de Fall ass.

Aus dësem Widdersproch eraus musse mer elo eng nei Verhalensweis, eng nei Politik strécken. Mir kënnen net en noblen Discours iwwer Klimaschutz an Emissioune féieren a weiderhin esou maachen, wéi wann eise Bensins- an Dieselspräis domadder näischt ze dinn hätt. Tatsaach ass, dass besonnesch am Schwéierlaaschtverkéier deels substanziell Ëmweeër iwwer Lëtzebuerg gefuer ginn, fir méi bëlleg ze tanken. Mat 1.200-Liter-Tanken op décke Camionë rechent dat sech. Dat wäert sech an Zukunft manner rechnen.

Wann et sech fir d'Konsumente vun eisen Dreifstoffer manner wäert rechnen, da rechent sech dat awer och manner fir eise Statsbudget. Wa mer graduell d'Präisser op der Pompel vu Bensin an Diesel eropféieren, dann ass d'Konsequenz dovunner, dass mer manner Steierrecetten aus dësem Geschäft wäerten zéien. Dat Geld steet deemno net méi fir d'Ëmverdeelung zur Verfügung. Däers musse mer eis bewosst sinn. Méi Moral un der Pompel heescht manner Geld fir ze verdeelen. Spéitstens da wäerte mer gesinn, wéi grouss d'Begeeschterung zum Wiessel nach wäert sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e modernt Lëtzebuerg ass e Lëtzebuerg, wat seng Bierger op d'Zukunft virbereet. Dat passéiert virun allem an der Schoul. Net an enger zouener, enger ofgeschottener, enger isoléierter Schoul, mä an enger Schoul, déi Deel vun der Gesellschaft ass, déi hir jonk Memberen ausbilt.

Mir sinn de Moment befaasst mat der Ëmsetzung vun engem wichtegen Aspekt vun der Moderniséierung vun eisem Land a senger Gesellschaft, an zwar mat der Erneierung vum Primärschoulgesetz vun 1912. Et ass Kreativitéit gefrot, fir en neit Kadergesetz fir d'Primärschoul ze formuléieren, wat all deene gesellschaftleche Verännerunge Rechnung dréit, déi sech am leschte Jorhonnert a besonnesch an deene leschten 20 Joer zu Lëtzebuerg vollzunn hunn.

1912 hu kaum Auslänner zu Lëtzebuerg gelieft. Haut sinn et ronn 40% vun eiser Bevölkerung. A 40% vun de Schoulkanner sinn auslännesch Kanner; 45% am Préscolaire. Deemools gouf d'Autoritéit - d'Elteren, d'Schoulmeeschteren, d'Vertrieder vun der Kierch - quasi einfach esou respektéiert. Haut mussen d'Kanner zum Respekt vun Autoritéit, a virun allem och zum Respekt viru sech selwer erzu ginn.

Deemools huet eng Famill grondsätzlech aus enger bestuetener Elterekoppel vu Mamm a Papp an hire Kanner bestanen. Haut ass den Zouschnëtt vun de Familljen dacks een aneren, e manner regelméissegen, e vill méi komplizéierten. Deemools hunn d'Fraen an aller Regel doheem de Stot gefouert a sech ëm d'Kanner gekëmmert. Haut gi 60% vun de Fraen enger bezuelter Aarbecht no, an déi Zuel wäert weider klammen. All dës Mutatiounen an eiser Gesellschaft hunn en Impakt op d'Realitéit an op d'Missioun vun der Schoul.

D'Primärschoul ass d'Grondlag vu Bildung an Ausbildung. Wa si hiert Zil verfeelt, kréien déi Schoulen, déi sech uschléissen, d'Feeler vu virdrun net méi ausgeglach. Mir wëssen, dass an Zukunft d'Chancen um Aarbechtsmaart, d'Chancen am Liewen, d'Chancen als Mënsch virun allem un der Qualitéit vun der Ausbildung wäerten hänken. Déi Zäiten, wou een och nach bal ouni schouleschen Ofschloss konnt wäit am Liewe kommen, sinn eriwwer. Honnerte vun onqualifizéierte jonke Chômeuren erliewen dës Wourecht Dag fir Dag.

D'Schoul vun der Zukunft muss eng Schoul vun der Chance fir all Kand, fir all Jonke sinn. All Kand an all Jonken ass awer net d'selwecht. All eenzelt Kand am Primärschoulalter huet Stäerkten, Schwächten, Interessen an Neigungen, déi eis aktuell Primärschoul weder genuch berücksichtegt nach an ausreechendem Mooss hirer Léiertätegkeet zugronn leet. Dat muss sech änneren.

Et gëtt net méi eng Schoul fir eng Zort Kand. Et gëtt ëmmer méi Zorte Kanner, an op si muss d'Schoul agoen. Et gëtt där, déi séier eleng eens ginn, an et gëtt déi, déi laang musse gehollef kréien. Et gëtt där aus deem, wat mer eng intakt Famill nennen, an et gëtt ëmmer méi déi, déi doheem kaum méi Ënnerstëtzung kréien, well d'Situatiounen an der Famill eben aneschters sinn. Et gëtt där, déi wëlle léieren, déi wëlle virukommen, déi eigentlech méi wäit kéinte kommen, an et gëtt déi, déi an den heitege Léierinhalter hire Wee net fannen an deenen eng aner Offer muss ugebuede ginn.

Här President, léif Kolleegen, kee Kand kann näischt, kee Mënsch kann näischt. Mä vill Kanner - déi jonk Mënsche sinn - kënnen net grad dat, wat gebraucht gëtt, fir duerno am Liewen e gudde Start ze kréien. Gläichzäiteg gëtt et och den ëmgedréinte Fall. Dat sinn déi Schüler, déi méi Ureizer, méi Usporn brauchen, wéi dat sech aus den heitege Programmer ergëtt. Och do hu mer e Problem, well d'Schüler, déi méi kënnen a wëlle leeschten, wéi et den normale Programm haut vun hinnen erwaart, sinn an der Schoul dacks gradesou verluer, wéi déi Kanner, deenen hir regulär Schoulinhalter ze vill sinn.

Mir brauchen a mir wëlle méi Kanner, déi d'Uni maachen. Duerfir brauche mer eng Schoul, déi si méi fördert, wéi si dat haut mécht. Mir brauche fir d'Zukunft eng Schoul, déi all Kand mat den Inhalter vun deene Rhythme virundreift, viruféiert, déi d'Kand kann individuell assimiléieren. Haut hu mer eng Situatioun, an där ëmmer méi Kanner op iergendeng Aart a Weis mat viru-geschleeft ginn, fir herno néierens unzekommen.

Mir brauchen - ech hunn et gesot - eng Schoul vum Erfolleg fir all Kand. Deen Erfolleg ass net exakt identesch fir all Kand. An e stellt sech net fir all Kand zum selwechte Moment an. Mä mir sinn de Kanner vun haut, an domat den Erwuessene vu muer, et schëlleg, dass jiddfer Eenzelne kann Erfolleg hunn, wann ee Sãint dozou wëllt bäidroen. Dat geet net méi an enger Schoul, déi fir jiddfereen uniform ass am Programm, mat ëmmer nees 28 Unitéiten Inhalt an der Woch, déi fir jiddfer Schüler d'selwecht sinn.

Vill Léierinnen a Schoulmeeschter, och am Ministère, wëssen dat an hunn d'Method perséinlech schonn adaptéiert, fir ze versichen, der Verschiddenaartegkeet vun de Schüler Rechnung ze droen. Dës Enseignantë wëssen och, dass si musse fir

d'Schüler do sinn, wa soss kee méi do ass, an dass d'schoulesch Hëllef an Ënnerstëtzung beim Léieren haut eppes ass, wat muss am Kontext vun der Schoul selwer ugebuede ginn, wann et soss néierens zur Verfügung steet.

Dat alles seet eis, dass mer an Zukunft eng aner Schoul brauchen, eng Schoul mat méi Encadrement, mat méi individueller Hëllef, mat méi Agoen op deen Eenzelnen, mat enger Flexibilitéit an de Programmer a beim schoulesche Virukommen. Wann ech soen „méi Encadrement", da wëll ech och soen, dass all déi Efforten, déi an deene vergaangene Jore bis haut gemaach si ginn, fir eng adequat Betreiung vun de Schoulkanner sécherzestellen, immens Erfolleger kënne verzeechnen, wann och net iwwerall am Land am selwechte Mooss.

Et féiert allerdéngs kee Wonschdenken an och keng erkennbar gesellschaftlech Entwécklungsperspektiv laanscht de Constat, dass mer nach méi Betreiung wäerte brauchen. An zwar souwuel där, déi mat schouleschen Inhalter an hirer Verdauung a Veraarbechtung duerch d'Schüler ze dinn huet, wéi och där, déi sech aus der Noutwendegkeet ergëtt, op d'Kanner opzepassen, deenen hir Elteren opgrond vu villen - zum Deel heterogenen - Grënn net zur Verfügung stinn.

Eng ausreechend Offer vu Betreiungsméiglechkeeten an der Schoul a ronderëm d'Schoul ass déi noutwendeg a gläichzäiteg déi logesch Konsequenz vun enger Politik, déi am Numm vun der richteg verstanener Gläichheet tëschent Mann a Fra derfir suergt, dass eng Koppel, déi wëllt beruffstäteg sinn, dat och kann a voller Autonomie hirem Choix entspriechend maachen. D'CSV ënnerstëtzt dofir d'Beméiunge vun der Regierung, op dësem Plang virunzekommen.

Mä, Dir Dammen an Dir Hären, esou eng Schoul kascht Geld an Engagement. Mir brauchen dofir aner Schoulgebaier wéi haut, an deenen ee sech ka méi laang ophalen. Mir brauche méi Léierpersonal mat enger verbesserter Ausbildung. Mir brauche pedagogesch Equipen, an deenen Éducateuren, Psychologen, Logopäden an anerer Hand an Hand zesummeschaffen an upaken an an de Schoulbetrib integréiert ginn.

Deen Investissement, dee mer do zousätzlech brauchen, ass e resoluten Investissement fir d'Zukunft. Net nëmmen, well mer mat enger besserer Schoul manner Chômeurë wäerten hunn, mä och virun allem, well eng Gesellschaft, déi zesummenhält, net eng Gesellschaft ka ginn, an där 20% a méi vun de Leit vu vireran am Fong keng Chance hunn.

D'Reparaturkäschte vun esou enger Gesellschaft, an där méi a méi Leit am Fong hiert Liewe laang mussen assistéiert ginn, si vill méi héich - nach méi héich -, wéi déi vun enger Schoul, déi zur Kohesioun vun enger Gesellschaft bäidréit, wou jiddferee seng Chance huet an och en mesure gesat gëtt, fir dës Chance ze notzen.

Dir Dammen an Dir Hären, e modernt Land, e Land, wou ee kann op agréabel Manéier wunnen, schaffen a sech bewegen, dat ass e Land, dat dofir suergt, dass seng Bierger sech net mussen iwwer zwou Aarbechtsgeneratiounen ewech verschëlden, fir zu enger anstänneger Wunneng ze kommen. De Problem vum Wunnengsmaart ass mat dee gréissten, dee mer zu Lëtzebuerg kennen. An deene leschten zéng bis 15 Joer ass, ech géif gäre soen, alles vun der Politik versicht ginn, wat net mat Contrainten ze dinn huet, fir de Wunnengsmaart ze entspanen.

Déi öffentlech Offer vu Wunnengen, déi duerch de Wunnengsbau-Fonds an d'SNHBM realiséiert ginn, ass permanent geklommen. Dausende Logementer goufen zu verstännege Präisser verkaaft, verlount oder versteet. D'TVA op allem, wat mat Bauen ze dinn huet, ass wäit erofgesat ginn, an der Hoffnung, esou kéint d'Offer um Baumaart an d'Luucht an d'Präisser stabiliséiert ginn. Steierlech Ureizer goufe geschafen, an och e Steierkredit beim Enregistrement, fir datselwecht Zil ze erreechen. De Verkaf vu Bauland ass vun der Steier befreit ginn. Parallell dozou sinn déi staatlech Bäihëllefe fir de Kaf a virun allem de Bau vun engem Logement stänneg geklommen. Wäit iwwer 100 Milliounen Euro mécht de Budgetsposten haut aus.

Et huet alles näischt gedéngt. D'Präisser sinn a ginn ouni Ënnerbriechung weider an d'Luucht!

De Stat an d'Gemengen hu sech elo verflicht, méi Wunnraum ze schafen an dofir ze suergen, dass en och bezuelbar ass. Elo kann ee sech an deem Zesummenhang eng Rei Froe stellen. Et kann ee sech legitimerweis froen, ob et net eng Méiglechkeet - eng sënnvoll souguer - wär, fir net op 40, 45 Plazen, mä op fënnef, aacht Plaze groussflächeg zousätzleche Wunnraum unzestriewen.

Dat géifen dann eventuell kleng nei Stied ginn, ugebonnen un den öffentlechen Transport, souzesoen IVL-konform, virun allem un d'Schinn, an esou no wéi méiglech bei den Aarbechtsplazen, virun allem deenen, déi an Zukunft nach wäerte geschafe ginn.

Vläicht komme mer nach eng Kéier zu esou enger Approche, well bei all Joer 5.000 bis 6.000 neien Awunner wäert et duerchaus méiglech sinn, dass dëst iergendwann eng Kéier Deel vum Logementspakt gëtt. Zum heitegen Zäitpunkt schéngt et esou ze sinn, dass déi geziilten Unuerdnung vun enger Rei vu groussen Entwécklunge mat jeeweils dosende vun Hektare Bauland als politesch Zilausriichtung net majoritéitsfäeg ass, well et villen ze vill dirigistesch erschéngt.

Wa mer awer mengen - an dat zu Recht -, dass dringend muss op aschneidend Manéier um Wunnengsmaart gehandelt ginn, da muss op d'Offer agewierkt an d'Präisser gebremst ginn. De Minister Boden huet am Rumm vun deem, wat haut politesch méiglech schéngt, e Pak zesummegestallt, mat de Kolleegen aus der Regierung zesummen, deen audaciéis ass an dee vill méi wäit geet, wéi mer eis bis elo getraut hunn ze goen. Aus guddem Grond; schliesslech haten déi fräiwëlleg a manner inzisiv Moossnamen, déi an de leschten zéng bis 15 Joer proposéiert goufen, net déi erwaarte Wierkung kannt.

Wa permanent gefuerdert gëtt, dass d'Politik misst handelen, da kann et schlecht sinn, dass, wa se handelt, an zwar richteg, nees Hoer an der Zopp probéiert ginn ze fannen. Et ass ee ganz ambitiéist Stéck Politik, wat zu Lëtzebuerg a Saache Wunnengsmaart opgeluecht gëtt, an et brauch Erfolleg! Alles anescht, Dir Dammen an Dir Hären, huet an den Ae vun eiser Fraktioun keng Erfollegschance an ass keng Optioun.

De Pacte Logement ass eng Saach, där hiren Erfolleg fir d'Zukunft vum Land eng Noutwendegkeet ass. Mir kënnen net viruféiere mat där ruinéiser Wierklechkeet vun de Wunnengspräisser, well mer domat net nëmmen eis eegen Zukunftschancen, mä och déi vun den Nopeschregiounen an noe Grenzgebitt hypothekéieren. Et ass haut schonn esou, dass am Areler Land, am Norde vu Louthréngen an déi Säit der Musel d'Wunnengspräisser regelrecht explodéieren, ënnert dem Drock vu Lëtzebuerger an aneren, déi sech op där anerer Säit vun der Grenz nidderloossen, wou d'Präisser fir si nach méi attraktiv sinn.

Gläichzäiteg dreiwen dës Plënneraktiounen awer d'Präisser hannert de Grenzen esou an d'Luucht, dass d'Leit vun do, déi net d'Chance hunn, zu Lëtzebuerg fir eng Lëtzebuerger Pai kënnen ze schaffen, sech knapps nach kënnen eng Wunneng leeschten. Mir kënnen net nëmme selwer Wunnengsnout hei am Land schafen, mir exportéiere se och nach!

De Pacte Logement geet dovun aus, dass an alle Gemengen, déi matmaachen, op engem Zäithorizont vun zéng Joer méi gebaut gëtt, wéi den Duerchschnëtt. Konkret bedeit dat, dass déi betraffe Gemengen akzeptéieren, opgrond vun enger ëmfaassender Politik mat villen Instrumenter méi séier ze wuessen. Zu dësen Instrumenter gehéiert notamment eng méi aktiv Wunnraumerschléissung duerch déi öffentlech Hand, ënner anerem duerch e generellt Virkafsrecht zu Gonschte vun de Gemengen.

Nun ass et esou, dass natierlech vill Gemengen de finanziellen Ureiz vun der Operatioun...

(Interruption)

...esou attraktiv fannen, dass se matmaachen, egal ob se am Kontext vum IVL zu den Entwécklungszentre vum Land gehéieren oder net. Et wier mäi Wonsch, dass d'Politik vum Pacte Logement sech haaptsächlech an esou Gemenge wierksam géif maachen. Et bréngt net alles, wa Gemengen, déi net anstänneg un den öffentlechen Transport ugeschloss sinn a wou keng oder kaum Aarbechtsplazen existéieren, iwwerduerchschnëttlech wuessen. Wat dat nämlech bréngt, ass virun allem nees méi Individualverkéier op engem Réseau, deen op ville Plaze scho saturéiert ass. D'Wierksamkeet vum Pacte Logement ass ëmsou méi grouss a méi positiv, wéi se sech an dem IVL definéierten Aktiouns- an Entwécklungsprogramm entfaalt.

Iwwerhaapt, den IVL: All Dag op en Neits beweist sech, dass seng Schlussfolgerunge richteg waren. Mir sinn haut iwwert déi optimisteschst, iwwert déi héich gestachenst Entwécklungszeenarien eraus, déi 2001 opgestallt gi sinn, wéi mer mam IVL ugefaangen hunn. Et gëtt Zäit dem IVL déi Prioritéit zouzeuerdnen, déi e verdéngt. Mir brauchen eng regelrecht IVL-Offensiv.

Ech wënsche mer, dass den Innenminister Erfolleg huet bei senger Tournée duerch d'Land, déi en elo wäert maachen. Et ass nämlech vun enormer Wichtegkeet, dass sech besonnesch och d'Lokalpolitiker mam IVL identifizéieren. Handlungsbedarf - mä och dat steet am IVL-Dokument - ass besonnesch ronderëm d'Stad an op der Achs Esch-Stad-Nordstad, also dem Réckgrat vum schinnegebonnenen öffentleche Verkéier, gebueden.

Et kann een de Stater Tram, dee jo nawell eng sonneg Plaz an der Prioritéitelëscht vum Transportminister huet, gutt fannen oder net. Tatsaach ass: Ouni d'prioritär Stäerkung vun der Épine dorsale vun der Schinn, ouni peripher Garë ronderëm d'Stad - zu Zéisseng, um Houwald, zu Dummeldeng an um Kierchbierg -, an ouni Vernetzungsperspektiv vun dëse Garë mam Rescht vum Land, an doriwwer eraus mat de grousse Garen am Grenzberäich, vu wou vill Leit moies kommen, bréngt de Stater Tram näischt. Hie ka just um Enn vun enger IVL-inspiréierter Ëmgestaltung vun engem Schinneréseau leien. Esou steet et am IVL. Ouni esou eng Positioun verbessert hien den „modal split" net, a wäert dann net dat bréngen, wat mer vun him erwaarden.

Et gëtt Zäit, Dir Dammen an Dir Hären, an der Rubrik vun engem moderne Land, dass mer erausfannen, wéi mer déi wesentlech Entwécklungszentre vun eisem Land - an dat an all Regioun - wëllen op performant Manéier un de Schinneréseau integréieren. Fir et emol um Beispill Belval festzemaachen: Wann et esou wier, dass mer net séier zu enger neier Linn vu Belval op d'Zéissenger Schnellzuchgare kéimen, a vun do aus un op de Findel, da geet d'Opération de charme Belval schif aus. Dat musse mer wëssen.

Eng schlecht, eng komplizéiert, eng lues Ubannung vu Belval an eng Schinnelogik, déi fir d'Zukunft muss op Rapiditéit an Effizienz setzen, geet net duer. Wien dat wëllt, deen hypothekéiert de Succès vum Site Belval, an domat och dee vun der Uni, dee bekanntlech haaptsächlech och do ugesiedelt soll ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e modernt Land ass eent, deem seng administrativ an territorial Strukturen an déi Zäit passen, där hir Erausfuerderunge se musse meeschteren. Dozou gehéiert eng Verwaltung, déi mat de Bierger an de Betriber transparent, effikass an entgéintkommend kommunizéiert. Eis Verwaltungsprozeduren an -ofleef sinn dacks nach aus enger anerer Zäit. Och hei muss een Hiewel ugesat ginn. D'Décisioune vu Verwaltung a Geriicht musse méi séier ergoen, wa mer d'Vertraue vun de Leit an eis Institutioune wëlle stäerken. Et huet sech scho munches gedoen, mä et bleift nach munches am Uergen.

Dozou gehéiert och eng Zort administrativen Overkill an eenzelne Beräicher, deen ofgeschaaft gi soll. Domat mengen ech duebel an dräifach Genehmegungen, Zoustännegkeetsgerangel an Onwëlle vu gewëssene Verwaltungen, tëschent Wesentlechem an Niewesächlechem ze ënnerscheeden.

Fir dass esou eng Gesamtmoderniséierung vum Stat ka geléngen, muss de Prozess do ufänken, wou och de Stat ufänkt a wou seng Institutiounen a säi Fonctionnement organiséiert sinn. Dat ass an der Verfassung vun eisem Land.

Duerfir si mer frou, dass d'Verfassungskommissioun vun der Chamber befaasst ass mat Propositioune vun hirem President, eisem Kolleeg, dem Här Paul-Henri Meyers, déi eis Constitutioun sollen aus der Grënnerzäit vun 1868 an eis Zäit bréngen. Wa mer an de Fakten an an der Wierklechkeet vu Lëtzebuerg wëllen e moderne Stat sinn, da kann deen Text, deen eist Statswiese regéiert, sech net liese wéi ee Relikt aus der postrevolutionärer Zäit.

D'Chamber ass amgaangen duerch hir Spezialkommissioun „Territorial Reorganisatioun" zu Konklusiounen am Beräich vun der zukünfteger Organisatioun vum Land ze kommen. Villes, wat mer diskutéiert hunn, bestätegt, wat eenzel Kolleegen hei am Haus säit laanger Zäit scho priedegen. Mir hunn et op wäite Strecken nach mat enger territorialer Uerdnung a mat Verwaltungsstrukturen ze dinn, déi am 19. Jorhonnert geschafen a strukturéiert goufen an där hiren Zoustand net méi op déi modern Zäite passt. Dat kann awer net esou bleiwen, wa mer et mat der Moderniséierung vum Land eescht mengen.

De Stat kann net alles selwer maachen. Duerfir gëtt et d'Mechanisme vun der Kompetenzdelegatioun, an do spillen zu Lëtzebuerg virun allem d'Gemengen eng wesentlech Roll. Un hinnen ass et, d'Liewe vun alle Bierger ze encadréieren. Duerfir existéiert de Prinzip vun der kommunaler Autonomie. Dëst ass ee vun deene ranghéchste Prinzipien, déi d'Rechtsuerdnung vun der territorialer Strukturéierung vun engem moderne Stat kennt. E steet an eiser Verfassung. En ass an den internationalen Normen, virun allem sollechen, déi den Europarot opgeluecht huet, consacréiert ginn.

Mir gleewen un déi kommunal Autonomie, un eng wierklech, eng reell an eng wierksam Autonomie vun de Gemengen. Eng autonom Gemeng, esou wéllt et eis Verfassung an hirem Artikel 107, regelt selwer alles dat, wat vu kommunalem Intérêt ass. Dat heescht, dass si et eleng mécht, muss maachen, well hir Aufgabestellung esou formuléiert ass.

D'Gemengen hunn eng Rëtsch Kompetenzen, déi de Stat hinnen delegéiert huet, a si musse se exerzéieren. Dozou gehéieren haut niewent den traditionellen Aufgabe vun de Gemengen och Domäner, wou d'Bierger vun der Gesellschaft vun haut einfach verlaangen, dass d'Gemeng täteg gëtt.

Villes, wat am Beräich vun der Ëmwelt an der Energie, der sozialer Hëllefstellung, der Beschäftegung, der Kultur an dem gesellschaftleche Liewe vun der Politik ze leeschten ass, muss vun der kommunaler Politik geleescht ginn, an zwar a voller Autonomie, ouni dass d'Gemenge sech stänneg mussen zesummendoen, well se hir Aufgaben eleng net packen; ouni dass d'Gemenge permanent beim Stat virum Guichet stinn, fir Geld ze heeschen, well hir Roll ass net déi vun engem Bittsteller oder Subsidienempfänger. Hir Roll ass d'Erfëllung vun hire Missiounen an autonomer politescher Aktioun.

Fir dass d'Gemengen dës Roll kënnen erfëllen, fir hir Autonomie mat Realitéit a mat Liewen ze erfëllen, brauche se Mëttelen a Strukturen, déi et hinnen erlaben, hirer Aufgab kënne gerecht ze ginn.

Mir sinn an der Spezialkommissioun dobäi, den Aufgabeprofil vun enger moderner Gemeng ze definéieren. Opgrond vun deem Aufgabeprofil ergëtt sech dann d'Noutwendegkeet vun enger adequater Finanzausstattung, an aus dem Zesummespill vum Aufgabeprofil, der Finanzausstattung an der Professionaliséierung vun den ieweschte politeschen Ämter an der Gemeng, déi jo haut nach kaum a Fro ze stellen ass, ergëtt sech schlussendlech eng gewësse Gréisst, déi eng Gemeng muss hunn, fir hirem Aufgabeprofil gerecht ze ginn an iwwert déi néideg Mëttelen ze verfügen.

Eis Gemengen, nach ëmmer 116 un der Zuel, sinn alles anescht wéi gläich, wann et ëm hir Méiglechkeeten, hire finanzielle Spillraum an hiren Aktiounsradius geet. Dat ass wuel och de Grond dofir, dass sech kierzlech an engem Sondage bal zwee Drëttel vun de Leit fir weider Gemengefusiounen ausgeschwat hunn. - Esou vill emol zum Thema, dass een net géint d'Leit soll fusionéieren.

D'Leit ware bis virun zwou Wochen nämlech nach net gefrot ginn, wat se dann dovunner géifen halen. A si hu mat enger däitlecher Majoritéit, iwwregens an alle Bezierker vum Land, sech fir Fusiounen artikuléiert. Mir sollen dach net mengen, d'Leit géifen net wëssen, wat si als Bierger haut vun all Gemeng erwaarden: eng performant Verwaltung, Politik fir d'Leit, Betreiung vun de Kanner an, an, an. An engem Wuert: D'Leit erwaarden haut, an dat ass legitim, dass eng Gemeng e Servicebetrib ass, un dee se sech kënne wennen, wa se eppes brauchen.

D'Zäite vun der Nachtwächtergemeng si gradesou eriwwer, wéi déi vum Nachtwächterstat. Dorunner sollen all déi denken, déi duerch hir Positioun an der Chamberskommissioun an deenen nächste Wochen a Méint doriwwer ze entscheeden hunn, ob mer an eng modern Gemengenorganisatioun fir d'Zukunft kommen oder net. Mir hunn et, léif Kolleegen, an der Hand!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer no banne wëlle moderniséieren, komme mer net derlaanscht, och bei eiser Aussewierkung Moderniséierung unzestriewen. Eis Roll an eis Plaz an enger

ëmmer méi grousser Europäescher Unioun, där hir Kompetenze wäit an d'Banneliewe vun hire Memberstate gräifen, hänken dovun of, wéi mer dat Europäescht zu Lëtzebuerg anticipéiert, beaflosst an duerno bei eis agebaut an integréiert kréien.

An deem Prozess mussen all d'Institutioune vum Land zesummeschaffen. Besonnesch d'Interaktioun vun der Regierung an der Verwaltung mat der Chamber ass dobäi kruzial, wa mer wëllen eng optimal national Begleedung vun europäesche Prozesser bewierkstellegen, besonnesch an enger Logik wéi se amgaangen ass erstallt ze ginn.

Dës Betruechtung leet et no, dass d'Chamber un deenen Décisiounen, déi d'Zukunft vum europäesche Verfassungsvertrag betreffen, associéiert gëtt. Mir sollen am Lëtzebuerger Parlament am Hibléck op déi ustoend Regierungskonferenz zu der Zukunft vun der Constitutioun eng Debatt féieren, an där d'Fraktiounen d'Geleeënheet kréien, hir Meenungen an Iwwerzeegungen zum Ausdrock ze bréngen, ier eis Regierung sech an Europa definitiv festleet.

Et ass wichteg, dass déi gewielte Vertrieder vun der Lëtzebuerger Natioun, déi hir Décisioun iwwert de Verfassungsvertrag zréck an d'Hänn vun de Lëtzebuerger ginn haten, an d'Entscheedungen iwwert déi definitiv zukünfteg Architektur vun Europa agebonne sinn a bleiwen.

D'Chamber wäert sech iwwerhaapt an Zukunft vill méi staark missen an den europäeschen Décisiounsprozess implizéieren. An zwar schonn ier d'Décisiounen an Europa geholl ginn. Dat hu mer heibanne schonn dacks gesot. Leider hu mer et nach ëmmer net fäerdeg bruecht, et op eng iwwerzeegend Aart a Weis ëmzesetzen.

Trotz - an ech wëll dat nach eng Kéier widderhuelen - den enorme Beméiunge vun engem Ben Fayot, dee wierklech als Mister Europa hei an der Chamber probéiert,...

Une voix.- Très bien!

M. Michel Wolter *(CSV)*.- ...all seng Kolleegen un der Wichtegkeet vun deem heiten Deel vun der Lëtzebuerger Politik ze begeeschteren.

Mir mussen, Dir Dammen an Dir Hären, eis Mëttele ginn, fir am Virfeld vun europäeschen Décisiounen informéiert ze sinn an dann op den Décisiounsprozess kënnen anzewierken, wa mer mengen, et géif fir Lëtzebuerg ëm d'Wurscht.

Et bréngt näischt ze lamentéieren, wa mer bei der Ëmsetzung vun Direktive sinn, dass mer näischt méi kënnen änneren. Amplaz duerno ze lamentéieren, solle a musse mer et fäerdeg bréngen, op en Text anzewierken, ier e fir d'Ëmsetzung an d'Chamber kënnt.

Déi aner europäesch Länner maachen dat esou. Et geet och nëmmen esou. Wa mer dat Europäescht net just wëllen erdulden an erleiden, mä matgestalten, och als Deputéiert, och als national Deputéiert, da brauche mer hei am Haus eng Prozedur, fir Afloss op europäesch Texter ze huelen, wann et nach méiglech ass, Afloss dorop ze kréien.

Dir Dammen an Dir Hären, de Statsminister huet et gesot an ech wëll et widderhuelen: Et kann een an enger Deklaratioun an duerno an enger Ried zur Lag vun der Natioun net vun allem schwätzen. Dat muss och net esou sinn. Besonnesch dowéinst net, well mer soss géifen all Joer zimlech déiselwecht Rhetorik hei un den Dag leeën.

D'CSV wollt sech fir hiren Deel dëst Joer konzentréieren op Beräicher vun eiser Politik, déi grad elo eng besonnesch Bedeitung hunn - fir d'Land a fir seng Leit. Mir wollten eng éierlech Bestandsopnahm maache vun eiser finanzieller Situatioun, als Kader iwwerhaapt vun allen Iwwerleeungen. Duerno hunn ech Beräicher beliicht, déi fir d'Kohesioun vun eiser Gesellschaft wesentlech sinn an déi hir Existenzgrondlag sécheren: Politike fir d'Zukunft an de Beräicher Schoul, Wunnen, Transport an Organisatioun vum Land, a Politik fir d'Wirtschaft an d'Betriber.

Dat alles muss ee gesinn ënnert der Maassgab, dass mer an engem Prozess vu Moderniséierung vun engem Stat a senger Gesellschaft sinn. An zéng Joer ass zimlech sécher näischt méi esou, wéi et nach virun zéng Joer war.

D'Erwaardunge vun de Bierger un déi politesch Institutiounen an d'Liewensweis vun de Leit stellen d'Politik haut méi wéi jee virun nei Aufgaben. Dës Aufgabe musse gemeeschtert ginn, wa mer d'Vertraue vun de Leit an hire Stat wëllen erhalen.

Grad elo huet de Wunnengsbau eng enorm Bedeitung, well mer virun der Fro stinn, ob mer de Logementspakt wierklech ëmgesat kréien an domadder endlech op d'Präisentwécklung um Wunnengsmaart kënnen agräifen. Eng fundamental Fro, well déi dréint sech dorëm, ob eis Gesellschaft et sech och an Zukunft nach leeschte kann, anstänneg ze wunnen.

Grad elo huet och de Klimaschutz eng enorm Bedeitung, ënnert dem Impakt vun deenen alarmante Berichter, déi den UNO-Panel zum Klimawandel virgeleuecht huet. Wa mer net d'Grondlag vun eiser physescher Existenz wëllen op d'Spill setzen, da musse mer d'Organisatioun vun eiser materieller Existenz änneren. Et ass näischt ze fréi.

Dir Dammen an Dir Hären, Lëtzebuerg steet am Mee 2007 net schlecht do. Et geet eis besser wéi villen aneren. Fir dass dat esou bleift, muss villes anescht ginn. Dat kréie mir hin, mä et geet net vum selwen. Eng erfollegräich Gesellschaft ass déi, déi et fäerdeg bréngt, d'Noutwendegkeet zur Reform zum richtegen Zäitpunkt ze erkennen a sech dann och dofir ze entscheeden.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Wolter. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Claude Meisch.

M. Claude Meisch *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Debatt iwwert d'Lag vun der Natioun ass sécherlech e sënnvollen Exercice. Et ass d'Geleeënheet fir d'Politik, a mat hir fir déi breet politesch Ëffentlechkeet, sech ausserhalb vum politeschen Alldaagsgeschäft mat der Globalitéit vun de Problemer an den Erausfuerderungen ausenanerzesetzen, déi sech eisem Land op politeschem, wirtschaftlechem, sozialem an och gesellschaftlechem Plang stellen.

D'Regierung leet bei där Geleeënheet hir Vuë vir an definéiert d'Prioritéite vun der politescher Majoritéit. Esou eng Debatt ass dann och d'Geleeënheet fir d'Oppositioun, hir eege Propositiounen ze ënnerbreeden an dem Land kloer ze soen, wat konkret géif geschéien, a besonnesch wat aneschters wär, wa si déi politesch Richtung géif viginn.

Dësen Exercice däerf awer net zu engem Ritual ginn, wou, lassgeléist vun der Realitéit am Land, e puer Vertrieder vun der politescher Klass sech géigesäiteg duelléieren a probéiere mat gutt kléngende Propositiounen ze glänzen, vill vun deene Propositiounen duerno awer schnell a Vergiess geroden, jo der vill ni Realitéit wäerte ginn.

Wat ass déi lescht Joren net alles beim État de la nation ugekënnegt ginn? Wéi ass et mat de Baulandreserve vum Stat? Wéini kann ausserhalb vum Perimeter gebaut ginn? Wéini kréien d'Gemengen eng finanziell Ënnerstëtzung fir all neien Awunner? Wat fir fräiwëlleg Präisaccordë mam Commerce hunn d'Inflatioun bis ewell wierklech gebremst? Wéi wäit si mer um Wee zum Shoppingcenter an der Groussregioun komm? Ënnerleien déi kontraktuell Obligatioune vum Stat wierklech kenger automatescher Indexatioun méi?

D'Diskussioun iwwert den Indexwuerekuerf sollt jo 2007 nees opgeholl ginn. Et huet ee bis ewell nach näischt dovunner héieren. Ganz ofgesi vun deene grousse Reformen, wéi zum Beispill d'Aféierung vun der Individualbesteierung. 2001 fir 2005 ugekënnegt, 2007 nach näischt geschitt, elo nees an Aussiicht gestallt.

Bei der Debatt zum Budget 2006 gouf besonnesch vun der Majoritéit, an hei ganz speziell vun der CSV, gefuerdert, datt bei der Exekutioun vum Budget 2006 nach 150 Milliounen Euro missten agespuert ginn. Et sollten also 150 Milliounen Euro manner ausgi ginn, wéi am Budget stoungen. D'Land huet méintelaang doriwwer diskutéiert fir elo festzestellen, datt d'Regierung 70 Milliounen Euro méi ausginn huet, wéi fir 2006 am Budget stoungen.

Här President, et gëtt Debatten, déi kéint ee sech wierklech spueren.

Fir emol nozehaken, wat alles aus deene flotten Iddien aus de leschte Joren eraus esou ginn ass, well ech eng ganz Serie vu parlamentareschen Ufroen un d'Regierung riichten, fir der Regierung d'Geleeënheet ze ginn, dann hir Effortë bis ewell nach emol kënnen ze dokumentéieren.

Wann ech gelift, Här President!

Politescht Vertrauen entsteet nämlech och dann, wann d'Bierger erkennen, datt dat, wat ugekënnegt gouf, och ëmgesat gëtt, datt e Wuert vun engem Politiker nach eppes zielt.

Nodeems an deene vergaangenen dräi Joer eng Politik gemaach gouf, déi an deenen zentrale politesche Froen de Wahlprogrammer vun CSV an LSAP zewidderleeft, mierkt een ëmmer erëm, datt d'Regierung an eise schnellliewegen Zäite vill Iddië lancéiert, déi schnell nees begruewe ginn. Et huet een d'Impressioun, villes géif just ugekënnegt gi fir d'Leit am Land ze berouegen, mä net alles wär kloer duerchduecht, net alles wär machbar, a munches soll wahrscheinlech och ni Realitéit ginn.

An d'Regierung schéngt hire Vertrauenskredit am Laf vun deene leschte Joren opgebraucht ze hunn. Dat zumindest geet aus engem „Wort"-Sondage ervir. Op d'Fro: „Huet d'Regierung d'Zukunft gutt preparéiert?", soe méi Leit, si wäre skeptesch, wéi der der Regierung d'Vertrauen ausschwätzen.

Dat ass, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir eng grouss Koalitioun aus CSV an LSAP, déi d'Ënnerstëtzung vun deenen zwou grousse Gewerkschaften hei am Land an deene gréissten Dageszeitungen huet, dach en erstaunlecht Resultat, dat deene Verantwortleche vun CSV an LSAP misst ze denke ginn. Begeeschterung léist d'Politik vun CSV an LSAP am Land keng aus, jo éischter de Géigendeel.

Vun Ëmdenke war an der Deklaratioun vum Statsminister awer näischt ze héieren.

D'Regierung féiert hir Politik einfach weider. De budgetäre Problem gëtt weider um Bockel vun de Steierzueler geléist. Dee wierkleche Reformbedarf a gesellschaftlechen, sozialen a wirtschaftleche Froe gëtt weiderhin ignoréiert. De Premierminister huet sech a senger Deklaratioun jo haaptsächlech dorobber konzentréiert, d'Politik aus deene vergaangenen dräi Joer ze justifizéieren.

Deen, dee gehofft hat, d'Regierung géif elo, nodeems dräi Joer vun dëser Legislaturperiod éischter gemächlech verstrach sinn, endlech zu engem dynameschen Endspurt usetzen, dee gouf batter enttäuscht. Dat wat ugekënnegt gouf, war éischter al Bekannetes. Gesetzer, déi an Aarbecht sinn oder souguer schonn déposéiert sinn.

Mir hunn also net nëmmen dräi Joer verluer. Neen, dës fënnef Joer têschent 2004 an 2009 hunn d'CSV an d'LSAP net genotzt fir wichteg Zukunftsreformen op de Wee ze bréngen.

Dat obschonn d'Viraussetzunge fir eng wierklech Reformpolitik gënschteg waren. 6,2% Wirtschaftswuesstum suerge fir méi Recettë beim Stat, fir méi Aarbechtsplazen, fir vill zefridde Gesiichter queesch uechtert Land. Déi gutt konjunkturell Situatioun iwwerdeckt momentan eis strukturell Problemer.

D'Fro, déi sech stellt, ass allerdéngs: Wéi laang nach?

Trotz dem Erfolleg vun eise Betriber, an hei ganz besonnesch vun de Banken, kënnen déi wirtschaftlech Eckdaten net iwwer eng Rei vu Problemer ewechtäuschen, mat deenen d'Land a seng Bierger Dag fir Dag ze kämpfen hunn. 6,2% Croissance ass keen Dauerzoustand, a wann d'Regierung déi strukturell Problemer net méi resolut ugeet, da fanne mir all eis Problemer déi kommend Joren erëm: Chômage, Budgetsdefizit, Finanzéierung vun eise Sozialsystemer. Do wou bei 6,2% Croissance e fragilen Equiliber erauskënnt, klafft bei nëmmen 2% Croissance e grousst Lach.

Wichteg Décisioune ginn allerdéngs bis 2009 erausgezögert, also bis no den nächste Parlamentswahlen. Vu strukturelle Reformen um Aarbechtsmaart, bei der Rent a bei der Gesondheet ass näischt ze héieren.

Ah jo, do gëtt et eng strukturell Reform, déi d'Regierung sech op de Fändel geschriwwen huet: de Statut unique.

Ech widderhuelen hei meng Wierder vum leschte Joer, wann ech soen, d'DP ass net am Prinzip géint de Statut unique, och wa mer feststelle mussen, datt keen en esou richteg gefrot huet, datt en a kengem Wahlprogramm an och a kengem Koalitiounsaccord erëmzefannen ass. An datt och nach keen esou richteg konnt duerleeën, wat den Avantage fir den Aarbechter, den Employé, de Patron an eis sozial Systemer soll sinn.

Gëschter konnte mer allerdéngs nach emol feststellen, datt d'Regierung de Statut unique weiderhi mat der Briechstaang wëllt duerchsetzen. D'DP wëllt awer kee Statut unique ëm jiddfer Präis.

Wann e Projet vun engem Statut unique soll d'Ënnerstëtzung vun der Demokratescher Partei kréien, dann nëmmen, wann et eng Reform ass, déi eppes zum Gudde wennt, déi Problemer léist, a keng nei schaaft.

Da muss de Statut unique Entlaaschtung schafen, amplaz Belaaschtung. Da muss de Statut unique eng Vereinfachung mat sech bréngen, amplaz alles nach méi komplizéiert ze maachen.

Da muss de Statut unique d'Lounniewekäschten erofdrécken, amplaz fir Eenzelner se weider an d'Luucht ze dreiwen. Da muss de Statut unique d'Mënschen ofsécheren, amplaz se zu Dausenden an d'Précaritéit ze dreiwen.

De Statut unique ass eng angeblech Jorhonnertreform, déi bis ewell keen am Land esou richteg konnt begeeschteren, kee Patron, keen Aarbechter, keen Employé. An et gëtt een d'Illusioun net lass, wéi wann dës Regierung sech och net fir hir eege Politik kéint begeeschteren. Et gëtt méi wat d'Koalitiounsparteien trennt, wéi dat wat se eent.

Wann de Premierminister sech gëschter kritesch mat gewëssen Äusserungen ausenanergesat huet, da koumen déi jo meeschtens aus dem sozialistesche Lager.

Et léisst och déif blécken, wa grad emol d'Halschent vun den Unhänger vun der Lëtzebuerger Sozialistescher Aarbechterpartei, déi jo awer ëmmerhin an dëser Regierung vertruede sinn, d'Regierungsaarbecht als positiv bewäert.

Déi Koalitioun, déi vun der CSV gewollt gouf, well et „d'Koalitioun vun der arithmetescher Vernunft" ass, tréppelt op der Plaz, well se zwar gemeinsam 38 Sëtz hei am Haus huet, béid Parteie sech awer net eens sinn, wat se mat där grousser Majoritéit solle maachen.

Duerfir bleiwe wichteg Reforme leien, déi wierklech noutwendeg wären.

Elo si schonn dräi Joer vun der CSV-LSAP-Koalitioun an d'Land gaangen an näischt bleift wierklech an Erënnerung, wat dann Dichteges geleescht gi wär.

Jo, d'Steiere sinn erhéicht ginn. D'Liewe gouf méi deier, a villes vun deem, wat CSV an LSAP am Wahlprogramm a Saachen Index, Logement, Transport, Chômage an esou weider versprach hunn, gouf iwwer Bord gehäit.

Nu bleiwen awer nach zwee Joer an dëser Legislaturperiod. An déi zwee Joer däerfen net zu enger Préwahlcampagne ginn. Et ginn Dossieren, déi mussen ugepaakt ginn, an et wär…

(Hilarité)

Ech héiere vu ville Vertrieder vun der Majoritéit, datt wichteg Froen, déi haut missten tranchéiert ginn, sollten am Wahlkampf 2009 diskutéiert ginn an duerno eréischt op den Dësch kommen. Ech géif also an Ärer Plaz elo doriwwer net esou haart laachen. Dir sollt Iech froen, ob dat déi richteg Approche ass.

(Interruption et hilarité)

An déi zwee Joer däerfen also net zu enger Wahlcampagne ginn. Et ginn Dossieren, déi mussen ugepaakt ginn. An et wär besonnesch e Verrot un deene kommende Generatiounen, fir elo aus wahltakteschen Ursaachen d'Hänn an de Schouss ze leeën.

Dat, wat de Premierminister gëschter opgeléscht huet, ass nëmmen e Brochdeel vun deem, wat noutwendeg ass, fir e wierklechen Opbroch an d'Zukunft ze lancéieren - an da wësse mer jo, datt vun esou Deklaratiounen oft herno net méi ganz vill iwwreg bleift.

Wann d'DP an der Verantwortung wär, da wär kloer, wat d'Prioritéite vun der Regierung bis 2009 wären:

D'Demokratesch Partei géif fir d'éischt de Leit déi Suen erëmginn, déi se Joer fir Joer ze vill un Akommessteier bezuelen, well d'Steiertabell zënter 2002 - elo also zënter fënnef Joer - net méi un den Index ugepasst gouf. 300 Millioune mécht dat schätzungsweis fir 2008 aus. 300 Milliounen Euro, déi dem Eenzelnen hei am Land u Kafkraaft feelen. 300 Milliounen Euro, déi de Leit feelen, fir hire Wunnraum ze finanzéieren. 300 Milliounen Euro, déi de Leit feelen, fir déi deier Energiekäschten ze schëlleren.

(Interruption)

300 Milliounen Euro, déi de Leit feelen, fir an hir Altersvirsuerg ze investéieren.

Une voix.- ...déi Déifferdenger...

M. Claude Meisch *(DP)*.- 300 Milliounen Euro, fir eng moderat Lounpolitik

ofzefiederen, déi am private wéi och am öffentleche Secteur aus wirtschaftleche Grënn indiquéiert ass.

Et ass grad de Mëttelbau vun eiser Gesellschaft, deen heiduerch besonnesch betraff ass, net déi ganz Kleng, déi wéineg bis keng Steiere bezuelen, net déi ganz Déck, déi no beim Spëtzesteiersaz leien. Neen, et ass d'Mëttelschicht, déi hei ze kuerz kënnt, déi ausgequetscht gëtt, där ze vill vun hirer Leeschtung ewechbesteiert gëtt. De Premier schwätzt do ronderëm de Bräi, d'DP dogéint Kloertext.

(Hilarité)

Et soll eiser Meenung no bei deene Steiersätz bleiwen, wéi se an der Steierreform 2002 décidéiert goufen. Dofir déi integral Upassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun. Ech mengen, Dir Dammen an Dir Hären, dat ass Kloertext.

An do ass et einfach falsch ze soen, eng Steiererliichterung wär net dran, well se nees e Lach an de Budget géif rappen. Esou eng Steiererliichterung gëtt de Bierger dat Geld zréck, wat d'Bierger déi lescht Joren ze vill bezuelt hunn. Esou eng Steiererliichterung bréngt den néidege Schwong fir de Konsum, fir eis Ekonomie, an domadder schlussendlech och fir eis Statsfinanzen.

An engem Europa mat oppene Grenzen, an enger globaliséierter Welt bréngen héich Steiersätz net zwangsleefeg méi Geld an d'Statskeess, well nämlech en Deel vum Geld da guer net méi hei zu Lëtzebuerg wäert versteiert ginn. D'Steieropkommes kennt eng Dynamik, déi dëser Regierung schéngt friem ze sinn.

Da géif d'DP d'Administration de l'Emploi vu Grond op reforméieren: eng ADEM, déi den heitegen Aufgaben net méi gerecht gëtt. Dat weist schonn eleng de Fait, datt den Aarbechtsminister an d'Gewerkschafte jéimeren, d'Patrone géifen déi oppe Plazen net all op der ADEM mellen. Mä, wann d'ADEM esou géif fonctionnéieren, wéi mer eis dat solle virstellen, da géifen d'Patrone gelaf kommen, fir déi richteg Mataarbechter vermëttelt ze kréien.

An enger Zäit, wou Joer fir Joer hei am Land dausende vun Aarbechtsplaze geschaf ginn, de Chômage awer net reduzéiert gëtt, an esou enger Zäit geet et net duer, just d'Dossiere vun den Demandeurs d'emploi ze verwalten.

Neen, deen, deen ouni Erfolleg scho während e puer Méint op der Sich no enger Aarbecht ass, däerf net weider nëmmen an der Statistik gefouert ginn, mä e muss eng konkret Formatioun kréien, fir esou den Upréch vun de Betriber gerecht ze ginn. E muss e konkreten Ureiz hunn, fir an d'Aarbechtsliewen zréckzekomme respektiv sech weiderzebilden.

Fir dat ze erméiglechen, brauche mir éischter eng Weiderbildungsagentur, wéi déi jëtzeg ADEM. Fir dat ze erméiglechen, muss och deen, deen Aarbecht sicht, déi ausgestreckten Hand ergräifen. Ouni den Effort op béide Säite geet et net!

Da géif d'Demokratesch Partei privat Aarbechtsvermëttler net nëmmen zouloossen, mä se och förderen. Jiddferen, dee vermëttelt ass, ass gutt vermëttelt, egal wien et ass: d'ADEM, eng Gewerkschaft, eng A.s.b.l., eng Gemeng, e private Betrib oder ob ee sech selwer op d'Sich gemaach huet no enger Aarbecht, wéi dat jo haut oft de Fall ass. Dat - a wat jo eigentlech jiddferengem misst aliichten - stéisst bei dëser Regierung allerdéngs op heftege Widderstand. Fir Rout a Schwaarz zielen d'Ideologie ebe scheinbar méi, wéi pragmatesch Léisungen.

Fir dem Usproch, Lëtzebuerg zum Shoppingcenter vun der Grossregioun ze maachen, wierklech gerecht ze ginn, géif d'Demokratesch Partei eng Liberaliséierung vun de Geschäftszäiten op d'Weeër bréngen. Wien eppes wëllt verkafen, muss säi Buttek da kënnen opmaachen, wann d'Clientë wëllen akafen. Mä och hei dominéiert déi schwaarz-rout Ideologie iwwert de Pragmatismus. D'Regierung verstoppt sech hannert de Sozialpartner, amplaz hir Responsabilitéit ze huelen. D'Konsequenz: D'Kafkraaft wandert weider an d'Nopeschlänner aus, a mat hir d'Aarbechtsplazen.

(Interruption)

D'DP géif op engem oppene Rentendësch déi laangfristeg Ofsécherung vun eisem Rentesystem ugoen. Zesumme mat de Sozialpartner sollen all an der Chamber vertruede Parteie konsensfäeg Reformen aushandelen an duerno Schratt fir Schratt ëmsetzen. De Verfallsdatum vun engem Rentesystem muss a Generatiounen, an net a Legislaturperioden ze moosse sinn, an dofir brauche mer de parteiiwwergräifende Konsens an dëser Fro.

Fir de gesellschaftleche Stëllstand endlech opzebriechen, géif d'Demokratesch Partei eng ganz Serie vu Reformen initiéieren, zum Beispill d'Chamber- an d'Europawahlen trennen. Mir géifen eng grouss Debatt iwwert déi national Identitéit féieren, déi wäit iwwert d'Fro vum Fändel erausgeet.

Mir géifen d'Integratioun erliichteren, amplaz se ze erschwéieren, wéi d'CSV et maache wëllt.

Mir géifen éischter Kanner förderen, amplaz d'Bestietnis.

Mir géifen och e gesetzleche Kader fir déi aktiv Stierfhëllef schafen.

Mir géifen d'Gemengen, déi regional Strukturen, hir Kompetenzen an hire Fonctionnement reforméieren, dat ouni de CSV hir technokratesch Approche.

D'Demokratesch Partei géif e Gesetz op de Wee bréngen, fir d'Bestietnis vu gläichgeschlechtleche Koppelen ze erlaben.

Da wëll ech lech och nach soen, datt d'DP sech a Saachen Ofdreiwungsrecht prinzipiell fir eng Fristeléisung asetzt. Nodeems virun elo bal 30 Joer - géint de massive Widderstand vun der CSV - ee fir deemoleg Zäite liberaalt Ofdreiwungsrecht agefouert gouf, gehéiert Lëtzebuerg haut zu deene wéinege Länner, déi nach eng Indikatiounsléisung an dësem Fall hunn: Mam Resultat, datt virun allem den Ofdreiwungstourismus floréiert!

Ech wëll hei kloer soen, datt d'Entscheedung iwwer eng Ofdreiwung sécherlech zu deene schwieregsten Décisioune gehéiert, déi ee Mënsch ze huelen huet, an ech ka jiddferee verstoen, deen aus reliéisen oder anere Grënn eng Ofdreiwung oflehnt. Mä grad well et esou eng schwiereg Décisioun ass, sinn déi Betraffen déi Eenzeg, déi am Respekt vun engem klore gesetzleche Kader esou eng Décisioun huele kënnen. An esou Froen ass et deen eenzelne Mënsch, dee sengem Gewëssen no fir sech selwer - an net de Gesetzgeber, dee fir all déi aner - muss kënnen entscheeden. De Gesetzgeber soll e klore legale Kader setzen. E soll Hëllef an Informatioun ubidden, d'Gewëssensentscheedung vun deem Eenzelnen awer respektéieren.

Déi rezent Proposition de loi vun der LSAP-Deputéiert Lydie Err bitt an eisen Aen eng gutt Diskussiounsbasis, fir och zu Lëtzebuerg zu engem zäitgeméissen Ofdreiwungsrecht ze kommen. Et bleift allerdéngs ze fäerten, datt, wann och hei d'LSAP hirem Koalitiounspartner d'Trei hält, et déi nächst zwee Joer bei dëser wéi bei anere gesellschaftspolitesche Froen net zu enger echter Reform wäert kommen.

Et kann an eisen Aen op Dauer net sinn, datt eng Minoritéit hei am Land enger Majoritéit vun de Bierger hir Liewensastellung opzwéngt. Et gëtt hei am Land bestëmmt parlamentaresch Majoritéiten, fir gesellschaftspolitesch Reforme wéi déi doten duerchzesetzen. Kommt mir notze se, och wann déi stäerkste Fraktioun net matmécht! Et geet hei net dréms, dem Zäitgeescht nozelafen, et muss een awer déif gräifend gesellschaftlech Verännerunge feststellen an d'Politik den neie Wäertvirstellungen upassen.

De Premierminister huet dann och gëschter e wichtegt Kapitel a senger Ried der Gesellschaftspolitik gewidmet, a villes vun deem, wat hie gesot huet, kann ech deelen. Hie sot virun allem, datt jiddferee fräi no sengem Gewësse kann entscheeden. Wann déi Wierder eescht gemengt sinn, da gëllt dat also och fir jidder Deputéierten heibannen. Ech huelen also och un, datt domadder d'LSAP a gesellschaftspolitesche Froen net länger un eng Koalitiounsdisziplin gebonnen ass. Domadder wär no 30 Joer de Wee nees fräi, fir noutwendeg gesellschaftspolitesch Reformen unzegoen. D'DP wäert an deem Prozess en aktive Partner sinn.

E weideren Domän, wou d'Politik, a ganz besonnesch d'CSV et verpasst hunn, sech deenen neie Realitéiten unzepassen, ass d'Familljepolitik. Hei ass am Laf vum leschte Jorhonnert e System opgebaut ginn, andeems all Jorzéngt eng Mesure zousätzlech agefouert gouf, déi haut weder openeen ofgestëmmt sinn nach de reelle Besoinë vu ville Famillje gerecht ginn.

Esou hu mer haut eng Familljepolitik, déi kaum selektiv ass. Et ass eng natalistesch Politik, déi net gräift an zum géigesätzleche Resultat féiert. Et ass eng Politik, déi besonnesch et de Fraen erschwéiert, beruffstäteg ze sinn an et ze bleiwen. Eng Politik, déi haut, wann een un d'Stratégie vu Lisbonne oder un eisen Aarbechtsmaart denkt, ganz kloer kontraproduktiv ass. Eng Politik, déi d'Eegestännegkeet vun den eenzelne Partner verhënnert. Eng Politik, déi nach ëmmer dovunner ausgeet, et géif just ee Familljemodell ginn, an deem de Mann schaffe geet an d'Fra doheem de Stot mécht an d'Kanner erzitt.

Eng Politik, déi zum Beispill ignoréiert, datt haut hallef...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Vu wat fir enger afrikanescher Partei schwätzt Der?

M. Claude Meisch *(DP)*.- Gelift?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Vu wat fir enger afrikanesch-asiatescher Partei schwätzt Der?

M. Claude Meisch *(DP)*.- Dat schéngt Är Partei ze sinn, Här Premierminister.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Ah sou! Ech schéngen deen Deel dovu verpasst ze hunn.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Meisch *(DP)*.- Eng Politik, déi zum Beispill ignoréiert, datt haut hallef esou vill Koppele gescheet ginn, wéi der bestuet ginn. Lëtzebuerg mécht eng Familljepolitik, déi zu 80% op de Geldleeschtunge baséiert. An anere Länner, notamment deene skandinavesche Länner, sti Sachleeschtungen, wéi zum Beispill d'Betreiung vu Kanner, am Mëttelpunkt.

Nun, d'DP wëllt och hei am Land en anere Wee goen. Esou proposéiere mir, de Steiersplitting ofzeschafen, well deen oft dozou féiert, datt besonnesch d'Frae méi héich besteiert ginn, wéi wa se individuell géife besteiert ginn. Steierlech Avantagë soll een eiser Meenung no nach just kréien, wann ee Kanner zur Laascht huet, an net méi eleng duerch de Fait sech bestuet ze hunn.

Domadder ass och ee fir allemol Schluss mat der steierlecher Diskriminéierung vun net bestuetene Koppelen, déi jo nach vill méi grave ass, wa Koppele sech guer net däerfe bestueden.

Kompenséiert gëtt d'Ofschafung vum Splitting duerch eng Steierreduktioun fir jiddfereen. Duerfir stellt dem Premier seng Propos, fir d'Steierklass 2 op de Partenariat auszeweiden, an eisen Aen nëmmen déi zweetbescht Léisung duer.

D'DP wëllt d'Besteierungsstrukture qualitativ a quantitativ ausweiden, fir datt net méi Fraen - an heiansdo bestëmmt och Männer - mussen ongewollt aus dem Beruff ausscheeden, well se keng aner Méiglechkeet hunn hir Kanner betreien ze loossen.

Dobäi wëllt d'DP eng grouss Diversitéit an der Offer vun deenen eenzelne Betreiungsstrukturen. Net ëmmer kann d'Crèche oder d'Maison relais déi Flexibilitéit bidden, déi d'Famillje brauchen. Duerfir muss d'Aktivitéit vun den Dageselteren ënnerstëtzt ginn. Net alles muss vu Stat a Gemenge selwer gedroe ginn. Och privat kann esou munches entstoen, besonnesch an enker Zesummenaarbecht mat de Betriber.

D'DP wëllt de Congé parental esou reforméieren, datt e wierklech vun all Mamm a vun all Papp ka genotzt ginn, fir sech zäitweis op d'Erzéiung vun de Kanner ze konzentréieren. Fir d'éischt soll d'Indemnitéit während dem Congé parental un de reelle Loun gebonne ginn; mat engem Plaffong versteet sech. Esou géife méi Leit vum Congé parental kënne profitéieren. Da soll d'Gesamtdurée vum Congé parental zwar reduzéiert ginn, deen zweete Partner awer d'Méiglechkeet hunn, säi Congé parental iwwer eng länger Zäit ze fraktionéieren. Haut sinn d'Pappen, déi vum Congé parental profitéieren, bei Wäitem an der Minoritéit. Dëst wär e Wee, och d'Roll vun de Pappe bei der Erzéiung vun de Kanner ze stäerken.

Da wëllt d'DP datselwecht Kannergeld fir all Kand ausbezuelen, gläichzäiteg awer en Deel vun deene Mëttelen, déi bis ewell fir d'Kannergeld zur Verfügung stoungen, fir d'Ausweidung vun den Hëllefe fir Locatairen a Propriétairë ginn. Dës Mesurë sollen un d'Zuel vun de Kanner an un de Verdéngscht vun der Famill gebonne ginn. Deen, dee méi Hëllef brauch, soll och méi geholleft kréien. Doduerjer bleiwen och d'Frontalieren am Genoss vun engem Deel vum Kannergeld; d'Wunnprime ass awer un déi deier lëtzebuergesch Präisser um Wunnengsmaart ugepasst.

D'Solidaritéit spillt also weiderhin iwwert déi innereuropäesch Grenzen ewech, mä déi staatlech Gelder fléissen dohinner, wou se am dréngendste gebraucht ginn. An et mécht momentan ebe vill aus, ob een dës Säit oder déi aner Säit vun der Grenz wunnt, keeft oder lount.

Dëst ass an e puer Stéchwierder e Programm, deen dozou féiert, datt och mat Kanner Wunnen hei am Land nach méiglech bleift, jiddferee wierklech de Choix huet, säin eegent Liewen esou ze gestalten, wéi hien et fir richteg fënnt. D'Diversitéit vun deene verschiddene Forme vun Zesummeliewe gëtt akzeptéiert, a gläich Chancë fir Mann a Fra gi besser garantéiert.

E Programm, dee finanzéierbar ass, well en déi bestehend Leeschtungen ëmschicht, fir esou besser Resultater ze erzilen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt also nach villes, wat an deene verbleiwenden zwee Joer vun dëser Legislaturperiod kann a muss ugepaakt ginn. Allerdéngs kann d'Oppositioun ëmmer nëmme proposéieren, ëmsetze muss et eng Majoritéit; déi schwaarz-rout oder eng aner. Ob de Wëllen an d'Eenegkeet bei de Regierungsparteien duerfir duergeet, kann ee bezweifelen, wann ee gesäit, wéi wéineg Initiativgeescht déi éischt dräi Joer vun dëser Majoritéit gewisen hunn.

Dat, wat déi éischt dräi Joer vun der CSV an der LSAP ugepaakt gouf, huet d'Land net op déi grouss Erausfuerderunge virbereet. Villes vun deem stoung a kengem Wahlprogramm an a kengem Koalitiounsaccord, mä ass an der Tripartite gebuer ginn. Da kann ee verstoen, datt d'Bierger kee Vertrauen an déi dote Politik méi hunn.

Dëst kënne mer änneren, andeem mer nämlech nees iwwer wierklech Reformen diskutéieren, jo, wann et muss sinn, och emol heiansdo streiden. Andeems d'Ausenanersetzung nees hei am Parlament - an der Öffentlechkeet - stattfënnt, an net hannert zouenen Dieren; andeems d'Bierger kloer virun Ae gefouert kréien, wou déi eenzel Parteien den Hiewel wëllen usetzen, fir eis Wirtschaft ze stäerken, fir Aarbecht fir jiddfereen nees ze erméiglechen, fir eis Schoul ze reforméieren, fir eise Famillje do ze hëllefen, wou se wierklech Hëllef brauchen, fir d'Kafkraaft vun de Bierger nees ze erhéijen, fir d'Politik endlech nees un déi Gesellschaftsrealitéiten unzepassen.

Dës Ausenanersetzung stäerkt eis Demokratie. Dunkelkammergespréicher lähmt se. Dës Debatte géifen d'Leit nees fir d'Politik begeeschteren. Aner angeblech Jorhonnertreformen zile laanscht d'Liewensrealitéit vu ville Bierger hei am Land. Esou Debatte wären en neien Opbroch, en Opbroch nom Stëllstand.

Här President, ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Meisch. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Ben Fayot.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här President, d'LSAP begréisst d'Ried vum Statsminister iwwert d'Lag vum Land. Si fënnt sech an de politeschen Orientatioune vun dëser Ried grad och wéi an deem pragmateschen a soberen Toun erëm. Déi Ried zeechent a groussen Zich déi Aufgaben op, déi dës Koalitioun bis 2009 ze meeschteren huet. Dës Koalitioun brauch dofir Zesummenhalt, Zesummenaarbecht, fir dass de Bilan um Schluss fir d'Land nëtzlech ass.

Vläicht um Ufank dat hei, Här President: De 4. August 2004, also net grad virun dräi Joer, huet de Statsminister hei an der Chamber gesot - ech zitéieren hien -: „D'Thema vun der Politik ass d'Zukunft vum Land." An hien huet an deemselwechten Otemzuch dem „Strukturkonservatismus", wéi hien et genannt huet, de Krich ugekënnegt an d'Noutwendegkeet vu Reformen ënnerstrach.

Dat war an ass och d'Iwwerzeegung vun der LSAP. Mir mengen, d'Politik ass do, fir ze reforméieren, fir also d'Land an d'Institutiounen an d'Mëttelen, déi am Intérêt vun de Leit agesat kënne ginn, ze reforméieren.

Zum Strukturkonservatismus, deen deemools ugesprach ginn ass, nëmmen dat hei: Festgefuere Mentalitéiten an Denkschemen, reliéis a philosophesch Iwwerzeegungen, déi jorhonnertelaang gezielt hunn an dominant waren, dat heescht déi jiddferengem gesot hunn, wéi hien ze liewen hätt, ginn net einfach iwwerwonnen. Déi, déi domat iwwert d'Geeschter regéiert hunn, gi se net vum selwen op. Dëst weist sech do ganz besonnesch a gesellschaftspolitesche Froen, op déi ech nach zréckkomme wäert.

Ob een dat esou consensuel ka maachen, wéi de Statsminister dat hei ugeschwat huet, wéi him dat virschwieft, weess ech nach net. Schéi wär et, wann op eemol all politesch Richtunge fir fortschrëttlech, der Zäit ugepassten an noutwendeg Reforme konvergéiere géifen. Meng politesch, professionell a perséinlech Erfahrung, déi relativ grouss a laang ass - leider -, seet mer, dass Reforme besonnesch op dem gesellschaftspolitesche Gebitt ganz schwéier sinn.

Ech muss dat hei soen: Ech erënnere mech nach zum Beispill, dass, wéi de Robert Krieps de Strofvollzuch am Neiménster Prisong humaniséiere wollt, hien zum Sécherheetsrisiko fir d'Lëtzebuerger Land verruff ginn ass. Ech hunn och erfuer, dass fortschrëttlech Schoulministeren - och aus der CSV, wëll ech soen - u Bëtonswänn gescheitert sinn. Ech hunn, oder mir hunn alleguerten, nodeem 1978 ee Gesetz iwwert den Avortement gestëmmt gouf, erfuer, wéi intensiv d'Resistenz géint déi Indikatiounsléisung war an ass. A vergiesse mer net d'Ausenanersetzung iwwerall an der Welt, net nëmmen zu Lëtzebuerg, iwwert d'Doudesstrof, iwwert d'reliéis Fräiheeten, iwwert d'Moral insgesamt.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Dat fir also ze soen, dass dat alles komplizéiert a komplex Virgäng sinn, schwéier Virgäng, déi ee sech och vläicht net gradesou einfach ka maachen, wéi den Här Meisch dat elo duergestallt huet.

En aneren Aspekt vun der Reformtätegkeet ass d'Gewiichtung zwëschent materiellen a kulturellen Objektiver. Ech kommen ëmmer drop zréck, well dat mech och ëmdreift. Mir si sécher frou iwwert de Succès vum Kulturjoer 2007; de Statsminister huet dat gëschter hei ënnerstrach.

Ech muss awer och dëst Joer erëm wéi d'lescht Joer monéieren, dass wichteg Kulturinstituter wéi d'Nationalbibliothéik an d'Archiven nach ëmmer a lamentable Konditioune schaffe mussen. D'Nationalbibliothéik ass e wesentlecht Instrument fir d'Wëssensgesellschaft zu Lëtzebuerg, déi op allen Téin verlaangt gëtt. Si soll zu enger Universitéitsbibliothéik ausgebaut ginn. Si schafft ënner katastrophalen Ëmstänn. An och d'Archiven, eigentlech dee Lieu vun onser nationaler Mémoire, déi jo esou vill beschwuer gëtt hautdësdags, ploe sech um Helleg-Geescht-Plateau mëtten an engem risege Chantier.

Här President, de Strukturkonservatismus weist sech op ville Gebidder. En ass awer néierens esou ausgeprägt wéi an der Schoulpolitik. En hat do an de leschte Jorzéngte verheerend Auswierkungen. En huet de schouleschen Échec vu ville Kanner ze veräntwerten. En huet dozou gefouert, dass vill Kanner an auslännesch Schoulen ofgewandert sinn. En huet d'Privatschoulen als Konkurrenz vun der öffentlecher Schoul favoriséiert, gefördert. En huet d'öffentlech Schoul an hirer Fonctioun als Creuset vum Land, als Instrument vum Zesummenhalt vum Land geschwächt.

Dës Regierung ass mat dem éiergäizege Programm ugetratt, fir d'öffentlech Schoul ze reforméieren. Dee Programm musse mer bis zum Enn vun der Legislatur esou ofwéckelen, dass d'Rad net méi kann zréckgedréint ginn. Et ass en éiergäizegen, awer och e pragmatesche Reformprogramm.

Och wa mer d'Gesamtschoul begruewen hunn, bleiwen ech der Meenung, dass déi bal definitiv Trennung vun de Kanner no sechs Joer Primärschoul a verschidde Filièren, also den definitive Choix fir d'Zukunft, ze fréi kënnt. Duerfir begréissen ech déi systematesch Démarche vun der Regierung, fir an allen neie Lycéeën de Secondaire général an de Secondaire technique op den dräi ënneschte Klassen niewentenee virzegesinn. Domat ka wéinstens den Iwwergang vun enger Filière zur anerer am Kader vun engem Gebai vereinfacht ginn.

Ech approuvéieren och déi allgemeng Démarche vun der Regierung, déi d'Schoul inhaltlech, pedagogesch a methodesch Schrëtt fir Schrëtt erneiert. An ech wëll och am Kommende méi am Detail dorop agoen.

Iwwregens, dat wollt ech de Kolleege vun der DP soen, ech kann och déi Accusatioune vun der DP net verstoen. Virgëschter hu mer gehéiert op enger Pressekonferenz, a mir hunn dat haut och erëm gehéiert, et wär Stëllstand an de Reformen: Op dësem Gebitt op jidde Fall ass deen net ze erkennen! A wann eng Partei géint dës Reform an der Schoul vun Ufank u Stuerm gelaf ass, da war et jo awer grad d'DP. - Wat d'Konklusioun erlaabt, dass d'DP als Reform héchstwahrscheinlech nëmmen dat unerkennt, wat si selwer als Reform bezeechent.

(Interruption)

Här President, déi Reforme geschéien net géint, mä am Aklang mat den Enseignanten. Et gouf an et gëtt vill innovativ Schoulversich an Initiativen, déi vun dynameschen an engagéierte Schoulpersounen op der Basis ënnerholl goufen an och nach ginn. Grad wéi et héich interesséiert an héich motivéiert Eltere gouf a gëtt, déi als Schoulpartner voll unerkannt solle ginn.

D'Schoul huet vill Implikatiounen op alle Gebidder. De Lissabon-Prozess verlaangt en héije Bildungsgrad vun der ganzer Bevölkerung. Vun der ganzer Bevölkerung! D'Innovatioun an d'Fuerschung verlaangen oppe Geeschter, iwwerhaapt dofir, dass se zustane kommen. Wéi laang hu mer gebraucht, fir eng Uni ze kréien? 2003 hu mer eng kritt.

D'Meeschtere vun den Zukunftsproblemer vum Land verlaangt kritesch Geeschter, a mir gesinn all Dag, dass mer net genuch Universitairen a spezialiséiert Leit fir ons Wirtschaft an onse Stat hunn.

Dobäi komme sozial Problemer. Wann all Joer 300 onqualifizéiert Jugendlecher aus dem Schoulsystem erausfalen, ouni Schoulofschloss, also ouni Hoffnung op eng Léierplaz, dann ass dat e soziale Problem, dee mat deem allerbeschte sozialen Netz net geléist ka ginn.

Am Mäerz 2007 waren 1.995 Fraen a Männer ënner 26 Joer am Chômage ageschriwwen. Dat waren 19,9% vun alle Chômeuren, an dat ass datselwecht wéi am Mee 2006. Dobäi kommen der 1.209 vu 26 bis 30 Joer, also nach 12%, esou dass een effektiv mam Conseil économique et social schlussfolgere kann, dass een Drëttel vun de Chômeurë Jonker sinn. An 20% vun de Jonken, déi Aarbecht sichen, hunn am leschte Joer vun hirer Scolaritéit en Échec erlieft - souguer, wann 32% dovunner hir Schoul am Ausland absolvéiert hunn.

De Ministère de l'Éducation nationale huet am Februar 2007 eng Etüd iwwert de sougenannten Décrochage scolaire zu Lëtzebuerg gemaach. 2.422 Schüler hunn zwëschent dem 1. November 2004 an dem 30. Abrëll 2006 de Sekundarunterrecht ouni Certificatioun verlooss. Dat si 6,5% vun der gesamter Schoulpopulatioun vun där Zäit. 540 vun deene waren ouni Aarbecht, iwwer 720 louchen iwwerhaapt keng Informatioune vir.

A wann een déi Zuele gesäit, da versteet een, firwat et jugendlech Strummerten a grousser Zuel zu Lëtzebuerg gëtt. De Conseil économique et social schlussfolgert a senger Analys vun der jonker Aarbechtslosegkeet, dass d'Précaritéit direkt no dem Verloosse vun der Schoul am gréissten ass, a ganz besonnesch fir déi am mannste Qualifizéiert. Duerfir d'Noutwendegkeet, besonnesch och um ënneschten an um mëttleren Niveau vun der Schoul den Hiewel unzesetzen.

Här President, d'öffentlech Schoul ass net nëmmen där Erausfuerderung ausgesat. Fir ons Sozialiste war an ass d'öffentlech Schoul e wesentlecht Instrument vun der Kohesioun vun engem Land, wat eng Bevölkerung mat bal 40% net Lëtzebuerger Bierger huet. Et ass e Service public, dee sech un déi wirtschaftlech a sozial Besoinë vun der Gesellschaft upasse muss. An et ass en Instrument vu Chancëgläichheet, also och en Instrument vu sozialer Gerechtegkeet.

Am Regierungsprogramm sinn all déi Prinzipien enthalen, déi eng modern Schoulpolitik charakteriséieren: d'Schoulflicht, d'Autonomie vun de Schoulen, eng nei Definitioun vun den Enseignanten, eng positiv a formativ Evaluatioun vun de Schüler.

Opgrond vun deem Programm huet déi zoustänneg Ministesch e konkrete Bilan an der Halschent vun der Legislatur opzeweisen. E begräift wichteg Projeten, déi scho lafen oder an der Preparatioun sinn. Den Neie Lycée ass e Pilotprojet vu Ganzdaagsschoul. Déi däitsch-lëtzebuergesch Schoul zu Perl, de Bac international an der öffentlecher Schoul, am Lycée technique du Centre a muer am Athénée, d'Ganzdaagsprimärschoul zu Esch an der Jean-Jaurès-Schoul, déi inklusiv Primärschoul, déi an der Stat entstoe soll: All déi Initiativen entspriechen deene Prinzipien, déi d'Regierungserklärung enthält.

Derniewent sinn d'Kompetenzsockelen amgaang, definéiert ze ginn. D'Grondiddi ass jo d'Kanner ze léieren, sech selwer Wëssen ze erschaffen. D'Tâche vun den Enseignanten am Secondaire ass mat de Gewerkschaften zesummen nei definéiert a festgeleuecht ginn, an dat ass och eppes, wat schonn iwwer 30 Joer gedauert huet, bis et esou wäit koum.

D'Formatioun vun de Léierinnen a Schoulmeeschtere gëtt op der Uni Lëtzebuerg erneiert. Den Ofschloss ass e Bachelor mat 240 Kreditter, also véier Joer. D'Léierpersonal vum Stack vun der Lëtzebuerger Schoul sinn also Universitairen no den international gängegen Normen. Si sollen och als solch vum Arbeitgeber unerkannt ginn. Déi pousséiert Formatioun ass noutwendeg, fir de Kanner hir Schwieregkeeten ze erkennen, déi passend pedagogesch Methoden a Mëttelen anzesetzen, eng Reflexioun iwwer Methoden an Inhalter ze féieren an déi permanent unzepassen.

Här President, nach eng wichteg Fro vun der Erzéiungs- a Gesellschaftspolitik hei zu Lëtzebuerg ass déi vun de Sproochen. D'Regierung hält um Modell vun der Dräisproochegkeet fest. Ob d'Englescht jee enges Daags derbäikënnt, ass fir de Moment net kloer. D'Villsproochegkeet, de Sproochepluralismus ass fir onst Land en Tromp an eng absolut Noutwendegkeet. Et däerf ee sech net op eng Pist beginn, wou dee Pluralismus agéenkt géif.

Mat anere Wierder: Lëtzebuergesch ass ons Mammesprooch, mä Lëtzebuergesch ass nëmmen een Element vun deem Sproochesystem, deen ons d'Iwwerliewen an der Welt vun haut a vu muer garantéiert.

Nun ass et esou, dass net d'Sproochen u sech, mä d'Manéier, wéi se geléiert an evaluéiert ginn, Ursaach vu Selektioun an Exklusioun war an nach ëmmer ass. A soulaang dat esou ass, si kleng Portugisen an aner friemsproocheg Kanner respektiv Seiteneinsteiger an eiser Schoul benodeelegt, bleift d'Franséischt och fir munch lëtzebuergeschsproocheg Kanner éischter e Selektiounsinstrument, wéi eng Sprooch, déi ee gebraucht, schwätzt a liest. A soulaang an all Sprooch vun eisem Sproochesystem déiselwecht Niveauen am Schwätzen, Schreiwen, Verstoen theoretesch gefuerdert ginn, gëtt et déi Flexibilitéit net, fir all Kand zu senger méiglechst beschter Leeschtung ze féieren.

Ech erkennen un, dass eng kapital Aarbecht vun dëser Regierung am Sproochenunterrecht ënnerholl gouf a gëtt. Et ass hei net d'Plaz fir am Eenzelnen op all déi Iwwerleeungen anzegoen, déi zum Aktiounsplang 2007 bis 2009 am Sproochenunterrecht gefouert hunn, mä et muss een op déi déif gräifend Viraarbecht mat engem Lëtzebuerger Rapport an intensiv Berodunge vun Enseignantsgruppe mat de Spezialiste vum Conseil de l'Europe hiweisen. Et ass säit Jorzéngten - ech miesse meng Wierder -, säit Jorzéngten déi éischt wierklech kollektiv wëssenschaftlech Approche op dësem kruziale Gebitt vun der Lëtzebuerger Schoul. Souguer déi éischter kritesch APESS erkennt dat un.

Déi Approche huet net eng nei zouen normativ Didaktik vun de Sproochen ervirbruecht, mä eng ganz Partie méiglech Aktiounen, déi jee no Bedarf, no Kand- a Schoultyp agesat kënne ginn. Et ass dofir déi éischt wierklech seriö nei Pedagogie op deem Gebitt, déi sech bescheidenerweis als „Réajustement de l'enseignement des langues" bezeechent an eng nei Sproochepolitik fir d'Schoul definéiert. Och erëm net vun uewen erof, mä mat den Enseignanten, mat Hiweiser éischter wéi mat autoritären Normen, déi jiddfereen ingurgitéiere misst.

Nach e leschte weidere wichtege Projet ass d'Reform vum Schoulgesetz vun 1912. D'Ministesch huet an de leschten zwee Joer vill dozou consultéiert an nogelauschtert. Et gëtt elo Zäit, dëst Gesetz an d'parlamentaresch Diskussioun eranzebréngen, fir dass d'Deputéierte vun alle politesche Familljen déi déif gräifend Ännerungen, déi néideg sinn, seriö diskutéiere kënnen.

Här President, ech hunn elo net iwwert d'Personalproblemer an och net iwwert d'Infrastrukturen, besonnesch am Secondaire, geschwat. D'Personalproblemer sinn, wéi aus enger rezenter Etüd doriwwer ervirgeet, dramatesch. An d'Regierung muss och weider e groussen Investissementseffort maachen, fir alle Kanner an alle Géigende vum Land anstänneg modern Gebaier zur Verfügung ze stellen. All zwee Joer bräichte mer am Prinzip bal en neie Lycée.

D'LSAP ënnerstëtzt d'Regierung, a besonnesch d'Educatiounsministesch an hirer Politik, d'Lëtzebuerger öffentlech Schoul net nëmmen der Zäit unzepassen, mä zu engem staarke Motor vun Dynamismus, Kohesioun a Chancëgläichheet ze maachen. Dat ass fir eis e fundamentaalt Uleies. D'Regierung muss hire Programm op deem Gebitt konsequent an energesch duerchzéien.

Här President, et gëtt vill Leit, déi Angscht virun der Welt vun haut hunn. Et gëtt déi net nëmmen zu Lëtzebuerg, mä zu Lëtzebuerg gëtt sech iwwert déi grouss Zuel vun Auslänner - zum Beispill - beklot, déi hei schaffen, wa mer 10.000 Chômeuren hunn, oder och déi vill Auslänner, déi hei wunnen. Ville vun deene Leit erschéngt och Europa als eppes Onverständleches, souguer Feindseleges. D'Globaliséierung gëtt systematesch a schwaarze Faarwe gemoolt an als Neoliberalismus ofgemaach.

Eng Partie Leit maachen domat gäre Politik, mä et däerf een net verkennen - iwwert déi Schwaarz-Wäiss-Molerei ewech, déi selbstverständlech falsch ass -, dass Sozialofbau, Délocalisatioun an d'Konkurrenz vun dobausse bei der Besetzung vun neien Aarbechtsplazen Themen och an oft virun allem bei Jugendleche sinn, déi jo eigentlech sollten op si fir d'modern Welt.

Wat äntwerte mir deene Leit? Dass ee klengt Land wéi Lëtzebuerg no baussen op muss sinn oder et geet ënner? Dat ass sécher richteg. Dat soe mer alleguerten a sinn och iwwerzeegt dovunner. Mä et geet an deem Discours net duer. Haut, nom Dag vun Europa, musse mer vun Europa och e Bäitrag u sozialem Zesummenhalt a sozialem Schutz fir déi Mënsche verlaangen, déi et néideg hunn. Mir brauche konkret sozial Mesuren um Plang vun der Europäescher Unioun, wéi zum Beispill en europäesche Mindestloun, wéi ëmmer en dann och ausgesäit. Mir mussen eis och asetze fir effikass a liewensfäeg öffentlech Déngschter an eise Länner.

Perséinlech bedaueren ech, Här President, dass d'Europäesch Kommissioun a gewësse liberal Politiker an Europa - vläicht net zu Lëtzebuerg, mä an Europa! - anscheinend d'Lektioun aus der Affär Bolkestein net geléiert hunn, an dass se géint all wirtschaftlechen a finanzielle Verstand zum Beispill d'Postbetriber vollstänneg liberaliséiere wëllen. Esou wéi ech bedaueren, dass den Artikel 122 aus dem drëtten Deel vum Verfassungsvertrag net a Kraaft ass, deen endlech erlabe géif, europäesch Regele fir den öffentlechen Déngscht opzestellen, amplaz dat d'Cour de Justice dat ze iwwerloossen.

An à propos Verfassungsvertrag: Ech begréissen ausdrécklech, wat de Premier gëschter dozou gesot huet an all sengen Deeler, och an der Manéier, wéi eventuell en neie Vertrag zu Lëtzebuerg ratifizéiert gi soll. Dee Verfassungsvertrag hu mer ratifizéiert, an zwar dräimol! Eemol duerch d'Vollek, duerch Referendum, an zweemol an der Chamber, an déi leschte Kéier eestëmmeg - dat wëll ech och nach hei soen.

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Neen, neen, neen, neen!

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Dee Vertrag ass net dout, Här Jaerling.

(Interruptions)

Ech wollt dem Här Gibéryen dat soen: Dee Vertrag ass net dout, entgéint deem, wat liichtfankeg einfach esou gesot gëtt! Dee Vertrag ass d'Substanz fir all Neiverhandlung, déi elo kënnt. Besonnesch wëlle mer drop oppassen, an do si mer eis mam Premier eens, dass déi Fortschrëtter am drëtten Deel iwwert d'Energiepolitik, iwwert d'Bekämpfung vun der Kriminalitéit, also déi Fortschrëtter am drëtte Pilier iwwert d'Sécurité, an der Justice, an der Aussen- a Sécherheetspolitik, an den öffentlechen Déngschter an déi sozial an ekologesch transversal Bestëmmungen erhale bleiwen.

Ech hoffen, an do sinn ech mat mengem Virriedner, dem Michel Wolter, eens, dass bei de grousse Manöveren, déi elo an Europa um ieweschten Niveau ufänken, d'Parlamenter net vergiess ginn. Eist Parlament huet an allen Téin - a senger grousser Majoritéit - d'Errungenschafte vun deem Traité virun de Leit dobausse gesongen. Mir hunn op d'Wichtegkeet vun der Grondrechtecharta higewisen. A wann eng Regierungskonferenz kënnt, da wäre mir als Parlament gären do mat agebonnen.

Ech sinn och iwwerzeegt, dass d'Regierung dat wëllt. Mir gesinn dozou an der Europakommissioun vun der Chamber den Aussenminister den 18. Mee a mir gesinn den 18. Juni, virum Sommet vum 21./22., de Premierminister an der Kommissioun.

De Michel Wolter huet elo viru kuerzem a senger Ried eng Debatt doriwwer hei an der Chamber proposéiert. Ech muss éierlech soen: Ech sinn op fir all öffentlech Debatt, déi mer iwwer Europa hei zu Lëtzebuerg féiere kënnen, an ech begréissen och déi

Propositioun. De Punkt ass deen ze kucken, wéini de beschte Moment do ass a wéi eng Form mer där Debatt kënne ginn. Ech mengen och, dass mer der Regierung natierlech musse genuch Sputt gi bei deene Verhandlungen, déi kommen, mä dass mer op där anerer Säit kloer och als Parlament solle soen, wat mir vun deem Verfassungsvertrag, dee mer hei ratifizéiert hunn an deen d'Vollek ratifizéiert huet, onbedéngt wëllen halen.

Här President, mir héieren a gesinn all Dag, dass et trotz dem wirtschaftleche Wuesstum zu Lëtzebuerg, deen et duerch oppe Grenzen an Europa gëtt an dee jo d'lescht Joer an dëst Joer exzellent war, fir vill Leit Problemer gëtt. Problemer fir d'Enner zesummenzekréien. Problemer fir eng Wunneng ze fannen. Problemer fir d'sozial Leeder eropzeklammen. Problemer fir iwwerhaapt eng Schaff ze fannen a sech esou an d'Gesellschaft ze integréieren.

Mir brauchen dofir zu Lëtzebuerg och weider en aktive Sozialdialog. D'Gewerkschafte sinn no bei de schaffende Leit. Si kennen hir Problemer, an d'Politik brauch dat Wëssen an déi Sensibilitéit. Dofir muss och d'Politik dauernd op d'Gewerkschafte wéi op d'Sozialpartner zougoen. Dat ass e wichtegt Element vum Zesummenhalt vun eiser Gesellschaft.

Ech hunn dofir och mat besonneschem Interessi den Avis vum Conseil économique et social, wou jo d'Sozialpartner drasëtzen, gelies.

De Conseil économique et social huet sech a sengem Avis vun dësem Joer ausféierlech mat der Fro vun der Diskriminatioun an der Aarmut ausenanergesat. Dat huet net nëmme mat Chômage ze dinn. Och Leit, déi schaffen, sinn an der Gefor aarm ze ginn. „Working poor" nennt de Ceps se an enger Etüd vun 2005. De Mindestloun geet net duer, fir eng Koppel iwwer e Seuil de pauvreté ze bréngen. Wann e Kand derbäikënnt, ginn eng Vollzäitschaff an eng Hallefzäitaarbecht mam qualifizéierte Mindestloun net duer, fir net an d'Kategorie vun den „Working poor" erofzerutschen. Och den RMG bréngt d'Leit net iwwert de Seuil de pauvreté eraus.

Mä, seet de Conseil économique et social, well den RMG un d'Familljesituatioun ugepasst ass, sinn d'RMG-Empfänger mat Kanner manner empfindlech, wat d'Aarmut ugeet, wéi d'Mindestlounempfänger. Insgesamt huet de CES gerechent, dass 13% vun der Populatioun hei am Land als aarm agestuuft kënne ginn; dovunner 9% Leit mat enger Schaff.

Besonnesch d'manuell Aarbechter si vun Aarmut bedrot. 80% vun den aarme Leit mat enger Schaff sinn Aarbechter. Famillje mat engem Elterendeel - also monoparental Familljen - si besonnesch der Aarmut ausgesat; och kannerräich Familljen a Leit, déi eleng liewen, also sozial isoléiert sinn. Dozou kënnt eng steigend Tendenz um Aarbechtsmaart. D'Aarbechtswelt ännert sech hin zu manner Stabilitéit a méi Précaritéit an den Aarbechtsverträg, wat d'sozial Kohesioun natierlech schwächt.

D'Bekämpfung vum Chômage iwwert d'Mesurë vum Gesetz 5611 soll am Juli voll asetzen. Et wäerten awer nach ëmmer Leit bleiwen, déi net iwwert den éischten Aarbechtsmaart an e geregelt Beschäftegungsverhältnis kommen. Et gëtt e risege Mangel an der Offer vu Beschäftegungsinitiativen, zum Beispill och fir jonk Leit, déi aus der Éducation différenciée erauskommen.

D'Beschäftegungsinitiativen, also d'Économie solidaire, sollen endlech op de Métier geholl ginn. Ech mengen, mir mussen do e seriöt gesetzlecht Instrument schafen. Dat, wat an deem Secteur elo geschitt, ass absolut noutwendeg an innovativ, an et ass fir vill Leit de leschten Auswee.

Här President, de Statsminister huet och de Reclassement externe vun den Deelinvalide behandelt, well d'Situatioun grave ass fir déi Kategorie, déi betraff ass. D'Chamber hat beim Vote vun deem Gesetz eng Motioun hei gestëmmt, dass dovunner am Laf vun 2007 e Bilan soll gezu ginn an doropshin d'Gesetz nogebessert misst ginn. An ech mengen, mir sollen dat, no deem, wat de Statsminister hei och gesot huet, mam zoustännege Minister an der Chamberskommissioun ugoen.

Wat den Aarbechtsmaart ugeet, bleift et fir vill vun ons rätselhaft, wat déi vill nei Aarbechtsplazen eigentlech duerstellen, déi geschaaft ginn. Vun 2003 bis 2006 sinn iwwer 33.500 nei Aarbechtsplaze geschaaft ginn. D'Fro stellt sech: Wivill sinn der hei an Land? Wivill si just hei wéinst den niddrege Sozialbäiträg ugemellt? Firwat ginn do keng Chômeuren agestallt, mä Frontalieren? An esou weider. Dat wär natierlech wichteg erauszefannen.

Här President, d'Aarmut ass an deene leschte Joren zu Lëtzebuerg trotz héijem Wirtschaftswuesstum net erofgaangen. Dofir kann ech net méi héieren, wann ëmmer erëm gesot gëtt, mir wären e räicht Land. Déi Selbstgefällegkeet ass eigentlech net auszehalen!

Et geet dann och net duer, nëmmen iwwert den Index ze schwätzen. Den Index ass wuel e wichtegt Mëttel fir d'Kafkraaft vum Akommes vun de schaffende Leit insgesamt ze erhalen. D'Indexmoduléierung an d'Aussetzung vun de Rentenupassunge sinn natierlech zum gréissten Deel zu Laaschte vum klengen a mëttleren Akommes gaangen, mä den Index ass kee Wonnermëttel, dat sozial Ongerechtegkeete mat engem Coup aus der Welt schafe géif, well en eben net selektiv ass. Den Index kritt jiddfereen, ob en aarm ass oder räich. An deen ee méi wéi deen aneren.

An iwwregens à propos Index: Et muss een hei nach eng Kéier ënnersträichen, wat de Statsminister zu där Fro gesot huet: dass, wann am Joer 2007 keng Indextranche géif erfalen, op jidde Fall déi, déi dann 2008 erfält, ausbezuelt gëtt. Dat ass eng wichteg Clarificatioun an der Indexdiskussioun.

Mä mech dreift ëm virun allem, well den Index net sozial selektiv ass, huet den Accord vun der Tripartite e sozialen Ausgläich fir d'Indexmoduléierung virgesinn a Form vun engem Crédit d'impôt. Dësen Ausgläich soll keng Negativsteier sinn. A senger Ried gëschter huet de Statsminister gesot, hie géif doriwwer am Juni an am Juli dëst Joer mat de Sozialpartner schwätzen. Hien huet ugedeit, wéi dat geschéien a wat dat kaschte soll.

Den Akommessteiertarif soll un d'Inflatioun ugepasst ginn, an zwar op zwee Joer verdeelt.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Vläicht.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Vläicht?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Vläicht op zwee.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Vläicht op zwee. Vläicht op een. Et muss een do ganz genee oppassen, wat een zitéiert.

(Hilarité)

An déi Upassung muss - an dann zitéieren ech Wuert fir Wuert, an ech mengen et ass och esou de Wording, dee geschwat ginn ass, well dat ass jo och nach wichteg - „prozentual méi däitlech ausfale fir d'Klenga Mëttelverdénger".

Mir begréissen dee wichtegen Usaz vu sozialer Selektivitéit, deen natierlech nëmmen déi concernéiert, déi Steiere bezuelen. An doriwwer eraus, mengen ech, muss een - am Geescht vun deem, wat ech éinescht gesot hunn - an d'Richtung vun deem nodenken, wat de Conseil économique et social a sengem Avis dëst Joer entwéckelt huet. De Conseil économique et social huet sech ausféierlech mat enger kohärenter Politik vum Kampf géint d'Aarmut befaasst.

Ech ka munche vun deenen Ausféierungen nëmmen zoustëmmen. Si weisen, dass d'Agräife vun der öffentlecher Hand op villen Ebenen asetze muss: duerch natierlech eng gutt sozialgerecht Schoul - ech hunn et éinescht gesot -; duerch en anstännegen Encadrement; duerch en Appui ronderëm d'Schoul; duerch öffentlech Déngschter, déi och gratis zur Verfügung stinn; duerch geziilten Hëllefen; duerch eng aktiv sozial Solidaritéit, déi net nëmmen déi vum Stat oder de Gemengen ass, mä och vun engagéierte Veräiner an humanitäre Bewegungen.

De CES huet op munch Problemer beim Kampf géint d'Aarmut hei am Land higewisen: de Mangel u Koordinatioun am Milieu associatif; de Mangel u Koordinatioun zwëschent de Ministèren; de Mangel och u Structures d'accueil, besonnesch am Hibléck op d'Deierecht vun de Wunnengen. D'Recht op eng Wunneng gëtt duerch déi exorbitant Präisser vun den Immobilië carrément niéiert; e Mënscherecht, hu mer ëmmer gesot.

Déi dräi bestehend Foyeren am Land - zu Esch an an der Stad - ginn net duer, fir déi „Strummerten", wéi mer se nennen, déi Sans domicile fixe opzehuelen. An d'Konzentratioun vun de Sans domicile - vun de Strummerten - op de Foyer Ulysse, deen och als Domicile de secours fonctionnéiert, gëtt sozial net méi akzeptéiert an der Uertschaft zu Bouneweg. Mir brauchen dezentral kleng Unitéite fir déi Leit opzefänken, mat engem seriöen Encadrement vun enger Resozialisatioun.

Gëschter ass och Rieds gaangen iwwert déi Jugendlech, déi am Prisong sinn; och ënner 18 Joer. Mir begréissen an deem Zesummenhang, dass de Gesondheets- an de Justizminister drogenofhängeg Kanner aus dem Prisong erausgeholl hunn a se an eng kleng Struktur mat zwielef Plazen am Hôpital neuro-psychiatrique placéiert hunn, an dobäi och zwee Foyerë virgesinn hunn, fir déi Kanner opzehuelen. Dat sinn déi konkret Weeër, déi ee muss goen, fir deen allgemenge Problem ze léisen, deen net mat engem Coup ka geléist ginn.

Verschidden Associatiounen, déi och op deem Gebitt schaffen, wéi zum Beispill d'Caritas an hirem Sozialalmanach vun 2007, hunn d'Konklusioun gezunn, dass sozial Subventioune fir liewenswichteg Gidder, fir eng mënschewierdeg Wunneng, garantéiert Rechter op Stroum, op Heizung, op Internetzougang, d'Aarmut bekämpfe kënnen. An de Conseil économique et social fuerdert d'Politik op, d'Leeschtunge fir d'Familljen op hir sozial Finalitéit an Effikassitéit ze iwwerpréiwen.

Här President, d'Aschätzung vun der Finanzsituatioun ass jee no der Betrachtungsweis verschidden. D'Leit dobausse verstinn eng Partie Zuelespiller net. Mol ginn d'Maastricht-Kritäre geholl, mol déi traditionell Budgetsopstellung vum eigentleche Stat, jee nodeem wann ee gär beweist, dass et dem Stat gutt oder manner gutt geet. Dofir ass et wichteg, wéi d'Parlament hei mat décidéiert huet, dass mer déi zwou Betrachtungsweisen zesummeféieren an een eenzege System ausschaffen. Déi Aarbecht ass amgaang. Et ass wichteg, dass se zügeg weidergeet.

D'Salariat huet am Avis vum Conseil économique et social seng Meenung zu den öffentleche Finanze kloergemaach an huet domat de Konsens vun der Institutioun op deem Plang am Avis zu der Lag vum Land verlooss. D'Salariat dréckt säin déiwe Malaise iwwert d'Budgetszuelen aus a weist dorop hin, dass den Defizit am Statsbudget, also der eigentlechen, dee vun der Administratioun centrale, am Oktober 2005 mat 1.100 Milliounen Euro annoncéiert gouf, an dass en am Abrëll 2007 op 400 Milliounen erofgaangen ass. A fir d'Budgetsjoer 2006 gouf aus engem Defizit vun 1.111 Milliounen ee vu 504 Milliounen.

A vun de Salariatsgewerkschafte gëtt och op den héije Wirtschaftswuesstum higewisen an och op déi néideg Ëmverdeelung vun deem geschafene Räichtum. D'Regierung an d'Politik, dat muss een awer kloer soen, sinn nëmmen och fir den Deel verantwortlech fir déi Ëmverdeelung. D'Regierung ass responsabel fir de Statsbudget, iwwert deen eng Partie Ëmverdeelungsmechanisme lafen, a fir d'Héicht vun den Abgaben. A si ass responsabel fir d'Paie vun hirem eegene Personal.

Nun ass et awer leider esou, dat wëll ech och ganz kloer à l'adresse vun de Gewerkschafte soen, dass trotz gudde Steierrecetten de Statsbudget weider rout Zuele schreift. 500 Milliounen Euro amplaz 1.100 sinn nach ëmmer Defiziter, déi bezuelt musse ginn, an zwar duerch Scholden. Wichteg Investissementer sinn ausgesat ginn. Nei wichteg Aufgabe mussen ugaange ginn. Déi Aufgabe si riseg, an duerfir kann déi Budgetsdisziplin, déi dës Regierung verfolegt, sech net relächéieren.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

D'LSAP steet dozou, well se géint eng Politik vu Scholden ass, déi letztendlech de Stat a senge wesentleche Funktiounen anenkt an deenen am meeschte schuet, déi de Stat am meeschte brauchen, nämlech déi sozial Schwaach. Sécher ass Ëmverdeelung méi beléift, mä gradesou sécher ass et d'Responsabilitéit vun der Politik, d'Land op alle Pläng ze moderniséieren, an Zuch an Tram ze investéieren, Schoulen a Lycéeën ze bauen, Alters- a Fleegeheimer ze schafen a Reserven ze schafen, fir dës Investissementer iwwer Joren eraus regelméisseg duerchzezéien.

Här President, d'LSAP, dat wëll ech och hei kloer soen, steet zum Eenheetsstatut a si ënnerstëtzt d'Regierung dofir. Si fënnt dat eng wichteg gesellschaftspolitesch Reform. Si huet Verständnis fir d'Suerge vun de Betriber, besonnesch vun deene klengen a mëttleren. Si wëllt Käschtenneutralitéit. Vill interessant Propositioune goufen an de leschte Méint dozou gemaach.

Mir begréissen déi roueg an ausféierlech Diskussioun, déi déi zwee Ministere Biltgen an Di Bartolomeo mat de Sozialpartner an och zum Deel mam Statsminister gefouert hunn. Mir mengen, dass de Projet de loi dozou elo soll schnell déposéiert ginn, fir dass d'Diskussioun um parlamentaresche Plang öffentlech ugeet.

(Brouhaha)

Ech gesi Bewegungen op der Regierungsbänk.

(Hilarité et interruption)

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Et ass selte Bewegung op der Regierungsbänk.

(Hilarité)

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, ech hoffen, dass vill Bewegung op der Regierungsbänk ass.

Eng aner wichteg Reform ass dat neit Gesetz iwwert d'Immigratioun, dat dat bestehend vun 1972 ersetze soll, e Gesetz aus enger anerer Zäit, wou d'Welt nach anescht war. Haut gëtt et vill illegal Immigratioun. Et gëtt Zouwanderung aus Länner vu wäit ewech, aus anere Kulturkreesser, Leit mat anere Mentalitéiten a Relounen. Mir mussen déi illegal Zouwanderung bekämpfen, awer och d'Zouwanderung, déi mer brauchen, maîtriséieren. A mir mussen d'Zouwanderung zesumme mat der Integratioun gesinn. An duerfir mussen och erëm eng Kéier hei déi zoustänneg Ministeren a Servicer intensiv zesummeschaffen.

Dëst gëtt sécher eng vun deene schwieregsten Aufgabe vun de kommende Joren hei zu Lëtzebuerg an an Europa: d'Zougoen op d'Leit vun dobaussen an de Schutz vum Aarbechtsmaart heibannen, an nei Leit esou integréieren, dass hir Eegenheet respektéiert gëtt an dass si ons Eegenheeten a Wäerter respektéieren.

Här President, et ass e bësse méi roueg ëm den IVL ginn, ëm d'Integréiert Verkéiers- a Landentwécklungskonzept. Als en iwwergräifend Planungsmëttel ass dat Konzept vun der ganzer Politik begréisst ginn. Et ass wichteg, dass et bei alle gréisseren Entreprisen, wéi zum Beispill bei der Bekämpfung vun der Wunnengsnout iwwert de Pacte Logement, zesumme mat de Gemengen zum Droe kënnt.

Et soll jo e Plan sectoriel Logement opgestallt ginn, deen och festhale soll, wat fir Gemenge prioritär vum Pacte Logement profitéiere sollen. Mir ënnerstëtzen déi Mesurë vum Pacte Logement, déi - et ass scho gesot ginn - méi wäit gi wéi alles dat, wat bis elo als Incitatiounsmëttele vun der Regierung virgeschloe ginn ass. Et sinn och zum Deel méi koerzitiv Mëttelen dran. Ech mengen, an esou enger prekärer an extraordinärer Situatioun um Wunnengsmaart, wou mer sinn, wou mer d'Lëtzebuerger forcéieren, an d'Ausland wunnen ze goen, ass et scho justifiéiert, fir esou Mesurë mat eranzehuelen.

Mir mengen och, dass muss transversal genee gekuckt ginn, wann nei Wunnengen anzwousch kommen, wéi d'Verkéiersflëss sinn a wéi dann d'Infrastrukturen och opgestallt an développéiert musse ginn.

Här President, e leschte Punkt wëll ech nach uschwätzen, nämlech dee vun de Gesellschaftsreformen. Ech hunn et am Ufank scho gesot: All Gesellschaft muss sech a wesentlechen Haltungen a Mentalitéiten nei Gesetzer a Regele ginn, wann déi al iwwerholl sinn.

Mir begréissen, dass d'Gesetz iwwert d'duebel Nationalitéit kënnt. Dëst Gesetz ass ee Complément zu där grousser Mobilitéit, déi et an Europa gëtt. Lëtzebuerg huet Interesse drun, dass déi Leit, déi hei mat ons, niewent ons wunnen, schaffen, Kanner grousszéien, mat ons feieren, besonnesch wa se laang hei sinn oder souguer hiert Liewe laang, dass déi Bierger sinn an als Bierger matschaffen.

Dat geet iwwert d'europäesch Citoyennetéit bei de lokalen an den Europawahlen. Dat geet iwwert d'Nationalitéit bei de Chamberwahlen.

Fir d'LSAP ass d'Offer vun der duebeler Nationalitéit en Zougoen op Netlëtzebuerger, déi hei wunnen an déi mer gären esou wäit wéi méiglech integréiere géifen. Dat ass een dynamesche Prozess, deen net ofgeschloss ass mat dem Lëtzebuerger Pass, mä deen och duerno weidergoe muss. Duerfir muss d'Schwell, déi fir d'duebel Nationalitéit gesat gëtt, net esou héich sinn, dass bal keen herno doriwwer kënnt.

Op engem anere Plang denke mer och no iwwert d'Moderniséierung vun der Gesetzgebung vun der Scheedung, an enger Zäit, wou vill Mariagen - anescht wéi fréier - opgeléist ginn. Dozou gehéiert och d'Indivi-

dualiséierung vun de Pensiounsrechter, fir besonnesch de Fraen, déi net beruffstäteg waren, en dezent Liewen no der Scheedung ze erlaben.

Här President, d'LSAP begréisst och d'Eestëmmegkeet, déi hei an der Chamber besteet, fir d'Palliativmedezin an d'Stierfbegleedung gesetzlech ze regelen. Wat den Avortement ugeet, si bal 30 Joer nom Gesetz vun 1978 nach munch Fortschrëtter an der Ëmsetzung vun dësem Gesetz ze maachen.

Besonnesch bei deenen zwou leschte Reforme gëtt et Leit, och hei an der Chamber an dobaussen an der Gesellschaft, déi méi wäit wëlle goe wéi dat, wat elo an de Gesetzesprojeten dran ass. Och hir Usiichte sollen a Betracht gezu ginn. Och hir Usiichte solle respektéiert ginn, och wann een net d'accord mat hinnen ass.

Här President, iwwert de Klimaschutz an d'Bekämpfung vum Klimawandel wäerte mer an e puer Wochen am Detail schwätzen. D'LSAP dréit déi Politik, déi d'Regierung, a besonnesch den Ëmweltminister definéiert a realiséiert. Déi Politik gëtt et net zum Nulltarif. Si verlaangt vun alle Secteuren an alle Politiken Ustrengungen an Aschränkungen, Ëmstellungen am deegleche Liewen, a vun der Politik vill Kohärenz op ville Gebidder. Do sinn ech ausdrécklech mat eise gréngen Kolleegen d'accord, wa se dat monéieren.

Här President, fir ofzeschléisse wëll ech am Numm vun der LSAP d'Reformpolitik vun der Regierung begréissen. Mir erwaarden e schnelle Reformtempo an deenen nächsten zwee Joer. D'Zäit geet an onsem politesche System a mat deene laange Prozeduren ze schnell eriwwer. Dat gëllt ganz besonnesch an als Beispill fir d'Schoulpolitik a fir d'Reform vum Gesetz vun 1912. Mir erwaarden e Maximum vu Kohärenz vun der Reformpolitik tëschent all den Departementer an e Maximum am Asaz vun all deene Politiker, déi Responsabilitéiten op deem Plang hunn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Dann als leschte Riedner fir haut de Moien ass den honorabelen Här François Bausch elo un der Rei.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir diskutéieren déi Ried haut vun der Lag vun der Natioun an engem Kontext, dee sech haaptsächlech an deene leschte Méint verdäitlecht huet, dee folgenden ass, datt mer an enger Welt sinn, déi an engem ganz, ganz staarken Ëmbroch ass.

Mir hunn zënter elo scho méi laang absolut globaliséiert Mäert. Mir hunn eng Welt, déi kommunikativ total vernetzt ass, dat heescht, datt, egal wat wou op der Welt am Moment geschitt, d'Noriicht doriwwer sekonneschnell bal iwwerall an der Welt verbreet ass. Mir sinn an enger Dynamik, déi rasant ass. Kolossal wirtschaftlech, gesellschaftspolitesch, strukturell Ëmwälzunge sinn amgaangen.

An déi grouss Problemstellungen, déi dat begleeden - eiser Meenung no Problemstellunge vum 21. Jorhonnert -, sinn, datt mer trotzdeem nach ëmmer eng sozial ongerecht Verdeelung vum Räichtum op der Welt hunn, an zweetens datt mer enger Verknappung vu wichtegen natierleche Ressourcen entgéintginn, virun allem natierlech am Beräich Energie, mä och ëmmer méi am Beräich vum Waasser. Et dierft lech sécherlech net verwonneren, datt ech herno haaptsächlech op deen éischten Aspekt nach eng Kéier am Detail wäert zréckkommen.

D'Mënschheet steet also viru gewaltegen Aufgaben, viru gewaltegen Erausfuerderungen. An dës Dynamik an dës Problemstellung musse mer versiche positiv unzegoen. Mir mussen et fäerdeg bréngen, positiv Visiounen ze entwéckelen. Et dierf net esou weidergoen, datt mer den Androck vu Panik vermëttelen, vu Weltënnergang. Och wann d'Problemer nach esou grouss sinn, esou gëtt et keng vun deenen, déi am Moment beschriwwe ginn, wou et net positiv Léisungsusätz an Zeenarioen entretemps gëtt, déi beschriwwe ginn, déi et eis erlaben, aus deenen Zeenarioen do eppes Positives, wéi gesot, och herno ze maachen.

A fir ze verdäitlechen natierlech, datt een an esou engem komplexen a komplizéierten Ëmfeld net ka méi esou handelen, wéi wann een eleng op der Welt wär, dat brauch ech jo sécherlech heibanne kengem ze soen, scho guer net, wann een zu engem Land gehéiert, wat eng vun deene klengsten Natiounen op dësem Äerdball ass.

Duerfir si mir Gréng och dovun iwwerzeegt, datt mer eng handlungsfäeg Europäesch Unioun méi wéi jee brauchen. Mir sinn och der Iwwerzeegung, datt d'Europäesch Unioun muss de Modell gi vun enger sozialer, demokratescher an nohalteger Entwécklung. Mir hunn déi Méiglechkeeten. Mir hunn dat Potenzial. 27 State mat 500 Milliounen Awunner, dee kafkraaftstäerkste Bannemaart weltwäit.

Wie soss wann net d'Europäesch Unioun mat deem ganzen historesche Ballast, dee mer op eise Schëlleren droen, vun deem wat den engleschen Historiker Eric Hobsbawm an engem exzellente Buch beschriwwen huet: „Das Zeitalter der Extreme", vum 20. Jorhonnert, wou et haaptsächlech ëm den europäesche Kontinent geet, a mat all deem Misär, deen dee Kontinent huet misse matmaachen am 20. Jorhonnert, wie soss also wann net dëse Kontinent kann op de Léiere vum 20. Jorhonnert dozou bäidroen, datt mer déi schwiereg Aufgaben, déi komplex Aufgaben, déi mer an der Welt ze bewältegen hunn am 21. Jorhonnert, an engem Sënn bewältegen, datt mer effektiv net déi nämlecht Feeler maachen, wéi am 20. Jorhonnert, an datt dat 21. Jorhonnert net och zu engem Zäitalter vun den Extremer gëtt?

Et huet mech duerfir ebe gefreet ze héieren, datt mer ugedeit kritt hu gëschter an där Ried, datt en neien Elan geholl gëtt bei der EU-Verfassung, haaptsächlech bei der Reform vun den EU-Institutiounen. Och mir wéisste selbstverständlech gär am Detail - a mir hoffen, datt mer déi Diskussioun an deenen nächste Wochen a Méint hei kréien -, a wéi eng Richtung datt et geet. Et dierf net an eng Richtung goen, datt dat, wat mer hei zu Lëtzebuerg iwwer Referendum ofstëmme gelooss hunn, total dovunner ofwäicht. Ech mengen, do si mer eis alleguerten eens.

Wichteg war awer ze héieren, datt beim soziale Kader staark soll nogebessert ginn. Ech mengen, datt dat wierklech dat wichtegst Element ass, well et ass grad dee Volet, deen zu villen Diskussiounen an Europa gefouert huet.

A mat Sécherheet war dat och dee Volet, deen an zwee Länner zu Échece bei Referende gefouert huet. Duerfir menge mir och, datt, wa mer et do fäerdeg bréngen, Zeechen ze setzen an ze weisen, datt et eis eescht gemengt ass an der Europäescher Unioun, da si mer och positiv gestëmmt, datt mer bis virun den Europawahlen 2009 hei déi Reformen an Europa op de Wee kréien, déi mer brauchen, fir datt eben déi Europäesch Unioun dee Modell am 21. Jorhonnert gëtt, deen absolut noutwendeg ass, fir datt mer an der Welt net a verschidden Hisiichte géint d'Wand lafen.

Ech hunn awer gesot, eng vun de Problemstellunge vum 21. Jorhonnert, fir net ze soen eng vun de ganz grousse Problemstellunge vum 21. Jorhonnert wär d'Verknappung vun de Ressourcen, do virun allem natierlech d'Energie, mä och d'Waasser. Mä ech menge virun allem d'Energieversuergung oder d'Aart a Weis wéi mer mat Energie ëmginn ass do ganz bedeitend.

A wann ech domadder wëll ufänken a menger Interventioun, dann ass et net, well - wéi dat dann oft a gär gemengt gëtt - dat iergendwéi eppes mat Ëmwelt a mat Klimaproblematik ze dinn huet, mä just de Contraire, well ech der Meenung sinn, datt déi traditionell Siichtweis an Denkweis entre-temps längstens iwwerholl ass a falsch ass, mä datt déi Problematik vun der Verknappung vun eise Ressourcen, virun allem den Ëmgang mat der Energie an d'Energieknappheet, eng knallhaart Wirtschafts- a Finanzproblematik ginn ass an an deenen nächste Joren nach vill méi wäert ginn, an datt, wa mer déi nächst zéng, 15 Joer net déi richteg Décisiounen huelen an net oppassen, wat mer do maachen, dat dann och wäert eng ganz knallhaart sozial Konnotatioun kréien, awer dann net am positive Sënn, mä éischter, fäerte mir, an engem ganz negative Sënn.

Mir bedaueren duerfir och, datt d'Energieproblematik nach ëmmer net verstane gëtt, datt eigentlech déi Thematik wéi e roude Fuedem queesch duerch all Beräicher vun der Politik misst goen, datt et, wéi gesot, misst an d'Richtung goe fir wierklech all Beräicher vun der Politik an den Déngscht ze stelle vum Ausstieg aus de fossilen Energieträger, an dat, wéi gesot, net nëmmen aus Klimagrënn, mä haaptsächlech och aus wirtschafts- a finanzpolitesche Grënn.

Eis Ekonomie vun haut ass gréisstendeels oder haaptsächlech op zwee fossil Energieträger opgebaut: Dat eent ass de Pëtrol, dat anert ass de Gas. De gesamte Fonctionnement vun eiser Ekonomie ass am Moment dovunner ofhängeg. Ech brauch jo kengem méi hei ze beschreiwen, datt ech, wann ech dorunner denken, net nëmmen un d'Produktioun als solches, mä och un d'Transportweeër denken. Dee ganze Volet vun enger Just-in-time-Economy an där mir haut liewen, wou den Transport eng wichteg Roll spillt, alles dat hänkt mateneen zesummen an hänkt vun deenen zwee fossilen Energieträger do of.

Wann ech da liesen, do gëtt et déi ënnerschiddlechst Etüden de Moment, mä plus ou moins gi se awer all ëmmer méi an déi nämlecht Richtung, inklusiv Studien, déi vun de Pëtrols- a Gaskonzerner, dat heescht vun deenen, déi och finanziell Interessen hunn, selwer entre-temps an d'Fënster gestallt ginn, da muss ee feststellen, datt mer beim Pëtrol nach ongeféier e Sputt vu 40 Joer hunn, an datt de sougenannten Oil peak, dat heescht d'Spëtzt vun der Förderung, 2008 bis 2010 wäert erreecht ginn. Dat heescht, et kann een 100%eg dovunner ausgoen, datt mer ab 2010 ufänken de Bierg erofzefuere bei de Reserven, dat heescht, datt et a Richtung vu Knappheet geet, an datt gerechent gëtt, datt ëm 2050 d'Spill aus ass.

Beim Gas hu mer e bësse méi Sputt. Do gëtt mat 70 Joer gerechent. Beim Peak gëtt domat gerechent, datt en tëschent 2025 an 2030 erreecht gëtt an de Spillraum bis ongeféier 2080 geet.

An ech brauch jo heibanne sécherlech kengem ze soen, wat an enger Maartwirtschaft geschitt, wa mer et bei de Rohstoffe mat enger Raritéit ze dinn hunn. Wa mer bei Rohstoffer mat enger Raritéit ze dinn hunn an enger Maartwirtschaft, dann ass et kloer, da ginn d'Präisser onweigerlech kontinuéierlech an d'Luucht. An dat huet iwwerhaapt näischt mat politeschen Iwwerleeungen ze dinn oder mat Mesuren ze dinn, déi een aus iergendwelleche politesche Grënn géif huelen.

Dat heescht am Kloertext, fir nach eng Kéier op déi Zuelen zréckzekommen, op déi Datumen zréckzekommen, datt een ab 2010 - mä souwisou muss een, wann ee beim Pëtrol kuckt, jo, déi lescht zéng Joer d'Evolutioun kuckt, dann ass et nëmme kontinuéierlech de Bierg op gaange mat de Präisser -, mä et kann een dovun ausgoen, datt et ab 2010 riskéiert nach vill méi rasant de Bierg op ze goen. Dat, wéi gesot, onofhängeg vun deem, wat iergendwou politesch décidéiert gëtt, aus politeschen Erwägunge ronderëm déi fossil Energieträger décidéiert gëtt.

Dat heescht also an der Konsequenz: D'Präisser vum Pëtrol ginn ab 2010 massiv erop. Beim Gas wahrscheinlech ab ongeféier 2030. Woubäi een awer hei nach muss derbäisoen, datt dat doten Zeenarie sinn, déi berechent gi sinn a Fonctioun vun der ekonomescher Dynamik vun deene leschten zéng, 15, 20 Joer. Dat heescht, datt net am leschten Ausmooss agerechent ass, wat et wäert bedeiten, wa China oder Indien deen nämlechte Modell vun der Ekonomie noahmen, mat deenen nämlechten Technologien, loosse mer emol unhuelen, wéi mer se haut hunn an deenen héich industrialiséierte Länner insgesamt, wéi Nordamerika oder Europa.

Dat heescht, wa mer et net fäerdeg bréngen, an deenen nächsten zéng, 15, 20 Joer China an Indien zum Beispill - wat déi gréissten opstriewend Marchéë si mat deene gréisste Populatiounen - vun engem Modell ewechzekréien, deen eisen am Moment ass, da kann een dovun ausgoen, datt d'Knappheet vun deenen dote Ressourcen nach méi séier wäert kommen, an deementspriechend d'ekonomesch Konsequenzen nach méi dramatesch wäerte sinn.

Et ass also kloer: Den Ausstieg aus de fossilen Energieträger, dat ass net nëmmen eng Klimaproblematik, mä et ass eng knallhaart Wirtschafts- a Finanzproblematik. An alleguer déi, déi dat net wëlle verstoen, oder déi de Kapp wëllen an de Sand stiechen, déi maache sech d'Liewen einfach, an déi verspille ganz einfach d'Zukunft vun där nächster Generatioun. Duerfir menge mer och, datt een déi ganz Energieproblematik wirtschaftspolitesch muss kucken, an datt och all Léisungsvirschléi, déi mer déi nächst zéng, 15 Joer mussen do huelen, ëmmer an de wirtschaftspolitesche Kontext gesat musse ginn.

Et ass op villfältegem Niveau, wou mer der mussen huelen. Mir mussen der um Niveau vun der Produktioun selwer huelen; haaptsächlech wann ech un d'Stroumhierstellung denken. Mir mussen der huelen um Niveau vum Transport; ob dat den Auto ass, de Fluchverkéier - de gesamten Transport fält do drënner; an d'Baubranche. Also, et kéint een déi Lëscht hei wierklech queesch duerch d'ganz Ekonomie weiderféieren. Et ass kee Secteur, deen net betraff ass.

Mir brauchen e gewaltege Rekonversiounsprogramm. Mir musse kucken, datt mer deen an deenen nächsten zéng, 15 Joer hikréien. A mir kënnen en och hikréien. Et gëtt entre-temps Technike genuch, déi eis et wäerten erlaben, deen Ausstiegszeenario aus de fossilen Energieträger hinzekréien. Et gëtt Techniken, déi sinn haut schonn do, an anerer sinn am Entwécklungsstand. A wa mer genuch dran investéieren, kënnen déi ganz schnell och maarttauglech gemaach ginn, fir datt se relativ séier kënnen agefouert ginn.

Mir sinn och als Gréng iwwerzeegt, datt et eng ganz Rei Länner gëtt, déi wäerte massiv an déi dote Richtung goen. Déi wäerten déi dote Beräicher massiv förderen an déi wäerten dat och hikréien. Et bitt sech deemno also fir all Land, donc och fir Lëtzebuerg, eng eenzegaarteg wirtschaftlech Opportunitéit do hannendrun. Mir sinn hei um Virowend vun der drëtter industrieller Revolutioun. An dat muss ee sech emol eng Kéier am Kapp virstellen, an och vergläichen, wat déi zweet an déi éischt industriell Revolutioune waren, déi mer jo net esou laang ofgeschloss hunn.

Wa mer wëssen, datt mer um Virowend dovunner stinn, a wa mer wëssen, datt mer eis zumools hei zu Lëtzebuerg musse wirtschaftlech diversifizéieren, datt mer mussen Aarbechtsplaze schafen och an anere Secteuren - ech kommen nach drop zréck -, fir kënnen eise Wuelstand ze erhalen, da kommt mir notzen dach déi Chance fir Lëtzebuerg! Mir hu se, well mir hunn eng Rei Atouten, firwat mer se duerchweegs kënne gutt notzen.

Wat sinn déi Atouten?

Éischtens: d'Finanzplaz. D'Finanzmäert wäerten an där Rekonversioun do eng ganz bedeitend Roll spillen. Et gëtt e grousse Financier ënner anerem, een, deen ech nëmme wëll erausgräifen, de Schwäizer Schmid Heini, deen huet schonn an den 90er Jore Bicher driwwer geschriwwen an Initiative geholl, fir de Bankesecteur an de Finanzsecteur ze iwwerzeegen, datt de Kurswiessel an deem dote Beräich misst virun allem iwwert d'Finanzmäert goen.

Entre-temps, Dir braucht nëmmen d'Wirtschaftssäiten ze liese queesch duerch all Presseorganer, da kënnt Der feststellen, datt am Finanzsecteur deen dote Beräich ëmmer méi eng bedeitend Roll wäert spillen. D'Investisseure wäerten an Zukunft ëmmer méi verlaangen, datt d'Banken nëmmen nach an déi Secteure Kreditter ginn, déi fäeg sinn déi heiten Défien an Zukunft ze bewältegen. Dat heescht, déi Entreprisen, déi hei Virreider sinn, wäerten déi sinn, déi am meeschte kreditttauglech si fir déi doten Zukunftsmarchéen.

D'Assurancëgesellschafte sinn amgaange sech ganz, ganz serió ze iwwerleeën, wéi se sech kënne Réckgarantië schafen iwwer Assurancen, déi an Zukunft wäerten ofgeschloss ginn, fir déi déi doten Aspekter eng wichteg Roll spillen, datt een do muss kënne virweisen, datt ee kee Risikokandidat ass fir d'Zukunft.

Dat heescht, mir sinn der fester Iwwerzeegung, datt de Finanzsecteur do eng grouss Roll ka spillen, haaptsächlech och wann et drëms geet, fir an deenen nächsten zéng, 15 Joer Risikokapital zur Verfügung ze stellen, fir iwwerhaapt Kapital zur Verfügung ze stellen. Mir hunn ee vun deene bedeitendste Finanzsecteure vun der Welt. Kommt mir notzen deen duerfir, fir dee geziilt mat anzebannen, anzesetzen, fir esou e Secteur wéi dat doten heihinner op Lëtzebuerg ze kréien.

Den zweeten Atout ass d'Uni Lëtzebuerg. Mir sinn amgaang eng Uni Lëtzebuerg opzebauen. A mir wëlle jo virun allem eng Uni opbauen, déi op héijem Niveau schafft, déi an der Fuerschung ganz staark täteg ass. Mir hu jo och alt bei enger Debatt hei an der Chamber, wou mer e bëssen ofgestach hunn, wat déi eenzel Felder solle sinn, an där d'Recherche soll betäteg ginn, décidéiert, datt deen dote Volet absolut dora gehéiert. Da musse mer et och fäerdeg bréngen, do där Uni, an der Recherche, déi do gemaach gëtt, wierklech nach vill méi eng zolidd Héllefstellung ze ginn, fir datt mer grad deen dote Volet mat do beschäftegen.

Drëtten Atout ass: Mir hunn den Headquarter zu Lëtzebuerg vum gréisste Stolkonzern weltwäit. Och d'Stolindustrie spillt an där Rekonversiounsdiskussioun hei eng wesentlech Roll. An Dir braucht nëmmen ze kucken, wou och ënner anerem Arcelor-Mittal entre-temps ufänkt ze investéieren.

Entre-temps gëtt och do versicht ze diversifiéieren, inklusiv am Energieberäich, fir an den Energieberäich eriwwerzeklammen. Ma, kommt mir notzen duerfir och deen Atout, dee mer do hunn, fir an deem dote Beräich eppes ze maachen!

Et feelt eis eigentlech nëmmen d'Entwécklung vun enger nationaler Strategie, fir datt mer mat deenen dräi groussen Atouten, déi mer hunn, déi Zukunftsmarchéen, déi do wäerte kommen, besetze kënnen. Mir mussen am Fong näischt aneschters maachen, wéi deen Innovatiounsgeescht erëm un den Dag ze bréngen, dee mer ëmmerhin ufanks den 80er Joren haten, wou mer zum Beispill an d'Satellittegeschäft agestiege sinn, wat jo och fir déi Zäit - muss ee soen - keng evident Saach war, a wou einfach d'Politik couragéiert Décisiounen an deem Beräich geholl huet, wou mer haut gesinn, datt déi eis vill bruecht hunn. Hei ass genausou e Secteur. Kommt mir gräifen deen haut un! Da si mer sécher, datt mer op der gewonnener Säit sinn, ekonomesch.

Am Juni am Kader vum EU-Ëmweltsommet zu Berlin wäert déi däitsch Présidence eng Studie virleeën, déi se beim däitschen Unternehmensberater Roland Berger an Optrag ginn huet, wou analyséiert soll ginn - déi Studie ass schonn eng Rei Méint amgaang, déi wäert am Juni ofgeschloss ginn -, wivill Aarbechtsplazen an deem dote Secteur an Zukunft kënne geschafe ginn.

An enger Virbemierkung zu deem Ganzen huet de Roland Berger virun e puer Wochen op enger Pressekonferenz gesot, datt haut schonn an der Bundesrepublik Däitschland eng Millioun Leit an deem Beräich beschäftegt sinn. An hien huet ugedeit, datt an der Studie wäert erauskommen, datt 2020 an der Ëmweltbranche méi Mataarbechter wäerte sinn, wéi an der ganzer Auto- a Maschinnebauindustrie an Däitschland zesummen. Dat muss ee sech emol virstellen, wou mer do stinn, u wat fir engem Virowend mer do sinn, wa mer wëssen, wat an der Bundesrepublik Däitschland de Maschinnebau an d'Autosbranche duerstellt!

Dat heescht, déi Studie wäert am Juni erauskommen an op deem Sommet op den Dësch kommen. Do wäert eng Dynamik lassgetréppelt ginn. A mir dierfen et net verpassen derbäi ze sinn, wann definéiert gëtt, datt déi dote Branche zum Jobmotor gëtt vun deenen nächste Joren. Mir brauchen eng Diversifizéierung vun eiser Ekonomie. Mir mussen Aarbechtsplaze schafen. A grad do kënne se geschafe ginn. Mir mussen eis dann awer och d'Moyenen duerfir ginn.

Datt mer dës Diversifizéierung brauchen, dat beweise jo eis Statsfinanzen. An ech muss soen, ech deelen absolut déi Analys, déi gëschter hei gemaach ginn ass, datt trotz engem Wuesstum vu 6,2% an deementspriechende steigende Finanzeinnahme vum Stat kee Grond besteet zur Euphorie. Absolut keen! Well mir sinn effektiv an engem Zeenario hei zu Lëtzebuerg, dat ass schwéier no baussen ze vermëttelen. Mä et ass awer reell, datt déi 6,2% Wuesstum eigentlech, wann een déi einfach esou an d'Fënster stellt, e komplett falscht Bild ofginn, wat hei zu Lëtzebuerg lass ass, well eben de Gros vun deem Wuesstum just iwwert dee Finanzsecteur kënnt.

Ech hu bei de Budgetsdebatten am Dezember hei gesot, mir kënnen entre-temps quasi d'Recettë vum Stat verfollegen a Fonctioun vun der Evolutioun vum Cours vun der Bourse, an ech louch jo net falsch domadder. D'Resultater leien hei um Dësch an, dat kënne mer haut scho viraussoen, och 2007 ass e gutt Joer oder wäert, wéi et ausgesäit, wann et esou weidergeet, et gutt Joer ginn op der Bourse, donc wäerten d'Statsfinanzen 2007 och gutt ginn.

Dat heescht, mir sinn an engem Zeenario, wou een am Fong natierlech ka frou driwwer sinn, datt mer doduerjer esou gutt dostinn, mä deen awer eigentlech d'Realitéit verfälscht, wat um Terrain lass ass, well mer eben hei zu Lëtzebuerg eng terribel monolithesch Wirtschaftsstruktur hunn an eng enorm Ofhängegkeet hu vun engem eenzege Secteur. A mir hu jo och Zäiten elo erlieft, an dat ass jo nach net esou laang hier, wou mer konnte feststellen, wat ka passéieren.

Mir sinn an enger Situatioun, wou mer, wa mer an enger europäescher oder weltwäit gudder Konjunktur sinn, eng iwwerméisseg gutt Konjunktur an en iwwerméisseg gudde Wuesstum hunn duerch deen dote Secteur. Mä mir sinn awer och genausou gutt an der Situatioun, wann eng schlecht Konjunktur kënnt, datt mer en iwwerméissegen Abroch kréien a riskéieren en iwwerméisseg schlecht Resultat ze maachen.

Ech wëll nëmmen drun erënneren, datt mer vun 2000 op 2001 vun 9,2% Wuesstum op ënner 2% bannen engem Joer ofgestierzt sinn. An ech soen lech, mir kënne frou a glécklech driwwer sinn, datt déi Minikris, déi dat jo awer da schlussendlech war, net méi laang gedauert huet, datt se effektiv sech op zwee bis dräi Joer beschränkt huet an datt déi Relance erëm séier zréckkomm ass.

Well wa mer eng Kéier eng Situatioun haut kréichen, wéi mer se haten, zum Beispill tëschent 1977 an 1984, da soen ech lech, da gëtt et ganz séier ellen am Statsbudget; da gëtt et ganz séier geféierlech a problematesch, fir d'Enner nach beieneen ze kréien.

Duerfir ass et och haut fir eis Gréng ganz kloer, datt eng absolut Prioritéit dragesat muss ginn, datt déi Mehreinnahmen, déi mer hunn, net genotzt gi fir grouss Verdeelungsaktiounen, mä fir eppes weiderzebréngen, nämlech éischtens d'Diversifikatioun vun eiser Ekonomie, an zweetens d'Behiewung vun de strukturellen Defiziter, déi mer hunn. A mir hunn der eng ganz Rei zu Lëtzebuerg, déi ënner anerem och domat ze dinn hunn, datt mer bei deem éischte Volet net richteg weiderkommen.

Deen éischten ass Schoul inklusiv Uni a Fuerschung, deen zweeten ass de ganze Klima- an Energieberäich, deen drëtten ass Transport a Verkéier an dee véierten ass de Wunnengsbau.

Dat sinn eiser Meenung no déi grouss Bléck, ëm déi et sech dréit, wou mer mussen investéieren.

Duerfir ass et fir eis och kloer, datt an der Steierpolitik mer net sollen higoen an deenen nächste Joren a massiv verdeelen. Sécherlech kann een eng Rei Saache maachen, mä mir sollen net massiv verdeelen. Mir sinn eigentlech frou driwwer, datt d'Regierung ugekënnegt huet gëschter - mir hate Suergen d'lescht Joer, datt et och an eng aner Richtung hätt kënne goen -; mir sinn also frou driwwer, datt d'Regierung hei éischter moossvoll Steierupassunge virhuele wäert an donc net op en anere Wee geet.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Ech sinn iwwregens an deem Sënn frou, datt dat, wat mir als Gréng scho laang hei soen, datt mer net nëmmen e Problem mat den Dépensen hunn, mä datt mer och e Risiko bei de Recetten hunn, entre-temps unerkannt ass. Vu gëschter un ass et definitiv unerkannt: Mir hunn och e Problem bei de Recetten. Net an deem Sënn, datt mer elo am Moment ze wéineg Recetten hätten, mä datt eis Recetten immens volatile sinn an datt se eis ganz rapid kënnen abriechen. Et ass dat wat mir als Gréng zënter Jore versichen hei an dësem Parlament ze soen.

Ech wëll op d'Dépensen an op déi strukturell Problemer bei den Dépensen, virun allem am Kontext sozial Sécherheet, déi mer sécherlech och hunn, iwwert déi mer musse schwätzen, haut net agoen. Mäi Kolleeg Félix Braz huet am Numm vun eiser Fraktioun eng Interpellatioun gemaach, wou mer d'Regierung op deem Thema interpelléiert hunn. Si ass jo ugeholl ginn. Mir wäerten duerfir am Hierscht d'Geleeënheet kréien, do am Detail driwwer ze schwätzen. Dofir kënne mer dat elo emol haut ausklammeren.

Ech wëll just eben dann awer, wann ech bei de Recettë bleiwen, soen: Sou erfreet wéi ech och sinn, datt keng Géisskanpolitik walte gelooss gëtt bei de Steierupassungen zum Beispill, datt mer awer enttäuscht sinn driwwer, datt bei engem Volet näischt wäert geschéien oder zumindest am Moment emol näischt nach ugekënnegt ass. Dat ass, datt mer bei der ekologescher Steierreform net wäerte weiderkommen.

Mir sinn amgaang eppes ze maachen, wat eiser Meenung no problematesch ass a wat och d'Erklärung ass fir eng Rei Elementer, déi gëschter hei an der Ried och vum Statsminister ugeschwat gi sinn, nämlech vun enger Rei Mesuren, déi geholl gi sinn, déi mir awer richteg fannen, wëll ech ganz kloer soen, an hannert deene mir stinn, ob dat den Cent um Bensin oder d'Reform vun der Autossteier ass, mä datt déi dobaussen natierlech net mat immens grousser Léift opgeholl ginn.

Mir mengen, datt et falsch ass fir weiderzefueren, esou isoléiert eenzel entweder Steieren ze erhéijen oder Mesuren anzeféieren, déi dann an dee gesamte Kontext zur Klimaenergie sollte gestallt ginn.

Mir mengen, datt et méi sënnvoll wär, wierklech eng gesamt ekologesch Steierreform ze maachen, déi op fënnef Pilierë misst opbauen:

Mir missten als Éischt eiser Meenung no Zilsetzungen definéieren: Wat wëlle mer iwwerhaapt erreechen? Wat wëlle mer erreechen an zéng, 15 oder 20 Joer?

All Länner, déi de Moment iwwer Klima an Energie diskutéieren, maachen dat. Et gëtt souguer Länner wéi zum Beispill England, déi wëllen op de Wee goe fir carrément e Gesetz ze verofschiden, wou fir déi nächst 50 Joer d'Zilsetzungen iwwer Gesetz definéiert ginn. Ech wëll net behaapten, et misst een esou wäit goen.

Et gëtt awer och aner Länner wéi Schweden, déi hunn och ganz kloer Zilsetzunge gesat an dann deementspriechend all hir Mesuren, dat heescht och de Steiersystem versicht dorunner ze orientéieren. Dat heescht, kloer Zilsetzungen definéieren, fir iwwert dee Wee och deen Ëmdenkungsprozess, dee mer jo wëllen erreechen - mir maachen dat jo net aus iergendwelche Grënn; mir maachen dat, well mer wëllen en Ëmdenkungsprozess, en anert Verhalen erreechen -, datt dat och novollzéibar ass an datt mer dat och hikréien.

Zweete Pilier ass, datt bei der Besteierung op verschidden Niveauë misst natierlech gekuckt ginn, datt de Principe Pollueur-payeur géif spillen, dat heescht, datt déi, déi verschwenden, missten do am meeschte bestrooft ginn. Mä datt dann awer gläichzäiteg an drëtte Pilier misst funktionéieren, datt déijéineg, déi sech gutt oder besser oder ëmmer besser verhalen, belount gi fir hir Saachen.

Dat heescht, et muss jo drop erauslafen, eng ekologesch Steierreform huet jo net zum Zil, fir mëttelfristeg einfach méi Recetten an d'Statskeess ze kréien. Et huet jo zum Zil, fir datt se mëttelfristeg soll erofgoen, an duerfir, soe mir, solle mer se esou ausgestalten, datt se am Fong opkommensneutral ass. Dat heescht, datt déi Suen, déi een op där enger Säit erakritt, op där anerer Säit ënner iergendenger Form erëm un d'Leit zréckfléissen.

An do mussen déi Mechanisme spillen. Engersäits mussen déi besser ewechkommen, déi sech gutt verhalen, an déi schlechter ewechkommen, déi sech net esou verhalen.

Véierte Pilier, dee mer da kéinten emol eng Kéier och anescht diskutéieren, dat ass de sozialen Ausgläich, dee mer musse schafen. Mir wëssen, datt mer hei ënnerschiddlech Kategorien hu vu Leit, déi op ënneschtem Revenusniveau leien. Fir déi kënne verschidde klengste Verännerungen an hirem Akommes zu dramatesche Konsequenze féieren.

Eréischt wa mer et global uginn, iwwer eng ekologesch Steierreform, kënne mer och Mechanismen eiser Meenung no entwerfen, fir datt mer esou e sozialen Ausgläich kréien, datt mer déi dote Kategorie vu Leit geschützt kréien.

An dann e fënnefte Pilier: Dat wär, datt, well mer jo awer wëssen, datt mer eng Zäit laang och Mehreinnahme kréien - well ier den Ëmdenkungsprozess, virun allem bei de Groussverschwender, funktionéiert, kréie mer méi Recetten -, déi Recettë solle genotzt gi fir de Strukturwandel, dee mer brauchen, ze finanzéieren. Ech wëll nëmmen ee Stéchwuert erausgräifen.

Mir hu gëschter an och haut de Moie schonn an e puer Rieden am Transportberäich eng onwahrscheinlech Wonschlëscht hei opgedëscht kritt. Mir kënnen als gréng Fraktioun alles dat, wat hei gesot ginn ass, mat ënnerschreiwen. Mä déi Wonschlëscht, déi wäert eis awer en zolitte Batz Geld kaschten an den nächste Joren. Ech mengen, datt een do iwwert dee Wee jo och de Leit dee Moment eppes zréckgëtt, wann een esou Gelder notzt, an et kann een dat beleeën, datt een déi notzt fir de Strukturwandel, haaptsächlech am Transportberäich, ze finanzéieren.

An duerfir, ënnert dem Stréch, an dat ass dee leschte Punkt, iwwergräifend, deen heizou gehéiert: Mir kéinten och iwwer eng ekologesch Steierreform am Steiersystem eppes änneren, nämlech datt mer den Drock ewechhuele vun der Besteierung vun der Aarbecht a méi eriwwerginn zur Besteierung vun de Ressourcen; wat sécherlech och am Intérêt wär vun Aarbechtsplazen an Aarbechtsplazbeschafung.

Ech kommen dann, Här President, zum Punkt vum Tanktourismus. Do gëtt jo och de Moment villes diskutéiert, an ech behaapten emol, datt déi Leit, déi eis de Moment zielen oder eis wëlle wäismaachen, datt een entweder näischt soll maachen, de Kapp an de Sand stiechen, oder soen, et wär kee Problem, oder mir hätten nach gutt Zäit, datt dat déi Zort Leit sinn, déi déi extrem Léisunge favoriséieren. Well déi wäerten dann an zéng, 15 Joer, wa mer dohinnerdümpelen, bis mer op de Punkt kommen, wou mer drastesch gezwonge ginn, eppes ze maachen, de Leit missen erklären, datt se elo vir bäi an hanne widder stinn, mam Réck zur Wand stinn a wierklech mussen drastesch Mesuren huelen, fir dee Problem do an de Gréff ze kréien.

Dat heescht, de Contraire ass de Fall. Déi, déi elo wëllen handelen - a mir si frou, datt d'Regierung hei ukënnegt, datt se bereet ass ze handelen -, dat sinn d'Realisten. Dat sinn déi, déi net wëlle waarden, bis d'Kar am Dreck stécht, an zéng oder 15 Joer. Dat sinn déi, déi wëllen dës Zäit notzen, fir e rouegen a luesen Iwwergank ze kréien an eng aner Situatioun.

An ech hu jo och gesot virdrun, et ass jo net nëmmen de Problem vum Klima, deen eis hei zum Handelen zwéngt, mä et ass och de Problem vun der Verknappung vun de Ressourcen, deen eis hei zum Handelen zwéngt. Duerfir brauche mer een zäitorientéierten Ausstieg aus deem do Beräich.

Mir brauche wierklech relativ séier ee Strukturwandel an deem do Beräich. A mir mengen och duerfir, datt déi Mehreinnahmen, déi mer nach eng Zäit wäerte sécherlech kréien - kee Mënsch ass der Meenung, datt vun haut op muer déi Recette do wäert abriechen, mä mir sollen awer elo schonn dofir suergen, datt déi Recetten do genotzt gi fir de Strukturwandel och ze finanzéieren, dat heescht, fir d'Alternativen ze finanzéieren.

An duerfir, Här President, ass meng Konklusioun ganz kloer: D'Populiste sinn an deem doten Dossier déijéineg, déi de Lëtzebuerger de Moment wëlle gleewen dinn, datt dat iwwerhaapt kee Problem ass an datt ee kéint weiderfuere wéi bis elo.

Här President, mir brauchen am Beräich Klimawandel éischtens Verständnis an Informatioun vun de Leit. D'Verständnis fänkt un ze kommen, bei der Informatioun hapert et nach e bëssen. Et ass e komplext Thema, et muss ee vill erklären, duerfir ass deen éischte Punkt ganz wichteg.

Zweetens, d'Leit brauchen Hëllefestellung.

Mir brauchen drëttens e grousse Moossnamepaket, deen zilorientéiert, och laangfristeg ausgeriicht ass, net nëmme kuerzfristeg.

Mir brauchen also véiertens kloer Ziler an en Zäitplang. An duerfir ass eiser Meenung no och déi dote Problematik eng national Ustrengung wäert. Mir kënnen eis net méi op eenzel Mesurë beschränken.

Mir mussen effektiv hei och en Denken an en Handelen iwwert d'Parteigrenzen eraus kréien, ansonsten ass dee ganzen Défi do net ze bewältegen. Mir brauchen eng Abezéiung vun der Zivilgesellschaft, an et ass och aus deene Grënn, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, datt mir als Gréng eigentlech mengen, datt dat heiten esou eng wichteg national Aufgab ass, datt mer eigentlech eng Aart nationale ronnen Dësch bräichten, wou versicht géif ginn, éischtens emol dee Strukturwandel auszegestalten, d'Ëmsetzung ze diskutéieren, an datt mer dann dee Pakt, dee mer bräichte fir de Klima- an Energiewandel, an eenzel Mesurë weider no ënnen definéieren an och wäerten ëmsetzen.

Ech wëll dann nach e puer Wuert soen, Här President, zu der Fro vun erneierbaren Energien.

Wat mer do brauchen, dat ass Planungssécherheet an eng differenzéiert Ënnerstëtzung vun den erneierbaren Energietechnologien.

Planungssécherheet fir deen, deen investéiert, gëtt duerch eng längerfristeg Aspeiseregelung gesécher. Dëst ass jo endlech och elo vun der Regierung verstane ginn. Mir kënne se dozou nëmme begléckwënschen a mir begréissen dat.

Méi eng differenzéiert Ënnerstëtzung vun den ënnerschiddlechen Energiequellen ass och schonns eng laang Fuerderung vu sämtlechen am alternativen Energiesecteur schaffende Leit; och dat begréisse mer.

Et muss een awer bedaueren, datt säit den neie Reglementer net vill am Beräich vun den erneierbaren Energië geschitt ass. Souwuel a Fotovoltaik wéi a Wandmille goufe keng Projeten an de leschten zwee respektiv dräi Joer - wann een 2007 matrechent -, gebaut. Dëst ass kloer e groussen Échec vun dëser Regierung; dat muss een esou soe wéi et ass. En ass ausgeléist ginn duerch déi Ännerunge vun

deene Reglementer am Joer 2005 an duerch dee Vakuum, dee vill ze vill laang bestanen huet.

Et ass awer och ze hoffen, datt d'Reglementer méi wéi just dräi Joer Lafzäit wäerte kréien. Besonnesch fir d'Handwierksbetriber, an net nëmme fir déi, ass et wichteg, méi laang Lafzäite vun de Reglementer ze garantéieren. Et investéiert keen, wann no all dräi Joer d'Reglementer erëm op d'Kopp gestallt ginn. Och d'Investitiounshëllefen an anere Wirtschaftsberäicher gi jo schlussendlech méi laang wéi dräi Joer. Do sinn et oft fënnef oder meeschtens souguer zéng Joer.

Duerfir versti mer och dem Wirtschaftsminister seng Usiicht net, fir ze soen, hie wéilt hei net där nächster Regierung en Ee an d'Nascht leeën. Hei geet et dréms fir Vertrauen ze schafe par rapport zu Technologien, wat déi Technologië si vum 21. Jorhonnert. Mir mengen duerfir, datt een hei och eben dee ganze Kader, deen ee wëllt setzen, muss méi wéi iwwer dräi Joer eraus ausgestalten.

Mir mengen och, Här President, datt et falsch ass, schonn d'office vu vireran einfach ze soen, wa mer elo vun deenen 20% erneierbaren Energië schwätzen, déi sech jo als Zil gesat gi sinn an der Europäescher Unioun: Mir kënnen déi ni erreechen! Mir wëssen, datt et zu Lëtzebuerg natierlech schwéier ass, fir déi ze erreechen. Mä wa mer awer schonn d'office soen, mir erreeche se net an duerfir gi mer elo emol direkt Wandmillen an d'Belsch oder an Holland mat finanzéieren - wou mir net der Meenung sinn, datt een dat vläicht guer net soll maachen. Mä wat eis stéiert un deem Ganzen, dat ass, datt dat Signal elo schonn erausgeet vu vireran als eng Aart Kapitulatioun, wou gesot gëtt, mir kommen net iwwer 8% eraus, déi 20% erreeche mer ni, an duerfir kafe mer ons emol direkt erëm fräi, andeems mer mat am Ausland eppes finanzéieren.

Virun allem gëtt hei och ënnerschätzt, datt mer duerch Energieeffizienztechnike jo och d'Energieconsommatioun kënnen erofsetzen. Dat ass zum Beispill och ee Punkt, deen eis total feelt an der Strategie de Moment.

Et ginn eiser Meenung no guer keng Zilsetzunge gesat vun der Regierung wat d'Aspuerungen ubelaangt am Energieberäich. Mir wësse jo awer, datt do déi gréisste Potenzialer sinn. Och duerch nei Techniken, déi een asetzt an deenen nächste Joren. A wann een do Efforte mécht, da gëtt natierlech d'Relatioun bei der Energieproduktioun insgesamt vun de klasseschen Energieproduzenten par rapport zu den erneierbaren Energië jo och besser, duerch de Fait, datt een agespuert huet.

Mir fannen duerfir, datt dee ganzen Aspekt vun den Energiespuermoossnamen, vun der Energieeffizienz vill ze vill kuerz kënnt an der Strategie am Moment vun der Regierung.

Här President, ech kommen dann zum Volet Schoul a Chômage.

Et ass absolut richteg, wat hei beschriwwe gëtt, datt mer hei zu Lëtzebuerg e Problem hunn am Chômage an datt deen zu engem groussen Deel mat eiser Schoul, mat dem Qualifikatiounsniveau insgesamt ze dinn huet. Et gëtt jo och soss keng aner Erklärung.

Wa mer pro Joer 12.000 nei Aarbechtsplaze schafen a permanent 80% oder 90% vun deenen neien Aarbechtsplaze besat ginn duerch Frontalieren oder Auslänner, da muss de Problem anzwousch anescht leien an da kann e jo bal nëmmen op deem doten Niveau leien. Duerfir deele mer eigentlech och de Gros vun deem Zeenario, deen hei beschriwwe ginn ass vun der Regierung, wat d'Reforme sinn, déi an der Schoul missten ustoen.

Mir sinn effektiv der Meenung, datt déi Dräisproochegkeet zum Beispill een Avantage fir eis Schüler ass, mä datt se awer oft an eiser Schoul de Moment net als Avantage agesat gëtt, mä éischter en Handicap ass. Donc musse mer do eppes maachen.

Mir wëssen, datt eis Schoul Defiziter huet, wat d'sozial Kohesioun ubelaangt. Do muss eppes passéieren.

Ech muss awer soen, datt all déi Punkten, déi hei opgezielt gi sinn, déi och net nei sinn, inklusiv zum Beispill, datt déi lescht Regierung jo bei der Reform vum Gesetz vun 1912 schonn eng Kéier gescheitert ass, an dës Regierung och nach ëmmer net zu engem Enn komm ass an och riskéiert souguer ze scheiteren, jee no deem, well dës Legislaturperiod si jo nëmme méi zwee Joer Zäit, mä dann, Madame Minister, musse mer et emol nach duerch d'Parlament kréien.

Dat heescht, de Risiko ass reell, datt dës Regierung zwar vläicht, loosse mer soen e gudde Wëllen hat, och eng Rei interessant Pilotprojete lancéiert huet, mä datt doriwwer eraus déi grouss Reformen awer och erëm eng Kéier stieche bleiwen.

Eng Feststellung, Här President, déi muss een awer allerdéngs hei maachen, wann een déi Beschreiwung hei liest vum Premierminister vu gëschter, wat d'Schoul ubelaangt, déi jo net nei ass, déi jo scho méi wéi eng Kéier gemaach ginn ass:

Et kann ee sech wierklech froen, wann et esou schlecht ëm eis Schoul bestallt ass: Wou war dann d'Schoulpolitik an deene leschte 25, 30 Joer?

Well dat do ass jo eppes wat net vun haut a vu gëschter ass. Dat heescht, do si jo awer méi Regierungen a méi Ministeren, déi Responsabilitéiten haten. Duerfir, de Premierminister huet eng Kéier vum Logement gesot, dat wär ee vu senge gréissten Échecen a senger politescher Laufbahn: Ech mengen, an der Schoulpolitik wär et net schlecht, wann en dat och emol eng Kéier endlech géif unerkennen.

An der Gesellschaftspolitik, Här President, ware mer frou ze héieren, datt en oppene Geescht bei dëser Regierung soll bestoen.

Ech muss awer soen, iwwert déi ganz Fro Kanner, déi hei beschriwwe gëtt, hu mer zumindest eng Rei Befierchtungen an och eng Rei Bedenken.

Éischtens emol: Mir deelen och d'Aschätzung, datt d'Betreiungsstrukture fir Kanner insgesamt dat Wichtegst ass, wou muss nogebessert ginn an deenen nächste Joren. A mir mengen och - dat hunn ech scho méi wéi eng Kéier hei gesot, och am Kader vu Budgetsdebatten -, datt mer missten déi Geldzoulage fir Kanner iwwerdenken a méi eis Froe stellen, ob et net besser wär, datt een do manner gëtt oder éischter méi cibléiert handelt, dat heescht fir déi Leit, déi et wierklech brauchen, an een duerfir op där anerer Contrepartie bei den Infrastrukture méi mécht.

An Däitschland leeft de Moment eng Diskussioun; si ass laang Zäit an Däitschland vun deene Gréngen an och vun der SPD eleng gefuerdert a gefouert ginn. Elo ass d'CDU nogezunn. An engem rezenten éischten Entworf vun engem Programm, vun enger neier programmatescher Plattform, steet dra geschriwwen, datt Däitschland soll ustriewe fir an deenen nächsten zéng, 15 Joer flächendeckend Kannerbetreiungsméiglechkeeten ze schafen, an dat gratis. Ech soe gratis, dat heescht Crèchë gratis.

Mir wëssen awer alleguerten, datt een net kann d'Ham an d'Mëllech kachen oder alles hunn. Wa mer op dee Wee wëlle goen, a mir mengen, datt dat de richtege Wee ass, da musse mer bei de Geldzoulagen effektiv nodenken, an och iwwert de Pabeier, deen d'Demokratesch Partei virun e puer Deeg virgestallt huet. Do deele mir zu 100%, wat drasteet. Ech mengen, mir hunn dat och scho méi wéi eng Kéier hei gesot. Dat ass eigentlech de Wee, dee mer missten zesummen an den nächste Jore goen.

Wat de Volet ubelaangt vun de placéierten...

M. Charles Goerens *(DP)*.- E staarke Passage!

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Ech gi mer Méi, Här Goerens.

(Interruption)

Wat de Problem ugeet vun deene sougenannte Kanner en détresse. Dat ass jo och en Thema... Ech weess net, ob en erëm do ass, neen, et ass de Vizepresident, deen de Moment presidéiert, mä de Chamberspresident hat jo a senger fréierer Fonctioun an der leschter Legislaturperiod eng Spezialkommissioun aberuffe gelooss, déi huet geheescht „Enfants en détresse"...

(Interruption)

...„Jeunesse en détresse", pardon, do ass laang driwwer diskutéiert ginn. Quasi dee ganze Sozialsecteur ass defiléiert. Et ass och en décke Rapport verabschid ginn.

Mir hunn eis emol d'Méi gemaach - a mir wäerten dat nach eng Kéier méi am Detail maachen an deenen nächste Méint, well dat jo elo soll en Thema ginn -, fir d'Konklusiounen nozeliesen, wat do drastoung. An do hu mer misse feststellen, datt awer do, wat d'Konklusiounen ubelaangt, net vill ëmgesat ginn ass.

Ech muss soen, dat ass e Ressort, deen d'CSV och scho länger Zäit besetzt. Duerfir fannen ech et awer e bëssen einfach, wann een elo heihinner kënnt an dann dekretéiert een dat esou hei vun der Tribün erof, wéi wann dat elo nei erfonnt gi wär, en neie Problem, deen nei erfonnt gi wär, an datt een dofir elo misst schnell handelen.

Mä virun allem hunn ech Bedenken, well eng Tendenz bestanen huet - an dat sinn op alle Fall Informatiounen, déi mir vu Leit kritt hunn, déi am Sozialsecteur mat deene sougenannte méi „problemateschen" Kanner oder mat Kanner, déi aus schwierege Situatiounen erauskommen, schaffen -, well do éischter d'Tendenz virgeherrscht huet an deene leschten zwee Joer, fir Spuermoossnamen un den Dag ze leeën, fir ze versichen Drock op dee Secteur ze maachen, datt misst gespuert ginn, wéi datt elo géif doranner investéiert ginn.

Ech muss och soen, deen Avant-projet de loi, deen elo an der Diskussioun ass, wat d'Aide à l'enfance ubelaangt, dee jo och gëschter hei zitéiert ginn ass, och do freet ee sech, wann een déi Elementer kuckt, déi do dra sinn, ob et do net éischter ëm Aspuerunge geet an deem Secteur, wéi onbedéngt eng Aide à l'enfance ze maachen. Iwwregens froe mir eis, wéini deen Text do dann endlech diskutéiert gëtt mam Secteur, deen do betraff ass. Ass e mat de Justizinstanzen, déi jo och hei betraff sinn, schonn diskutéiert ginn?

Mir hunn do eis Zweiwelen. Mir hunn do de Verdacht, datt do e Gesetzesprojet ausgeschafft gëtt op enger Plaz, op enger Stell am Ministère, an den Dialog eréischt gefouert gëtt, wann de Fait accompli um Dësch ass.

Mir fannen dat äusserst bedauerlech, well et muss ee wëssen: Wann een effektiv dat, wat richteg beschriwwen ass, wat den Défi ass bei deenen dote Situatiounen, wëllt eescht huelen, da gëtt et net méi bëlleg an Zukunft an deem Beräich, mä da gëtt et méi deier. Wann ee wëllt preventiv do virgoen, fir déi Kanner ze schützen, da gëtt et net méi bëlleg, mä da gëtt et méi deier. Net well dat onbedéngt muss méi deier ginn, mä well, fir an esou engem Secteur ze schaffen, mat esou komplizéierte Situatiounen ze schaffen, dat ass keng bëlleg Affär.

Bis elo hu mer eis och oft d'Liewen do einfach gemaach. Vill Institutiounen, déi mer brauchen, fir datt ee mat esou Kanner ka schaffen, déi hu mer iwwerhaapt net hei am Land. Do hu mer einfach alles an d'Ausland geschéckt, fir deiert Geld an d'Ausland geschéckt. Et feelt un Infrastrukturen hei zu Lëtzebuerg. An och do muss ee soen, do huet awer eng Regierung oder do hu Ministeren eng Responsabilitéit. Et geet net duer hei elo ze versichen dat ze beschreiwen an aner Leit ze culpabiliséieren.

Bei Dräibur ass et d'nämlecht. Mir deelen natierlech dat, wat hei gesot gëtt, mä awer hei op d'Tribün ze kommen an ze soen: D'Regierung bitt deem Buergermeeschter oder där Gemeng elo hei finanziell Mëttelen a se bezilt alles, wa se direkt en Haus zur Verfügung stellt fir an der Iwwergangszäit. Mir wësse jo awer, datt déi Situatioun mat Dräibur, déi ass jo och net eréischt gëschter eis op de Kapp gefall. Déi gëtt et och scho ganz laang.

Duerfir, kee Problem, datt een elo versicht, mat Gemengen an d'Gespréich ze kommen, fir datt een eng Iwwergangsléisung sicht, mä dat ännert näischt um Fait, datt de Problem Dräibur vill ze vill laang schleefe gelooss ginn ass, an datt mer dofir haut keng uerdentlech Léisung hunn.

Här President, deen aneren Themeberäich: d'Gesellschaftspolitik, do wëll ech virun allem emol fir d'éischt ufänke mat deem Beräich Integratioun. Dat ass eiser Meenung no deen, wou deen dréngendsten Handlungsbedarf ass, an zwar well eiser Meenung no de gesellschaftlechen Zesummenhalt vu Lëtzebuerg bei deem dote Punkt am meeschten um Spill steet.

Mir hunn eng Situatioun hei zu Lëtzebuerg, déi ufänkt ëmmer méi problematesch ze ginn. Wa mer kucken, vun deenen - loosse mer emol soen - ronn 320.000 Beschäftegten, déi mer hei am Land hunn, wien nach do wou schafft, da muss ee feststellen, éischtens, datt d'Lëtzebuerger Bevölkerung, dat heescht déi, déi all zivil Rechter zu Lëtzebuerg hunn, pardon, also all politesch Rechter zu Lëtzebuerg hunn, datt déi entweder an der öffentlecher Fonctioun schaffen an éischter a méi protegéierte Secteuren, déi der öffentlecher Fonctioun bal unzerechne sinn, oder a soss méi geschütztene Secteuren, an de Rescht vun der Ekonomie zu Lëtzebuerg ass besat mat Leit, déi net d'Lëtzebuerger Nationalitéit hunn, dat heescht, déi keng politesch Rechter hunn.

Dat stellt e Problem duer, deen an eng Richtung geet, datt mer iergendwann eng Kéier enorm sozial Spannungen hei zu Lëtzebuerg kréien. An dofir sinn déi Froe vun Integratioun wierklech net méi op d'liicht Schëller ze huelen. Effektiv ginn ech dem Här Fayot Recht, datt de Projet vun der duebeler Nationalitéit als eng éischt Etapp muss gesi ginn an och generéis gestalt muss ginn, fir datt mer do en éischte Schratt kënne maachen.

Mir begréissen an deem Zesummenhang och, datt eng laangwiereg Fuerderung vun deene Gréngen, nämlech de Congé linguistique fir déi Leit, déi Lëtzebuergesch wëlle léieren, elo endlech Realitéit gëtt, an datt ee ka während senger Aarbechtszäit d'Méiglechkeet kréien, fir d'Lëtzebuerger Sprooch ze léieren. Dat ass e wichtege Facteur, fir datt mer do weiderkommen, well och mir sinn der Meenung, datt d'Lëtzebuerger Sprooch e wichtegen Integratiounsfacteur ass.

Mä deen Dossier do, och wa mer dat neit Immigratiounsgesetz hunn, mir sollen net mengen, wa mer dat elo bis hu respektiv d'duebel Nationalitéit geschafen hunn, datt mer eis da kéinten zréckliehnen an ausrouen an datt mer dann de Problem geléist hätten. Loin de là! Da kommen eng Rei Etappen hannendrun, iwwert déi een och eng Kéier diskutéiere muss.

Iwwert déi aner gesellschaftspolitesch Themen, ech mengen, do brauch ech net vill Wierder ze verléieren. Mäi Kolleeg Jean Huss huet bei der Stierfhëllef mat der Madame Err eng Proposition de loi zesumme gemaach. Mir si frou ze héieren, datt déi hei am Parlament mam Projet de loi vun der Regierung soll gemeinsam diskutéiert ginn, an datt och effektiv kee Fraktiounszwang bestoe soll. Dat géif et eis jo dann endlech emol erlaben, eng entkrampften Diskussioun ze kréien.

Mä ech muss awer dobäi soen, och hei ass et wéi mat anere Saachen: Op déi vill Wierder hi muss awer och emol nach eppes geschéien! Also mir gleewen eréischt, datt hei deen offene Geescht an der Praxis sech wäert änneren, wa wierklech hei am Parlament déi Debatte bis ofgeschloss gi sinn, respektiv wann eng Rei Décisioune bis geholl gi sinn.

Här President, ech wëll dofir als Konklusioun soen, datt mir als Gréng der Meenung sinn, datt effektiv d'finanziell Lag vu Lëtzebuerg gutt ass, mä datt mer, wéi gesot, net sollen an Euphorie verfalen, datt mer mussen déi gutt Situatioun elo notzen, fir d'Zukunft virzebereeden.

An ech muss soen, wann ech dem Premierminister seng Konklusioun gëschter hei gelauschtert hunn, wou hie seet, hien hätt d'Impressioun, mir wäre schonn an engem Wahlkampf, well déi vill Sondagen, déi elo dauernd géife publizéiert ginn, déi géifen ee quasi, oder vill Leit, zur Wahlkampfstëmmung verleeden, an datt dat net de Fall wär, well mir hätte jo nach zwee Joer bis bei déi nächst Wahlen, da wëll ech him dorobber äntwerten: Mir hunn nëmme méi zwee Joer bis déi nächst Wahlen! An eigentlech, wann ech dat liesen, wat vu Chantieren an dëser Deklaratioun vun der Lag vun der Natioun alles beschriwwen ass, dann ass dat eigentlech och eng gutt Beschreiwung iwwert dat, wat déi lescht dräi Joer geschitt ass, nämlech datt Chantieren awer ganz vill leie bliwwe si respektiv nach an der Millen hänke vun der Maach an nach net an der Ëmsetzung sinn.

Mir froen eis, Här President, ob dës Regierung fäeg ass, déi nächst zwee Joer déi dote Saachen alleguerten nach op den Instanzewee ze bréngen. Op alle Fall si mer an där Hisiicht frou driwwer, datt mer gebündelt an engem Katalog alles do leien hunn, fir datt mer dann op jidde Fall, wann d'Wahlen dann 2009 sinn, de Bilan doriwwer zéie kënnen. Mir hunn do eis Zweiwelen, Här President, mä dat wäert lech jo sécher net iwwerraschen.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Bausch Merci. Mir sinn domadder um Enn vun eiser Sitzung vun de Moien. Déi nächst Sitzung ass de Mëtteg um hallwer dräi.

D'Sitzung ass domadder opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 12.19 heures)

Jeudi, 10 mai 2007

Présidence: M. Lucien Weiler, Président

Ordre du jour

5726 - Débat sur l'état de la nation (suite)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; MM. Luc Frieden, François Biltgen, Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux et Jean-Marie Halsdorf, Ministres; M. Nicolas Schmit, Ministre délégué; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Dir Dammen an Dir Hären, mir fueren haut de Mëtteg weider mat der Debatt, déi mer haut de Moien ugefaangen hunn iwwert d'Lag vun der Natioun. Éischten ageschriwwene Riedner haut de Mëtten ass den honorabelen Här Robert Mehlen. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

5726 - Débat sur l'état de la nation (suite)

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'alljäerhlech Deklaratioun vum Statsminister iwwert d'Situatioun vum Lëtzebuerger Stat gëtt eis all Kéiers d'Geleeënheet fir en Tour iwwert d'Gewan ze maachen an...

M. le Président.- Ech géif ëm Opmierksamkeet fir den Här Mehlen bieden!

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- ...ze kucken, wéi d'Saachen dann esou um Flouer stinn.

Et ass och net verwonnerlech, datt déi Bewäertung, jee nodeem vu wat fir enger Säit datt se gekuckt gëtt, relativ ënnerschiddlech ausfält.

Dobäi gëtt traditionell den Akzent op d'Finanzen an d'Finanzpolitik geluecht. Ouni Geld, Här President, dat wësse mer alleguer, kann de Stat net fonctionnéieren. Mä mat Geld eleng loosse sech awer och net all Problemer léisen.

Fir strukturell Reforme brauch et virun allem politesche Courage, awer meeschtens war et bis elo esou, datt probéiert ginn ass, déi betreffend Problemer mat Suen zouzepléischteren, woumat Problemer normalerweis verschleeft, awer net geléist ginn. Ech kommen nach drop ze schwätzen.

E Wuert zu de Finanzen. Mir als ADR deelen d'Analys vum Premierminister wat den Defizit vum Zentralstat, dat heescht vum Stat an de staatlechen Administratiounen ubelaangt. Mir hunn dat schonn ëmmer gesot. Mir hunn et scho virun de Wahle gesot, an aller Éierlechkeet, wéi anerer d'Situatioun nach beschéinegt hunn an domadder de Wieler hannert d'Liicht gefouert hunn.

Et ass tatsächlech e strukturellen Defizit an duerfir och nëmmen duerch strukturell Reformen ze léisen. Et freet sech just, ob hei net probéiert gëtt, op der falscher Plaz ze spueren. Ech erënneren do un d'Desindexéierung vun de Familljenzoulagen, a besonnesch och bei de klenge Renten, wou effektiv déi Akommessen, ganz besonnesch bei de Familljen, haart getraff ginn.

Finanzen, Här President, dat wësse mer alleguer, si Recetten an Dépensen.

D'Recetten: Do schwätze mer iwwert d'Steierpolitik an och iwwert d'Steierlaascht.

Mir hu mat grousser Satisfaktioun héieren, datt den Här Statsminister sech mat eise Propositiounen auseneee wëllt setzen an datt e schonn an Optrag ginn huet, eis Propositiounen duerchzerechnen.

Ech wëll dozou hei preziséieren, datt déi Propositiounen, déi mir gemaach hunn, drop ofzielen, fir de System méi einfach ze maachen a fir e méi gerecht ze maachen. Fir och deene Leit, als Beispill, déi net vun Abattementer kënne profitéieren, well se net genuch verdéngen, déi awer ënner Ëmstänn grouss Familljechargen hunn, eppes zoukommen ze loossen. Ech mengen, dat ass jo och envisagéiert.

Et ass en Engagement do vun der Regierung, fir de System vum Steierkredit ëmzesetzen. Mä et kann awer net sinn, datt dat laang schleeft, well effektiv déi Familljen an déi Persounen, déi dovunner betraff sinn, dorënner ze leiden hunn.

Da kann ee sech d'Fro stellen: Wat ass de reelle Besoin, Finanzéierungsbesoin vum Stat a vun de Gemengen? Well leschtenenns, egal wéi mer dat reforméieren, a mir hunn dat och gesot, soll et sech um Besoin vun deem, wat de Stat wierklech an néideg brauch, orientéieren. Dat ass dann eng Affär vum Ajustement herno vun de Steierbarèmen. Duerfir weess ech och net, ob déi Rechnerei ganz vill soll bréngen.

Wa mer vum Besoin vu Stat a Gemenge schwätzen, da komme mer direkt op den Ëmgank vum Stat mam Geld vun de Steierzueler, an, Här President, ech soen näischt Neies, wann ech soen, do gëtt et vill Beispiller, wéi een et net soll maachen, wann ee mat de Gelder vum Steierzueler ëmgeet. Ech kéint hei eng ganz Lat voll Feeldécisiounen, ongléckelech Agissementer an esou weider opzielen.

Ugefaange mat Feeler beim Bau vun eisen Autobunnen, wou mer Tunnelle bauen, wou mer am Prinzip keng gebraucht hätten. Heiansdo graff Feeler bei Ausschreiwungen, déi herno zu Kloe geféiert hunn, wou de Lëtzebuerger Stat vill Geld fräiwëlleg nobezuelt huet elo; an et lafen där Saachen nach méi. Systematesch Iwwerschreidunge bei Bauprojeten, bei grousse Projeten. En CITA-System wou all Mënsch am Land sech freet, fir dee Käschtepunkt, deen e bis elo kascht huet, wat en dann an der Realitéit bréngt.

Neierdéngs hu mer Diskussiounen an der Comexbu iwwer en eGo - den Här Transportminister weess, vu wat datt mer schwätzen -, wou bis elo 10 Milliounen Euro, dat si 400 Millioune Lëtzebuerger Frang, engagéiert sinn, ouni datt e konkret Resultat do ass.

Ech kéint och hei schwätzen iwwert déi sëllechen Etüden, déi de Stat a seng Administratioune maache loossen, a wou ee sech heiansdo freet, woufir se gutt sinn, oder ob se net just gemaach ginn, well verschidde Leit net de Courage hunn, hir Responsabilitéit ze iwwerhuelen.

Mir mussen och schwätzen iwwert den allgemengen Ëmgank mat de Kreditter am Statsbudget.

Am Moment ass d'Tendenz do, esou wäit wéi et méiglech ass, déi Kreditter, déi hei duerch d'Budgetsgesetz zur Verfügung gestallt ginn, opzeschaffen, och wann deelweis net ëmmer e reelle Besoin do ass. Well d'Angscht an de Verwaltunge besteet, datt, wann déi Kreditter net géifen opgebraucht ginn, se d'Joer drop géife gekierzt ginn.

Mir schwätze scho laang doriwwer a mir sinn iwwerzeegt, datt, wann een aner Prozedure géif fannen, ee ganz vill kéint dobäi spueren. Mä et geschitt näischt.

Mir denken och un eng dringend Reform vun der Cour des Comptes. Wéi dat Gesetz gemaach ginn ass, hu mer gesot: Mir musse kucken, wéi dat funktionéiert, an da musse mer dat eng Kéier réexaminéieren.

Et ass absolut noutwendeg, datt d'Cour des Comptes, an hirer Aufgab fir d'Ausgabepolitik vun der Regierung ze kontrolléieren, institutionell muss gestäerkt ginn; datt d'Beschränkung op d'Legalitéit an d'Regularitéit net däerf bestoe bleiwen, mä datt se muss ausgeweit ginn. An zwar datt d'Cour des Comptes och muss d'Méiglechkeet hunn ze kontrolléieren, ob de Stat - ech soen elo emol den Ausdrock, dee gängeg ass - en bon père de famille mat de Gelder vum Steierzueler ëmgeet.

Zu den ëffentleche Finanzen, Här President, gehéiert och de Rentesystem, deen, well en hei zu Lëtzebuerg excédentaire ass, zum Equiliber vun de gesamten ëffentleche Finanze bäidréit. Mir wëssen et.

Den Här Statsminister gëtt net fäerdeg ze warnen, mir géifen an d'Rentemauer rennen. Dobäi ass hien awer deen, op jidde Fall déi Zäit wou e Regierungschef ass, deen alles mécht, fir datt déi Rentemauer soll esou séier wéi méiglech op eis zoukommen. Ugefaange vun der Finanzéierung vun der Préretraite, wat éier eng Chômage-Mesure ass, déi iwwert d'Pensiounskeese finanzéiert gëtt, iwwert d'Mammerent, iwwert d'Sanéierung vun de Krankekeesen, d'Frais de gestion an esou weider.

E Wuert zur Anlagepolitik bei de Pensiounskeesen, déi katastrophal ass, wou de Rendement Joren ënnert dem Inflatiounstaux louch, dat heescht, wou effektiv esou eng Diminutioun vum reelle Wäert vun de Reservë vir sech gaangen ass.

Mir hunn hei den 20.4.2004 e Gesetz gestëmmt, dat sinn elo eppes iwwer dräi Joer hier, an et ass nach ëmmer net a leschter Konsequenz ëmgesat.

Här President, amplaz 7 Milliarden Euro hätte mer, wann iwwer all déi Joren eng gutt Gestioun gemaach gi wär, ouni Risiko, mä eng gutt Finanzgestioun, garantéiert minimum 10 Milliarden Euro a mir bräichten net iwwer eng Rentemauer ze schwätzen.

Dobäi kéim ech bei de Chômage, deen eng grouss Préoccupatioun bei der Regierung huet an och bei der Oppositioun.

An der Zäit tëschent 2000 an 2007 sinn hei zu Lëtzebuerg 65.000 nei Aarbechtsplazen entstanen, dat sinn der ronn 9.000 am Joer. Gläichzäiteg ass de Chômage vu 6.000 op 14.500 geklommen. Mat anere Wierder: Et feelt hei net un Aarbechtsplazen, mä et feelt ganz eindeuteg un der Qualifikatioun, deelweis vläicht un der richteger Spezialisatioun bei ville Jonken hei am Land.

Aktuell sicht d'Bankeplaz verzweifelt 2.000 qualifizéiert Employéen. Si sinn um Lëtzebuerger Aarbechtsmaart net ze fannen. An ech hunn dëser Deeg gelies, datt 92% vun deenen, déi op der Finanzplaz agestallt si ginn, Auslänner sinn, well mir se trotz dem héije Chômage net kënnen zur Verfügung stellen. Dat ass eng Katastroph!

Mir gesinn, datt d'Aarbechtsplazen net de Problem sinn, mä d'Qualifikatioun.

Mir schécken e groussen Deel - a mir bekloen eis jo net eleng als Oppositioun - aus der Schoul an d'Aarbechtsbeschafungsmoossnamen an domat definitiv an de Chômage.

Dat ass ënner Ëmstänn eng fei Saach fir haaptsächlech déi Gewerkschaften, déi déi Aarbechtsbeschafungsinstrumenter do géréieren, an déi respektiv Parteien, déi mat hinne verbonne sinn, mä et ass keng Solutioun. Nach eng Kéier: Et ass eng Katastroph fir d'Land a fir eis Jugend.

1999 huet den Här Statsminister hei voller Freed an Houfert gesot, mir hätten den niddregste Jugendchômage an der ganzer Europäescher Communautéit. 2006 ass ze liesen, datt Lëtzebuerg mat 20,5% Jugendchômage iwwert dem EU-Duerchschnëtt läit, deen 18,4% bedréit.

Här President, wat fir eng Performance an Zäit vu sechs Joer!

Dëse Schoulsystem ass sécher zu engem groussen Deel dofir responsabel. Natierlech net nëmmen d'Schoul! Villes an eiser Gesellschaft leeft schif, a mir wëssen alleguer, datt d'Famill vun haut, e groussen Deel vun eise Familljen an der Kris stiechen. Dat kënnt, an ech huelen do kee Blat virun de Mond, deelweis vun enger falsch verstanener Gläichberechtegungsphilosophie, oder - wéi soll ech soen? - der Promotioun vun der Gläichberechtegung vun der Fra.

Et gëtt ëmmer gesot, a mir soen dat och: D'Frae sollen eng fräi Wiel hunn tëscht der Entscheedung fir hir Famill, fir hir Kanner an hirem Beruff.

Ech froen Iech: Huet d'Fra haut an där Situatioun, wou mer sinn, déi fräi Wiel? Wann et eng Famill ass, déi déi Präisser, zu deenen d'Politique du logement, déi mer hunn, gefouert huet a mat deenen haut gebaut oder gelount gëtt, muss ofbezuelen: Huet d'Fra tatsächlech d'Fräiheet, fir ze soen, ech bleiwen doheem an alle Fäll, fir mech ganz intensiv ëm meng Kanner ze bekëmmeren?

Soulaang wéi deen Engagement vun deene Fraen, déi sech doheem ëm hir Kanner bekëmmeren, net esou unerkannt gëtt - an ech soen elo emol einfach, et ass jo eng Funktioun vun enger Éducatrice au foyer, ech géif et emol esou nennen -, soulaang dat net unerkannt gëtt esou wéi déi aner Leeschtung vun den Éducatricen am Aarbechtsverhältnis, soulaang läit eppes schif.

Ech hunn de Professer Birg héieren an Däitschland, e grousse Bevëlkerungswëssenschaftler, dee gesot huet, leider gëtt an eiser Gesellschaft d'Leeschtung ëmmer nëmmen un deem gemooss, wat verdéngt gëtt. Ergo ass d'Aarbecht vun enger Fra, déi doheem bleift - et kann och e Mann sinn, selbstverständlech, fir komplett ze sinn - a keng Rémunératioun dofir kritt, näischt wäert an den Ae vun eiser Gesellschaft, an do leie mer kromm, an dat kritt d'Schoul och net an alle Fäll riichtgebéit.

Domadder kéim ech bei d'Schoul an déi ominéis Schoulreform, déi praktesch sämtlech Virriedner hei ugesprach hunn.

Här President, ech weess net, ob et jiddferengem bewosst ass: D'Lëtzebuerger Schoul ass mat Ofstand déi deierst op der Welt! D'OECD huet de leschten Hierscht Zuele bekannt ginn, wouraus ervirgeet, datt pro Kapp pro Schüler d'OECD-Moyenne 77.000 Dollar bedréit. Dann hu mer eis Nopeschlänner eppes driwwerleie mat 83 bis 85.000 Dollar, a Lëtzebuerg - ech weess net, ob Der de Chiffer kennt - 188.000 Dollar!

Ech hunn et emol a Relatioun gesat, fir datt et engem soll méi däitlech ginn. Wann d'OECD-Moyenne bei 100 läit, da läit Däitschland an d'Belsch bei 108, Frankräich bei 110 a Lëtzebuerg bei 244. Esou deier ass eis Schoul!

Duerfir sinn all Fuerderungen, mir misste méi Geld an d'Schoul stiechen, déplacéiert. Mir mussen eis Schoul strukturell reforméieren. D'Resultater sinn, wéi mer alleguer wëssen, méi wéi miserabel. Dofir gëtt et ganz vill Beispiller an och Beweiser. Ech wëll mech net doranner aloossen.

Op jidde Fall ass am Kader vun der Lissabon-Strategie vun der Europäescher Unioun eng Etüd gemaach ginn, an do huet Lëtzebuerg an der Europäescher Unioun als Drëttschlechst ofgeschnidden.

Eis Regierung lamentéiert säit Joren doriwwer, awer ausser vill Gedeessems geschitt näischt. Den Här Statsminister huet den 12. Oktober 2005, wéi en hei laang iwwert de Misär an eise Schoule geschwat huet, vun deenen 1.200 geschwat, déi ouni Ofschloss eis Schoule verloossen, wou der 300 sinn, déi mer iwwerhaapt net méi erëmfannen, déi guer näischt maachen, déi einfach iergendwou, ech géif bal gäre soen, op der Strooss landen. An hien huet gesot: „Dat ass hiren Échec! Dat ass eisen Échec!"

Mir soen, et ass virun allem den Échec vun deenen, déi an deene leschte Joren a Jorzéngten déi politesch Verantwortung fir d'Schoulpolitik haten. D'CSV-Ministeren hunn d'Bildungskatastroph agelaut.

An ech erënnere fir d'x-te Kéier un dëser Plaz aus un déi ominéis Circulaire Boden, déi nëmmen Duerjerneen am Primär ugeriicht huet, a wou keen de Courage huet, dat anzegestoen a fir se réckgängeg ze maachen.

D'Madame Brasseur ass mat vill Engagement ugetratt, huet de Slogan lancéiert „back to basics". Anscheinend war d'ganz Regierung domat d'accord, bis datt dem Här Statsminister den 2. Dezember d'lescht Joer agefall ass, datt hien awer kee Vertrauen an déi Bildungsoffensiv gehat hätt.

Ech froe mech: Wéi kann ee Chef vun enger Regierung sinn, wou hie jo d'Gesamtresponsabilitéit fir sämtlech Ministèren dréit, esou eng...

M. Henri Grethen *(DP)*.- Neen! Neen, den Här Statsminister, Här President, ass de Primus vun der Regierung, en ass Primus inter Pares.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Primus inter Pares.

M. Henri Grethen *(DP)*.- Dat ass eng ganz grouss Nuance!

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Ech hu jiddefalls während där Zäit...

M. Henri Grethen *(DP)*.- En ass net weisungsberechtegt vis-à-vis vun de Ministeren.

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- En dréit awer hir Politik.

(Interruptions)

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Ech wier frou, wann Der d'Auer géift unhalen, well ech hu schonn net vill Zäit.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Här Grethen, huelt den Här Juncker net ze vill a Schutz!

(Interruption et hilarité)

M. le Président.- D'Nuance vum Här Grethen war ganz berechtegt. Här Mehlen, fuert elo weider!

(Brouhaha général)

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Ech froe mech op jidde Fall: Wéi kann een an enger Regierung...

(Brouhaha général)

...eng Bildungspolitik verdeedegen an dann herno soen, et wär een awer net dovun iwwerzeegt gewiescht?

D'Madame Delvaux ass am Moment amgaangen ze experimentéieren, an ech wëll hir elo schonn eng Warnung ausspriechen: Ech fäerte ganz, wa se déi nächste Kéier net méi an der Regierung ass, da kënnt den Här Juncker an e seet erëm eng Kéier, e wär guer net vun déser Schoulpolitik iwwerzeegt gewiescht.

Mä insgesamt kann een d'Schoulpolitik vun deene leschte Jore résuméieren: ëmmer manner Schoulzäit, ëmmer méi an d'Programmer gepaakt, an - dat Schlëmmst - de schouleschen Erfolleg vun de Kanner ëmmer méi vum Elterenhaus a vum sozialen Ëmfeld ofhängeg.

Dat ass, Här President, dramatesch an engem Land, wou 40% Auslänner wunnen a ronn 50% vun de Schüler aus net Lëtzebuerger Famillje stamen. A mir wëssen, statistesch, datt grad d'Auslännerkanner am meeschte benodeelegt sinn. Dat féiert, an ech sinn net deen Éischten, deen et hei seet, zur Spaltung vun eiser Gesellschaft. Dat féiert à la longue zu grousse Spannungen, an et weess keen, wéi dat ausgeet.

Här President, ech behaapten, dat ass e grousst Polferfaass, wou d'Wick ewell amgaangen ass drun ze dämpen.

Fréier sinn onqualifizéiert Aarbechtskräften op Lëtzebuerg komm, fir hei ze schaffen a fir eise Räichtum héllefen ze schafen. Haut sinn et majoritär Leit mat enger héijer Qualifikatioun, déi dringend gebraucht ginn, well mir se net hunn, a gläichzäiteg klëmmt a klëmmt de Chômage.

Domat ass - an ech widderhuele mech - de Chômage gréisstendeels hausgemaach. D'Fro ass, ob mer d'Kéier nach kréien, well et ass éischter fënnef op zwielef wéi fënnef vir zwielef. Et gëtt diskutéiert, experimentéiert a virun allem kompenséiert, an d'Resultat ass, datt et permanent no ënne geet. Eng Feststellung, déi vum EU-Bildungsvergläich ënnerstrach ginn ass, awer op de Fong vum Problem traut kee sech anzegoen.

D'Lat gëtt ëmmer méi déif geluecht, fir den Échec ze verstoppen. Mir beléien domat eis Kanner a mir dreiwe se an hire berufflechen Échec.

Ech huelen als Beispill en Zitat aus dem „Wort" vum 1. Juli 2005; et ass nach net esou laang, dunn huet den Här Reckinger, de Paul Reckinger vun der Handwierkerkammer, deen elo kierzlech a Pensioun gaangen ass, gesot - ech zitéieren d'„Wort": „Die jungen Leute, die heutzutage aus den Schulen kämen, könnten nicht mehr schreiben, lesen oder rechnen, sagte der Präsident der Handwerkskammer Paul Reckinger vor Journalisten. ‚Die jungen Menschen, die von der Schule zu uns kommen, erfüllen die Voraussetzungen nicht mehr, die heutzutage im Handwerk gefordert werden. Wir können sie daher auch nicht ausbilden.'" Schlëmmer kann een et net formuléieren!

Fazit: Mir brauchen dringend eng Schoulreform, déi dësen Numm verdéngt. An ech si fir eng Kéier mam „Wort" eens, wat viru 14 Deeg geschriwwen huet: „Nicht kleckern, sondern klotzen."

Den Här Statsminister huet gëschter gesot, mir brauchen eng regelrecht Qualifizéierungsoffensiv. Ech hu virun e puer Deeg gelies, datt d'Madame Delvaux an engem Interview gesot huet, si hätt kee Mandat, fir eng déif gräifend Reform am Unterrichtswiesen duerchzeféieren.

Da muss ee sech awer froen: Jo, wat dann elo? Ass dat d'Devise: „Wäsch mech, mä maach mech net naass."?

Ouni déif gräifend Reformen, Här President, ass de Krich hei net méi ze gewannen. An ech erlabe mer, an e puer Strécher, well et géif ze wäit féieren, an d'Detailer ze goen, dach awer kloerzemaachen, wou et muss higoen.

Et muss een dovun ausgoen, datt d'Schoul, eise ganze Schoulsystem, dee wichtegsten Déngschtleeschtungsbetrib hei am Land ass - méi wichteg wéi all anere Betrib, inklusiv d'SES hei zu Lëtzebuerg, well hei geet et ëm d'Zukunft vum Land a senger Populatioun. Wann déi Privatbetriber hei am Land esou géife fonctionnéieren, wéi eisen Enseignement, dann hätte se, an ech hu jo elo grad d'Käschten opgezielt, laang Faillite gemaach.

Duerfir muss e leeschtungsfäege Schoulsystem fonctionnéiere wéi e gutt gefouerte Betrib am Privatsecteur. An do muss och d'Strukturreform usetzen, politescht Mandat hin oder hier, well et geet eis zu alleguer dorëm, datt et soll esou séier wéi méiglech besser ginn.

Un der Spëtzt vun eisem Schoulwiese brauche mer eng Direktioun, déi e kloert Mandat huet, a wou d'Politik sech aus der deeglecher Gestioun erauszehalen huet. Esou wéi an der Privatwirtschaft soll d'Politik quasi als Conseil d'administration déi grouss Linne fixéieren, d'Ziler fixéieren, d'Kontroll exerzéieren an d'Finanze bereetstellen, mä de Schoulbetrib als Betrib muss mat enger schlanker an effikasser Direktiounsstruktur fonctionnéieren, wou d'Hierarchie festgeleucht ass a wou d'Politik sech aus enger ganzer Partie Saachen erausfhält.

Da misst een dohinner kommen - a mir schwätze jo laang dovun -, och d'öffentlech Schoule méi autonom ze maachen, hinne Kreditter zur Verfügung ze stellen an hinnen ze soen: Féiert Ären Optrag mat deene Kreditter aus.

An da musse mer e Schratt méi wäit goen. Mir brauche Konkurrenz an de Schoulen, esou wéi an der Privatwirtschaft. Mir sollen higoen an all Schoulen, ob öffentlech oder privat, konfessionell oder net konfessionell, op deeselwechte Stand stellen an hinnen - mir wësse jo, wat et kascht - pro Schüler, pro Kapp, déi bei hinnen enseignéiert ginn, esou vill zur Verfügung stellen an den Elteren d'Fräiheet loossen ze wielen, wou se hir Kanner wëllen hischécken. Da schafe mer déi Dynamik, déi mer am Privatsecteur hunn, och am Schoulbetrib.

Mir brauchen d'Dynamik vun der Konkurrenz, soss fonctionnéiert et net. A wann dat net geschitt, dann trëtt dat an, wat scho viru Joren ugekënnegt ginn ass: Da schécken déijéineg, déi d'Geld hunn, hir Kanner an deier Privatschoulen, an déi, déi d'Geld net hunn, an d'öffentlech Schoul, déi alt net esou gutt ass, an da forcéiere mer d'Zweeklassegesellschaft, déi schonn amgaang ass ze entstoen.

(Interruption)

Dat ass scho laang, dat do ass alles scho laang amgaang. Wa mir net all zesummen de Courage hunn, eng strukturell déif gräifend Reform duerchzeféieren, da fonctionnéiert dat do net.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Mir hunn awer nach ëmmer net gehéiert, wat déi soll sinn, déi strukturell...

(Interruption)

Une voix.- Déi kënnt eréischt!

(Interruption)

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Ech hunn d'Zäit leider net, Här Fayot, fir dat alles am Detail duerzeleeën, mä...

(Interruptions)

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Dir fuert ëmmer ronderëm de Bräi, mä mir héieren näischt.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Neen, neen, neen, dat wat virdrun...

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Mir héieren näischt...

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Da musst Der bei den Ouerendokter goen!

Plusieurs voix.- Oh!

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Kommt, keng perséinlech Remarquen!

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Här Fayot,...

Mme Marie-Josée Frank *(CSV)*.- Egal wat!

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Et war esou schéi roueg de Moien...

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Här President,...

Une voix.- Gitt roueg bei den Dokter!

(Hilarité)

M. le Président.- Kommt, loosse mer den Här Mehlen schwätzen!

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Ech ka leider, well ech nëmme méi fënnef Minutten hunn, net am Detail dorop agoen, mä ech denken, mir kréie jo nach méi Débaten iwwert d'Schoul an do wäerte mir schonn...

(Interruption)

...eise Programm virstellen.

Ech wollt hei just en Zitat aus dem „Wort" vum 20. Januar vun dësem Joer bréngen. E Professer Marc Bernard, ech nennen e bewosst hei mam Numm, dee seet: „Onst eenzegt Kapital ass ons ‚Matière grise? - onst Wëssen. Nu si mir amgaang, dëst Wëssen awer och total op eng domm Manéier mat lächerleche Critères de promotion ze verspillen. Ons Élève kréien en Diplom, mä wat ass deen nach wäert? Kee Wonner, dass eis Kanner op den Universitéite wéi d'Mécken ewechfueren." - seet de Professer Bernard. „Firwat gräift da keen do an?" An hie seet: „Onse Premier misst dach Bescheed wëssen an deem Chaos do en Enn maachen. Oder huet soss een an der Regierung Courage?"

An do si mer erëm beim Stéchwuert, Här President: Et brauch Courage, et ass keng Fro vum Geld! Ech erënneren nach eng Kéier: Den OCDE-Duerchschnëtt ass 100, zu Lëtzebuerg 244, wat d'Käschten ubelaangt.

An da muss de Stat sech aus der Personalpolitik eraushalen. Déi zwee rezent Beispiller, Här President, déi sinn einfach net ze akzeptéieren. Et geet ëm de Lycée Hubert-Clément zu Esch an ëm de Lycée technique zu Dummeldeng. Ech brauch net och do an den Detail anzegoen.

Mä hei geet et ganz kloer ëm Polit-Favoritismus, ëm Ämterpatronagen,...

(Interruption)

...dat kann esou net higeholl ginn,...

(Interruption)

...an ech huelen nach en anert Zitat, erëm eng Kéier - et deet mer leed, ech entschëllege mech dofir - aus dem „Wort" vum 31. Januar 2000.

Här Fayot, Äre Kolleeg Bodry gëtt hei zitéiert...

M. le Président.- Här Mehlen, adresséiert Iech un d'Chamber!

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Här President, d'„Wort" schreift iwwert den Här Bodry: „An die Adresse der Liberalen meinte der Redner, die LSAP als Oppositionspartei müsse deren Maske herunterreißen (...) Dahinter verstecke sich ‚eine Fratze von Favoritismus und Opportunismus', wie an den politisch motivierten Nominierungen in den Ministerien und Verwaltungen deutlich werde, durch die man eine ‚parteipolitische Kontrolle' ausüben wolle."

Här President, et huet sech zënterhier näischt geännert! Déi sougenannt staatstragend Parteien hu sech de Statsapparat ënnert den Nol gerappt, d'Raison d'État der Parteiraison ënnergeuerdnet. An esou mécht een de Stat an esou mécht een d'Schoul futti.

Heizou seet de ganz bekannten däitsche Statsrechtler a fréiere Verfassungsriichter Hans Herbert von Arnim: „Das Zuschanzen von Stellen im öffentlichen Dienst an Parteigenossen im Wege der Ämterpatronage ist die wohl schlimmste Form der Ausbeutung des Staates durch die politischen Parteien, ein fortschreitendes Krebsgeschwür im Körper von Staat und Verwaltung." - Dat ass haart, et trëfft awer exakt den Nol op de Kapp.

An ech muss Iech soen, ech hunn dem Här Sarkozy deslescht nogelauschtert. Déi stäerkste programmatesch Ausso, déi hie gemaach huet, ass déi, datt hie géif dofir suergen, datt an Zukunft déi wichteg Nominatiounen am franséische Stat op eng...

(Interruption)

...novollzéibar Aart a Weis nëmmen no Kritäre vu Qualifikatioun an engem transparente Verfahre géife gemaach ginn,...

(Interruption)

...an e géif d'Oppositioun do mat abezéien.

Här President, dat ass eng vun de strukturelle Reformen, eng vun deenen néidegsten, déi mer hei bräichten. Si géif näischt kaschten; au contraire, si géif dem Stat ganz vill abréngen.

Ee Wuert nach zum Wunnengsbau, deen eis all ënnert dem Nol brennt. Mir gesinn, datt ëmmer méi Lëtzebuerger mussen an d'Ausland goen. Dat ass eng Schan.

Ech hunn hei Zitater vum Här Statsminister Juncker bei senge successiven Deklaratiounen iwwert den État de la nation - leider bleift d'Zäit mer net méi, fir se all hei virzeliesen -, wou ëmmer an ëmmer erëm gesot gëtt, elo geschitt eppes, elo geschitt eppes, a mir gesinn, datt ëmmer méi Lëtzebuerger condamnéiert sinn, fir an d'Ausland wunnen ze goen. Nach eng Kéier: Dat ass eng Schan.

Här President, déi hallef Minutt, déi ech nach hunn, wëll ech fir d'Konklusioun huelen. D'Regierung huet, dat muss een hir awer bescheinegen, d'Problemer hei am Land gréisstendeels erkannt - déi meescht scho laang, scho jorelaang. Mä si huet se net geléist, a mir fäerten, si kritt se och net geléist.

Ech war elo grad e bëssen iwwert de Mäertchen, do huet e Mann mech gefrot, ob et wouer wär, den Här Statsminister wär amgaang Griichesch ze léieren. Ech sot, ech weess et net, ech hunn dat do awer nach net matkritt. Du sot hien: „Dach, ma d'Leit zielen am ganze Land, hie wier mat sengem Latäin um Enn."

Ech weess net, ob dat zoutrëfft...

Plusieurs voix.- Oh!

(Brouhaha général)

Une voix.- Dat war e schlaue Mann!

(Brouhaha général)

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Mä et huet een d'Impressioun, datt dat d'Konklusioun ass, wann ee gesäit, datt de Statsminister all Joer heihinner kënnt an déiselwecht Problemer hei évoquéiert, an et gesäit een, datt sech näischt gebessert huet.

Ech soen Iech Merci.

(Interruptions diverses et hilarité)

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Als nächste Riedner ass ageschriwwen den honorabelen Här Aly Jaerling. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

Den Här Jaerling huet d'Wuert a soss keen.

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Här Clement, keng Obszönitéiten, wann ech gelift! Elo seet deen: „Elo kënnt den ADR-bis." Wat soll dat?

(Hilarité)

Une voix.- Kënnt Der dat och op Griichesch?

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Här President,…

Ech kann néng Sproochen, awer all op Lëtzebuergesch.

(Hilarité)

Här President, dem Här Statsminister seng Ried iwwert d'Lag vun der Natioun integréiert sech an de Geescht vun deene Politiken, déi am Tripartitesgesetz festgeschriwwe goufen. D'Zilsetzung vun den Erklärunge gëschter ass, dem Land kloerzemaachen, datt d'Regierung ausgeneend muss déi sozial haart Linn weiderféieren.

Mat Zuelen huet den Här Statsminister och elo versicht, datt dann hei ze ënnermaueren. E schlecht Gewësse solle mer kréien, wa mer et sollte woen, méi ze verlaangen, wéi d'Regierung eis wëllt guttwëlleg zougestoen.

No baussen awer wëlle mer eis vun eiser beschter Säit weisen; d'Ausland soll neidesch op Lëtzebuerg an op eis Acquisë kucken oder kuckt och schonn neideg op eis, wann een den Här Statsminister hei héiert, wéi hien et a verschiddene Politiken ugedeit huet.

Här President, an der Ried zur Lag vun der Natioun sinn eng Villfalt vu Prognosen, Ukënnegungen a Verspriechen integréiert gewiescht. D'Softien, déi sollen iwwerzeegt ginn, datt eng Hardliner-Politik am Interessi vun eis all ass. D'Hardliner solle confirméiert kréien, datt si déi sinn, déi d'Zukunft vun eisem Land op déi richteg Schinne setzen.

An dat an der Gewëssheet awer natierlech vun engem staarke politeschen Appui, awer net mat dem Appui vun deene Mënschen, déi dës Politik mussen ausläffelen.

Nei Aussiichte fir Europa a seng institutionell a politesch Perspektive sinn och ugedeit gi mat der zumindest kuriéiser Ukënnegung iwwer elo awer en Erëmbastelen um Verfassungsvertrag. E Verfassungsvertrag, deen hei jo, nodeem eng Rei Wahlziedele beim Auszielen ausgeschloss goufen, fir datt et soll opgoen, ugeholl gouf.

(Interruption)

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Dat musst Der awer beleeën!

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Dat kann ech beleeën, well alleguer déi wäiss Ziedele sinn net gezielt ginn. Här Fayot, mir hunn hei am Land eng Wahlflicht, an all d'Leit musse wiele goen, an all d'Ziedelen, déi erakommen, missten deemno gezielt ginn. An Dir wësst dat ganz genau. Ech si jo bestëmmt kee gudde Rechner - Dir besser wéi ech -, da kënnt Der besser norechnen, wat d'Resultat gewiescht wier, wann all Wahlziedel gezielt gi wier.

Mä ech wëll awer do soen: Wa schonn un deem Vertrag soll erëmgebastelt ginn, da fuerderen ech, datt op jidde Fall de sozialpolitesche Volet nach eemol am progressive Sënn muss iwwerduecht ginn, an datt mer en Traité kréien, dee prioritär am Déngscht vun de Mënschen an Europa verfaasst gëtt. En Text, deen d'Politik, d'Liberaliséierung an d'Globaliséierung reguléiere kann, an net ëmgedréint, wéi dat elo ass.

Mä d'Lëtzebuerger Vollek - an all Vollek an Europa - muss op jidde Fall d'Recht kréien, fir sech zu all neiem Vertrag iwwer Referendum ze äusseren, an net elo hei nei Weeër ze sichen, wéi den Här Statsminister dat ugekënnegt huet, wa soll un deem Vertrag eppes erëmgebastelt ginn a mir en erëm heihinner kréien.

Här President, a senger Ried huet den Här Statsminister wuel eng Rei Reformen an nei Weeër ugezeechent, déi sollen déi schmäerzhaft Politiken, déi virun dräi Joer agefouert goufen, schmackhaft maachen. D'wirtschaftlech Kompetitivitéit nohalteg förderen, administrativ Vereinfachung fir d'Betriber an esou weider goufen ugekënnegt. Educativ, aarbechtspolitesch a souguer sozialpolitesch nei Akzenter solle gesat ginn.

Steierlech soll awer keng Upassung un d'Inflatioun kommen.

Den Här Statsminister huet hei elo op eemol virgerechent, datt mer laangfristeg zréckgekuckt kee steierleche Retard op d'Inflatioun hunn, mä eng Avance. Bon, ech si jo bestëmmt keen Expert a Steierfroen an hunn och guer net probéiert dat do ze verstoen, mä wann ech awer elo an Zukunft e Retard beim Steieramt hunn, versichen ech dann deenen ze erklären, datt dee laangfristeg zréckgekuckt eigentlech eng Avance ass.

(Hilarité)

Et gëtt oft de Verglach mam Ausland gemaach, wat mir dach e Schlaraffeland a puncto Steiere sinn, an datt dofir nei steierlech Vergënschtungen a Reformen net opportun wieren, fir dann awer am gläichen Discours Steierkreditter ze verspriech fir déi Mannerbemëttelt; wat noutwendeg ass a wat scho laang hätt misse geschitt sinn. Wéi awer anerer dat hei viru Jore scho gefuerdert hunn, du si se duergestallt gi wéi wa se Moundkaalwer wieren, déi iertümlech an der Regierung hirer Steierwelt gelant wieren.

Här President, et ass richteg, datt een eng Rei Politiken am Zesummenhang mat der Lag vun der Natioun usprécht. Et ass och richteg, datt ee kloer ukënnegt, wat op d'Leit duerkënnt. Mä eppes diert an enger Erklärung iwwert d'Lag vun der Natioun net feelen, an dat ass de Faktor Mënsch. D'Politik muss am Interessi vum Mënsch gemaach ginn. D'Politik dierf kee Selfservice gi fir Parteiinteressen, wirtschaftlech Lobbyen oder Partikularinteressen.

Wéi gesäit dann hei am Land d'Lag vun de Mënschen an dëser Natioun aus? Doriwwer hunn ech gëschter kee Wuert héieren. Kee Wuert driwwer, datt mer iwwer 30.000 Mënschen hunn, déi mam Mindestloun musse schaffen; an et ginn der ëmmer méi. Zegdausende Mënschen, déi mam RMG musse vegetéieren; ëmmer méi Mënschen, déi sech aus Verzweiflung d'Liewen huelen oder aus der Gesellschaft eraus an eng künstlech Welt flüchten; ëmmer méi Leit, déi an Nout geroden, well falsch Akzenter an der Loun-, Sozial- a Wunnengspolitik gesat goufen, oder well de Mindestloun geschwënn net méi duergeet, fir eng mënschewierdeg Wunneng ze lounen.

Här President, ech hunn och kee Wuert héieren iwwert d'sozial Exklusioun hei am Land; iwwert déi ëmmer méi grouss Zuel vu Leit - besonnesch Jonker -, déi op der Strooss leien, a fir déi mer ëmmer méi Foyeré musse bauen, well mer et net fäerdeg bréngen, hinnen eng Plaz an eiser Gesellschaft ze garantéieren.

Ech hunn och kee Wuert héieren iwwert d'Aarmut hei an deem räiche Land. Kee Wuert driwwer, datt den Aarmutsrisiko ëmmer méi klëmmt. Kee Wuert driwwer, datt grad Famillje mat Kanner an Elengerzéier mat Kanner de gréisste Risiko hunn, an d'Aarmut ofzerutschen. An dat betrëfft besonnesch d'Kanner.

Den Här Statsminister huet mat Recht e staarken Akzent geluecht op de Schutz vun de Kanner, well ze vill Kanner an Nout kommen a fréi mam Gesetz a Konflikt och geroden duerch verschidden Ursaachen. Eng vun den Ursaachen ass awer déi steigend Aarmut an déi schwaach sozial Situatioun vun den Elteren, déi net méi iwwert d'Ronne kommen an hire Kanner näischt kënne bidden.

Dofir geet et net duer, fir heihinnerzekommen an de Kanner méi Foyeren oder nach e gratis Affekot ze verspriechen, wa se Problemer hunn. Wat d'Kanner brauchen, si finanziell an ofgeséchert Familljen, an deene se ouni Suerge kënnen opwuessen a sech kënnen entfalen.

De Wirtschafts- a Sozialrot huet a senge Konklusiounen iwwert d'ökonomesch an d'sozial Evolutioun hei am Land festgehalen, datt besonnesch vill Kanner hei am Land an Aarmut liewen, a ganz kloer ze verstoe ginn, datt déi familljepolitesch Distributiounsmechanismen hei am Land net effikass sinn, an datt d'Familljepolitik, déi am Moment bedriwwe gëtt, bestëmmt net dozou bäidréit, dës Situatioun ze verbesseren. De WSR weist ënner anerem drop hin, datt déi skandinavesch Länner zum Beispill eng besser Politik bedreiwen, fir hir Famillje mat Kanner ze schützen. An d'Regierung gëtt och an deem Rapport opgefuerdert, sech eventuell no deenen hirer Familljepolitik ze orientéieren, amplaz hir austère Familljepolitik weiderzeféieren.

D'Famill ass nach ëmmer déi wichtegst Zell vun eiser Gesellschaft a muss et bleiwen, egal a wat fir enger Form datt se zesummegesat ass. Wichteg ass, datt mer se schützen. De Fortbestand vun der Famill ass d'Viraussetzung fir de Fortbestand vun enger gesonder Gesellschaft. Wa mer also wëlle mat Houfert iwwert d'Familljen an eis Kanner schwätzen, dann awer iwwer ofgeséchert Familljen, well soss sollte mer eis schummen an net eis bretzen.

Här President, d'Vollbeschäftegung soll eiser aller Objektiv sinn, well eng Vollzäitaarbecht fir jiddfereen zumindest e Garant virum Ofrutschen an d'Aarmut kéint sinn. De Risiko, fir an d'Aarmut ofzerutschen, ass bei de Salariéë besonnesch present an huet eng steigend Tendenz. Besonnesch bei de Salariéë mat Kanner, déi mat engem Mindestloun musse liewen, ass de Risiko enorm an aggravéiert sech mat all zousätzlechem Kand. Bei de Leit, déi mam RMG musse vegetéieren, ass de Risiko ëmsou méi grouss, just datt bei hinnen, wat d'Zuel vun de Kanner ubelaangt, keen zousätzleche Risikofaktor derbäikënnt.

Här President, ech wëll dann awer nach eppes begréissen, wat den Här Statsminister hei gesot huet, an zwar iwwert dat neit Invalidegesetz vum 1. am Heemount 2005, an dat am Kontext mam Reclassement externe. An ech si frou - wierklech frou - ze héieren, datt d'Regierung endlech dat agesinn huet, wat ech hei deemools bei der Aféierung vun deem Gesetz scho gesot hunn, nämlech datt dëst Gesetz net géif benotzt ginn, fir Deelinvaliden erëm intern ze integréieren, mä datt et exklusiv praktesch géif benotzt ginn, fir se extern ze expulséieren.

D'Chiffere beweisen dat. Dofir wier ech frou, wann d'Reform vun deem Gesetz géif esou schnell wéi méiglech ageleet ginn. D'Applikatioun vun deem Gesetz do huet nämlech kloer zum Virschäi bruecht, wat d'Salariéen dann hei am Land fir d'Betriber nach wäert sinn. Als Ressource humaine gi se aklasséiert, also wéi ee Grondstoff, deen een auspresst bis näischt méi dran ass an dann anzwousch anescht recycléiert oder einfach ausgliddert.

Ech wëll awer nach eppes zur Reform vun deem Gesetz bäifügen. D'Reform vun deem Gesetz muss awer och onbedéngt genotzt ginn, fir datt d'Indemnité d'attende, wat eng reng beschäftegungspolitesch Mesure ass, net méi vun de Pensiounskeesen, mä vum Fonds pour l'Emploi muss bezuelt ginn, fir datt mer wéinstens ee Renteklau kënnen erëm aus der Welt schafen.

Här President, eppes huet mech am Här Statsminister senger Ried awer zimlech revoltéiert. Dat ass wat en am Zesummenhang mat de gesellschaftspolitesche Froe gesot huet am Kontext mat der Euthanasie: Et dierft an där Fro kee Fraktiounszwang ginn; d'Deputéierte misste kënne fräi no hirem Gewësse stëmmen. Dat heescht also, den Här Statsminister huet dann awer hei zouginn, datt et Fraktiounszwang gëtt.

(Hilarité)

Et ass awer net un engem Här Statsminister oder un enger Partei fir ze décidéieren, ob et Fraktiounszwang gëtt oder net. Eis Verfassung verflicht am Artikel 50, datt d'Deputéierte fräi...

Une voix.- Beim Här Jaerling, do wäert et kee Fraktiounszwang ginn.

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Gelift?

Une voix.- Här Jaerling, wéi ech lech kennen, bei lech wäert et kee Fraktiounszwang ginn.

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Neen. Ech ginn ëmmer gutt mat mir eens. Ben, zwar och net ëmmer esou. An der Lescht ginn ech och méi kritesch mat mir ëm.

(Hilarité)

Also, eis Verfassung verflicht an hirem Artikel 50, datt d'Deputéierte solle fräi no hirem Gewëssen entscheeden. An do steet kloer: «Les Députés votent sans en référer à leurs commettants.» Also, wa Verschiddener heibannen den Artikel 50 vun der Verfassung ëmmer respektéiert hätten, dann hätt ech wahrscheinlech net eleng hei gestane mat mengem Neen zum Verfassungsvertrag.

An dann hätt ech och net eleng hei gestane bei verschiddenen anere sozialpolitesch onvertriebare Gesetzer, wou ech Nee gesot hunn, a wou Verschiddener gären Nee gesot hätten. Mä si hunn et leider net dierfen. A si hunn et souguer zouginn, datt se et net hunn dierfen.

Här President, nach eppes ass hei net ernimmt ginn, wat fir mech och eng gesellschaftspolitesch Fro ass, an dat ass d'Parteiefinanzéierung. Dat ass fir mech an deem Sënn eng gesellschaftspolitesch Fro, well ech der Meenung sinn, datt et vill méi wichteg wier, an déi partizipativ, an déi direkt Demokratie ze investéieren, wéi d'Parteien ze fidderen, fir datt mer iwwert de Wee vu méi partizipativer an direkter Demokratie alle Mënschen an dëser Natioun kënnen e Matsproocherecht ginn.

Well gesellschaftspolitesch Froe stelle sech net nëmme fir eng Natioun an dëser Natioun, mä fir all Natiounen an dëser Natioun. Ob dat d'Euthanasie ass, d'Ofdreiwung oder d'Fro iwwert d'Bestietnis vu Gläichgeschlechtlechen an der Adoptioun vu Kanner.

Souwisou verstéisst déi Aart a Weis, wéi d'Verdeelung vun der Parteiefinanzéierung hei virgeschloe gëtt, géint all demokratesch a Gläichberechtegungsprinzipien, well déi, déi scho genuch hunn, nach derbäikréien, fir datt nëmme keen u se erukënnt.

Doriwwer huet den Här Statsminister net geschwat, a komescherweis och kee vu menge Virriedner. Et pour cause, well et wëllt jo hei keen en Hues opjoen.

Här President, d'Politik soll net vergiessen, datt de Mënsch dat Wäertvollst an der Gesellschaft ass; awer all Mënsch, ouni Ausnahm. Dem Mënsch muss méi Respekt zoukomme gelooss ginn, fir datt hien am Mëttelpunkt vun alle Politike steet. Dat ass d'Missioun vun der Regierung. Awer dat ass och d'Missioun vun eis all, well nëmme mat gläichberechtegte Mënschen, déi respektvoll matenaner ëmginn, kënne mer vun enger gesonder Lag vun eiser Natioun schwätzen.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madame Anne Brasseur. Madame Brasseur, Dir hutt d'Wuert.

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Grondlag vun all Natioun gëtt geluecht duerch d'Educatioun vun hire Bierger, woubäi d'Educatioun awer net nëmmen d'Schoul betrëfft - also d'Bildung, dat rengt Wëssen -, mä d'allgemeng Erzéiung muss do mat abezu ginn; dat heescht d'Famill, d'Ëmfeld vun de Bierger an och d'Medien.

Et muss ee feststellen, dass d'Erzéiung duerch d'Famill an an der Famill ëmmer méi ofhëlt; och wann een net soll generaliséieren. Leider ass bei enger Rei vu Familljë festzestellen, dass se hiren Erzéiungsaufgabe kaum, schlecht oder guer net nokommen. Dat kann ee bedaueren, mä dat ass an onser Gesellschaft nun eemol eng Tatsaach.

D'Fro ass, ob d'Schoul als Institutioun all dës Defiziter kann eleng opfänken. Verlaange mer net ze vill vun der Schoul? Ass d'Schoul iwwerhaapt an der Lag, niewent de Bildungsaufgaben och de ganzen Erzéiungsoptrag ze iwwerhuelen?

Viru Joren hunn ech gesot, dass et wënschenswäert wär, wann d'Kanner, ier se an d'Schoul kommen, e Minimum vu Bagage géife matbréngen. Dee Minimum, dat ware fënnef Wierder. Ech hunn dat a fënnef Wierder résuméiert: „Moien", „Äddi", „wann ech gelift", „Pardon" an „Merci".

Och haut sinn ech nach ëmmer iwwerzeegt, dass musse verschidde Grondviraussetzunge bestoen, fir dass d'Schoul hirer Missioun iwwerhaapt ka gerecht ginn. Duerfir sinn ech der Meenung, dass, wann een

Chambre des Députés
LUXEMBOURG
d'Chamber online op
www.chd.lu

iwwert d'Educatiounspolitik schwätzt, ee sech net nëmmen däerf op d'Schoul beschränken, mä een och hei muss d'Famill an d'Ëmfeld mat abannen. Bei Familljen, déi, aus wéi enger Ursaach och ëmmer, net an der Lag sinn, fir hire Kanner déi néideg Viraussetzunge mat op de Wee ze ginn, muss den Encadrement esou sinn, dass si et kënne fäerdeg bréngen, positiv zur Erzéiung vun hire Kanner bäizedroen.

D'Eltere mussen hir Responsabilitéit iwwerhuelen. Fir déi, déi domat iwwerfuerdert sinn - an där gëtt et leider ëmmer méi -, mussen Hëllefen ugebuede ginn. De Stat kann a muss hëllefen, mä de Stat kann an däerf sech net den Eltere substituéieren. Dat kann esou net fonctionnéieren. Fir d'DP muss duerfir d'Familljepolitik complémentaire zur Schoulpolitik sinn. D'Demokratesch Partei huet d'lescht Woch eng ganz Rei vu konkrete familljepolitesche Moossname virgeschloen.

Haut gëtt vun der Schoul verlaangt, dass se ëmmer méi Beräicher ofdeckt: Gesondheet, Ernährung, Drogepreventioun, Medienerzéiung, Éducation à la citoyenneté, Sensibiliséierungscampagnë vun der Verkéierssécherheet iwwer Ëmwelterzéiung bis hin zur Entwécklungshëllef an de Kampf géint d'Obésitéit.

All dat ass sécher ganz wichteg, mä all dat kann net matenee gemaach ginn. A well dëst net alles ka matenee gemaach ginn, sinn a bleiwen ech der Meenung, dass d'Schoul sech fir d'alleréischt muss op dat Wesentlecht konzentréieren, soss riskéiere mer, dass d'Kanner vun allem e bëssen, mä vun näischt eppes Zolittes mat op de Wee kréien. Or, si brauchen eng zolidd Grondlag. Dat sinn nun eemol d'Basics: liesen, schreiwen a rechnen. Dat sinn d'Grondlagen, op deenen all dat anert muss opgebaut ginn. Ouni déi Grondlage fonctionnéiert et net. Duerfir gëllt fir ons nach wie vor: „basics first".

„Mir brauchen eng Qualifizéierungsoffensiv", huet de Premier gëschter ënnerstrach. Dat eleng geet awer an onsen Aen net duer. Nieft där Qualifizéierungsoffensiv brauche mer och eng Qualitéitsoffensiv. „D'Schoul bleift eng Schoul vun der Leeschtung. Ouni léieren a schaffe geet et net." Och dëse Saz vum Premier bei der Regierungserklärung fënnt ons Zoustëmmung. Leider gesäit awer haut d'Praxis vun der Erzéiungspolitik vun der Regierung anescht aus.

Eng Schoul vun der Leeschtung erreecht een net, andeem een d'Hausaufgaben ofschaaft. Eng Schoul vun der Leeschtung erreecht een net, wann een d'Lat dauernd erofsetzt. Eng Schoul vun der Leeschtung erreecht een net, wann et keng Émulatioun tëschent de Schüler méi gëtt. Eng Schoul vun der Leeschtung erreecht een och net, wann ee seet, et däerft kee méi eng Klass redoubléieren.

Op dem Altor vun der Chancëgläichheet gëtt de Leeschtungsprinzip geopfert. Eleng doduerch, dass een d'Ufuerderungen erofdréckt, schaaft een awer keng Chancëgläichheet. Et dreift ee just Gläichmacherei; an dat op Käschte besonnesch vun deene méi schwaache Schüler.

D'DP setzt sech a fir eng qualitativ héichwäerteg Schoul, déi dozou bäidréit, d'Leeschtungsbereetschaft vu jiddferengem op jiddfer Niveau ze förderen, amplaz eng Attitüd vun der Mëttelméissegkeet ze verbreeden.

Wa mer et net fäerdeg bréngen, eng Schoul vun der Qualitéit a vun der Exzellenz ze entwéckelen, da riskéiere mer, dass mer hei zu Lëtzebuerg lëtzebuergesch Privatschoule schafen. Eng vun deene grousse Stäerkten awer vun onser sozialer Kohesioun zu Lëtzebuerg ass et, dass d'öffentlech Schoul zu där sozialer Kohesioun bäigedroen huet. Mir riskéieren, dass déi Unicitéit vun der öffentlecher Schoul zerbrécht.

Duerfir musse mer oppassen, dass mer net an déi Richtung kommen, well dat wier erëm op Käschte vun deene Schüler, déi méi Schwieregkeeten hunn, a besonnesch déi aus engem sozial schwaachen Ëmfeld kommen, déi keen Zougang zu deene privaten Eliteschoulen hätten. Dat musse mer mat alle Mëttele verhënneren.

De Statsminister huet a senger Deklaratioun ënnerstrach, dass d'Gesetz iwwert d'Beruffsausbildung eng gutt Reform ass. Dat gesäit d'DP och esou. An ech si frou, dass ech konnt dozou bäidroen, d'Grondlage fir dës Reform ze leeën. Mir mussen et awer bei der Beruffsausbildung fäerdeg bréngen, dass et zu engem Mentalitéitswiessel kënnt. D'Beruffsausbildung däerf keen zweete Choix sinn. Et däerf och net de Choix sinn, deen duerch den Échec bestëmmt gëtt.

Eng zolidd handwierklech Ausbildung ass eng exzellent Viraussetzung fir en erfollegräicht Beruffsliewen, fir eng dauernd Weiderbildung, wouduerch sech fir déi jonk Leit nei Perspektiven opmaachen.

Mir mussen einfach begräifen, dass e gudden Handwierker vill méi ass, wéi e mëttelméissege Primaner oder e médiocren Universitaire.

Une voix.- Très bien.

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Handwierksberuffer si Beruffer, déi net wäerten délocaliséiert ginn, an dat besonnesch am Bau an och an der Gastronomie. Duerfir ass besonnesch an der Beruffsausbildung eng Qualifizéierungsoffensiv an eng Qualitéitsoffensiv unzestriewen.

Här President, et verloossen ze vill Schüler ons Schoul ouni Qualifikatioun. Eng vun den Ursaachen ass déi, dass d'Schüler scho mat 15 Joer aus dem Schoulbetrib ausscheeden. Duerfir hat déi viregt Regierung e Projet de loi virgeluecht, fir d'Schoulflicht vu 15 op 16 Joer eropzesetzen, a fir déi Schüler, déi weder an den Aarbechtsprozess ginn nach eng Léier maachen, op 18 Joer. Dee Projet ass zréckgezunn an duerch näischt ersat ginn. Domat géife mer et awer fäerdeg bréngen, dass mer déi Kanner - besonnesch déi, déi keng Qualifikatioun hunn - schonn am Schoulsystem besser kéinten encadréieren.

Leider stelle mer och fest, dass eng Rei vu Kanner keng Qualifikatioun kënne kréien, well se d'Viraussetzungen net hunn. Besonnesch déi musse mer extra encadréieren.

Här President, d'Grondlag vun all Natioun gëtt duerch d'Bildung vun hire Bierger geluecht. Mir brauche méi Leit, déi méi eng Qualifikatioun hunn. Mir mussen d'Zuel vun deenen, déi keng berufflech Qualifikatioun erreechen, erofsetzen. Awer dat kann op kee Fall op Käschte vun der Qualitéit goen. Mir mussen an d'Qualitéit investéieren. Qualitéit heescht, gutt ausgebilten a motivéiert Enseignanten, e gudden Encadrement, héichwäerteg Programmer an adequat Infrastrukturen.

D'Zil vun engem héichwäertegen Enseignement muss et sinn, all Kand et ze ermégléchen, mat sengem Talent e Maximum ze erreechen. Dat ass fir ons Chancëgläichheet: Jiddfer Schüler d'Chance ginn, fir no senge Méiglechkeeten dat Bescht ze - erreechen, jiddfer Kand a Jugendlechen esou ze förderen an ze fuerderen, dass en duerno déi beschte Chancen huet, sech am Liewen an am Beruff erëmzefannen. Dat alles geet awer net ouni Ustrengung, an dat ass de Message, dee mer musse vermëttelen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Brasseur. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Charles Goerens. Här Goerens, Dir hutt d'Wuert.

M. Charles Goerens *(DP)*.- Merci, Här President. Just e puer Minutten, fir iwwert zwee Punkten ze schwätzen.

Éischtens wollt ech emol am Ufank vu menger Interventioun menger Genugtuung Ausdrock ginn, datt mer nächste Freideg mam President vun der Commission du développement durable zesummekommen, mam Här Weber. An zwar sinn déi fënnef, déi mat him zesummekommen, d'Signatairë vun där Motioun, déi mer am Dezember hei an der Chamber ugeholl hunn, mat där d'Regierung och d'accord war, a wou et dorëm geet, fir de Conseil du développement durable ze chargéiere mat enger Etüd iwwert d'Evolutioun vun de Principaux paramètres financiers budgétaires vum Lëtzebuerger Stat.

Ech fannen dat eng ganz grouss Victoire, well do gi mer effektiv an d'Richtung vum Développement responsable mat der Chance, fir eng zolidd Basis ze hunn, op där mer kënnen eng Strategie fir eis zukünfteg Finanzen opbauen - d'Finanzen no 2009; an et huet och den Avantage, datt d'Chamber am Ufank vum Prozess ageschalt ass an net, wéi se ëmmer virgeworf kritt, datt se nëmmen duerno zu den Tripartitesaccordë Jo an Amen ze soen hätt. Doriwwer sinn ech ganz frou.

Den zweete Punkt, deen ech wëll behandelen, dat ass de Changement climatique. Mir mussen eis d'Fro stellen effektiv, ob mer alleguer genuch gemaach hunn. D'Äntwert ass do: Neen.

Ech fänke bei mir un. Ech war selwer en charge vun deem Dossier. Ech ginn och dovun aus, datt ech deen eenzege minablen Ëmweltminister an der Europäescher Unioun war. Da muss et also aner Ursaache ginn, firwat datt zum Beispill Däitschland 21% Reduktioun 1990 akzeptéiert huet, awer nach eng Partie Prozenter vum Zil ewech ass. Da muss een och Erklärunge fannen, firwat datt Dänemark, déi 21% Reduktioun akzeptéiert hate par rapport zu 1990, elo 6% iwwert dem Emissiounsstand vun 1990 leien. Da muss een och vun Éisträich kënnen eng Äntwert kréien, firwat datt si 13% Reduktioun akzeptéiert haten, an elo 16% méi héich leie wéi 1990, dat mécht - entre nous soit dit - 29% Differenz.

Da muss ee wëssen, firwat datt d'Belsch 7,5% Reduktioun akzeptéiert haten, an elo bei 0,6 Augmentatioun leie par rapport zu 1990. Italien minus 6,5, a si leie bei plus 11,5. Spuenien hat accordéiert kritt, opgrond vun hirer spezifescher Situatioun, 15% kënne méi ze emettéiere wéi 1990, déi sinn elo bei 40% Augmentatioun vun CO_2-Emissioune par rapport zu 1990.

Et mussen also Ursaache ginn, firwat datt dat esou ass. Ech soen dat, well mer an deem Débat hei näischt sollen onkloer loossen. An do gëtt et och menger Meenung no eng Partie Ursaachen.

Allerdéngs muss een déi do Froestellung aleede mat där heiter Fro: Gëtt et iergendeppes Neits tëschent 1990 oder tëschent dem Sommet de Rio an haut? D'Äntwert ass Jo an Neen. Neen, well quant au fond wësse mer scho säit deem Joer, wou de Sommet de Rio war, datt mer et mat enger Erwäermung vun der Atmosphär ze dinn hunn. Et gëtt näischt Neits, well mir wossten och, datt d'Ressourcen endlech wieren - haaptsächlech wat d'fossil Energien ubelaangt.

Quant à la forme gëtt et allerdéngs eppes Neits. An Zwëschenzäit huet ee fir en Documentaire en Oscar kritt: de fréieren amerikanesche Vizepresident Al Gore, deen och während där Zäit, wou en an der Administratioun war, et net fäerdeg bruecht huet, do déi Strategien, déi en haut aklot, duerchzesetzen. Et gëtt e Rapport Stern; et gëtt eng ganz Serie vun neie Berichter vun internationalen Experten, iwwert déi mer och nach an nächster Zäit hei wäerten diskutéieren. Dat alles ass quant à la forme nei. Déi sinn esou percutant, datt haut deen Allerleschten alertéiert ass iwwert d'Geforen, déi am Klima op eis laueren.

Et gëtt eiser Meenung no awer nach ëmmer eng Partie Obstaclen, fir zum Zil ze kommen, an dat als Erklärung op dat allgemengt Versoen an der Europäescher Unioun, bis op ganz wéineg Ausnahmen, wat de Respekt vun den Engagementer a puncto Klimaschutz ubelaangt.

Ech géif emol als Éischt nennen: eng Absence de cohérence. D'Dominique Voinet huet mer eng Kéier an engem Ëmweltconseil gesot: „Wann déi aner Ministeren a menger Regierung wéissten, wéi wichteg datt deen Departement hei ass a puncto Klimaschutz, hätt ech deen Departement do wahrscheinlech keen Dag méi laang."

Absence de cohérence. An ech wëll elo kengem wierklech de Prozess maachen, mä ech stelle just fest, an ech projezéiere meng eegen Experienz op d'Zäit vun haut: Ech mengen, mir mussen iwwert d'Kompetenze vum Ëmweltminister nodenken, an ech mengen, mir missten déi erweideren.

Ech mengen net, datt mer déi grouss ambitiéis Projeten, déi mer elo maachen, kënnen duerchzéie mat enger seriöer Garantie op Erfolleg, ouni him horizontal Kompetenzen ze ginn an enger ganzer Partie Domänen.

Ech froen esou zum Beispill: Waart Dir als Ëmweltminister implizéiert an deem Projet, deen d'Sotec mat GasCom gemaach huet? Sidd Dir do gefrot ginn, ob een net kënnt aus esou engem Projet wierklech Retombéeë fir Lëtzebuerg erausschielen a puncto Benefisser, déi am Kader vun der „joint implementation" méiglech sinn? Sidd Dir do gefrot ginn?

Ech mengen, et wier indispensabel, fir déi Démarche ze maachen. Well wann een nämlech e bestehend Wierk ersat hätt duerch en neit Wierk, wat méi performant ass, da kënnt ee sech bei gläicher Leeschtung de Benefiss, déi gréisser Performance als CO_2-Kreditter zegutt schreiwe loossen. Dat wär bei deene Millioune Tonnen, déi mer iwwer eist engagéiert Zil eraus emettéieren, och emol e gudde Bäiwoort - sot d'Fra am Éislek.

Et gëtt och eng Partie Incohérencë sur le plan international. Ech mengen, d'Strategie ass nëmme just crédibel, wa se global opgeet, also muss een national Effortë maachen, an och där um internationale Plang. D'Strategie geet allerdéngs nëmme just op, wa mer ganz séier handelen an, zweetens, wa mer global handelen. A wa mer déi Prioritéiten duerchsetzen, déi kuerzfristeg am allermeeschte bréngen, ouni déi aner: Et gëtt wahrscheinlech keng kleng Ekonomien an deem doten Domän. Et muss een iwwerall usetzen, mä op de Prioritéite muss een direkt asetzen.

Et bréngt net méi vill, mengt de Professer Stiglitz, wann een nach virun e Subsid gëtt fir Reforestatiounsprojeten ze maachen, weltwäit, wëssend, datt d'Déforestatioun esou massiv Envergure ugeholl huet, datt déi e Véirel duerstellt vun den CO_2-Emissioune weltwäit. Do musse mer also usetzen, an do muss och am Kader vun der Kohärenz vun de Politiken Europa nach kënne vill méi e gewaltegt Wuert matschwätze wéi dat, wat et bis elo schonn an deem Domän ze bestellen huet.

Duerfir mengen ech och, wa mer no Argumenter sichen, fir dee Verfassungsvertrag eriwwerzeretten, da musse mer Europa an deem doten Domän déi Autoritéit ginn, fir datt et weltwäit sech an allen internationale Konferenzen, déi mat deem doten Domän ze dinn hunn, kann abréngen. An dat ass ee Grond firwat datt mir - net deen eenzegen, mä ee vun deenen - hannert dem Bäibehale vun deem essenziellen Verfassungsvertrag sinn.

Mir mussen eis och eens ginn, datt mer eis mussen d'Moyenë ginn, fir déi ambitiéis Ziler ze erreechen, déi d'Europäesch Unioun sech elo zousätzlech ginn huet zu deenen Engagementer, déi 1997 geholl goufen.

Ech mengen, et ass eng Chance, och fir eis Ekonomie. Dat ass e Lieu commun, deen ech hei nach eng Kéier répétéieren - alleguer meng Virgänger hunn dat gesot.

Et ass awer keng Garantie, datt et klappt! Well wann ech virdrun deen Tableau opgeziehlt hunn, wéi wäit datt d'Wierklechkeet an d'Wonschdenken auserneeklaffen, a wa mer elo eis Ambitiounen nach méi grouss schrauwen, da musse mer hei wierklech ganz massiv ëmdenken, an dat geet net ouni Paradigmewiessel. Dat, wat wichteg ass, dat ass, wat mer am Joer 2050 beim État de la nation soen iwwert déi do Saach. Ech sinn dann net méi hei. Ech ginn dovun aus, datt eise geschätzte Statsminister da kuerz viru senger Midlife-Crisis steet...

(Hilarité)

...an da wäert hie wahrscheinlech de Bilan maachen iwwert dat wat an där ganzer Zäit hei geschitt ass.

(Interruption)

Ech mengen, datt en net derlaanscht kënnt, fir déi puer Indicateuren, déi ech elo ugedeit hunn, dann ze kommentéieren. An an där Flicht sti mir.

Ech wëll hei nach eng Kéier mat Nodrock ënnersträichen, datt mer net mat Rechthaberei oder mat besserem Wëssen hei un déi Saache wëllen erugoen - de Minister weess et, an ech weess et selwer wéi penibel datt et ass, wann ee vu sengem Virgänger ëmmer Lektiounen erdeelt kritt, ech wëll mech hei därer Lektiounen enthalen -, mä mir hunn awer e puer Enseignementer, déi mer kënnen deelen. Ech wollt Iech déi puer Enseignementer matdeelen an Dir kënnt all Kéiers dann, wann Der e Schrëtt a puncto Klimaschutz maache wëllt, zousätzlech op eis Ënnerstëtzung zielen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Goerens. Den honorabelen Här Bettel huet d'Wuert.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, „Jonker wiele Juncker" war e Slogan, dee se haten. Här President, ech muss Iech soen, dass ganz vill Jonker haut net méi Juncker géife wielen, wa se nach eng Kéier 2004 wieren.

(Brouhaha général)

Wann ee kuckt, den Här Premierminister huet et selwer gesot, 900 jonk Leit si placéiert, um Niveau vun de Suicidë vun deene Jonke si mer am Top fënnef vun deenen héchsten an Europa. Bei den Droge si mer am Top vun deenen, wou déi meescht haart Droge sinn. Jonk Leit ouni Aarbecht, d'Zuele ginn erop. Jonk Leit ouni Wunneng, näischt geschafft, also op jidde Fall et geet net weider.

Här Juncker, ech muss Iech soen: Ganz vill jonk Leit hunn Hoffnungen an Iech gesat,

mat Ärem neie Koalitiounspartner, hunn Iech als Partei ganz staark ënnerstëtzt. Ech muss Iech awer soen: Beaucoup restent sur leur faim!

Wann een awer vu Slogane schwätzt, da muss een awer och zum Beispill - ech hunn elo virdrun d'Beispill vum Chômage genannt -: Am Juli 2004 hate mer 8.242 Chômeuren, déi nei Regierung ass an Amt getratt, Mäerz 2007, déi lescht Zuelen, 10.045. Dat heescht, wann een och d'Slogane kuckt, déi mer haten - dat heite seet vläicht nach dem Här Lux an de Kolleegen hei op der lénker Säit eppes -: „LSAP, besser fir Lëtzebuerg", „Mir paken et un!". Ech weess net, wat Der ugepaakt hutt, de Chômage ass vun 18,4, bei deene Jonken, op 19,9 eropgeklomm. Dat heescht, an deene leschten dräi Joer 21% Augmentatioun. Dat misst een dann hei vläicht elo änneren an Zukunft.

Här President, wann een dann nach d'Zuele kuckt vum onqualifizéierte Chômage, da sinn d'Zuele vum Mäerz 2004 vun 48,1 op 52,4 eropgaangen. Mir sinn am Top fënnef vun deene Länner mat dem héchsten Taux.

Da kéint ee sech déi heite Fro och stellen - gëschter ass jo driwwer diskutéiert ginn -, d'Bildungsoffensiv, „Mir paken et un!", et ass gëschter nach eng Kéier vum Här Premierminister gesot ginn, dass déi jonk Leit malheureusement haut mat hiren Diplomer oder déi meescht ouni Diplomer iwwerhaapt keng Aarbecht fannen. „Mir paken et un!", ech weess nach ëmmer net, wat Der ugepaakt hutt.

Wann een iwwert de Logement schwätzt, Här President, den Här Premierminister huet selwer Mea culpa gemaach a gesot, dass de Logement bei deene jonke Leit, och net nëmme bei deene jonke Leit, mä iwwerhaapt insgesamt zu Lëtzebuerg net roseg wier. Ech zitéieren hei de Rapport d'activité 2006, dat ass deen neitsten, dee mer kritt hu vum Logementsministère: «En raison de la flambée des prix, notamment des terrains à bâtir, de plus en plus de ménages éprouvent des difficultés à trouver un logement adéquat, financièrement abordable.»

(Interruption)

Ech zitéieren hei de Ministère.

«Vu le nombre croissant de ménages s'installant de l'autre côté de nos frontières, les milliers de ménages logés dans des conditions insatisfaisantes, et le nombre important de ménages surendettés», etc., etc. kéint ech weiderzielen.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Et ass zéng Joer deeselwechte Bericht.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Ech ka mech erënneren, den Här Premierminister, deen hei virun e puer Joer gesot huet: De Stat wäert déi Spekulanten an déi mam Fric futti maachen, andeem en Terrainen op de Marché bréngt. Ech waarden nach ëmmer op en Terrain, Här Premierminister. Ech waarden nach drop. Et ass nach ëmmer kee komm.

M. le Président.- Här Bettel, adresséiert Iech un d'Chamber!

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Jo, mä justement, Här President, elo ass jo dat nächst nach eng Kéier besser fir Lëtzebuerg, d'Sozialisten: „Wunnen ass e Luxus ginn", „Mir paken et un!". Ech weess nach ëmmer net, wat Der ugepaakt hutt, op jidde Fall keng Zill, fir eng nei Wunneng ze bauen, an op jidde Fall kee Meter carré ass erofgaangen.

Här President, ech kann Iech just soen: Iwwer Wahlversprieche, esou wéi eis Genosse se 2004 gemaach hunn, kann de Wieler haut just nach de Kapp rëselen, a vun Upaken, et freet ee sech, wou d'Sozialistesch Partei sech ugepaakt huet.

Une voix.- Bei der CSV.

(Hilarité)

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann een elo zu anere Sujete kënnt, wéi zur Gesellschaftspolitik - an et huet mer guttgedoen, well den Här Premierminister driwwer diskutéiert huet, och wann ee bei der CSV, et ass eng Vollekspartei, ech verstinn et.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Et weess een et net.

(Hilarité)

M. Xavier Bettel *(DP)*.- D'CSJ ass an enger gewëssener Limite fir d'Euthanasie. Si huet jo do e Communiqué gemaach, a wéi enge Konditiounen. D'Madame Frank seet op der Tëlee, si wier dergéint. Well si en „C" hunn, si si fir d'Liewen. Mir hu keen „C" an eiser Partei, Här President, mä mir sinn awer och fir d'Liewen.

Une voix.- Op jidde Fall!

(Brouhaha général)

M. Xavier Bettel *(DP)*.- An dann den Här Juncker, den Här Juncker,...

(Interruption)

...deen eis hei gëschter seet, dass hien op jidde Fall net dergéint ass. Ech si frou, wa mer hei Votë musse kréien, wéi dann déi Chrëschtlech-Sozial Vollekspartei hei wäert ofstëmmen.

(Interruption)

Et si vill Sujeten, déi ee kéint abordéieren. Ech ka mech erënneren, d'Madame Jacobs, déi elo leider net hei ass, Här President, déi d'lescht Joer refuséiert huet, dass mer e Stonnenhotel fir d'Prostituéierte sollten hunn. Hei ass vill gejaut ginn, wéi mer iwwert d'Prostitutioun geschwat hunn, mä eise Code pénal erlaabt, also n'interdit pas la prostitution. Da kommt mir ginn deene Meedercher dat. Neen, eis hypokritesch Politik, Prostitutioun zu Lëtzebuerg, kommt mir schwätzen net driwwer. Am „Luxbazar" stinn d'Säite voll.

(Interruption)

D'Äntwert vum Här Frieden: Ech kennen d'Zeitung net.

(Interruption)

„Ech kennen d'Zeitung net", dat war d'Äntwert vum Här Frieden.

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

Also, Här President, ech notéieren hei, dass d'CSV d'Gare proposéiert.

(Interruption et hilarité)

Ech muss nach mat mengem Schäfferot kucken, ob mer dat kënnen duerchkréien.

(Hilarité)

Här President, ech muss Iech just soen, dass ech hei awer ganz iwwerrascht sinn, wann ee seet zum Beispill d'Stad Lëtzebuerg hätt keng Verantwortung. Kommt mir kucken d'Fixerstuff: Wou ass se am Moment? Gitt mer der e puer am Land! Gitt mer der e puer! Foyer Ulysse: Wou ass dee gréisste Foyer fir Obdachloser? Sot mer wou!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Wou sinn déi meeschten Obdachloser?

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Zu Bouneweg! Do wou ech wunnen, Här President. An elo sot mer net, hei géif net duerno gekuckt ginn.

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

Iwwert de Pacs sinn ech ganz frou, Här President, dass den...

M. le Président.- Loosst den Här Bettel elo schwätzen!

M. Xavier Bettel *(DP)*.- ...Här Premierminister elo endlech agesäit, wat hie virun dräi Joer schonn agesinn hat, wou hie selwer gesot huet, wéinst der Oppositioun vum Statsrot kéint een en, wat d'Steieren ubelaangt, net gläichstelle mat der Hochzäit. Hien huet et elo gesot, da wäert et och geännert ginn. Mä dat ass Gebastels. Dat ass Gebastels. Firwat maache mer d'Hochzäit einfach net op? Maache mer d'Hochzäit op, dann huet jiddfereen datselwecht.

(Interruptions)

De Mariage. En plus, wann een de Code kuckt, et steet néierens am Code, dass et le mari et la femme misst sinn. Et steet ëmmer do „les époux". Et steet néierens eng Definitioun vu le mari et la femme. Dat heescht, et kéint ee souguer vläicht eng Kéier probéieren, eng gläichgeschlechtlech Hochzäit ze maachen, an ze kucken, ob se da vum Parquet invalidéiert gëtt.

Ech ka mech erënnere wéi d'CSV, wou mer nach an der Koalitioun waren, well ech mer nëmmen erlaabt hat ze froen, ob e Conseiller oder Schäffe kéint e Pacs maachen, scho bal de Krich ugekënnegt hat.

(Interruption)

Ech si frou, dass de Premierminister och gesot huet, dass eppes am Prisong misst geschéien. Ech sinn och ganz frou, dass mer dat feststellen. Ech mengen d'CSV, elo den Här Frieden, dee grad net hei ass, mä dee säit néng Joer Justizminister ass, ech si frou, dass hien elo emol mat eis diskutéiert an net reagéiert nodeem nees iergendeppes geschitt ass, dass den Dialog elo emol gesicht gëtt.

Dass den Här Statsminister seet, dass e Mineur net an de Prisong passt, do si mir eis ganz eens, Här President, mam Här Statsminister - als Demokratesch Partei. Ech mengen et ass och net déi Plaz. Et ass just, dass et ganz laang dauert hei zu Lëtzebuerg - an dat huet den Här Premier och gesot, do ginn ech him awer Recht -, dass têschent der Iddi eppes ze maachen a bis et op ass et laang dauert. Mä wann d'Pläng och vun der Regierung net géife gewiesselt ginn, da wier et scho laang op.

Une voix.- Dir sidd dach soss ëmmer cool!

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Jo, mir sinn nëmmen nervös. Ech hunn Iech gesot, d'Gesellschaftspolitik an der CSV, do si se sech net alleguerten eens. Mä et ass mäi Problem. Do solle se ënnert sech eens ginn.

(Interruptions)

Iwwert d'Auslännerpolitik, Här President, huet den...

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Wann ech gelift!

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Iwwert d'Integratiounspolitik an d'Duebelnationalitéit huet den Här Premierminister...

M. le Président.- Berouegt Iech all, an da loosst Der den Här Bettel hei seng Ausféierung maachen!

(Interruption)

Här Wagner!

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här President, iwwert d'Auslännerpolitik huet den Här Juncker och gesot, dass d'Duebelnationalitéit jo eng grouss Avancée wier. Ech ginn him vollkomme Recht. An och wann een haut den Avis liest vun der Chambre de Commerce - ech mengen hiren Avis ass haut komm -, déi seet: Et ass super. Mä firwat da vu fënnef Joer op siwen erop? Dat heescht, mir wëllen e Plus mat engem Minus? Dat heescht: Mir sinn averstanen, dass Der Lëtzebuerger gitt, mä et soll méi streng ginn.

Ech wier frou, wann den Här Premierminister mer dann herno kéint erklären, well hie seet, dass do eng grouss Avancée ass, firwat dann deen Délai vu fënnef Joer op siwe Joer eropgeschrauft gëtt. Dat muss ee mir erklären. Mir wëllen op, mä maachen e bëssen zou. Dat heescht, et ass esou eng Paart, déi hallef op an hallef zou ass.

Da gëtt och gesot, et muss eppes gemaach ginn, fir dass d'Lëtzebuerger Sprooch besser geléiert gëtt. Näischt dergéint, mä nach eng Kéier muss ech Iech soen, d'Gemengen, déi d'Coursen organiséieren, ginn e bëssen am Ree stoe gelooss. Dann hëlleft och de Gemengen, déi d'Coursen organiséieren, finanziell, fir dass se déi Coursen och kënne besser organiséieren.

Här President, als Konklusioun, wann den Här Premierminister seet, dass et eis gutt geet, da muss ech him soen: Jo, verschiddene Leit, awer net jiddferengem.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Une voix.- Iech geet et gutt.

M. le Président.- Merci, Här Bettel. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. Carlo Wagner *(DP)*.- Här President, Här Statsminister, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt op dëser Plaz e puer Iwwerleeunge maachen zum Thema Renten. E Sujet, deen ee sécherlech net sollt aus den Ae verléieren, wann ee mëttel- a laangfristeg am Intérêt vun der jëtzeger Jugend wëllt kucken, dass d'Rechnung och iwwert d'Joer 2040 nach opgeet.

Et handelt sech awer an eisen Aen ëm e Sujet, dee kontrovers diskutéiert gëtt a wou et oft zu enger gewëssener Konfusioun kënnt. Komescherweis gëtt ëmmer nees geschwat vun deene verschiddensten Acteuren haaptsächlech iwwer eis Renten am Privatsecteur, wou mer massiv Reserven hunn, an et gëtt kaum diskutéiert iwwert d'Renten am Secteur public, wou bekanntlech keng Reserve bestinn.

Och wann net gëschter, esou huet eise Statsminister awer d'lescht Joer a senger Ried zur Lag vun der Natioun d'Thema Renten ugepaakt. En huet op dëser Plaz gesot, e géif d'Verantwortung fir d'Gesamtresultater vum Rentendësch iwwerhuelen. Des Weidere sot de Statsminister - ech zitéieren: „Wann ech, heibannen oder soss anzwousch, 2001 gesot hätt, de Rentendësch géif ze deier ginn a mir kënnten eis dee Rentendësch op Dauer net leeschten, da géif ech haut hei méi hei stoen, well da wier ech deemools erschoss ginn,...

Une voix.- Oh!

M. Carlo Wagner *(DP)*.- ...an et hätten der vill heibannen äifreg matgeballert." - Ech weess net, u wien den Här Juncker do genau geduecht huet!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Net alleguer!

(Hilarité)

M. Carlo Wagner *(DP)*.- Also, ech hoffen, net u mech, well Dir wësst, dass ech éischter e friddleche Kärel sinn, Här Juncker.

Une voix.- Ah jo!

M. Carlo Wagner *(DP)*.- Seng Aussoen, déi kéint een awer och interpretéieren, dass deemools wéi haut de Statsminister der Meenung ass, dass de Rentendësch eis ze deier gëtt respektiv ginn ass.

Ech kann awer hei soen als fréiere Minister vun der Sécurité sociale an als Responsabele vun deem Rentendësch, dass ech selbstverständlech och d'Verantwortung iwwerhuele fir déi Politik, déi um Rentendësch gemaach ginn ass, a fir déi Resultater, déi dank dem Rentendësch entstane sinn.

Ech iwwerhuelen, Här President, gären d'Verantwortung fir d'Ofschafe vun den Hongerrenten hei zu Lëtzebuerg. Ech iwwerhuelen och gären d'Verantwortung dofir, dass endlech Rou an de Rentendossier komm ass - mam Nieweneffekt souguer, dass den R am Sigel vum ADR net méi fir Rentegerechtegkeet steet,...

(Interruption)

...an ech iwwerhuelen och ganz gären d'Verantwortung dofir, dass endlech méi Konvergenz tëschent deene verschiddene Pensiounsregimer hei zu Lëtzebuerg komm ass.

Ech mengen och, ech brauch mech net ze schummen, grad wéi alleguerten déi aner Acteuren iwwregens vum Rentendësch, d'Syndikater mat sämtleche Parteien, fir de Bilan fënnef Joer no dem Rentendësch ze zéien.

Den aktuelle Minister, zoustänneg fir d'Sécurité sociale, huet selwer déi aktuell gesond finanziell Situatioun vun eisem Pensiounsregime an der Privatbranche ervirgehuewen. Sou wëll ech drun erënneren, dass d'Reserven 3,2-mol déi alljährlech Dépensë couvréieren. Dës Reserve belafe sech op ronn 6,6 Milliarden op den 31. Dezember 2005. Mëttlerweil sinn et iwwer 7 Milliarden, well mer wëssen, dass och all Joer iwwer eng hallef Milliard Bäischëss komm sinn.

Fir dës Reserve besser unzeleeën, gesäit d'Gesetz vum 6. Mee 2004 iwwert d'Administration du patrimoine du régime général de pension - wat och vu mir initiéiert gouf a woufir ech da selbstverständlech och d'Responsabilitéit iwwerhuelen - vir, e groussen Deel vun de Reserven iwwert de Fonds de compensation kënne professionell ze investéieren, wat eng net négligeabel Plus-value ka mëttel- a laangfristeg mat sech brénge an eis Reserven domadder nach weider konsolidéieren.

Leider ass et awer esou, dass dat Gesetz, dräi Joer nodeem dass et hei an der Chamber votéiert ginn ass, nach ëmmer net d'application ass. Och de Règlement grand-ducal vum 1. Juli 2005, deen d'Ausféierungsbestëmmunge vun dësem Gesetz, wat d'Investéieren an déi verschidde finanziell Instrumenter festsetzt, - och dat ass a mengen Aen net ambitiéis genuch, weder an der Zäit - Stéchdatum Enn 2007 - nach wat d'Beträg ubelaangt, déi kënnen an Aktien investéiert ginn: wéi gesot op Enn dëses Joers en tout et pour tout nëmme 633 Milliounen.

Ech wëll iwwregens awer och hei op dëser Plaz net verfeelen, fir drop hinzeweisen, dass de Minister elo scho muss drun denken, fir deen dote Reglement och iwwert déi nächst Joren auszeweiten, wa mer net nom 31. Dezember 2007 nees wëlle weider Retarden an den Investissementer kréien.

D'Méiglechkeet ass deemno zwar ginn, fir déi Reserven, déi mer hunn, op eng effikass a professionell Aart a Weis unzeleeën, wat eis natierlech eng net négligeabel Plus-value wäert mëttel- a laangfristeg beschafen. Et ass an deem Kontext duerfir äusserst bedauerlech, dass vill Zäit verluer gouf, Joren, während deenen iwwregens d'Evolutioun op de Finanzmäert extrem favorabel war, an deemno eng Chance verpasst ginn ass, fir eis Reserven och weider ze konsolidéieren an auszebauen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi gesot, déi finanziell Situatioun vun

eisem Pensiounsregime am Privatsecteur ass nichtsdestotrotz extrem gesond, an trotzdeem gëtt vu verschiddene Säiten haartnäckeg un der sougenanntener Rentemauer festgehalen.

Gleeft een deene pessimisteschen Unhänger vun der Rentemauertheorie, da si mer scho bal voll dran. Anerer, déi ginn net gradesou wäit, mä soen, iergendwéi, iergendwa kënnt de Moment. Gleeft een net grad där pessimistescher Approche, da gëtt een hautdësdags souguer bal schonn als Autist duergestallt vun deene Leit.

Ech wëll awer d'Aen net zoumaachen, an ech si mer bewosst, dass am Laf vun de Joren Adaptatioune musse virgeholl ginn, wat iwwregens jo och an der Konklusioun an der Déclaration finale vum Rentendësch vu sämtlechen Acteuren, déi do waren, dat heescht vu sämtleche Parteien an och vun de Syndikater, festgehale gouf.

Eise Pensiounssystem muss un déi demokratesch Entwécklung ugepasst ginn, fir dass och an nach an 30, 40 Joer de Paiement vun eise Rente fir déi jëtzeg Jugend assuréiert ass.

De Finanzement vun de Babyjoren a vum Complément différentiel ka sécherlech als Belaaschtung vun eisem System betruecht ginn. Gëtt iwwer Adaptatiounen nogeduecht, da kéint ee sech jo virstellen, dass een do kéint ufänken. Ech erënneren drun, dass mam Projet de loi 5611, den Transfert vun de Babyjoren oder den Transfert vun der Prise en charge vum Complément différentiel fir 2007, Méiausgabe vun ongeféier 29 Milliounen Euro aus dem Statsbudget an d'Rentekeese verlagert gi sinn, dat iwwregens nodeem mam Budget 2006 schonns eemol 17 Milliounen zu Laaschte vun de Pensiounskeesen transferéiert goufen.

Ass et dann net awer e bësse paradoxal, wann een engersäits d'Viabilitéit vun eise Renten a Fro stellt a gläichzäiteg an d'Rentereserve fësche geet?

Am Abrëll 2006 huet d'Tripartite beschloss, dass ee Reflexiounsgrupp, zesummegesat aus Regierung a Sozialpartner, géif Iwwerleeunge maachen a Propositiounen ausschaffen, fir d'Viabilitéit vun eisem Pensiounssystem laangfristeg ze garantéieren.

Mir als DP si weiderhin der Meenung, dass, wann dee Besoin entsteet, et zu engem regelrechte Rentendësch 2 muss kommen, wou selbstverständlech och alleguerten déi gewielte Leit hei aus der Chamber musse kënne matschwätzen a wou nees eng Kéier alleguerten déi Acteure sinn, déi och um Rentendësch 1 efficacement geschafft hunn.

Ech wëll och drun erënneren, dass mir als DP weiderhin Verfechter si vum Ausbau vum zweete Pilier, de sougenannte Betribsrenten, souwéi vum drëtte Pilier, dat heescht de Privatrenten.

Mir sinn als Demokratesch Partei och fir d'Individualiséierung vun eise Renten. Ech muss awer soen, dass mer an deem Dossier no Joren a Joren nach net vill weiderkomm sinn. Zwar hu mer an der Commission parlementaire schonn dowiwwer diskutéiert. Et sinn och weider Etüde gemaach ginn, mä mir sinn erëm um selwechte Punkt wéi virun dräi Joer. An ech wëll drun erënneren, dass hei awer och muss dat gëllen, wat de Statsminister gëschter fir de Statut unique gesot huet: Et geet net, dass een ëmmer ronderëm dréint. Et muss och eng Kéier de Moment kommen, wou konkret Décisioune geholl ginn, well vill Leit hei am Land, a ganz besonnesch vill Fraen, déi hu ganz, ganz grouss Erwaardungen an déi Individualiséierung.

Ofschléissend, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wëll ech nach eng Kéier résuméieren, wat an eisen Aen, an den Ae vun der Demokratescher Partei déi absolut Prioritéite sinn:

Éischtens musse mer endlech ufänken, eis Reserven am Privatsecteur professionell an effikass ze investéieren, fir méi Plus-valuen ze kréien.

Zweetens muss et ophale mat deenen Transferte vun de Reserven aus de Pensiounskeesen an de Statsbudget.

Drëttens gëtt et héich Zäit, dass mer endlech op de Wee vun der Individualiséierung hei zu Lëtzebuerg ginn.

Op alle Fall, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kann Iech assuréieren - an ech sinn iwwerzeegt, heibannen zweifelt och kee Mënsch dorunner -, dass d'DP och weiderhi wäert antriede fir sozial gerecht Renteleeschtungen.

Ech soen Iech villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Wagner. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Alexandre Krieps. Här Krieps, Dir hutt d'Wuert.

M. Alexandre Krieps *(DP)*.- Bonjour, Här President, a Merci fir d'Wuert. Dir Dammen an Hären, wéi ech de Muere fréi um Itzeger Stee duerchgefuer sinn an dem Max Theis säin „hallwer aacht" op RTL gelauschtert hunn, hunn ech op eemol d'Kéier bal net kritt, wéi ech héieren hunn, dass den Här Fayot duerch säin Enthusiasmus iwwert dem Statsminister seng Ried gëschter bal vum Stull hei gefall war oder gerass ginn ass, oder hat hien dem Här Statsminister seng Päif ofgeschléckt - ech weess et net!

Et hätt mir leed gedoen, wann dem Här Fayot eppes geschitt wär, ass hie jo mat responsabel, dass ech eng kritesch Bildung am Kolléisch kritt hunn an de 60er Joren. Am ale Kolléisch. En Deel geet also elo op säin Hutt vun deem, wat ech soen.

(Hilarité)

Ech hunn awer gëschter Owend an dem Statsminister senger Ried e bëssen en defätisteschen Ënnertoun héieren, an et hat een d'Impressioun, wéi wa speziell um steierleche Plang mer esou Millche géife spillen, an dass de Steierzueler geschwë virun enger Zwéckmillche stéing, well effektiv - an hien huet dat mat Recht gesot - Ausfäll kommen an den nächste Joren, an et freet ee sech, wou mer déi Suen da siche ginn.

Ech hu fonnt, dass d'Ried keen „pep talk" war. Also, dat kann ee soen. Et war d'Ried

Chambre des Députés
L U X E M B O U R G

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Stad
um Kanal S29 (Coditel) oder
um Kanal S40 (Eltrona/Siemens
•
Zu Esch
um Kanal S24 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Déifferdang
um Kanal S29
•
An der Gemeng Diddeleng
um Kanal S32
•
An der Gemeng Nidderaanwen
Kanal S29
An der Gemeng Bartreng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Walfer
um Kanal S29 / 367.25 Mhz
•
Zu Biwer an zu Wecker
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bous
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bërmereng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Konter
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dippech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dikrech
um Kanal S19 / 287.25 MHZ
•
Zu Iermsdref
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Esch-Sauer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Nidder- an Uewerfeelen
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Gréiwemaacher
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hieffenech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hesper
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Kielen (& Brameschhaff),
Keespelt, Meespelt,
Ollem a Nouspelt
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Mamer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Manternach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Medernach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
d'Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

vun enger Regierung, déi d'Gestion des affaires courantes bedreift ouni vill oder ze vill Perspektiven.

De Statsminister huet gesot, et soll een de Matbierger d'Flemm net andreiwen. Ech gleewen, dass dat oft net noutwendeg ass, well déi hu se schonn.

Vergläicher mam Ausland loosse mer natierlech net gëllen. Dat hunn ech scho viru sechs, siwe Joer gesot, well an dësem Ländche geet et säit iwwer honnert Joer besser wéi am Ausland. Dat ass also näischt Neies. Interessant par contre waren am Mond vum Statsminister déi ugeschwate Gesellschaftsreformen: Mir sinn nach net do, mä mir komme méi no.

Bei de Reforme vun de Verwaltungen an Institutioune gefält mer déi ugekënnegt Zesummenaarbecht vu Steierverwaltung an Enregistrementsverwaltung. An deem Zesummenhang géif ech och mengen, dass de Statsminister besser gehat hätt, den Här Krecké fir säi Rapport vu virun zéng Joer, wéi den Här Krecké nach do wollt Direkter ginn, ze luewen, wéi fir seng Ried op der Foire leschte Samschdeg. Dat war éischter, laut dem Här Fayot senge Korrekture viru 40, 43 Joer, „seichtes Quellwässerchen" - eng Virbereedung op déi nächst Wahlen.

D'Reform vun der Verwaltung vun der Gewerbeinspektioun ITM gëtt éischter zu enger Zaangegebuert. D'Reform vun der ADEM, am Regierungsprogramm ugekënnegt, geet mat der Hëllef vun der OECD - do ass en Australier duerch d'Verwaltung getréppelt; den Australier soll ee léiwer de Rugby iwwerloossen, do si se méi staark wéi an der Reform vum Aarbechtsmaart zu Lëtzebuerg - éischter an d'Richtung vum Pléischteren, zum Leed vun onsem Ombudsmann.

An dem Zesummenhang mam Aarbechtsmaart hunn ech Aussoe vermësst iwwer zum Beispill d'Bäibehale vun der Prépension - dat ass eng Fro, déi ech lech stellen -, vun den Indemnités de réemploi, vun der Exemptioun vun de Cotisations sociales iwwer gewëss Altersgrenzen ewech, well ech hunn nach net richteg d'Iwwerzeegung, dass déi Mesuren op den heitegen Dag gegraff hunn. Et soll ee mer dat soen.

An ech hu souguer d'Impressioun, dass dovunner vu béide Säiten um Aarbechtsmaart abuséiert gëtt, fir d'Précaritéit ze verschäerfen. Dat ass op alle Fall meng Iwwerzeegung.

Bei de Reforme vun den Institutiounen hu mer kee Wuert héieren hei iwwert déi vu viru Jore vum Statsminister ugekënnegte Reform vum Statsrot. En attendant géif ech awer hoffen, dass sech bei den ustehenden Nominatiounen un déi üblech Spillregel gehal soll ginn - well mir nenne jo keng Direktere fir eng Dikrecher Hotelsschoul!

Bei der Reform vun der Justiz an dem Schafe vun engem Conseil supérieur de la magistrature gesinn ech och e Réckgang op ongeféier 500 Joer viru Christus mam Asetze vun der éischter Athener Constitutioun: Stratègen, Archonten, Archonte-roi a Polémarquen, déi haaptsächlech do waren, fir d'Métèquen an d'Auslänner - dat ass d'Definitioun - ze jugéieren.

Ech gleewen, dass den drëtte Pouvoir net verdéngt, definitiv ënnert d'Bott vum zweete Pouvoir gesat ze ginn. Dat wär eng geféierlech Evolutioun.

(Interruption)

An Dir berouegt ons herno, Här Statsminister, iwwert dat, wat ech do soen, wat dorunner falsch ass, well ech gleewen och net, dass...

Une voix.- Dir gleeft et selwer net.

M. Alexandre Krieps *(DP)*.- Jo dach, ech gleewen dat ganz gären, well bei 70 Leit, déi beim Ombudsmann reklaméiert hunn; wa mer ufänken all Verwaltung ze reforméieren - oder Institutioun -, well 70 Leit reklaméiert hunn, da kann ech lech verroden, dass mer muer a mengem Secteur all d'Spideeler zoumaachen an all Praxissen.

Mä ech mengen, et geet net duer, dass 200 gutt gebilte Leit hire System net meeschtere kënnen an dass deen dann op de Kapp gedréint gëtt - speziell wou jo déi Conseils supérieurs vun der Magistratur haaptsächlech an den osteuropäeschen totalitäre Regimer agefouert gi sinn; an an der Belsch mam Här Dutroux, a bei de Fransouse kenne mer et, mä do wär et interessant de Rapport Lamanda ze liesen. Deen huet natierlech honnert Säiten - ech liesen lech e glécklecherweis net vir!

Déi politesch Prise d'influence gesäit ee schonn, well et gëtt jo ënnerstrach, dass ee vun deene véier Aarbechtsgruppe vun engem héije Ministèresbeamte presidéiert ginn ass. Mä dat gesot, ech gesinn och net an Ärem Pabeier, dee mer gëschter kritt hunn, firwat de Jugendschutz vun de Geriichter soll ewechgeholl ginn an ënner Ëmstänn enger karitativer Organisatioun zougeschoustert ginn.

A wa mer scho bei de karitativen Organisatioune sinn, wollt ech män Erstaunen hei ausdrécken, dass de véierten Employeur am Land, de véierten Aarbechtsgeber am Land en A.s.b.l.-Statut huet, an dass ech déi aner Deeg, wou ech nach net esou fréi ënnerwee sinn, oder e wéineg éischter ënnerwee sinn, da Reklamme maachen héieren, et solle Kollekten organiséiert gi fir d'Kanner, well se schlecht iessen, vun engem karitative Betrib. Ass et licite, dass déi en A.s.b.l.-Statut hunn, wou se gréisstendeels keng eege Ressourcen hunn? An ech wollt de Statsminister froen, wéi vill där karitativer Organisatiounen oder A.s.b.l.ë mir ënnert deenen éischten 100 Employeuren am Land hunn. Hei gëtt en Outsourcing virgeholl, vun deem ni geschwat gëtt. Et gëtt ëmmer nëmme vum Zentralstat geschwat, mä et misst een och e bësse vun deem periphere Stat schwätzen.

Ech wëll elo net d'Federation Caritas hei ernimmen, mä jiddfereen huet jo verstanen, vu wéi mer schwätzen.

(Hilarité)

An ech kann och aneres abezéien. Wann ech gesinn, wéi den Aarbechtsmaart outgesourced gëtt un den OGB-L oder den LCGB, da mengen ech, dee Phenomeen do an déi Finanzéierunge wären eng Reflexioun wäert an eng Hausaufgab fir aner Institutioune wéi d'Cour des Comptes.

Ech aktéieren hei och, dass vun der Paitut vun deene Leit, déi schaffe ginn, gëschter ausser dem Crédit d'impôt net vill gesot ginn ass.

Also, ech géif mengen, Här President, an ech weess och, dass de Statsminister dat elo mécht, et misst een d'Realitéit mat de Sonndesrieden an Aklang bréngen, oder ëmgedréint d'Sonndesrieden an Aklang mat der Realitéit bréngen. Mir musse versichen, Parallellgesellschaften um Aarbechtsmaart oder soss am soziale Beräich ze vermeiden, oder an aneren Domäner, wéi d'Auslänner, déi kee Wahlrecht hunn, Parallellgesellschaften opzezéien, fir déi mer herno da mussen deier bezuelen. Vergiesst net, dass déi Parallellgesellschaften a Frankräich zum Beispill all wiele ginn. Mir hunn dat hei nach net.

Ech warnen och virun de Slogans, déi een ëmmer méi an den Texter gesäit, schonns an der leschter Legislatur, an do ass den Här Fayot jo erëm mäin Zeien. Ech hu mech ëmmer méfiéiert vun deene Slogans: „Société de la connaissance". Elo gëtt dat ersat duerch „Société de la créativité". Den Term Solidaritéit gëtt duerch Generositéit ersat an esou virun. Ech gleewen net un déi Saachen.

D'Diskussioun iwwert de Fändel, den Här Wolter ass leider elo net hei - et soll ee jo net schwätze vu Leit, déi net do sinn -, mä d'Diskussioune vum Fändel, ech war elo kuerz an Indien, do gesäit een d'Puissance vum Elefant, a China gesäit een de feierspäizenden Draach, an ech menge mir sinn elo geschwënn an enger Mocassinsgesellschaft, wou mer de Schousshond op de Fändel maache mussen.

En aneren Term, Här Statsminister, Här President, villméi, wat ech dem Statsminister soe wollt: An den Infrastrukturen, ech sinn ee vun deenen, déi menge mir hätte genuch öffentlech Schwemmen am Land, 18 Stéck. Wa mir net an zéng Joer en Olympiameeschter an 100 Meter Réck hunn, dann ass dat awer ze bedaueren, Här Haupert. Centres culturels sinn an all Gemeng.

(Interruption)

Méi wéi een, ne?

(Interruptions)

Ech sinn och fir leeschtungsbezunne Solidaritéit - net dass Der dat net gleeft -, mä ech mengen et wär elo Zäit - an dat ass net den Effekt vum Här Sarkozy senger Campagne -, dass och eppes gemaach gëtt fir déi Leit, déi schaffen. Do wär ech frou, wann dat géif am A behale ginn. Dat hunn ech zwar schonn am Dezember 2002 hei gesot - du war den Här Sarkozy nach net Kandidat.

Lëtzebuergesch an 80 Stonnen ze léieren, dat huet dem Här Christophory gro Hoer gëschter Owend gemaach. De Lëtzebuergesch-Congé wäert dem Här Vogel gro Hoer maachen, well dee wäert dann erëm schreiwen. D'Integratioun um Aarbechtsmaart gëtt momentan duerch d'Englesch bestëmmt.

An dann, aner Sujete schwätze mer net un: D'Schoulmedezin, do muss elo séier eppes kommen, well déi ass och preventiv fir déi sozial Problemer. Aner Problemer. Ech hu virun dräi Deeg d'Reflexioun vun engem Patient am Beichtstull gehat, deen duerch de schwaarze Misär opgewuess ass a säi Liewe gutt réusséiert huet. En fin de compte huet hie mer eppes gesot, wat mech gestéiert huet, well ech dat als ongerecht vis-à-vis vun lech fonnt hunn: dass déi hei Regierung hiert Duerchsetzungsvermögen haaptsächlech bewisen hätt vis-à-vis vun deene Schwaachen. An dat ass eppes, dat huet mech gestéiert. Ech wëll dat och net esou. Ech soen lech dat just.

(Hilarité)

An Dir erlaabt mer, Här Statsminister, lech fir Ären Asaz fir all Matbierger Merci ze soen, awer Dir sollt och Är CSV-Ministeren net vergiessen. Dir sollt se am A behalen, net dass Der an e puer Joer déi zur Rechenschaft zéie musst. An ech roden och de sozialistesche Kolleege Bodry, Krecké an der Madame Delvaux, net Äre Luef fir granted ze huelen, well soss géife se sech an deenen nächsten zwee Joer auslafe loossen. Dat wär net gutt.

Ech soen lech villmools Merci, Här President, a bis spéider eng Kéier.

(Hilarité)

Une voix.- Här Krieps! Här Krieps!

M. le Président.- Merci, Här Krieps. Domat si mer um Enn vun der Debatt iwwert den État de la nation ukomm. D'Wuert huet elo d'Regierung, den Här Stats- a Premierminister Jean-Claude Juncker.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hoffen, dass et net ze laang dauert bis den Här Krieps erëm eng Kéier heihinner zréckkënnt,...

Une voix.- Provozéiert en net!

(Hilarité)

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- ...well déi Zäit, déi en dann hätt, kënnt e vläicht notzen, fir eis mindestens dräi Véierel vun deem, wat en hei virgedroen huet, och eng Kéier richteg ze erklären. Da kann een och dorop äntwerten.

Ech wollt just um Enn vun dëser Debatt fir d'éischt Merci soen an e puer kuerz Remarquen nach maachen, well eng Rei Saache mer e bësse schéngen duercherneegeroden ze sinn. Net nëmmen heibannen, mä och dobaussen.

Ech staunen ëmmer erëm, dass, wann ee schwätzt - an ech halen och net op, mech doriwwer ze wonneren, dass dat esou ass -, dat wat ee seet, obschonn ee selwer fënnt, et hätt een et kloer gesot, däitlech gesot, gutt ofgegrenzt no alle Säiten, richteg ënnerluecht an ënnerfiedert, wéisou dass dat eigentlech net verstane gëtt oder awer séier ënnerschiddlech verstane gëtt!

Ech froe mech wierklech, ob ech net schwätze kann! Well dat kënnt mer besonnesch a leschter Zäit ëmmer méi dacks vir, an heiansdo och souguer a Fäll, wou et mer wierklech leeddeet, dass ee gréndlech ka mëssverstane ginn. An ech soe mer: Leschtenenns hänkt dat jo da wuel éischter un deem, dee schwätzt, wéi un deenen, déi nolauschteren, soss kënnt dat engem net esou dacks passéieren.

De Radio huet um sechs Auer gemellt, ech hätt et gesot, net gesot: Et géif keng Steiererliichterung am Joer 2007 an duerno ginn. Eenzel Commentateuren an der Press, och soss doruechter, zéien duerch d'Land zënter gëschter Mëtteg - ech weess net um wéi vill Auer dass ech fäerdeg war, ze spéit, véierel op véier, hallwer fënnef - a soen: De Statsminister huet gesot, et géif net a Fro kommen, dass géife Steiererliichterunge gemaach ginn. De Statsminister - wann ech vun deem an der drëtter Persoun ka schwätzen, wat mer e bësse penibel ass, well dat esou winnetouméisseg klëngt -, deen huet gesot...

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi*.- Den Cäsar huet dat och alt gesot.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Jo, mä ech wëll mat lech, Här Biltgen, gäre verglach ginn, mä...

(Hilarité et brouhaha général)

Wësst Der, Här...

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Ech mengen, de Brutus ass jo dout!

(Hilarité, brouhaha et coups de cloche de la Présidence)

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- An deem Mooss, wou de François Biltgen kee Brutus ass, kann ech och keen Cäsar sinn.

(Hilarité)

Une voix.- Kuckt awer vläicht hannerun lech, Här Statsminister!

(Hilarité)

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Wéi et vun e puer Riedner hei richteg gesot ginn ass, soll een ëmmer no vir kucken, an net no hannen.

Ech wëll et nach eng Kéier soen, fir dass dat däitlech ass: D'Regierung hëlt am Hierscht eng Décisioun iwwert de Volume vun de Steierupassungen am Tarif. Wéi vill Inflatiounsupassung un den Tarif mer eis „leeschten" kënnen, gesi mer elo einfach net. Mir wësse just, dass dat déi 300 Millioune kënne sinn, déi géifen ufalen, wann een eng zwielefprozenteg Inflatiounsberengegung géif maachen.

Ech hunn och zur Kenntnis geholl, dass de President vun der liberaler Partei deen Dag virdrun an enger Pressekonferenz vun 140 Millioune geschwat huet. Mir kommen lech do entgéint, Här Meisch, a Richtung 140 Millionen.

(Interruption)

Jo, jo, mä ech wëll lech soen, dass mer eis do iergendwou fannen.

300 Millioune sinn net dran. Mir maachen eng Inflatiounsberengegung vum Tarif. Déi gëtt net integral gemaach - aus deene Grënn, déi ech gëschter duergeluecht hunn. Mir probéieren, dass ee gewësse soziale Schléff an déi Tarifofsenkung kënnt, a mir wëllen eescht maache mat deem, wat jo och anerer heibanne verlaangt hunn, fir am Beräich notamment vun den Infrastrukture fir d'Famillje méi Mëttelen zur Verfügung ze stellen. Do schéngt sech e grousse Konsens hei am Haus ze maachen, an alles dat muss Agank fannen an d'Steierpolitik.

Fir dass dat ganz kloer ass: Am Joer 2007 kënnt et zu enger Tarifofsenkung, déi keng 300 Millioune ausmaache wäert, well mer op deem Geld, wat ee kéint huele fir d'Tarifofsenkung, och mussen Zomme fannen, fir de Steierkredit ze finanzéieren, dee mer wëllen aféieren, a well mer bestëmmte politesch Prioritéiten och musse korrekt bedéngen am breede Gerechtegkeets-

beräich. An dofir ass dat, hunn ech emol gemengt, wat ech gëschter gesot hunn, däitlech gewiescht.

Ech wollt eng zweet Remarque maachen, Här President. Ech weess net, ob mer selwer dorunner schold sinn, dass dat ëmmer esou geschitt, oder wien dorunner schold ass, mä mir sollen ophalen iwwer Saachen ze schwätzen, déi et net gëtt. Et gëtt keng 20% Jugendaarbechtslosegkeet hei am Land. Dat ass einfach falsch!

Firwat gëtt dauernd gesot, mir hätten 20% jonk Aarbechtsloser? Et ass grotesk falsch! 20% vun deene Leit, déi eng Aarbecht sichen, si Jonker ënner 26 Joer, mä net 20% vun deene jonke Leit vu 26 Joer hei am Land sinn am Chômage. Et sinn am Chômage tëschent 4 a 5% vun deene Jonken ënner 26 Joer. An dofir soll een net mat Zuelen hei operéieren, déi net der Realitéit, déi mer hei am Land hunn, entspriechen.

Une voix.- Nach ze vill!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Dat streiden ech iwwerhaapt net of, dass et der ze vill sinn, mä et si keng 20%.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- 20% vun de Chômeuren!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Jo, esou hat Der Iech awer ënescht net ausgedréckt.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Dach.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Esou wollt Der dat soen.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Neen. Ech hu gesot, si ass vun 18,4 op 19,9 eropgaangen. Et ass eropgaangen.

(Hilarité)

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Här Bettel, et läit eng grouss Zukunft virun Iech, Dir gitt och dauernd falsch verstan!

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Oh, Merci! Ech stinn eng Kéier op.

Une voix.- Jo, jo, jo!

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Merci!

(Hilarité)

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Ech wollt mengem Kolleeg Alexandre Krieps nach soen, dass ech selbstverständlech sensibel si fir dat, wat hien hei iwwert d'Justiz dankenswäerterweis gesot huet. Et ass net d'Absicht vun der Regierung - a vu kengem -, fir hei d'Justiz ënner Tutelle ze stellen. Déi Virschléi ronderëm de Conseil supérieur de la magistrature sinn der, déi vum Justizminister a Gespréicher mat de Magistraten a mat anere Justizacteure ventiléiert ginn, an da kucke mer, ob mer déi Iddi kënnen zréckbehalen. Mä et gëtt net hei eng Kontrollinstanz quasi iwwert d'Justiz gezunn. Dat géif net eisem Statsverständnis an eiser Statsphilosophie entspriechen.

Eng véiert Remarque, déi ech wollt maachen, ass, dass ech e bësse verdrësslech sinn - nodeem och vill Leit verdrësslech waren, dass ech esou wéineg Konkretes a menger Ried gesot hätt -, dass do, wou ech awer konkret war, eigentlech keng konkret Reaktioune komm sinn.

Ech hunn zum Beispill gesot am Zesummenhang mat der Klimaproblematik - wou ech mam Här Bausch a mat deene gréngе Kolleegen d'accord sinn -, dass déi et géif verdéngen, méi breet traitéiert ze ginn, fir gesamt Zesummenhäng duerzestellen; dass mer eis mussen iwwerleeën, wéi mer mat deem Secteur vun eiser Ekonomie virufueren, dee mer Tanktourismus nennen.

An ech hunn däitlech gemaach, dass et d'Opfaassung vun der Regierung wier, dass mer net kënnen esou virufuere wéi bis elo, fir - wéi beispillsweis am Joer 2006 - 1,1 Milliarde Steieren ënner Form vun TVA a vun Accisen iwwert dee Wee anzezéien, well mer ganz genau wëssen, dass, wat mer méi Diesel a méi Bensin verkafen - de Verkaf geet iwwregens zréck am Joer '6 an am Joer '7 -, wat mer eis Kyoto-Rechnung ëmmer méi erhéijen. Vun deenen 13 Milliounen Tonnen CO_2, déi mer mussen ofbauen, entfale sechs Milliounen Tonnen op de sougenannten Tanktourismus.

Elo hu mer d'Méiglechkeet, dat ze bezuelen, oder mir hunn d'Méiglechkeet, deen Apport vu baussen an eis Statsfinanzen, an eise Statsbudget eran, lues a lues ofzebauen. Et ass net wéi den Här Meisch gëschter Owend an engem ansonste gudden Débat gesot huet, dass vun haut op muer 1,1 Milliarden Euro géifen aus de Statsrecetten erausgesprengt ginn. Mä mir musse wëssen, dass een eng Politik, déi dora besteet, fir strukturell Moossnamen unzeleeën a se entweder duerch Konjunkturmehreinnahmen ze finanzéieren, oder awer duerch Einnahmen ze finanzéieren, déi, ouni dass mer eis dofir vill ustrengen, aus dem Ausland op eis zoukommen, muss lues a lues ofstellen.

Dat geet net vun haut op muer. Dat soll och net vun haut op muer goen. Mä ech wollt hei am Haus soen, als de Finanzminister, deen där Ronnen e puer matgemaach huet, dass ech zu Bréissel net méi derfir antrieden, dass an deem Land, wat deen héchste Liewensniveau an der Europäescher Unioun huet - well ech net gär vun deem räichste Land schwätzen, well meng Roserei iwwert déi Expressioun esou grouss ass wéi dem Här Fayot seng; mä als Finanzminister vun deem Land mat deem héchste Liewensniveau an Europa -, dass mir mussen iwwerdäitlech méi niddreg Accisen op eisem Bensin an op eisem Diesel hunn, wéi déi aner Länner dat hunn.

Ech streiden derfir, dass mer ëmmer méi niddreg Accisen hu wéi déi, well mer ganz einfach méi deier ubeliwwert gi mat Pëtrolsprodukter wéi déi aner Länner. Eng Tankstell zu Arel kritt Bensin an Diesel méi bëlleg aus de Raffinerien ugeliwwert wéi eng Tankstell zu Lëtzebuerg. Dat Ganzt nennt sech europäesche Bannemaart. Dee kritt heiansdo zu Sterpenich e klenge Knécks, wann en iwwert d'Grenz geet. Deem ass also alles Rechnung ze droen. Mä eng Politik vun dësem Land kann et net sinn, iwwer Bensin an iwwer Diesel säi Budget ze finanzéieren. Dat wollt ech soen, well mer dofir en héije Präis leschtenens bezuelen.

An der Demokratescher Partei gëtt et jo och Kolleegen, denken ech, weess ech, déi dat d'selwecht gesinn.

M. Henri Grethen *(DP)*.- Mir haten eis Meenung awer scho bei de Budgetsdebatte virgeluecht, Här Premierminister.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Jo, jo. Wéi muss ech se da verstoen, wann ech den Här Meisch gëschter Owend héieren hunn, mir géifen eis e bësse liichtfankeg - wann ech mech kann esou ausdrécken; d'Zitat ass net vun him, mä vu mir - mat där Fro do beschäftegen?

M. Claude Meisch *(DP)*.- Här President, wann Der erlaabt, da kann ech dem Premierminister dat nach eng Kéier explizéieren.

(Hilarité)

Well och ech schéngen net ëmmer richteg verstanen ze ginn.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Jo.

(Hilarité et brouhaha)

M. Claude Meisch *(DP)*.- Här President, wéi eise Fraktiounspresident richteg gesot huet, hu mer scho bei de Budgetsdebatte gesot: En Ausstieg jo, mä komm mer maachen e fir d'éischt virtuell, amplaz en elo scho reell weiderzeforcéieren. A mer huelen dat, wat mer eigentlech nach kréien iwwert den Tanktourismus, soulaang et geet an esou wäit et geet. Dat huele mer, setzen et, wa mer d'Méiglechkeeten dozou hunn, a Reserven, fir herno Bréckеn ze bauen - an dat ass een Term, deen Dir jo ganz gär benotzt, Här Statsminister - fir déi Zäit, wou mer dat doten net méi erakréien, amplaz eo eng voluntaristesch Politik ze maachen an den Tanktourismus méi schnell wéi noutwendeg ofzebauen.

Esou hat ech Iech gëschter verstanen, Dir wéilt dat maachen. Wann Der haut awer sot, Dir wéilt dat net maachen, da si mer eis do scho méi no.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Ech hu virausgesat, dass gewosst ass, wéi d'Propositioune vun der Kommissioun ausgesinn; och op der Zäitachs. Virun 2014 geschitt keng dramatesch Ännerung. Mir hätte gären als Lëtzebuerger Land eng méi laang Iwwergangszäit, well mer, wann déi nei Minimae fixéiert ginn, méi e wäite Wee musse goen, fir op déi Minimaen ze goen, wéi déi, déi schonn drop sinn, oder wéi déi, déi nach e klenge Schrack musse maachen. An dofir steet do net en direkte Changement an d'Haus.

Mir sinn eis awer eens driwwer - wann ech dat richteg verstinn -, dass mer alles ënnerloossen, fir déi Differenzialer, déi mer mam Ausland hunn, vun haut bis an d'Joer 2014 esou ze vergréisseren, dass de budgetären Ertrag, deen duerch deen Differenzial zustane kënnt, géif an d'Luucht goen. Mir wëllen dorop keng net erschaffte supplementar Steierrecettë realiséieren.

Wa mer eis doriwwer eens sinn, kréie mer keng Polemik driwwer, wann d'Bensins- an d'Dieselpräisser d'nächst Joer gehéicht ginn. Dat musse mer souwisou an Applikatioun vun enger europäescher Direktiv, fir déi mer gestëmmt hunn, maachen - an där fréierer Regierung nach; déi ass elo amgaang exekutéiert ze ginn -, esou dass mer also um Enn vum Joer dat polemescht Gescharmützels net kënne kréien, wann déi etappeweis Realiséierung vun deem, wat an där Direktiv steet - fir déi mer gestëmmt hunn, well et brauch jo d'Unanimitéit -, wann dat a Kraaft trëtt. Mä à terme musse mer awer wëssen, dass et keng Politik ka bleiwe vum Land, fir sech esou ze bewegen.

Vun haut bis 2014 ass d'Probabilitéit grouss, jiddefalls an deenen nächste véier Joer, dass guer näischt op d'Säit ze leeën ass, wann ee virtuell géif rechnen, wéi den Här Meisch seet. Dat ass nämlech eng Iwwerleeung wäert, well ganz einfach déi Finanzéierungsenkpäss, déi mer am Budget hunn, esou sinn, dass een déi Sue brauch, fir dee Budget ze finanzéieren. 1,1 Milliarde Bensin- an Dieselrecetten, 871 Milliounen Zigaretterecetten; da si mer bal op zwou Milliarden. Eise Budget, deen huet keng 50 Milliarden. Deen huet der véiermol méi wéi dat, wat mer eleng doriwwer erakréien, fir dass mer wëssen, wéi mer sinn, fir dass mer wëssen, wat mer alles esou maachen an der Welt, a fir dass mer wëssen, wat mer eis an Zukunft mussen an deene Secteuren do behuelen.

Vläicht soll een och eng Geleeënheet fannen emol eng Kéier - ech géif dat gären als Offer maachen - lassgetrennt vun allem eng grondsätzlech Finanzdebatt - dofir brauch een zwou oder dräi Sitzungen an der Finanzkommissioun - ze féieren, wou een emol eng Kéier mat den Aggregater hin an hier fiert, fir se emol ze weisen a se ze dréinen an ze kéieren, fir dass mer emol gesinn, jiddfereen op déiselwecht Fassong, oder jiddefalls mat deeneselwechten Donnéeën ausgestatt, wéi eenzel Politiken an eenzel Aktioune sech an deenen nächste Jore kënnen entfalen.

Ech war frou ze héieren, dass d'Aschätzung vun der Finanzsituatioun, déi mer gemaach hunn an eiser Ried vu gëschter, breet gedeelt gëtt. Ech si mat de Kolleege vun der ADR net d'accord, fir ze soen, si wieren déi Eenzeg gewiescht, déi virun de leschte Wahlen op deen Zoustand opmierksam gemaach hätten.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Mir sinn net déi Eenzeg.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Gelift?

Une voix.- Ah, Dir hutt gesot, Dir wäert déi Eenzeg gewiescht.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Dir wollt also soen… Zumindest Dir an ech, wann ech dat däerf esou soen…

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Mir schwätzen net fir Iech mat, Här Statsminister.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Et ass och net, dass ech dat dréngend bräicht.

(Hilarité)

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Mir hu just gesot, mir hunn dat virun de Wahle gesot.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Jo, jo. Voilà! Mir sinn d'accord fir ze soen, dass mer zu e puer waren - an Dir net eleng, dat wollt ech och net soen -, fir op déi prekär Finanzsituatioun opmierksam ze maache virun de Wahlen. An dofir leie mer do analytesch d'selwecht. Et besteet Verständnis derfir, dass ee keng grouss Steierspréng ka maachen.

Ech verstinn d'Kolleege vun der Demokratescher Partei net ganz, wa se soen, si géifen d'Finanzsituatioun d'selwecht oder ähnlech aschätze wéi mir, dass se dann awer virufueren esou ze maache wéi wann dat just eng Fro vum politesche Wëlle wier, fir eng integral Inflatiounsberengegung vum Tarif ze maachen. Aus der Tatsaach, dass een Enkpäss erkennt, ergëtt sech noutwendegerweis d'Upassung vun deene steierleche Ofsenkungspäck, déi ee ka virhuelen an deenen nächste Joren.

Well mir kréien dëst Joer méi Taxe d'abonnement nach eng Kéier eran, menger Aschätzung no, opgrond vun de Resultater vun den éischte véier Méint, wéi am Joer 2006. Mä dat bleiwen ëmmer artificiel vorübergehend Einnahmen, an déi Konjunktureinnahme kann een net huelen, fir strukturell Ausgaben an der Steierpolitik ze organiséieren. An dofir sinn ech wierklech der Meenung, dass ee sech eng Kéier an engem méi rouege Gespréich doriwwer ënnerhale soll.

Nach eng Kéier zréck bei den Här Krieps: Et ass net geplangt, d'Jugendgeriicht an eng Situatioun ze versetzen, wou et net méi Fäll ze traitéieren hätt, déi mat engem Placement ophalen, mä mir hätte just gären, dass nieft de Jugendriichter, deenen ech am Regelfall eng exzellent Aarbecht attestéiere muss, sozioéducativ Strukturen, ier eng Affär op d'Geriicht kënnt, probéieren, preventiv agräifend Situatiounen ze regléieren.

Ech hunn net richteg verstanen, Här Krieps, wat Der mer wollt soen, falls Der mir et wollt soen, dass bei deenen Nominatiounen, déi elo am Statsrot kommen, déi normal Regele missten agehale ginn.

(Interruption)

Bei wat?

M. Alexandre Krieps *(DP)*.- Bei den Nominatioune vum President vum Statsrot.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Ah, majo dach.

M. Alexandre Krieps *(DP)*.- Géif ech mengen. Neen?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Dat gesitt Der ganz richteg.

M. Alexandre Krieps *(DP)*.- Jo. Merci.

(Hilarité)

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- A wou Der eppes richteg gesitt, wëll ech net hunn, doduerch, dass ech mech anescht géif behuelen, wéi dat, wat Der mer suggeréiert, dass ech an d'Situatioun géif versat ginn, dass gesot gëtt, ech hätt et falsch gesinn.

M. Alexandre Krieps *(DP)*.- Voilà! Merci.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Wat eng Fassong ass. Vläicht gëtt een dann och besser verstan, wann een einfach seet, dass mer dat ganz genau d'selwecht gesinn.

Une voix.- Très bien!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Ech schwätze vum President vum Statsrot.

M. Alexandre Krieps *(DP)*.- Voilà, vu soss näischt.

Une voix.- Très bien!

Une autre voix.- Sidd Der sécher, dass elo jiddfereen Iech richteg verstanen huet?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Déi zwee, déi et ugeet, op jidde Fall.

(Hilarité)

Voilà, Här President, dat ware ganz kuerz Remarquen, déi ech nach wollt maachen. Bis geschwënn!

(Hilarité)

M. le Président.- Merci, Här Statsminister. Domadder si mer definitiv um Enn vun den Debatten iwwert den État de la nation ukomm. Vu dass mer keng Motiounen a keng Resolutiounen hunn, si mer och um Enn vun der Sitzung ukomm.

Déi nächst Sitzunge si geplangt a programméiert fir den 22., 23. a 24. Mee. Den Ordre du jour gëtt Iech schrëftlech zougestallt.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.23 heures)

Sommaire des séances publiques

Déclaration de politique générale sur l'état de la nation	pages 360-365
5726 - Débat sur l'état de la nation	pages 365-382

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
1606	M. Roger Negri	Amélioration de la sécurité routière sur le CR101 entre Mamer et Mersch
1641	M. Robert Mehlen	Chantier «aménagement du Parc Dräi Eechelen au Kirchberg»
1647	M. Henri Grethen	Retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière
1655	M. Robert Mehlen	Enseignement des langues
1668	M. Aly Jaerling	Déduction fiscale des frais de déplacement
1669	M. Aly Jaerling	Obligation d'étiquetage des produits alimentaires dans une des langues officielles
1672	M. Henri Kox	Introduction des taux de TVA réduits sur les produits énergétiquement efficients
1673	M. Gast Gibéryen	Étude d'impact financier de l'uniformisation du système d'indemnisation en cas d'incapacité de travail pour cause de maladie
1674	M. Robert Mehlen	Numéro de téléphone Vert du Gouvernement (NVG)
1676	M. Aly Jaerling	Imposition des personnes veuves et des personnes monoparentales
1677	M. Aly Jaerling	Enseignement de la langue luxembourgeoise
1681	M. Jean-Pierre Koepp	Eurovignette
1683	Mme Claudia Dall'Agnol	Dossier médical
1684	Mme Claudia Dall'Agnol	Introduction de la télémédecine dans la nomenclature définissant les actes et services des médecins pris en charge par l'assurance maladie
1685	M. Félix Braz	Évaluation des mesures transitoires luxembourgeoises limitant la libre circulation des travailleurs européens des douze nouveaux États membres
1689	Mme Marie-Josée Frank	Formation en soins palliatifs

Question 1606 (9.3.2007) de **M. Roger Negri** *(LSAP)* concernant l'**amélioration de la sécurité routière sur le CR101 entre Mamer et Mersch:**

Le CR101 entre Mamer et Mersch constitue l'un des points noirs de notre réseau routier. Malgré les efforts qui ont été entrepris jusqu'ici pour limiter les risques, de nombreux accidents aux conséquences parfois très graves ont lieu sur cette route, le plus récent datant du 7 mars 2007. Une personne a été grièvement blessée.

En rappelant ma question parlementaire du 18 mai 2006 (N°1084 - *cf. compte rendu N°15/2005-2006)* et en prenant note des réponses données par Monsieur le Ministre des Transports à cette question ainsi qu'à la question N°1492 *(cf. compte rendu N°7/2006-2007)* du 9 janvier 2007, j'aimerais poser les questions suivantes:

- D'après les estimations de Monsieur le Ministre des Transports, quand est-ce qu'une modification du règlement grand-ducal du 29 mars 2004 permettant la limitation de vitesse sur certains tronçons du CR101 pourra-t-il entrer en vigueur?

- L'installation de radars automatiques aux endroits les plus dangereux sur le CR101 est-elle techniquement réalisable?

- Compte tenu des difficultés à améliorer les conditions de sécurité de façon satisfaisante sur le CR101 entre Mamer et Mersch, est-ce que Monsieur le Ministre des Travaux publics ne juge-t-il pas opportun de réfléchir sur une interdiction de circulation générale (excepté riverains) sur cette route?

J'aimerais souligner dans ce contexte le succès rencontré par l'action «Alles op de Vëlo - Mamer-Mersch», qui démontre qu'une telle mesure serait bel et bien réalisable. Cette action donne par ailleurs une idée de ce que pourrait représenter la vallée de la Mamer au niveau environnemental et récréatif si le problème du trafic était solutionné.

- Si un barrage du CR101 s'avérait impossible, Monsieur le Ministre des Travaux publics n'est-il pas d'avis qu'un redressement des virages dangereux entre Schoenfels et Mamer devrait être réalisé à l'instar du redressement partiel du tronçon entre Schoenfels et Mersch?

Réponse commune (14.5.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports* et de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député s'enquiert sur l'entrée en vigueur du règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal du 29 mars 2004 concernant les limitations de la vitesse dérogatoires sur les voies publiques faisant partie de la voirie normale de l'État situé en dehors des agglomérations, la mise en place de radars automatiques, la réglementation «circulation interdite dans les deux sens, excepté riverains et fournisseurs», ainsi que sur le redressement des virages dangereux entre Schoenfels et Mersch.

Partant, il est indiqué de renvoyer l'attention de l'honorable Député au règlement grand-ducal modifié du 29 mars 2004 précité, qui limite la vitesse maximale autorisée à 70 km/h sur le tronçon du CR101 compris entre le PR22650 et le PR26000 (Kopstal - Schoenfels). En ce qui concerne le tronçon du CR101, compris entre Kopstal et Mamer, je me réfère à ma réponse relative à la question parlementaire N°1492 du 9 janvier 2007 de Monsieur le Député Marc Spautz.

En ce qui concerne la mise en place de radars automatisés, je vous prie de noter que le groupe de travail ad hoc de la Commission de Circulation de l'État est actuellement en train d'élaborer les conditions-cadres en vue d'une éventuelle mise en place desdits radars.

L'application d'une interdiction de circulation dans les deux sens à l'exception des riverains et des fournisseurs moyennant le signal C2 ne peut être envisagée, étant donné que cette façon de procéder a comme conséquence d'enlever au CR101 sa vocation dans l'organisation de la circulation et risque de délocaliser le trafic sur d'autres chemins repris au détriment d'autres riverains habitant le long de ces chemins repris.

Le redressement des virages dangereux semble être une mesure inappropriée, alors qu'elle risque d'inciter les usagers de la route à rouler à des vitesses plus élevées. Un tel projet nécessite par ailleurs une analyse approfondie de la part des instances concernées, en l'occurrence de la Commission de Circulation de l'État.

Question 1641 (19.3.2007) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant le **chantier «aménagement du Parc Dräi Eechelen au Kirchberg»:**

An Ärem Aktivitéitsrapport vun 2006 steet ze liesen, datt de Chantier «Aménagement du Parc Dräi Eechelen au Kirchberg net virukënnt an datt sech praktesch näischt méi deet, sou datt provisoresch Aménagementer fir den Zougang fir Restaurant a Muséeën hu misse gemaach ginn. Dat féiert mech dozou, dës Froen un Iech ze riichten:

1. Wat sinn am Detail d'Problemer, déi zu dësem Stëllstand geféiert hunn, a wien ass dofir responsabel?

2. Wat sinn d'Auswierkungen op aner Entreprisen, déi vum Fortgang vun den Aarbechten ofhängeg sinn?

3. Wat fir Moossname wëllt Dir ergräifen, fir datt de Chantier erëm virugeet?

4. Wat ass de viraussiichtleche finanziellen Impakt vun dëser neierlecher Affär op de geplangte Käschtepunkt?

Réponse (25.5.2007) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

Als Äntwert op déi parlamentaresch Ufro vum Här Deputéierte Robert Mehlen kann ech Folgendes soen:

Ugesiichts vun der Onméiglechkeet, déi den Adjudicataire vun de Baussenanlage manifestéiert huet, fir seng Aarbechten zu den ofgemaachte Konditiounen auszeféieren, gouf den Optrag, deen der Entreprise opgrond vun enger öffentlecher Ausschreiwung zougewise gi war, résiliéiert.

Et ass evident, datt déi aner Entreprisen, déi um selwechte Site schaffen, blockéiert sinn opgrond dovun, datt d'Aarbechte vun de Baussenanlagen net virukommen.

Nodeem den Haaptoptrag fir den Aménagement vum Park huet misse résiliéiert ginn, goufen nei Präisofferen ugefrot, fir kënnen en «marché négocié» ofzeschléissen. Op där Grondlag ginn dann déi reschtlech Aarbechte fäerdeg gestallt.

Momentan kann een nach keng Ausso iwwer en eventuelle finanziellen Impakt maachen, well d'Resultat vun der neier Präisufro nach net bekannt ass.

Question 1647 (20.3.2007) de **M. Henri Grethen** *(DP)* concernant la **retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière:**

Lors de l'adoption du projet de loi portant introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière le 21 décembre 2005, la Chambre des Députés a invité, par motion, le Gouvernement:

«- à procéder à l'examen approfondi de la situation des revenus de capitaux des contribuables résidents, actuellement soumis à l'impôt sur le revenu par voie d'assiette, en vue d'étendre la retenue à la source libératoire à ces revenus;

-à évaluer les effets de la loi à la fin de l'exercice 2006;

- à analyser si le montant de l'abattement de 250 euros fixé par la loi suffit à libérer effectivement les petits épargnants de la retenue à la source;

- à présenter, le cas échéant, des amendements au vu des conclusions de cet examen.»

- Ainsi j'aimerais savoir de la part de Monsieur le Ministre des Finances quelles suites ont été réservées à la motion en question et quand la Chambre des Députés pourra disposer des conclusions tirées des différents examens demandés dans ladite motion?

Réponse (18.5.2007) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Ministre des Finances:*

En ce qui concerne les effets de la loi du 23 décembre 2005, la retenue libératoire a rapporté pour l'exercice fiscal 2006 19.656.692,41 euros. Il convient de mentionner que pour ce qui est des quatre premiers mois de l'exercice fiscal 2007, les recettes perçues au titre de la retenue libératoire s'élèvent à 25.721.350,50 euros.

Il a également pu être constaté que le système mis en place fonctionne bien, est efficace, et qu'il contribue à une simplification importante du système fiscal tant pour l'Administration que pour le contribuable.

Quant à la question d'une éventuelle adaptation de la législation en question, il est prévu de l'étudier dans le cadre de l'examen de la fiscalité des personnes physiques tel qu'annoncé dans la Déclaration du Gouvernement sur la situation économique, sociale et financière du 9 mai 2007.

Question 1655 (26.3.2007) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant l'**enseignement des langues:**

An engem mat „Dem Deutsch sein Tod..." iwwerschriwwenen, iwweraus bemierkenswäerte Lieserbréif hu sech d'Däitschprofesseren aus dem Dikricher Lycée un d'Öffentlechkeet geriicht, fir d'Alarmklack ze laude fir dat, wat Äre Ministère am Däitschunterrecht an de Lëtzebuerger Schoule wëlles huet: D'Lat soll alt erëm eng Kéier méi déif geleucht ginn, an dat an enger Sprooch, déi fir eist Land weiderhi vu grousser Bedeitung ass a bleift. A si - als Insider - confirméieren dat, wat queesch duerch d'Land ëmmer méi beklot gëtt: datt d'Sproochekenntnisser vun eise Schüler dramatesch ofgeholl hunn.

Ech zitéieren: „Dass manche Abiturabgänger schon heute passen müssen, wenn sie einen Text zu einem komplexen, ihrer (beruflichen) Funktion entsprechenden Thema oder Vorgang verfassen sollen, ist nicht nur Sprachlehrern, sondern auch vielen Vorgesetzten im öffentlichen und privatwirtschaftlichen Bereich ein durchaus bekanntes Phänomen: Geht es ans Eingemachte, Komplexe, wirkt ihr Deutsch häufig kümmerlich, ihr Französisch ist mitunter kaum noch verständlich..."

Aus dësem Grond géif ech Iech gären dës Froe stellen:

1. Deelt Dir d'Meenung vunÄren Däitschprofesseren aus dem Dikricher Lycée?

2. Wéini ass endlech Schluss mat all deem Gepléischters an där aarmséileger Taktik, fir d'Faillite vun eiser Schoulpolitik doduerch ze verstoppen, datt d'Lat ëmmer méi déif geleucht gëtt?

3. Sidd Dir net der Meenung, datt d'sproochlech Kompetenz och an Zukunft dat wäertvollst Kapital ass, wat mir eise Kanner fir hier berufflech Zukunft (an déi vun eisem Land) kënne mat op de Wee ginn, a wa jo, sidd Dir bereet, Är Politik an deem Sënn ze änneren?

Réponse (25.5.2007) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Et stëmmt, dass een ëmmer nees Leit begéint, vun allen Alterskategorien a souguer op héije Positiounen, déi Schwieregkeeten hunn, fir komplex Texter ze verfaassen a sech orthographesch a grammatesch korrekt auszedrécken.

Säit jeehier an an deene meeschte Länner gëtt doriwwer geklot. Et ass also net esou, wéi wann ons Schüler oder ons Schoul elo ganz plötzlech méi schlecht gi wär oder méi schlecht misst gemaach ginn, wéi se ass, well eng Partie Reformen ustinn.

Ech mengen, dass mer eise Kanner an eisem Land et schëlleg sinn, eis Schoul besser a méi effizient ze maachen, besonnesch wat de Sproochenunterrecht ugeet. D'Villsproochegkeet ass e grousst intellektuellt a soziaalt Kapital: Et geet drëm, et ze erhalen an auszebauen.

An der Lëtzebuerger Schoul muss all Kand Däitsch a Franséisch

kënnen, well dat déi Sprooche sinn an deene Schoul gehale gëtt, an deenen d'Schoulbicher vun deene verschiddene Fächer geschriwwe sinn. E Kand muss Däitsch a Franséisch kënne fir Mathematik, d'Naturwëssenschaften oder Geschicht ze léieren. Allerdéngs sinn ech der Meenung, dass net all Kand déi zwou Sprooche muss um selwechten Niveau verstoen, schwätzen a schreiwe kënnen.

Déi Schüler, déi den iewëschten Diplom upeilen a wëllen op d'Universitéit goen, musse méi héich Sproochkompetenzen entwéckelen, wéi déi, déi sech op eng spezifesch Beruffsausbildung hin orientéieren a fir déi et jee no Formatioun duergeet, dass si, wéi all Kanner op der Welt, eng Sprooch gutt beherrschen am Verstoen, am Schreiwen an am Schwätzen, ouni mussen an alle Sprooche ganz performant ze sinn.

An anere Wierder: Ech wëll net mat engem System weiderfueren, deen engem Premières-Student den Diplom gëtt, och wann hien, no zwielef Joer Franséisch- oder Däitschunterrecht, nach ëmmer 20 Feeler op senger Kopie schreift, sou wéi dat bis elo de Fall ass, an engem anere Schüler, deen zum Beispill wëllt Infirmier ginn, de Wee zum Beruff zoumécht, well hie Schwieregkeeten huet fir Franséisch ze schreiwen.

Fir en effiziente System opzebauen, dee jidder Schüler sou wäit kritt, dat Bescht vu sech ze ginn, mussen d'Laten op deene verschiddene Formatioune festgeleucht ginn. Da ka jiddferee moossen, ob hie mat senge Fäegkeeten a mat sengem Asaz dat Zil erreecht. Dat ass meng éischt Prioritéit am Aktiounsplang iwwert de Réajustement vum Sproochenunterrecht.

Amplaz vu vireran ze streiden, ob d'Lat elo onbedéngt méi héich oder méi niddreg festgeleucht gëtt, misste mir eis eens sinn, dass d'Lat soll realistesch festgeleucht ginn: sou dass et garantéiert ass, dass deen, deen driwwer kënnt, op d'mannst déi Kompetenzen huet, déi hie brauch fir an der nächster Etapp weiderzefueren. Dat sinn d'Mindeststandards iwwert déi ech elo mat de Professeren an de Schoulmeeschteren an de Joffere schwätzen. Mindeststandards sinn dat, wat mer haut „genügend" oder „30" nennen, a wien déi net erreecht, kann net weiderkommen. Et ass evident, dass am Unterrecht selwer iwwert de Programm méi en héijen Niveau viséiert gëtt; et kéim jo haut och kengem an de Kapp, nëmmen op „30" ze enseignéieren, an et ass gradesou evident, dass d'Schüler dat zertifizéiert kréien, wat si wierklech erreecht hunn, an dat ass a ganz ville Fäll méi wéi d'Mindeststandards.

Als Instrument fir déi Niveauë festzeleeën huele mer den „Cadre européen commun de référence pour les langues", deen engersäits schonns eng ganz Rei vu Kompetenzen opléscht an anerersäits op enger Skala vun Niveau A1 (Minimum) iwwer A2, B1, B2, C1 bis C2 (Maximum) geet. De Cadre ass erstallt gi fir Erwuessener, déi eng Friemsprooch léieren; dat trëfft net op eis Situatioun zou. Awer de Cadre huet zwee ganz grouss Avantagen: Hie kann ausgebaut ginn op d'Verhältnisser an engem Land, et kënnen och Referenzen op d'Kompetenzen am Beräich vun der Literatur dragebaut ginn, a virun allem bitt hien eng gemeinsam Sprooch a gemeinsam Referenzen, wat d'Diskussioun, déi elo ufänkt, méi einfach a méi transparent mécht.

Ee Beispill: Wien hätt net geduecht, dass déi meescht vun eise Premières-Studenten am Secondaire op d'mannst géifen de virleschten Niveau C1 erreechen? Wäit gefeelt! Eng Etüd, déi mer 2006 gemaach hunn, huet erbruecht, dass am Verstoe vun Texter zwar 10% den C2, 25% den C1 an 52% de B2 erreechen. Mä 11% hunn nëmmen de B1 erreecht; dat geet net duer fir d'Texter vun deenen anere Fächer ze verstoen. Do muss also en Effort gemaach ginn.

Mat dem Plan d'action fir de Réajustement vum Sproochenunterrecht fënnt also un éischter Plaz eng „opération vérité" statt. Wat mussen eis Schüler effektiv op deene verschiddenen Niveauë kënne fir weiderzekommen; si mer och sécher, dass si dat, wat mir verlaangen, och wierklech fäerdeg bréngen? Wann net, da musse mir eis d'Fro stellen, wat fir eng Methoden am beschte gëeegent sinn, fir dat Zil ze erreechen.

Des Weidere musse mer eis och iwwert d'Methode Gedanke maachen, wéi mir déi festgeleuchten Ziler erreechen, mat där villfälteger Schoulpopulatioun, déi mer haut an eise Schoulen hunn. De Schüler, deen aus engem Milieu kënnt, an deem Lëtzebuergesch geschwat gëtt, dee strebsam an op fir d'Kultur ass an op deen eis Schoul perfekt ugepasst ass, ass haut net méi deen eenzege Client vun der Schoul. An eis Schoul kommen haut méi aner Kanner, déi zwar déiselwecht intellektuell Capacitéiten hunn, mä aus Milieue stamen, déi et verlaangen, dass d'Schoul hir Methoden adaptéiert, fir mat hinnen déiselwecht Ziler ze erreechen. Dat heescht, mir mussen differenzéieren, an dat ass déi zweet Etapp vum Plan d'action fir de Réajustement vum Sproochenunterrecht.

D'Kompetenzen, déi intellektuell, notamment déi an de Sproochen, déi sozial Kompetenzen an eng Qualifikatioun, sinn dat wäertvollst Kapital, dat d'Schoul eise Kanner ka mat op de Wee ginn. Mäi Projet, fir iwwer e Réajustement vum Sproochenunterrecht méi effizient a méi gerecht ze ginn, geet genee an déi Richtung, an dofir musst Der verstoen, dass ech net gedenken, meng Politik ze änneren.

Question 1668 (29.3.2007) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant la **déduction fiscale des frais de déplacement:**

Aus verschiddenen Erklärunge vum Här Minister ass ervirgaangen, datt 75.000 Persounen Urecht op de gratis öffentlechen Transport hätten.

Doraus ergëtt sech leider, datt d'Salariéen déi Eenzeg sinn, déi keen Urecht op de gratis öffentlechen Transport hunn. D'Salariéen hu wuel Urecht op Steierreduktiounen a Relatioun mam Wee op hir Aarbechtsplaz, awer och nëmmen déi, déi steierflichteg sinn.

E groussen Deel vun de Salariéë sinn opgrond vun hirem klengen Akommes, besonnesch déi mam Mindestloun, net steierflichteg, hunn awer déiselwecht Onkäschten um Wee fir op d'Aarbecht wéi déi, déi steierflichteg sinn. Dëst ass net am Sënn vun der Chancëgläichheet.

Et ass och esou, datt ëmmer méi Mobilitéit vun de Salariéë erlaangt gëtt, dëst och fir déi, déi keng steierlech Vergënschtegunge kréien.

Et wier dofir sënnvoll, déi steierlech Mesuren am Zesummenhang mam Wee op d'Aarbechtsplaz ze iwwerdenken, fir datt och déi net steierflichteg Salariéë kéinte vun enger Ënnerstëtzung fir hiren Aarbechtswee profitéieren.

Méi richteg wier et menger Usiicht no, d'Ënnerstëtzung fir de Wee op d'Aarbecht méi enk mam Benotze vum öffentlechen Transport ze verbannen.

Den Objektiv vun de steierleche Vergënschtegunge fir de Wee op d'Aarbecht war d'Förderung an d'Beloune vun der Mobilitéit vun de Salariéen, huet menger Usiicht no dësen Objektiv awer net erreecht, an huet souguer deelweis dozou verleet, fiktiv Trajeten ze deklaréieren, fir méi steierlech Vergënschtegungen ze kréien. Déi steierlech Vergënschtegungen hunn op jidde Fall net vill dozou bäigedroen, fir op den öffentlechen Transport ëmzeklammen. Grossverdénger benotzen ëmmer nach hiren Auto, ob mat oder ouni Ënnerstëtzung fir d'Ëmklammen op den öffentlechen Transport. Fir d'Klengverdénger wier d'Ënnerstëtzung fir d'Benotzen, awer och e weideren Ausbau vum öffentlechen Transport eng Méiglechkeet, fir méi käschtegënschteg a méi ëmweltfrëndlech op hir Aarbechtsplaz ze kommen.

Kënnen déi zoustänneg Ministere mir duerfir dës Froe beäntwerten:

1. Wivill steierflichteg Salariéen hunn Urecht op eng steierlech Vergënschtegung fir de Wee op d'Aarbecht?

2. Wivill hu keen Urecht op déi Vergënschtegung, well se wéinst hirem klengen Akommes keng Steieren ze bezuele brauchen?

3. Wat ass de budgetäre Käschtepunkt insgesamt vun deene steierleche Vergënschtegungen, déi fir de Wee op d'Aarbecht zougestane ginn?

4. Wier et net sënnvoll, déi steierlech Vergënschtegunge fir de Wee op d'Aarbecht ze iwwerdenken, andeem een dës un d'Benotze vum öffentlechen Transport koppelt?

5. Oder zumindest deene Salariéen, déi wéinst hirem klengen Akommes keng Steiere bezuelen, den Transportbilljee vum Wee op d'Aarbecht rembourséieren?

6. Wier net déi ideaalste Léisung, d'Gelder vun de steierleche Vergënschtegung vum Wee op d'Aarbecht ze déviéieren a Mesurë fir e gratis öffentlechen Transport op d'Aarbecht, mat zum Beispill enger deementspriechender Kaart, sou wéi déi, op déi d'Studente respektiv d'Rentner Urecht hunn?

Réponse commune (25.5.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports* et de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre des Finances:*

Als Äntwert op d'parlamentaresch Ufro vum Har Deputéierten Aly Jaerling iwwert de steierlechen Impakt vun den Erliichterungen, déi am ofgeännerte Gesetz vum 4. Dezember 1967 betreffend d'Akommessteier (L.I.R.) fir d'Déplacementsfraisen tëschent dem Wunnsëtz an der Aarbechtsplaz vun de Salariéë virgesi sinn, muss ee feststellen, datt de Fräibetrag op all viséiert Akommes ugewannt gëtt, vu datt et sech ëm een uniformen a generaliséierte forfaitairë Fräibetrag handelt, dee sech op d'besteierbar Akommes vun den onofhängege Beruffer a vun de Salariéë bezitt.

Et ass esou, datt den Artikel 105 bis L.I.R. enger ënnerschiddlecher Behandlung vun de Salariéë géigeniwwer den Indépendanten een Enn gesat hat. Dësen Artikel gouf duerch d'Steierreform vun 1991 agefouert (Gesetz vum 6. Dezember 1990 iwwert d'Reform vu verschiddene Bestëmmungen an der Matière vun den direkten an indirekte Steieren), fir d'steierlech Gläichbehandlung nees hierzestellen andeems een ophält, eng Kategorie vun Akommes géigeniwwer enger anerer ze favoriséieren oder ze penaliséieren, vu datt dës Ausgabe vun där gläicher Zort sinn a sech fir ganz vergläichbar Motiver erklären. Den agefouerte Forfait kilométrique gëtt och onofhängeg vum effektiv benotzten Transportmëttel bestëmmt.

Wat d'Salariéë mat niddregem Akommes ugeet, déi keng Akommessteier bezuele mussen, muss een allerdéngs wëssen, datt eng gutt Partie vun dem Akommes vun dëse Steierzueler de Seuil vun der Netbesteierung iwwersteige géif, wann et dat preliminäert an automatescht Ofsetze vun dem Fräibetrag fir d'Déplacementsfraisen net géif ginn.

Den Déchet fiscal, deen duerch déi ganz Steiererliichterung fir d'Déplacementsfraisë verursaacht gëtt, ka räsonnablement op e puer 100.000.000 Euro fir d'Steierjoer 2006 geschätzt ginn.

Steierlech gesi ginn d'Salariéen, déi hire Privatauto benotzen an doduerch méi Ausgaben hunn, gläichgestallt mat deene Salariéen, déi mam öffentlechen Transport fueren.

Question 1669 (29.3.2007) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant l'**obligation d'étiquetage des produits alimentaires dans une des langues officielles:**

An deem engen oder anere Grousskafhaus fënnt een Iesswueren, déi nëmmen an enger Sprooch beschrëft sinn, awer a kenger vun eisen usuellen dräi administrative Sprooche Lëtzebuergesch, Däitsch oder Franséisch.

Dëst schléisst d'Konsumenten, déi nëmmen eisen usuellen administrative Sprooche mächteg sinn, vum Genoss vun deenen Iesswueren aus, well se net verstinn, wat drop geschriwwe steet.

Kann den Här Minister mir duerfir dës Froe beäntwerten:

1. Gëtt et Bestëmmungen, datt Iesswueren, déi an e Stat importéiert ginn, zumindest mussen an deem Stat senger usueller respektiv enger vu sengen usuelle Sprooche beschriwwe sinn?

2. Gëtt et Kontrollen an deem Zesummenhang, oder wat kann e Konsument, ausser déi Wueren net ze kafen, ënnerhuelen, wann en op Iesswuere stéisst, déi nëmmen an enger Sprooch beschrëft sinn?

Réponse (25.5.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

An där vum éirewäerten Deputéierten ugeschwate Situatioun vun der Presentatioun vu Liewensmëttel sief ervirgestrach, dass eng europäesch Direktiv, déi duerch groussherzoglecht Reglement vum 14. Dezember 2000 ëmgesat gouf, definéiert a wéi enge Sproochen eng Etikett ze verfaassen ass. Deemno muss d'Verpakung vu Liewensmëttel, déi hei zu Lëtzebuerg zum Verkaf ugebuede ginn, entweder op Lëtzebuergesch, Däitsch oder Franséisch verfaasst sinn.

D'Presentatioun vu Liewensmëttel ass e wichtegen Aspekt a gëtt och regelméisseg kontrolléiert, sou wéi dat och fir d'Hygiène an d'Qualitéit de Fall ass.

Zoustänneg fir d'Kontrollen am Beräich Presentatioun an Etikettéierung vu Liewensmëttel ass d'Divisioun vun der Liewensmëttelkontroll aus dem Statslaboratoire. Am Kader vu Liewensmëttelkontrolle gi Prouwen an de Supermarchéen, bei de Bäckeren, den Traiteuren, de Metzleren a sou weider matgeholl fir speider am Laboratoire analyséiert ze ginn. Dës Prouwe ginn zum Deel dann och op hir Etikettéierung iwwerpréift.

Gi bei sou Kontrolle Verstéiss géint d'Reglementatioun festgestallt, kritt den Exploitant vun deem concernéierte Geschäft schrëftlech matgedeelt, wéi d'Etikett richteg ze beschrëften ass, a gëtt gläichzäiteg opgefuerdert, deem sou schnell wéi méiglech nozekommen.

Allerdéngs muss een awer och festhalen, dass eng Etikett, déi net an enger vun den dräi Sprooche verfaasst ass, a sech kee Problem fir d'Gesondheet duerstellt.

Oft ass et dann deemno och esou, dass, wann ee Liewensmëttel a kenger vun den dräi Sprooche verfaasst ass, de Geschäftsmann bei enger Kontroll opgefuerdert gëtt, eng zousätzlech Etikett an enger zougeloossener Sprooch op d'Verpakung opzepechen.

Am Laf vum Joer 2007 ginn iwwregens spezifesch Kontrolle vun den Etiketten an de Supermarchéen duerchgefouert.

Wann de Konsument elo awer emol en onregelméisseg etikettéiert Produkt am Handel virfanne sollt, kann hien dat dann der Kontrollautoritéite matdeelen, an zwar iwwer e spezielle Formulaire, deen um Internet um Site vun der Liewensmëttelsécherheet (www.sécuritéalimentaire.lu) erofgeluede ka ginn. Sou Reklamatioune gi selbstverständlech och vu menge Servicer behandelt an och iwwerpréift.

Question 1672 (2.4.2007) de **M. Henri Kox** *(DÉI GRÉNG)* concernant l'**introduction des taux de TVA réduits sur les produits énergétiquement efficients:**

Un taux de TVA réduit compte parmi les moyens efficaces pour favoriser aussi bien l'achat de produits et de services à consommation énergétique efficiente que la promotion des sources d'énergies renouvelables. Dans ce contexte le Ministre britannique des Finances, Monsieur Gordon Brown, a écrit le 12 mars 2007 au Commissaire européen László Kovács pour l'inviter à proposer l'application de taux de TVA réduits sur les produits et matériaux énergétiquement efficients, tel que les appareils électroménagers au label A+ ou A++. Dans un courrier du même jour, Monsieur Brown prie également ses homologues européens à soutenir cette démarche.

Au Luxembourg, des entrepreneurs se plaignent actuellement d'un préjudice financier causé par une différence de taux de TVA sur les pellets entre le Luxembourg (12%) et l'Allemagne (7%) et revendiquent un abaissement du taux luxembourgeois. Il s'agit d'une modification également proposée par les auteurs de l'étude LUXRES sur le potentiel des énergies renouvelables au Luxembourg qui suggèrent un taux réduit sur le combustible «bois».

Ensuite, il existe toujours un différentiel de taux de TVA au Luxembourg qui favorise un recours au chauffage à mazout plutôt qu'au chauffage plus écologique par réseau de chaleur urbain (6% versus 12%).

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Est-ce que Monsieur le Ministre soutient l'initiative de Monsieur Brown?

- Est-ce que le Gouvernement envisage, sous réserve d'un accord européen, d'introduire au Luxembourg des taux de TVA réduits sur les produits énergétiquement efficients?

- Ne faudrait-il pas appliquer dans l'immédiat un taux réduit sur les pellets afin de limiter à la fois le préjudice commercial pour les marchands luxembourgeois et d'augmenter l'attractivité de ce combustible renouvelable pour le consommateur final?

- Suite à ma question parlementaire 0954 de février 2006 *(cf. compte rendu N°12/2005-2006)*, je voudrais savoir si le Gouvernement a entre-temps reconsidéré sa décision de ne pas appliquer de taux réduit sur les réseaux de chaleur?

- Ne serait-il pas opportun d'appliquer également des taux inférieurs ou égaux à 12% aux services de conseils en énergies renouvelables et en efficience énergétique, ainsi qu'aux travaux d'installation et d'entretien des technologies concernées?

Réponse (22.5.2007) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre des Finances:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député ayant trait à la promotion de produits énergétiquement efficients, il y a lieu de constater que sur base des articles 98 et 102 de la directive 2006/112/CE du Conseil du 28 novembre 2006 relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée (ci-après «directive TVA»), les États membres peuvent appliquer des taux réduits aux livraisons de biens et prestations de services des catégories figurant à l'annexe III de ladite directive ainsi qu'aux fournitures de gaz naturel, d'électricité et de chauffage urbain, à condition, pour ces fournitures, qu'il n'en résulte aucun risque de distorsions de concurrence.

Actuellement, les appareils ménagers ne font pas partie des biens visés par l'annexe III de la directive TVA. Une extension telle que proposée par le Ministre britannique des Finances nécessiterait une modification de la directive TVA, sur base d'une proposition de la Commission, adoptée à l'unanimité par le Conseil des Ministres.

Les livraisons de pellets de bois ainsi que la fourniture de chauffage urbain sont actuellement soumises au taux intermédiaire de 12%. Un taux inférieur à 12% (sans pouvoir être inférieur à 5%) pourrait y être appliqué sur la base des articles 122 et 102 de la directive TVA. Cependant, le Gouvernement ne prévoit pas pour le moment et comme déjà souligné antérieurement, de faire des adaptations ponctuelles de la législation en matière de TVA.

Le taux de TVA applicable aux services relevant de l'exercice d'une profession libérale, entre autres les services de conseil et de bureaux d'études, a été porté au 1er janvier 2007 à 15%. En soumettant lesdits services au taux normal de TVA, le Luxembourg, comme il peut être déduit de l'interprétation dégagée par la Cour de Justice des Communautés européennes à l'égard d'un État membre qui voulait revenir sur les modifications législatives l'ayant rapproché de l'objectif de la sixième directive TVA du fait qu'il s'agissait de ne plus faire usage de dérogations au système commun de la TVA, a perdu la faculté d'appliquer en la matière le taux intermédiaire de TVA.

L'application d'un taux réduit aux travaux d'installation et d'entretien de biens en rapport avec les énergies renouvelables n'est actuellement pas permise par les dispositions communautaires en vigueur en matière de TVA.

Question 1673 (3.4.2007) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant l'**étude d'impact financier de l'uniformisation du système d'indemnisation en cas d'incapacité de travail pour cause de maladie:**

Lors des réunions du Comité de Coordination Tripartite qui se sont déroulés fin 2005 et début 2006, le Gouvernement et les partenaires sociaux ont décidé d'introduire un régime unique pour tous les salariés du secteur privé (ouvriers et employés). Dans ce contexte et tel qu'il ressort du rapport 2006 du Ministère de la Sécurité sociale il a été décidé de réaliser «une étude d'impact financier de l'uniformisation du système d'indemnisation en cas d'incapacité de travail pour cause de maladie» pour fin 2006.

J'aimerais savoir de Monsieur le Ministre,

1) si cette étude a déjà été réalisée.

2) Dans l'affirmative, pourquoi cette étude n'a-t-elle pas encore été rendue publique?

3) Le Ministre pourrait-il nous renseigner sur les résultats de cette étude?

4) Dans la négative (au point 1), quand cette étude sera-t-elle disponible?

5) Est-il envisagé de la rendre publique?

Réponse (22.5.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

L'étude évoquée par l'honorable Député dans sa question parlementaire se situe dans le contexte de la réalisation du statut unique. Dans ce cadre, Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi et moi-même avons présenté à maintes reprises l'état des travaux aux commissions parlementaires du travail et de l'emploi et de la santé et de la sécurité sociale.

À ces occasions, toutes les études sur l'impact sur la généralisation de la continuation de la rémunération ont été mises à la disposition des membres desdites commissions et au greffe de la Chambre des Députés, alors qu'elles forment partie intégrante du document «Vers un statut unique» remis aux honorables Députés à cette occasion.

Question 1674 (3.4.2007) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant le **Numéro de téléphone Vert du Gouvernement (NVG):**

Depuis la mi-juin 2001 fonctionne le soi-disant Numéro Vert du Gouvernement (NVG), le numéro de téléphone unique 8002 8002 que le Gouvernement a installé au Centre de Communications à Senningen dans le but d'offrir au public un seul numéro téléphonique lui permettant de recevoir les coordonnées des services et des personnes chargées du traitement des questions soulevées par l'appellant.

En relation avec ce numéro vert j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre:

1) Combien d'appellants sont recencés en moyenne par jour/semaine/mois?

2) Quelle est l'évolution dans le temps (mois par mois depuis 2001) du nombre d'appellants?

3) Combien de fonctionnaires sont détachés à ce service?

4) Quel est le coût annuel de ce Numéro vert?

5) Au cas où la popularité de ce numéro de téléphone allait décroissante le Gouvernement a-t-il l'intention d'y renoncer?

6) Dans une réponse à une question parlementaire du 21 décembre 2001 N°1458 - *(cf. compte rendu N°3/2001-2002)* la Ministre de la Réforme administrative d'antan avait soulevé le problème que les agents desservant le NVG se limitaient à guider les usagers (ne pouvant pas les aider directement). Est-ce que depuis la mission de ces agents a été étendue pouvant ainsi mieux répondre aux attentes des appellants?

7) Dans la négative, ne devrait-on pas envisager de transformer ce Numéro vert en une sorte de guichet unique à l'instar de certaines communes du Grand-Duché?

Réponse (25.5.2007) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

Dans son courrier du 3 avril 2007, Monsieur le Député Robert Mehlen souhaite avoir des informations sur le fonctionnement du soi-disant Numéro Vert du Gouvernement (NVG) 8002 8002 installé depuis la mi-juin 2001 au Centre des Communications du Gouvernement.

En réponse, permettez-moi de vous faire savoir d'abord que le nombre d'appels se situait en 2006 à une moyenne de vingt par jour, chiffre qui a diminué de la moitié par rapport à 2001. Cette tendance décroissante peut s'expliquer en partie par le fait que pendant la même période, des efforts considérables ont été déployés dans le cadre des sites et portails Internet dont le contenu fournit aussi des réponses aux questions que se posent les usagers.

Au moment de la création du Numéro vert, cinq travailleurs handicapés étaient engagés. Avec la réduction de la charge de travail avec les années, le nombre de postes a été réduit de même après des départs volontaires. Par ailleurs, une restructuration interne du central téléphonique du Gouvernement a permis de façon flexible aux différents opérateurs de se charger aussi bien des opérations de ce central téléphonique que de celles du Numéro vert. Abstraction faite des frais de personnel, en principe imputables sur le coût de fonctionnement du central téléphonique, les frais de communications spécifiques aux appels redirigés par le Numéro vert s'élèvent à un montant moyen de 600 euros par an.

Je tiens à ajouter que, même si la popularité du Numéro vert sous sa forme actuelle a diminué depuis 2001, il continuera, en collaboration avec les bureaux d'assistance, à jouer un rôle complémentaire et indispensable aux portails Internet. Une affectation exclusive d'agents au seul service du Numéro vert n'est cependant pas envisagée dans la mesure où la réorganisation en cours prévoit un partage de personnel entre les fonctions de l'assistance physique, du Numéro vert et du «Help desk» des services publics en ligne.

Ensuite et surtout, la qualité du service à offrir par les opérateurs du Numéro vert sera à l'avenir considérablement améliorée par la mise à disposition de moteurs de recherche documentaires qui exploreront l'ensemble des contenus (organisation, procédures, informations) et qui sont en train d'être élaborés en vue de l'aménagement du Guichet unique.

Le Guichet unique est en effet appelé à devenir le moyen de communication essentiel entre l'administré et les différentes administrations. Ce projet stratégique, très avancé pour ce qui concerne les entreprises, est en cours pour couvrir le volet «citoyen». Les principales situations de vie (état civil, logement, travail,…) rassembleront sous un seul portail l'ensemble des contenus actuellement accessibles à travers les sites des différents ministères. Le Guichet unique virtuel sera interactif; il permettra, à travers une saisie intelligente, de soumettre des dossiers électroniques signés et certifiés par Luxtrust, de suivre l'état d'avancement de ces dossiers et d'en consulter le résultat du traitement par l'administration.

Question 1676 (3.4.2007) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant l'**imposition des personnes veuves et des personnes monoparentales:**

E Bierger huet mer an engem Schreiwes eng Beanstandung zougestallt, déi ech mat deelen, am Zesummenhang mat senger Usiicht no ongerechter Besteierung vu Bestueten, déi hire Partner verluer hunn, an Elengerzéier mat Kanner.

Et ass jo awer esou, datt wann ee säi Partner verléiert oder als Elengerzéier mat Kanner eleng do steet déiselwecht Chargë behält, an deemno näischt esou eng Erhéijung vun de fiskalen Oplage rechtfertege kéint.

Am Schreiwes vun dem Bierger wor folgend Tabell mat agebaut, aus där een effektiv eng erstaunlech Differenz, besonnesch bei de méi Klengverdénger, ka feststellen *(tabelle à consulter au Greffe de la Chambre des Députés).*

Kann den Här Finanzminister mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1) Wat si respektiv waren d'Grënn, firwat datt an der Steierreform vun 1991 esou krass Steiererhéijunge fir Bestueter, déi hire Partner verluer hunn, an Elengerzéier mat Kanner, agefouert goufen?

2) Wat sinn d'Grënn vun der Regressioun vum Steiersaz, déi een tëschent de méi Klengverdénger a Groussverdénger unhand vun der virgewisener Tabell ka feststellen?

3) Gedenkt d'Regierung dës Ongerechtegkeet am Kader vun enger Gesetzesännerung ze behiewen?

Réponse (18.5.2007) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Ministre des Finances:*

La loi du 6 décembre 1990 a introduit la classe d'impôt 1a afin d'assurer le traitement égal des contribuables se trouvant dans des situations comparables, l'ancienne classification permettant en effet une discrimination de certaines formes de cohabitation.

Depuis, la classe d'impôt 2 est réservée en principe aux seules personnes mariées imposables collectivement selon les modalités de calcul de l'impôt dites du splitting, ce qui présuppose l'existence d'une communauté de vie légale et de ménage et comporte en contrepartie l'imposition collective des revenus.

L'avantage du splitting n'est donc généralement accordé que s'il y a de l'autre côté effectivement cumul des revenus. Les autres contribuables sont classés soit dans la classe 1, soit dans la classe intermédiaire 1a, selon leur capacité contributive. Furent reclassés dans la classe 1 (tarif de base) les contribuables célibataires, séparés de fait et divorcés avec descendant(s) vivant(s) âgés de moins de 65 ans.

Afin de tenir compte des charges exceptionnelles qui peuvent découler de la dissolution d'un mariage, la classe d'impôt 2 est attribuée à ces personnes pendant une phase transitoire. Les trois premières années suivant l'année de l'autorisation judiciaire de séparation, les séparés de fait et les divorcés peuvent continuer à bénéficier passagèrement du splitting.

Pour les autres contribuables reclassés, leur reclassement est amorti pour des raisons sociopolitiques tenant à leur capacité contributive. Ils sont rangés dans une classe intermédiaire 1a, classe dans laquelle l'impôt se trouve certes être calculé en application du tarif de la classe 1, mais pour un revenu réduit du fait de l'application d'un abattement de revenu dégressif.

L'impôt à payer dans la classe 1a correspond à l'impôt à payer dans la classe 1 pour un revenu réduit de la moitié de son complément à 39.000 euros, sous réserve que le taux d'accroissement maximal ne puisse pas dépasser 38%.

Le mécanisme de l'abattement dégressif permet de réduire pour les revenus modestes et moyens la différence d'impôt due par rapport à la classe d'impôt 2 à un niveau raisonnable, voire de l'annuler.

Avec l'augmentation du revenu, l'imposition de la classe d'impôt 1a se rapproche de plus en plus vers celle de la classe 1, tout en restant toujours à l'avantage vis-à-vis de la classe 1.

Or, en vue d'établir un traitement d'équité fiscale entre contribuables se trouvant dans une situation identique (personnes mariées soumises à l'imposition collective par rapport aux personnes non mariées soumises à une imposition individuelle de leurs revenus), cette approche s'imposait au législateur. Les charges spécifiques incombant aux personnes veuves ou divorcées avec enfant(s) à charge, sont néanmoins prises en compte, soit par le mécanisme de calcul de la classe 1a, soit par les abattements, comme l'abattement monoparental, soit par d'autres mesures fiscales ou autres.

En ce qui concerne la modération d'impôt pour enfant, celle-ci s'élève à 900 euros, et ceci indépendamment des classes d'impôt 1a ou 2.

Question 1677 (5.4.2007) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant l'**enseignement de la langue luxembourgeoise:**

Am Léierplang vun der Primärschoul steet ënnert der Rubrik Ziler an Aufgaben: «Nodeem 'Lëtzebuergesch' als Nationalsprooch unerkannt ass, muss et och an eise Schoulen déi Plaz kréien, déi et verdéngt.»

D'Haaptzil vum Lëtzebuergeschen ass sech mat aneren an der Mammesprooch mëndlech ze verstänegen an Texter geleefeg ze liesen.

D'Kanner sollen de Lëtzebuerger Sproochschatz esou kennen a gebrauche léieren, datt si sech an de verschiddenste Situatioune genee ausdrécke kënnen. D'Lëtzebuergescht ass dat giedlechst Fach, fir eis geeschteg a kulturell Wäerter aus Brauchtum a Geschicht weiderzeginn.»

Da steet awer bei de pädagogeschen Hiweiser och dran, datt d'Schüler a kengem Fall duerch d'Léiere vun der Schreifweis duerfe strapazéiert ginn. Déi pädagogesch Hiweiser wieren éischter als Virschléi geduecht a kee virgeschriwwene Programm, deen all Kand bis zum Ënn vun der Primärschoul kenne misst.

D'Lëtzebuerger Sprooch, eis Mammesprooch, gëtt also an deem Sënn géigeniwwer der däitscher an der franséischer Sprooch benodeelegt, well keng Verflichtung besteet de Kanner se och schrëftlech bäizebréngen. Säit Jore gëtt vun der Opwäertung vun eiser Mammesprooch als Integratiounsinstrument geschwat. Dofir misst de Grondstee scho bei alle Kanner an der Primärschoul geleucht ginn. Et geet net drëm Erwuessenen, déi Lëtzebuerger wëlle ginn, Liesen a Schreiwen op Lëtzebuergesch bäizebréngen. Et geet drëm fir eis Mammesprooch als Kulturgut iwwer all Kanner hei am Land ze erhalen. Fir d'Lëtzebuerger Sprooch richteg kennen ze léieren, gehéiert och derzou se schreiwen ze kënnen.

Kann d'Madame Ministesch mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1. Wisou gëtt d'Lëtzebuerger Sprooch an der Primärschoul net d'selwecht behandelt wéi déi zwou aner Sproochen, déi am Gesetz vum 24. am Spierkel 1984 an eisem Sproocheregime festgeschriwwe goufen?

2. Ass net grad d'Erléiere vun eiser Mammesprooch mat Liesen a Schreiwen e wierklecht Integratiounsinstrument, wat derzou féiere sollt, datt grad Kanner, déi hei gebuer si respektiv am jonken Alter bei eis kommen, sech méi fest un

eist Land an un eis Kultur gebonne fillen?

3. Misst dofir net d'Lëtzebuerger Sprooch als eis Mammesprooch eng Prioritéit virun anere Sprooche kréien?

4. Wäert d'Madame Ministesch am Kader vun der Reform vum Sproocheregime an de Schoulen, och d'Erléieren an d'Schreiwe vun der Lëtzebuerger Sprooch genausou obligatoresch erklären, wéi dat fir déi aner zwou an der Schoul geléiert Sproochen de Fall ass?

5. Wat gëtt an der Primärschoul vu Lëtzebuerger Literatur virbruecht an de Kanner fir ze liese virgeschloen?

6. Gehéiert de Renert zu döser Literatur? Wann neen, firwat net?

7. Wier et net sënnvoll, de Renert als Literatur an der Primärschoul anzebannen, well de Renert ee vun eisen historeschste kulturelle Sproochgidder ass?

Réponse (14.5.2007) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

D'Léiere vun der Lëtzebuerger Sprooch an der Primärschoul, sou wéi de Plan d'études dat virgesäit, ass eng Unerkennung vun der Wichtegkeet vun der Lëtzebuerger Sprooch.

Eng Sprooch léiere begräift véier Elementer: d'Verstoe vun der geschwater Sprooch, d'Schwätzen, d'Verstoe vun der geschriwwener Sprooch (Liesverstoen) a schliesslech d'Produktioun vu schrëftlecher Sprooch (Schreiwen). Dës véier Elementer gëlle fir all Sprooch, déi an der Schoul geléiert gëtt, sief dat Lëtzebuergesch, Däitsch oder Franséisch mä si ginn ënnerschiddlech entwéckelt jee nodeems wat fir eng Funktioun d'Sprooch huet.

Dem Lëtzebuergeschen als geschwate Sprooch kënnt eng grouss Roll als Integratiounsinstrument zou; aus dësem Grond ass d'«Éducation précoce» agefouert ginn. Et gëtt vun der «Éducation précoce» a vun der Spillschoul profitéiert, fir mat de Kanner Lëtzebuergesch ze schwätzen: d'Lëtzebuerger Kanner verbesseren hei hir sproochlech Kompetenzen an hir auslännesch Kolleege léieren am Kontakt mat hinnen d'Lëtzebuergescht. D'Kanner aus dem Primärschoulalter léiere virun allem d'geschwate Sprooch als Kommunikatiounsinstrument. D'Liese vu literareschen Texter op Lëtzebuergesch gehéiert zum Programm.

Déi schwieregst Kompetenz am Lëtzebuergeschen ass d'Schreiwen. Et dréit kaum eppes zu enger Verbesserung vun der Integratioun bäi. Ech denken net drun ze verlaangen, dass all Kand elo och nach eng zousätzlech Belaaschtung operluecht kritt. Dat géif nëmmen op Käschte vun deenen zwou anere Sprooche méiglech sinn, wier sozial an ekonomesch net ze veräntwerten a géif eise Kanner e ganz schlechten Déngscht leeschten.

Et ass och aus deem Grond, wou de Léierplang op d'obligatorescht Schreiwe léiere vum Lëtzebuergesche verzicht, an dat och esou bleiwe wäert.

Dat heescht awer net, dass eis Kanner net solle léieren, dass eis Sprooch eng schéi Sprooch ass an dass een och doranner ka seng Gedanken oder seng Gefiller ausdrécken. Am Kader vum Réajustement vum Sproochenenseignement si fënnef Aktiounen zugonschte vum Lëtzebuergesche virgesinn, dorënner Aktioune mat Lëtzebuerger Auteuren, déi hir Wierker de Kanner a Jugendlechen an der Schoul virstellen.

An der Primärschoul ginn zwee Bicher mat Texter vu folgende Lëtzebuerger Auteure proposéiert:

Back Jean; Bastian Tony; Boisseaux Ry (Rosalie); Braun Josy; Christen Josy; Clement Chrétien; Colbett-Derichs Carmen; Dicks (de la Fontaine) Edmond; Diederich-Adam Colette; Ehlinger Christiane; Feitler Frank; Fournelle Hélène; Friedrich Evy; Frières Danielle; Goergen Willy; Greisch Pol; Helminger Nico; Hermes Monique; Hess Joseph; Hever Michel Joseph; Hierzig Sus; Hilgert Romain; Hoscheit Jhemp; Hurst Tony (Peter Anton); Kartheiser René; Keller Chantal; Keller (Schenten) Chantal; Keup Jos; Kieffer Paul; Koltz Anise; Kremer Pir; Lentz Michel; Liesch Auguste; Losch Henri; Loschetter-Estgen Véronique; Manderscheid Roger; Meyer Roland; Miesch Louis; Paulus Nicole; Pletschette Nic; Pütz Pol; Reuland Marcel; Rewenig Guy; Rinnen Henri; Rodange Michel; Schlechter Pe'l; Schmitt Georg; Schroeder Tit; Schuster Jemp; Seimetz Roger; Steffen Robert (Gallo); Theis-Kauth Jeanine; Treinen Jean-Michel; Weber Renée; Weimerskirch René; Weis Wëllem

De Renert gehéiert zu döser Anthologie. Et ginn de Kanner zwee Auszich (den 1. an den 10. Gesang) aus dem Renert virgeschloen, zesumme mat aneren Texter iwwert d'Bedeitung vum Michel Rodange a senger Fabel. Et muss een awer soen, dass de Renert insgesamt e Wierk ass, dat fir Erwuessener geschriwwe ginn ass.

Question 1681 (12.4.2007) de **M. Jean-Pierre Koepp** *(ADR)* concernant l'**Eurovignette:**

D'Eurovignette ass 1995 opgrond vun enger EU-Direktiv agefouert ginn a se ass elo nach a fënnef EU-Länner obligatoresch. Dëst gëllt fir all d'Gefierer iwwer zwielef Tonnen. Well Däitschland am Joer 2005 aus dem «Vignettë-Verband» ausgetratt ass, kritt een dës Vignetten elo nach just op ronn 260 Platzen an der EU ze kafen. Zu Lëtzebuerg ass dat, laut mengen Informatiounen, awer just bei der Verwaltung vun der Douane um Houwald.

Am Ausland, speziell eiser Grenzregioun, kritt een dës Vignette op villen Tankstellen ze kafen, an dat praktesch ronderëm d'Auer, an dat no engem einfache System. Zu Lëtzebuerg muss een d'Pabeiere virweisen; an dat bedéngt, datt ee mat sengem schwéiere Gefier muss bis op den Houwald fueren, an dann ass ee bis dohinner praktesch an der Illegalitéit. Et wär menger Meenung no vu Virdeel fir vill Betriber, wann een dës Vignette op engem Réi vun Tankstellen ze kafe kritt, an dëst no engem einfache System wéi am Ausland.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Minister:

1) Ass dat korrekt, datt een hei zu Lëtzebuerg dës Eurovignetten nëmmen op enger Plaz ze kafe kritt? A firwat ass dat esou?

2) Ass den Här Minister gewëllt hei eng verbessert geographesch Ofdeckung de Betraffenen unzebidden? A fir wéini kann een heimat rechnen?

3) Misst een net an engems drun denken, fir am Transit-Land Lëtzebuerg d'Prozedur ze vereinfache respektiv se un déi vum Ausland unzepassen?

Réponse (18.5.2007) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Ministre des Finances:*

L'Eurovignette a été rendue applicable au Grand-Duché de Luxembourg par la loi du 24 février 1995 (modifiée) portant approbation et application de l'Accord relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes par des véhicules utilitaires lourds, fait à Bruxelles, le 9 février 1994 et en application de la directive 93/89/CEE du Conseil des Communautés européennes du 25 octobre 1993.

Actuellement la législation sur le droit d'usage est applicable dans les pays suivants: Grand-Duché de Luxembourg; Royaume de Belgique; Royaume du Danemark; Royaume de Suède, et au Royaume des Pays-Bas.

Dans l'ensemble de ces pays le nombre des points de vente de l'Eurovignette se chiffre à 822.

Au Luxembourg il existe en tout huit points de vente qui sont répartis sur tout le pays. Ainsi on peut acquérir l'Eurovignette aux bureaux des Douanes et Accises suivants: Luxembourg Centre douanier; Luxembourg Aéroport; Rodange; Esch/Alzette; Remich; Mertert; Ettelbruck, et Wiltz pendant les heures d'ouverture des bureaux. Au bureau des Douanes et Accises du Centre douanier elles peuvent en plus être acquises 24 heures sur 24. Ceci vaut également pour l'Aéroport, mais ici uniquement pour les véhicules effectuant des transports au départ ou à destination de l'Aéroport.

Ce système de vendre les Eurovignettes aux bureaux des Douanes et Accises a été retenu au Luxembourg pour trois raisons:

1) minimiser les frais;

2) en application de la loi sur la comptabilité de l'État qui stipule clairement que sur le territoire luxembourgeois, des taxes revenant à l'État ne peuvent être perçues que par des comptables de l'État (ce qui exclut les exploitants de stations de service);

3) l'Administration des Douanes et Accises est également compétente pour le contrôle de la législation en matière de transport.

Il y a lieu de préciser également que le long des frontières du Grand-Duché, dans les pays qui ne sont pas membre de l'accord (France, Allemagne), il existe des dizaines de points de vente où l'Eurovignette peut être acquise avant de pénétrer sur le territoire luxembourgeois. Ces points de vente ont été communiqués à toutes les fédérations de transport de l'Union avec mission d'en informer leurs membres. En principe il n'y a donc pas d'excuse pour un transporteur qui entre dans le Grand-Duché sans être en possession d'une Eurovignette.

Il est vrai que les procédures d'acquisition varient légèrement d'un pays à l'autre, mais on peut certainement affirmer que le système luxembourgeois est l'un des plus favorables pour les transporteurs du Grand-Duché.

Actuellement les pays membres de l'Accord se trouvent en négociation afin de modifier et de faciliter le système de perception et de contrôle des Eurovignettes et il semble donc opportun d'attendre la fin de ces pourparlers avant d'apporter des modifications au système actuel.

Question 1683 (13.4.2007) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant le **dossier médical:**

Suite à ma question parlementaire N°0322 du 28 février 2005 *(cf. compte rendu N°9/2004-2005)* concernant l'établissement d'un dossier médical unique informatisé, Monsieur le Ministre a annoncé l'introduction d'une «nouvelle position dans la nomenclature des actes et services des médecins pris en charge par l'assurance maladie, il s'agit de l'ouverture et de la gestion du Dossier médical du Médecin Généraliste (DMG), (…)». Sachant que ladite position a entre-temps été introduite, j'aimerais poser à Monsieur le Ministre les questions suivantes:

- Dans quelle mesure les médecins établissent-ils réellement un dossier médical?

- Combien de fois ont-ils eu recours au tarif DMG1, tel que prévu par la nomenclature des actes et services des médecins pris en charge par l'assurance maladie?

- Cet acte est-il réservé exclusivement aux médecins généralistes?

- À qui le dossier médical appartient-il? Le patient peut-il se le faire remettre en mains propres à tout moment en vue de consultations auprès d'autres prestataires?

- Quels éléments et quelles informations peuvent ou doivent figurer dans le dossier médical?

- Existe-t-il un format standardisé auquel les données contenues dans le dossier médical doivent satisfaire afin de faciliter l'échange des informations?

Par ailleurs, Monsieur le Ministre a expliqué qu'un groupe de travail procédait «à une pré-étude des systèmes d'informatisation des données médicales déjà existants de par l'Europe», que les résultats étaient attendus pour octobre 2005 et «qu'ensuite une réflexion plus fondamentale sur le dossier médical unique informatisé pourra se faire en concertation avec tous les acteurs concernés». Il a précisé également que le dossier médical du médecin généraliste «ne pourra pas encore recourir à un échange des données médicales par voie électronique, mais que cet échange se fera sur base de documents sur papier. Néanmoins, le DMG constitue une première étape dans l'établissement du dossier médical unique informatisé du patient».

Dans ce contexte j'aimerais poser à Monsieur le Ministre les questions suivantes:

- Où en est la réflexion plus fondamentale sur le dossier médical unique informatisé?

- Dans quel délai peut-on envisager l'introduction du dossier médical unique informatisé?

- Dans quelle mesure le format des données contenues dans le dossier médical du médecin généraliste se prête-il à un transfert lors de l'introduction éventuelle du dossier médical unique informatisé?

Réponse (22.5.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Le dossier DMG a été défini sur base conventionnelle par l'AMMD et l'UCM en s'appuyant sur le modèle existant en Belgique. Il ne comportait initialement pas d'élément électronique ou informatique, alors qu'il était prévu de n'avoir recours qu'à des documents sur papier. Toutefois, compte tenu des progrès en matière informatique, un traitement sur support électronique a été envisagé.

Ceci dit, j'informe l'honorable Députée que la Commission nationale de la protection des données a été saisie du dossier au mois de mars 2004. Cependant, elle n'a pas rendu son verdict à l'heure actuelle, alors qu'elle a relié la problématique du DMG à celle beaucoup plus complexe de la protection des données dans les cabinets médicaux. Par conséquent, le dossier DMG en tant que tel ne peut pas encore être utilisé en pratique par les médecins généralistes.

Le dossier contient les éléments et les informations suivants:

1) un dossier médical général; les données contenues dans le dossier médical général sont les seules pouvant être transmises à un autre médecin; le dossier médical général est normalisé;

2) un dossier de travail du médecin; ce dossier appartient au médecin et contient ses annotations personnelles qui ne peuvent être transmises;

3) un dossier privatif de données personnelles concernant le patient; ces données appartiennent au patient et lui sont communiquées sur sa demande.

Outre les données résultant des investigations et prescriptions personnelles réalisées par le médecin, le dossier médical général est complété:

1) par les données en provenance d'autres médecins ayant traité le patient dans la mesure où un rapport a été réalisé dans les conditions de l'article 76 de la convention médicale du 13 décembre 1993;

2) par les données médicales personnelles du patient, détenues par l'Union des Caisses de Maladie.

Le dossier médical général contient les informations suivantes:

A. Les fiches de données ci-après:

- Fiche 1: Identification du patient

Nom, prénom
Nom marital
Matricule de la sécurité sociale
Date de naissance
Sexe
Identification du dossier interne tenu par le médecin

- Fiche 2: Données administratives et sociales

Adresse
Date début du contrat DMG
Date fin du contrat DMG
Statut du patient par rapport au régime de pension et d'assurance accidents (bénéficiaire d'une pension d'invalidité, bénéficiaire d'une rente accident)
Numéro / date accident professionnel / maladie professionnelle reconnue

- Fiche 3: Les données d'alerte

Allergies
Intolérances médicamenteuses
Traitements contre-indiqués
Autres données d'alerte

- Fiche 4: Informations médicales de base

Antécédents:
- médicaux;
- psychiatriques;
- gynécologiques et obstétricaux;
- chirurgicaux;
- traumatologiques.
Carnet vaccinal
Facteurs de risque

- Fiche 5: Liste des médicaments au long cours

Date début
Nom du médicament
Posologie
Voie d'administration
Indications et commentaires
Durée du traitement
Motif de l'arrêt du médicament:
- intolérance;
- inefficacité;
- contre-indication;
- autres commentaires.
Date arrêt

- Fiche 6: Liste des examens et avis spécialisés

Date
Numéro
Type examen
Conclusions
Réévaluation

- Fiche 7: Journalier (chaque médecin est libre de rédiger son journalier à sa façon)

Date
Informations subjectives
Informations objectives
Appréciation en fin de consultation
Plan de prise en charge
Réévaluation

- Fiche 8: Liste des problèmes actifs

Début
Numéro
Description du problème actif
Fin du problème

B. Les copies ou originaux des rapports et avis médicaux en provenance d'autres médecins.

C. L'exemplaire du médecin du contrat DMG signé avec le patient

et, le cas échéant, les pièces documentant la résiliation du contrat DMG.

Toutes les fiches énumérées ci-dessus sont présentées sous un format standardisé ce qui facilitera la présentation du DMG sous forme électronique. Mais avant tout progrès en la matière, il faut que la CNPD donne son aval à l'affaire.

Question 1684 (13.4.2007) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant l'**introduction de la télémédecine dans la nomenclature définissant les actes et services des médecins pris en charge par l'assurance maladie:**

Selon le monde médical, la télémédecine est un domaine de la médecine prometteur et en pleine expansion. Afin de ne pas hypothéquer le développement des activités et des technologies dans ce domaine, bon nombre des pays européens ont décidé d'intégrer le concept de la télémédecine ou du téléhealth dans la nomenclature définissant les actes et services des médecins pris en charge par l'assurance maladie.

Le Conseil national de l'Ordre des médecins en France présente la télémédecine comme «un moyen particulièrement utile d'optimiser la qualité des soins par une rapidité collégiale des échanges médicaux au profit de patients dont l'état de santé nécessite une réponse adaptée, rapide, quelle que soit leur situation géographique».

Selon la loi française sur l'assurance maladie «la télémédecine permet, entre autres, d'effectuer des actes médicaux dans le strict respect des règles de déontologie mais à distance, sous le contrôle et la responsabilité d'un médecin en contact avec le patient par des moyens de communication appropriés à la réalisation de l'acte médical».

Or, il semble qu'au Luxembourg les activités dans le domaine de la télémédecine ne sont pas remboursables étant donné qu'ils ne sont pas prévus dans la nomenclature définissant les actes et services des médecins pris en charge par l'assurance maladie.

Dans ce contexte j'aimerais poser à Monsieur le Ministre les questions suivantes:

- Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas que la télémédecine constitue un domaine prometteur et susceptible d'être développé au Luxembourg?

- Les spécialistes sont d'avis que le non-remboursement représente un obstacle considérable au développement de la télémédecine dans un pays donné. Monsieur le Ministre partage-t-il cette opinion?

- Quelle est la position du Gouvernement face à l'introduction des actes de télémédecine au sein de la nomenclature définissant les actes et services des médecins pris en charge par l'assurance maladie?

Réponse (14.5.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

La télémédecine est un domaine relativement vaste et les définitions utilisées par différents spécialistes en la matière varient. Il est cependant généralement admis que sont visées toutes sortes de techniques et technologies modernes de télécommunication et de traitement d'informations numériques afin de faciliter ou permettre la pratique à distance de la médecine. La télémédecine recouvre ainsi notamment les échanges d'avis entre professionnels de santé (téléconsultation, téléexpertise ou réunions par visioconférence…), l'assistance à distance, par des conseils diagnostiques et thérapeutiques, d'un patient ou la surveillance à domicile (télésurveillance et télédiagnostic), de même que la pratique à distance d'un acte médical spécifique (téléchirurgie…).

La télémédecine constitue sans conteste un moyen prometteur permettant d'améliorer la qualité des soins au profit des patients luxembourgeois. J'estime toutefois que d'une part, il y a lieu de s'assurer que ces activités s'exercent avec les garanties nécessaires et que d'autre part, il y a lieu de favoriser avant tout les solutions en la matière qui ont le plus d'intérêt dans le contexte spécifique du système de santé national, sans favoriser des activités de e-commerce médical mal adaptées aux besoins réels du pays.

Le Luxembourg dispose déjà avec le HealthNet d'un réseau sectoriel sécurisé permettant d'organiser la circulation des données, notamment dans le cadre d'applications de télémédecine. Nos hôpitaux se sont aussi équipés de solutions visioconférence permettant des échanges d'avis avec des experts nationaux ou étrangers. De même de premières expériences avec des solutions, prometteuses, de télémonitoring sont en cours de se faire dans le cadre notamment du projet de recherche «Luxembourg Heart Failure» du FNR, visant à développer une solution de télémonitoring permettant le suivi de patients à insuffisance cardiaque. Dans le domaine de l'imagerie médicale, le programme Mammographie est en cours d'être digitalisé en vue d'une meilleure qualité et rapidité. Dans ce même domaine, le CHL échange des clichés digitalisés avec l'infirmerie du Centre pénitentiaire de Schrassig.

L'échange d'avis entre professionnels, notamment entre un médecin de confiance en contact direct avec le patient et un expert au sein d'un centre de compétence national (par exemple l'INCCI) ou étranger (par exemple dans le domaine des maladies rares), est prometteur pour améliorer la qualité de certaines prises en charges nécessitant une qualification particulière spécifique. Avec le vieillissement de notre population, les applications de télésurveillance et de téléassistance seront certainement des moyens privilégiés d'une prise en charge qualitative d'une patientèle plus fréquemment et longtemps prise en charge à domicile.

Ceci étant dit il convient de faire la part des choses et de ne pas surestimer les possibilités qu'offre la télémédecine. Si dans certains pays, notamment du Nord de l'Europe, l'assistance immédiate d'un professionnel de la santé qualifié est souvent difficile, vu les contraintes de la géographie locale, les données de départ ne sont pas les mêmes dans un pays de l'envergure du Luxembourg. Aussi y a-t-il lieu, tout en tirant profit de la valeur ajoutée indéniable qu'apporte la télémédecine, de continuer à garantir, dans la mesure du possible, le contact direct entre le patient et le médecin et tout autre professionnel.

S'agissant maintenant de la question du remboursement des activités de télémédecine, je rappelle le libellé de l'article 65, alinéa 6 du Code des assurances sociales, aux termes duquel «les nomenclatures des actes et services professionnels et prothèses sont arrêtées conjointement par les ministres ayant dans leurs attributions la Sécurité sociale et la Santé sur base d'une recommandation circonstanciée de la Commission de Nomenclature…».

À l'heure actuelle cette Commission n'a été saisie d'aucune proposition concernant la télémédecine de la part du groupement professionnel signataire de la convention entre médecins et l'Union des Caisses de Maladie, en l'occurrence l'Association des Médecins et Médecins-Dentistes.

Il va sans dire que dès qu'une proposition afférente sera adoptée par la majorité des membres de la Commission de Nomenclature et que l'avis du Collège médical, requis pour toute modification des nomenclatures, sera positif, j'approuverai volontiers l'introduction de positions relatives à la télémédecine.

Question 1685 (13.4.2007) de **M. Félix Braz** *(DÉI GRÉNG)* concernant l'**évaluation des mesures transitoires luxembourgeoises limitant la libre circulation des travailleurs européens des douze nouveaux États membres:**

Dans le cadre de l'élargissement de l'Union européenne en mai 2004, la libre circulation des travailleurs venant des dix nouveaux États membres a pu être restreinte par l'introduction de mesures transitoires.

Le Luxembourg a usé de cette possibilité dès 2004 et a prolongé ces mesures transitoires au-delà du 1er mai 2006. Lors de la reconduction des mesures transitoires en 2006, le Gouvernement a annoncé «de procéder à une première évaluation de la situation et de la pratique au plus tard en mai 2007, en vue d'examiner d'éventuelles adaptations au régime».

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Est-ce que cette première évaluation a déjà été effectuée?

- Dans l'affirmative, quel en est le bilan?

- Est-ce que le Gouvernement envisage de maintenir les dispositions transitoires?

- Est-ce que le Gouvernement a procédé à des adaptations au cours des douze derniers mois?

Réponse (25.5.2007) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration:*

L'honorable Député s'est renseigné sur les mesures transitoires introduites par le Gouvernement luxembourgeois en avril 2004 en ce qui concerne la libre circulation des travailleurs des dix nouveaux États membres de l'Union européenne. À ce sujet j'ai le plaisir de lui fournir les informations suivantes:

Après les adaptations au régime de transition en 2006, l'évaluation de la situation et de la pratique des mesures transitoires sera effectuée dans les mois à venir. À titre d'information je renvoie à la question parlementaire N°1434 du 29 novembre 2006 de l'honorable Député Monsieur Laurent Mosar pour des données statistiques concernant le nombre de permis de travail délivrés jusqu'à fin janvier 2007 sous le régime transitoire *(cf. compte rendu N°7/2006-2007).*

En réponse à la troisième question de l'honorable Député, le Gouvernement réaffirme son attachement au principe de la libre circulation. Il a cependant été nécessaire de prendre en compte certains facteurs défavorables sur le marché du travail national. Ainsi le Gouvernement suit de très près l'évolution sur le marché national de l'emploi ainsi que les décisions de nos pays voisins au sujet de la libre circulation des travailleurs. Sur base de l'évaluation qui sera disponible au mois de septembre, le Gouvernement étudiera les modalités en vue de mettre fin au régime transitoire pour les dix nouveaux États membres.

Répondant à la dernière question, je peux informer l'honorable Député qu'au cours des douze derniers mois, certaines adaptations en vue d'un accès plus large ont été systématiquement mises en œuvre. Depuis le 1er mai 2006, la politique en matière de permis de travail a permis non seulement de satisfaire le secteur du transport international ainsi que les secteurs déficitaires en main d'œuvre tel celui de l'agriculture, de la viticulture et de l'Horeca, mais elle a également permis de mettre en avant et d'accentuer la nécessité d'une bonne collaboration avec les services de l'Administration de l'Emploi dans les mêmes secteurs ainsi que dans le secteur financier, pour ce qui est des spécialistes de haut niveau.

Question 1689 (20.4.2007) de **Mme Marie-Josée Frank** *(CSV)* concernant la **formation en soins palliatifs:**

Le projet de loi 5584 relatif aux soins palliatifs, à la directive anticipée et à l'accompagnement en fin de vie, déposé le 7 juin 2006 à la Chambre des Députés, reflète l'importance grandissante accordée aux soins palliatifs. En effet, le développement des soins palliatifs permettra de garantir un accompagnement adéquat des malades en fin de vie ainsi que d'assurer une prise en charge globale des patients concernés.

Dans ce contexte il serait souhaitable que la totalité du personnel de santé, y compris les médecins, disposent d'un certain savoir-faire en la matière afin de garantir un accompagnement pluridisciplinaire digne aux personnes souffrantes.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé:

- Vu le grand succès qu'a connu la formation en soins palliatifs offerte aux médecins par le Ministère de la Santé en 2004, le Gouvernement ne juge-t-il pas opportun d'offrir à intervalles réguliers de telles formations?

- Le Gouvernement envisage-t-il d'offrir ces formations en collaboration avec l'Université du Luxembourg? Dans l'affirmative, à partir de quand les formations pourront-elles être assurées?

Réponse (25.5.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

L'honorable Parlementaire souligne à bon droit l'importance du développement des soins palliatifs. Celui-ci demande des mesures sur différents plans tels qu'entre autres

- le fonctionnement d'unités hospitalières pour soins palliatifs (une telle fonctionne déjà avec une équipe pluridisciplinaire dans la majorité des hôpitaux);

- le développement des soins palliatifs dans les centres intégrés pour personnes âgées et établissements analogues ainsi qu'en soins à domicile;

- la création d'un centre d'accueil pour personnes en fin de vie;

- le soutien à l'aide par les proches par la création d'un congé d'accompagnement.

La bonne prise en charge des patients nécessitant des soins palliatifs demande de la part des médecins des connaissances approfondies en médecine palliative, dans le traitement de la douleur et des autres symptômes, ainsi qu'en ce qui concerne l'approche psychologique, sociale et éthique.

La formation continue en soins palliatifs organisée en 2003-2004 par mon Ministère et l'Association des Médecins et Médecins-Dentistes a été suivie par plus de 60 médecins. Les cours peuvent être téléchargés du site Internet du Ministère de la Santé.

Les médecins-généralistes consultés estiment prioritaire - à l'issue de ce cycle de cours - une formation continue basée sur la présentation et la résolution de cas cliniques de médecine palliative. Ainsi par exemple l'Alformec a organisé le 5 mai 2007 un tel atelier destiné à augmenter la compétence pratique en soins palliatifs. Elle prévoit d'organiser pour le futur un tel atelier une fois par année, ainsi qu'en 2008-2009 un atelier-journée relatif à la gériatrie comportant l'aspect des soins palliatifs en institution pour personnes âgées.

Concernant la formation spécifique en médecine générale dispensée par l'Université du Luxembourg (formation spécifique de trois années nécessaire pour le médecin qui veut exercer la médecine générale), celle-ci comporte dix heures de cours relatifs aux soins palliatifs, au traitement de la douleur et au deuil.

Je signale aussi que le 12 mai 2007 a eu lieu une formation continue axée sur l'interdisciplinarité en soins palliatifs et le testament de fin de vie.

Je ne pense pas que les besoins de formation du corps médical en la matière nécessitent un long cycle de cours à l'Université du Luxembourg, cette vue étant partagée entre autres par des responsables contactés à l'Université.

Je prévois d'analyser plus finement avec les médecins des équipes de soins palliatifs ainsi qu'avec les acteurs de la formation médecine continue les besoins de formation des différents groupes de médecins, non encore couverts et/ou nécessitant un rappel ou une actualisation, avec le but de dégager quelle offre supplémentaire de formation serait à organiser dans le pays. Il s'agit effectivement de stimuler et de faciliter le plus possible l'augmentation des compétences en médecine palliative de tous les médecins concernés.

Le budget de mon Ministère comporte les crédits requis par l'organisation de la formation continue en soins palliatifs.

Chamber TV
weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Gemeng Bartreng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Walfer *um Kanal S29 / 367.25 Mhz*
•
Zu Biwer an zu Wecker *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Bous *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Bërmereng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Konter *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Dippech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Dikrech *um Kanal S19 / 287.25 MHZ*
•
Zu Iermsdref *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Esch-Sauer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Nidder- an Uewerfeelen *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Gréiwemaacher *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Hieffenech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Hesper *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt, Ollem a Nouspelt *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Mamer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Manternach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Medernach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*